

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉGLEMENTATION LÉGALE
DU
TRAVAIL SOUTERRAIN
DES FEMMES ET DES ENFANTS

LÉGISLATION FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mardi 20 Juin 1899, à 10 heures du matin

PAR

MOMTCHILLO A. NINTCHITCH

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. DUCROCQ, professeur.
GIDE, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1899

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉGLEMENTATION LÉGALE
DU
TRAVAIL SOUTERRAIN
DES FEMMES ET DES ENFANTS

LÉGISLATION FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

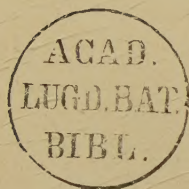
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mardi 20 Juin 1899, à 10 heures du matin

PAR

MOMTCHILLO A. NINTCHITCH



Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. DUCROCQ, professeur.
GIDE, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1899

« Si le travail national épuise les
« mères, prend les enfants trop jeu-
« nes et les retient chaque jour plus
« longtemps, cela peut, pour aujour-
« d'hui mettre à sa disposition une
« somme de forces plus considéra-
« bles, mais à condition de diminuer
« année par année la production de
« la force. Cela s'appelle, en propres
« termes, vivre sur son capital. Même,
« au point de vue de l'économie, au
« point de vue de l'intérêt argent, un
« peuple doit veiller sur la première
« richesse, qui est la force humaine.
« Il y a comme une épidémie d'infan-
« ticide qui nous coûte plus cher cha-
« que année qu'une bataille perdue,
« et contre laquelle il faut réagir par
« la morale, en restaurant la famille
« par la loi, en restreignant le travail
« des femmes et des enfants ».

JULES SIMON.

INTRODUCTION

Le droit pour l'Etat de réglementer le travail des enfants est à l'heure actuelle reconnu à peu près universellement. Le besoin s'en est fait sentir bien avant que ce droit ne fut établi. Il fallait que les abus fussent bien grands, la nécessité bien évidente, pour que les premières lois réglementaires pussent triompher de l'opposition. Et cette dernière était au commencement d'une force et d'une ardeur redoutables. Sa force était longtemps assez grande pour faire échouer les meilleures propositions, son ardeur d'autre part, décourageait les meilleures intentions. Les éléments dont elle était composée furent nombreux et variés. La plupart des industriels, dont la réglementation heurtait les vieilles habitudes, opposèrent au mouvement une résistance farouche ; les économistes classiques, adeptes convaincus de l'Ecole de Manchester, y étaient très défavorables. En matière économique, ils préconisaient la liberté la plus complète, et ils avaient en horreur toute intervention gouvernementale ou législative. Une réglementation si bénigne ou si nécessaire qu'elle soit,

était contraire à leurs savantes déductions. D'après leurs calculs, il n'y avait pas de bonheur que sous un régime de liberté économique, et tout ce qui pourrait la diminuer ou l'entraver devait être prescrit comme contraire aux intérêts nationaux. Les hommes politiques avaient peur de compromettre la prospérité du pays, de tuer l'industrie nationale en rendant toute exportation impossible, et en ouvrant les portes toutes larges à l'importation des produits étrangers. Puis, c'était au tour des moralistes de se révolter. Comment ! remplacer l'autorité paternelle par celle de la loi ? Est-ce que ceux auxquels la nature a confié les soins de l'enfance doivent en être écartés ? Est-ce que les parents ne sont pas les meilleurs et les seuls véritables amis de leurs enfants ; ne savent-ils pas le mieux ce qui est pour eux bon ou mauvais ? Si l'on a l'intention de supprimer la famille, qu'on le dise carrément.

Mais ces temps sont passés. *Tempora mutantur et nos in iis*. Les industriels les plus intelligents ont fini par reconnaître que la réglementation, tout au moins en ce qui concerne le travail des enfants, ne les a pas ruinés. L'expérience leur a abondamment prouvé que l'intérêt national n'était point exclusif de leur intérêt personnel. Or, les jeunes enfants sont de futurs ouvriers, et en abusant d'eux on diminuait les forces vitales du pays.

L'Economie politique a cessé pour beaucoup d'être une science purement abstraite. En y apportant un peu de réalité, les économistes sont arrivés à la conclusion que

le régime de liberté excessive aboutit souvent à l'oppression, à l'exploitation des gens faibles par les forts. En complétant les déductions scientifiques par l'observation de ce qui se passe, en a été forcé de reconnaître que l'intervention était non seulement légitime, mais bien indispensable jusqu'à un certain point.

« Le but de la société, disait Rossi (1), n'est pas seulement d'être riche. Supposons que ce fût un moyen de richesse nationale que de faire travailler les enfants 15 heures par jour, la morale dirait que cela n'est pas permis ; la politique aussi nous dirait que c'est une chose nuisible à l'Etat. Pour avoir des ouvriers de 11 ans, on aurait de chétifs soldats de 20 ans. La morale fait valoir ses préceptes et la politique ses exigences et quand même il serait prouvé que le procédé serait utile comme moyen de richesse, on ne devrait pas l'employer... Quand l'application du travail est contraire à un but plus élevé que la production de la richesse, il ne faut pas l'employer. »

Rossi prononçait ces paroles à l'époque où l'expérience ne venait pas encore contredire les allégations plus ou moins intéressées des personnes qui prédisaient la ruine fatale de l'industrie nationale, si l'Etat réussit à imposer sa réglementation. Mais, l'expérience faite prouvait le contraire et les hommes auxquels était confié le soin des intérêts supérieurs, ne pouvant fermer les

1. *Cours d'Economie politique*, t. I., p. 36.

yeux devant l'évidence, reconnurent leurs erreurs. Et, s'ils n'étaient pas toujours prompts à demander l'intervention législative, la faute était le plus souvent au régime parlementaire établi déjà dans les principaux pays industriels. Nous avons déjà dit que toute réglementation se heurtait à de vieilles habitudes ; elle pouvait gêner au commencement la production, provoquer même des crises passagères, mais pour aboutir à la fin à la prospérité générale. Beaucoup d'industriels ne voulaient pas ou n'avaient pas le courage de s'exposer à cette diminution momentanée de la production. Beaucoup d'entre eux ne croyaient pas que ce temps d'arrêt serait vite passé, et que l'amélioration des forces productives amènerait une augmentation notable et rapide de la production. Ils étaient, par conséquent, hostiles à la réglementation ; et comme ils avaient une grande influence sur le sort des élections, comme ils comptaient souvent des représentants nombreux et influents dans le corps législatif, un gouvernement parlementaire était forcé d'en tenir compte.

Les moralistes eux-mêmes ont dû baisser pavillon devant l'évidence. Les abus dont les enfants étaient victimes, se produisaient souvent, et les parents étaient incapables ou impuissants à les écarter. Le salaire du père de famille était, malheureusement, trop souvent insuffisant, et l'appoint que l'enfant y ajoutait avec son travail, si petit qu'il soit, était jugé indispensable. Quelquefois même, le père, indigne de ce nom, exploitait

les forces de ses enfants, pour augmenter ses jouissances personnelles.

On prétendait que l'intervention législative allait dépouiller les père et mère de leur puissance paternelle et on ne voyait pas que le travail d'une durée exagérée rendait impossible toute vie de famille, éloignait l'enfant de son père et de sa mère. Il était facile de prouver que l'autorité paternelle était insuffisante pour protéger l'enfant. Les enquêtes successives dévoilaient les abus les plus graves dont ces jeunes êtres étaient victimes dès la plus tendre enfance. Et un droit nouveau fut établi : la société tout entière fut chargée de la tutelle de l'enfant dans les cas où les parents n'en étaient pas capables. On ne peut plus sérieusement contester ce droit tant il a profondément pénétré dans les mœurs.

La semence des vraies doctrines, si fragiles à l'origine, est devenue moisson. « On ne conteste plus aujourd'hui, que dans certains cas, l'autorité des parents doive être renfermée dans de justes limites. L'Etat, on le reconnaît, possède au nom d'intérêts supérieurs un droit de tutelle de l'enfance qui lui permet de protéger ses intérêts dans des circonstances déterminées » (1).

L'Etat a donc le droit de réglementer le travail des enfants. A-t-il également le droit d'intervenir, en présence des engagements librement débattus, pour protéger les adultes. Le sujet spécial que nous traitons ici,

1. Tallon. *Manuel pratique*. L'Introduction.

nous empêche d'entrer dans le vif de la question. En ce qui concerne le travail des femmes, nous nous en occuperons dans un autre chapitre. Contentons-nous de dire ici que même dans ce cas, on devrait reconnaître à l'Etat le droit de réglementation, et cela justement parce que, à cause de la différence des conditions de fait entre les patrons et les ouvriers, ces engagements ne peuvent être considérés comme librement débattus. On est en présence des forts et des faibles, et l'Etat a le droit et même le devoir de protéger ces derniers quand l'humanité ou les intérêts supérieurs du pays le demandent. Ce droit est loin d'être universellement reconnu, mais il en a été de même pour les enfants, et on peut espérer qu'on aboutira aux mêmes résultats.

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DANS LES MINES

Puisqu'on reconnaît à l'Etat le droit de réglementer le travail des enfants dans toutes les industries, l'industrie extractive ne doit pas y échapper. Personne, d'ailleurs, n'a soutenu le contraire. Mais, on a soutenu que cette dernière, étant exploitée dans des conditions tout à fait particulières, doit être régie par des règles spéciales, entièrement différentes de celles qui sont applicables dans les autres industries. De prime abord, cela paraît très naturel. Il y a entre les industries extractive et manufacturière (1), une différence fondamentale, en raison de ce que dans la première, les travaux sont effectués dans les galeries souterraines. De là, résultent des conditions d'hygiène, de sécurité et de fatigue tout à fait différentes. Par conséquent, on ne peut pas les réglementer de la même manière.

Mais, si l'on décide ainsi, on se heurte d'abord au principe de l'égalité de tous devant la loi. Ce principe est violé au détriment des exploitants de l'industrie

1. Nous ne mentionnons que celle-ci, les autres industries n'étant réglementées que très exceptionnellement.

minière, si l'on les soumettait à des charges plus lourdes que les autres industriels. Et cette violation peut non seulement causer des préjudices matériels aux simples particuliers, elle peut avoir des conséquences très graves pour l'industrie extractive tout entière. Et c'est cette dernière qui fait marcher les moteurs mécaniques. Supposons, par exemple, que par une réglementation plus sévère (1) pour les ouvriers mineurs, on rend leur recrutement plus difficile, l'industrie minière s'en ressentirait tout de suite, soit en perdant ses meilleurs ouvriers, soit en les payant trop cher.

Mais il ne faut pas exagérer notre pensée. Les conditions de l'exploitation diffèrent suivant les industries, et tous les détails ne doivent pas être soumis au même traitement. Le principe doit seulement être partout le même. Les règles de droit commun doivent, en général, être applicables aussi bien à l'industrie extractive qu'aux manufacturières. Mais, comme chacune d'elles a des particularités dans les détails de l'exploitation, on peut ajouter d'autres clauses, secondaires, qui tiennent compte de ces différences de fait (2).

1. Plus sévère, parce que quand on désire une réglementation spéciale pour les industries extractives, c'est toujours pour rendre ses prescriptions plus rigoureuses.

2. On a soutenu aussi que les mines ayant été concédées gratuitement à l'origine, on avait le droit de les soumettre à des charges exceptionnelles en faveur de leurs ouvriers ; M. Aguillon a eu raison de répondre dans son traité sur les mines (t. II, p. 304), que c'était non seulement contraire à l'équité, mais aussi une erreur économique. « Les succès, dit-il, de quelques exploitations

Ce qui fait surtout croire à la nécessité d'une réglementation spéciale, c'est parce qu'on s'imagine que le travail souterrain est exceptionnellement mauvais et dangereux. On ne saurait nier les dangers qui provoquent des accidents assez fréquents. Mais, les progrès scientifiques aidés par l'expérience pratique, les rendront de plus en plus rares. D'ailleurs, cette question ne nous préoccupe pas beaucoup en ce moment. Elle est l'objet d'une législation spéciale, celle qui a pour but de prévenir les accidents. Mais il ne faudrait pas croire que le travail dans les mines soit plus dur pour les enfants que dans les autres industries, et qu'on devrait y rendre l'âge de l'admission plus élevé et la durée du travail plus courte. Au contraire, il est établi que le chiffre de mortalité est moins grand pour les mineurs que pour n'importe quel autre métier.

Le nombre des respirations chez les mineurs est, pendant le travail, constamment porté de 28 à 30, tandis que chez la couturière ou le tailleur, il s'élève à peine à 18. Aussi la phthisie est-elle rare chez les mineurs.

Il n'y a pas de profession où l'exercice soit plus actif que dans celle de houilleur. Aussi, les garçons sont-ils

font trop souvent oublier cette profonde parole de Mirabeau, dans son discours du 21 mars 1791 ; il rappelait justement que l'octroi d'une mine instituait « un champ plus fertile en espérance qu'en succès et souvent la faculté de se ruiner. » S'il n'y avait pas quelques-uns de ces succès légendaires, avec lesquels tout le monde court, trouverait-on encore des mineurs pour gaspiller leurs fortunes en infructueuses recherches. »

forts, sveltes et d'une grande robusticité. On a dit que les mineurs étaient petits, mais on a remarqué que l'adolescent, qui est occupé aux travaux exerçant surtout les muscles de la poitrine, grandit lentement en hauteur, mais se développe beaucoup en largeur ; il devient comme on le dit, un homme trapu et très solide. Mais, arrivé à l'âge de 22 ans, il atteint la taille ordinaire.

Le travail des mines est pour le jeune ouvrier, une gymnastique continuelle de la poitrine, qu'on ne rencontrera à un semblable degré dans aucune profession. Que l'on compare un instant le travail du mineur à celui du tailleur d'habits, du cordonnier ou même à celui du jeune homme qui se livre à des études de cabinet, et l'on verra que l'avantage est entièrement pour l'ouvrier mineur. Aussi l'anémie et bien des maladies de poitrine sont-elles nombreuses dans toutes les professions libérales et dans tous les métiers sédentaires, tandis qu'elles sont très rares chez l'ouvrier mineur (1).

Les deux lois françaises, du 19 mai 1874 et du 2 novembre 1892, et les décrets qui les complètent, ont établi de grandes différences entre les travaux souterrains et les autres. Mais si nous admettons le système de ces lois, et même si nous le trouvons bon, c'est parce que les exceptions en faveur de l'industrie extractive atténuaient un peu les règles trop rigoureuses du droit commun, et ces prescriptions favorables auraient dû être étendues à toutes les industries.

1. Voir le Rapport présenté par M. Ruborne au nom de l'Académie de Médecine de Bruxelles, 1870.

Une réglementation rigoureuse présente, en France au moins, un caractère moins urgent pour les travaux souterrains que partout ailleurs. Là aussi, il y avait des abus, c'est pourquoi il faut les soumettre aux prescriptions de droit commun, mais, en règle générale, en France, la condition des enfants était toujours meilleure dans les mines, minières et carrières que dans les autres industries. L'enquête menée en 1868 par la société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, a donné des résultats très décisifs à cet égard (1).

On a établi que l'exploitation des mines ne présentait pas pour le moral et le physique des enfants les mêmes inconvénients qu'on trouvait dans les ateliers et manufactures. Loin de là, l'attention toute particulière était consacrée à leur instruction. Elle n'était nulle part aussi avancée que dans les mines. Les asiles et les écoles, fondés par les exploitants, étaient nombreux et « lorsqu'on sait, dit le rapport, tous les sacrifices qu'ils font pour ces institutions, on regrette de les voir mis en suspicion et entravés par une réglementation inutile. N'est-il pas à craindre qu'une réglementation comminatoire ne soit funeste aux enfants des mines, en amenant l'exploitant à renoncer à l'emploi des enfants et à négliger les institutions qui, jusqu'ici, leur ont été si favorables ? » (2).

1. Voir dans le *Bulletin de la Société* de 1868, le rapport Burat.

2. V. *Bulletin*, ci-dessus.

Le rapporteur examine le travail des enfants dans les mines à un triple point de vue : 1° au point de vue des enfants, de leur intérêt, de la protection qu'on leur doit et de leur instruction ; 2° au point de vue des familles des enfants employés ; 3° au point de vue de l'industrie minière.

Quelle était au juste, à ce moment, l'importance du travail des enfants dans les mines ? Elle était très variable dans les diverses parties de la France, et même dans les divers établissements miniers.

Dans le Nord et surtout le Pas-de-Calais, le nombre des enfants employés était, à peu près, dans la proportion de 15 pour 100, du total des ouvriers. Ils y étaient très nombreux et travaillaient soit au fond, soit sur le carreau. Il y avait très peu d'enfants dans les houillères du Centre et du Midi. Leur nombre ne dépassait pas 3 pour 100.

Il était fort question, en 1868, d'un projet de loi qui compléterait celle de 1841 et corrigerait ses imperfections. La société de protection des apprentis, en très grande activité, avait envoyé un questionnaire à ce sujet à tous les exploitants. Les réponses furent d'une grande diversité. Dans les houillères du Centre et du Midi, on attachait peu d'importance aux mesures proposées. On les considérait comme fâcheuses uniquement pour les familles des enfants qui en seraient appauvries. Les réponses du Nord et du Pas-de-Calais étaient plus importantes. Elles étaient toutes d'accord que la régle-

mentation proposée devait gêner l'exploitation des houillères. Le département du Pas-de-Calais était surtout intéressé à ce sujet. Les houillères étaient nouvelles, les ouvriers n'étaient pas encore trop nombreux, et chaque diminution avait une grande influence.

Le travail des enfants dans les mines, dépassait-il les forces des jeunes ouvriers ? La fatigue qui en résultait, était-elle dangereuse pour leur santé ? La réponse fut très concluante. On avait examiné minutieusement les travaux auxquels les enfants étaient employés, et on n'avait rien trouvé qui pût entraver leur développement physique. Bien au contraire, ce sont des exercices qui les fortifiaient, et leur donnaient le goût du travail. A mesure que l'enfant grandissait, toute son ambition était d'arriver successivement aux postes mieux rétribués, afin de devenir le plus tôt possible mineur, soit au charbon, soit au rocher (1).

C'est la nature même des travaux dans les mines qui empêchent cette horrible exploitation de l'enfance qu'on trouve dans les autres industries. Les travaux vraiment difficiles ne peuvent être confiés aux enfants. Cela dépasse tellement leurs forces, qu'ils n'y seraient d'aucune utilité. Ces travaux, dont l'abattage du minerai est le principal, ne peuvent être faits que par les ouvriers adultes. Un enfant n'aurait pu les accomplir aussi parce qu'il lui faut avant un long et minutieux apprentissage. Et

1. V. *Bulletin*, *ubi supra*.

ce dernier est compliqué, de manière qu'on ne peut le commencer que relativement assez tard. Ensuite, les travaux proprement dits du mineur, pour être vraiment actifs, doivent être seuls à occuper l'ouvrier. Et dans les mines, il y a une quantité de travaux accessoires, indispensables au bon fonctionnement de l'exploitation, dont la plupart peuvent être accomplis facilement par un enfant. Il faut approcher les bois, graisser les chariots, faire des commissions, ouvrir et fermer les portes d'aérage, etc. On ne saurait soutenir que ces travaux soient nuisibles à la santé, qu'ils empêchent le développement de l'enfant.

Nous croyons qu'il y a aussi d'autres raisons à la meilleure condition des enfants dans les mines. L'emploi de la vapeur et des outils mécaniques a été la cause principale des abus dont la cruauté avait exaspéré l'opinion publique dans la première moitié de ce siècle. D'un côté la force physique n'avait pas beaucoup d'importance dans les industries transformées par la vapeur, et de l'autre, les exploitants laissaient chômer le moins possible le nouveau et coûteux outillage. A cause de la nature et des conditions dans lesquelles elle est exploitée l'industrie minière n'a pas profité de l'intervention de la vapeur dans la même mesure que les autres.

Il est aussi incontestable que, tout au moins en France les exploitants des mines s'étaient montrés moins inhumains et plus généreux que les autres industriels. Le rapport cité un peu plus haut le prouve clairement. Et

même de nos jours, ce sont eux qui font le plus de sacrifices pour les ouvriers.

Il y a encore une cause qui peut paraître sans importance, mais qui a dû exercer une influence très considérable sur la condition des enfants. Le métier de mineur s'exerce en famille. L'enfant devient mineur parce que son père l'a été. Quand l'industrie est bien organisée, les générations exercent le même métier. Ce sont des familles tout entières de mineurs. Il y a des villages où il n'y a que des mineurs. L'enfant descend dans la fosse avec son père, qui l'emmène de bonne heure avec lui, pour l'aider, pour faire ses commissions, pour lui passer sans qu'il se dérange, les outils et les menus objets, et surtout pour initier l'enfant peu à peu à ce dur métier. L'enfant travaille, la plupart du temps, sous les yeux de son père ou de son frère aîné. Dans ces circonstances, les abus ne sont pas fréquents.

Mais il ne faudrait pas conclure que l'industrie extractive n'a pas besoin d'être réglementée. Les abus sont possibles dans n'importe quelle industrie. Le travail le plus facile peut devenir très dangereux, si on le fait par des enfants de bas-âge ou pendant une durée trop longue. La fonction de trappeur qui n'est pas très difficile en elle-même, a donné lieu en Angleterre à des abus révoltants. C'est pourquoi il faudrait soumettre les travaux souterrains à la réglementation de droit commun.

**Exclusion complète des enfants des travaux
souterrains.**

L'idée d'interdire complètement les travaux souterrains aux enfants âgés de moins de seize ou même de dix-huit ans, a été soutenue. Nous espérons avoir démontré que ces derniers travaux ne présentent pas plus de dangers pour les enfants que ceux qui leur sont confiés dans les autres industries. Et ces dangers diminuent peu à peu avec les progrès de la science qui permettent d'améliorer continuellement les moyens de circulation et de ventilation dans les galeries souterraines.

Cette question d'exclusion des enfants des mines, minières et carrières, s'identifie, par conséquent, avec celle de l'exclusion générale des enfants de tous les travaux industriels qui ne sont pas particulièrement dangereux. Il y a un âge, au-dessous duquel il serait inhumain et cruel d'employer les enfants. Cet âge varie suivant les pays : dans les pays chauds, les enfants mûrissent plus vite que dans les pays froids. Mais, la limite raisonnable varie entre l'âge de 12 à 14 ans. Il n'y a pas de peuple civilisé, où l'on pourrait employer les enfants au-dessous de 12 ans, sans les compromettre physiquement et moralement. Nous croyons qu'il y a un point de départ admissible dans les pays où

existe l'instruction obligatoire. Ce n'est que celle-ci finie, qu'il faut permettre l'emploi des enfants dans les industries. Tout d'abord, cela assure au moins l'instruction élémentaire aux enfants ouvriers ; ensuite, cette obligation de s'instruire, finit à peu près dans les années que nous avons indiquées un peu plus haut, comme l'âge d'admission raisonnable.

Il y a aussi une troisième raison aussi forte que les deux précédentes en faveur de notre thèse. Il faut que l'enfant prenne de bonne heure l'habitude du travail. Il commence à travailler à l'école, et il faut empêcher qu'il en perde l'habitude à la sortie. Si l'on les emploie modérément, ils ne s'en trouveront pas mal. Le travail est une fonction nécessaire à l'homme, à l'entretien de sa santé et de sa vie. Il fait développer chez l'enfant les organes, les membres et le cerveau. Il faut surtout éviter la discontinuité qui arriverait nécessairement si les enfants ne pouvaient être employés immédiatement à la sortie de l'école. Cette discontinuité est particulièrement dangereuse pour les enfants des ouvriers. Leurs pères, et très souvent, malheureusement, leurs mères, travaillent toute la journée. Ils n'ont pas le temps de s'occuper des enfants qui sont, pour ainsi dire, obligés de se livrer au vagabondage. Et tout le monde sait que ce dernier est la meilleure école de la paresse et de tous les autres vices. Tandis que si l'on leur permet de travailler, leurs parents sont le plus souvent avec eux et peuvent les surveiller.

Il faut éviter de tomber dans une autre exagération, et de laisser employer les enfants trop longtemps, pour qu'ils soient tout le temps avec leurs parents. En les faisant travailler cinq ou six heures par jour, ils prendront l'habitude de travailler, feront leur apprentissage et deviendront plus tard de bons ouvriers et d'excellents pères de famille.

Dans l'industrie extractive, les raisons sont particulièrement fortes pour permettre le travail aux enfants. La profession d'ouvrier mineur est plus délicate qu'on ne le pense. Elle exige un très long apprentissage et des aptitudes physiques spéciales. On n'improvise pas un mineur du jour au lendemain. Il faut, pour cela, une expérience prolongée des travaux souterrains, contractée dès leur jeune âge par des enfants accompagnant leur père ou leurs frères au chantier (1).

Ce qui peut paraître très curieux de prime abord, et ce qui n'est que la conséquence naturelle de ce que nous venons d'exposer, le nombre des enfants augmente rapidement avec les difficultés de l'exploitation. Dans les départements où se trouvent les houillères les plus importantes de France, c'est-à-dire dans le Nord et le Pas-de-Calais, sur 45.000 ouvriers à peu près qui composent la population minière, les enfants au-dessous de seize ans, représentent 10 pour 100. Cette proportion

1. V. le discours de M. Pernolet. *Journ. Officiel*, séance du 18 juin 1888.

est très grande, puisque dans les mines de l'ensemble de la France, les enfants ne forment que 7 pour 100 de l'effectif total des ouvriers. De plus, la plus grande partie de ces enfants sont employés au fond, c'est qui n'est pas le cas dans le reste de la France.

Les adolescents de 16 à 18 ans représentent 9 1/2 pour 100 du total, et les jeunes hommes de 18 à 20 sont dans la proportion de 13 pour 100. Par conséquent, dans le bassin houiller le plus important de la France, où les difficultés d'extraction sont plus grandes qu'ailleurs, il y a plus de 30 p. 100 d'ouvriers âgés de moins de 20 ans (1).

Il en résulte que nous ne croyons pas admissible l'exclusion complète des enfants que dans les industries et pour les travaux particulièrement dangereux. Partout ailleurs, il est préférable de permettre l'emploi des enfants au-dessus d'un âge déterminé et pour une durée limitée. Cette conclusion s'impose surtout dans l'intérêt des enfants. L'industrie extractive doit pouvoir s'en servir dans ces conditions, parce qu'elle n'est pas plus dangereuse pour les enfants que les autres.

Les femmes dans les mines.

Nous nous sommes déjà exprimés sur le droit de l'Etat de réglementer même le travail des adultes,

1. V. le discours Pernolet. *Journ. Officiel*, séance du 18 juin 1888.

hommes ou femmes. Il est étonnant de voir cette résistance acharnée que soulève toute proposition qui a pour but de faire disparaître les abus les plus criants de l'organisation actuelle du travail. On ne permet pas qu'on touche à la liberté individuelle, à la liberté des contrats, ces choses sacrées dont on s'enthousiasme tant et qu'on viole le plus. Il y a un principe supérieur, généralement admis en ce moment, c'est le droit pour l'Etat d'intervenir quand l'intérêt public l'exige, et même de limiter la liberté individuelle pour sauvegarder les droits et les intérêts de la société tout entière. Il y a plusieurs professions réglementées en vertu de ce principe. La loi impose certaines conditions à ceux qui veulent exercer la profession de médecin ou d'avocat, pour ne citer que celles-là, et cela dans l'intérêt public.

Il est facile de démontrer que l'intérêt public existe aussi bien quand il s'agit du travail des adultes que de celui des enfants. Les hommes doivent être protégés aussi bien que les femmes, mais ces dernières, à cause de leur rôle social et de leur faiblesse naturelle ont des droits particuliers à la protection.

Le Sénat français a refusé à plusieurs reprises, lors de la discussion de la loi du 2 novembre 1892, d'étendre aux femmes la protection admise pour les enfants. Cependant a-t-on pensé que plusieurs autres lois entravent la liberté individuelle. Il y a, par exemple la loi militaire qui ordonne au soldat d'abandonner sa famille, de délaisser le travail qui le fait libre, de quitter

la ferme ou l'atelier où il travaille de son propre gré, pour l'égalité dans la subordination que personnifie la caserne, qu'il sacrifie sa liberté individuelle, qu'il devienne l'esclave de la discipline. Et on n'admet pas que la loi intervienne pour interdire à l'industrie de dévorer les forces de la femme, au nom de cette même liberté.

En théorie, les adversaires de la réglementation ont assez beau rôle. Ils ont l'air de défendre un principe, en lui sacrifiant tout. « Périssent les colonies, plutôt qu'un principe », pourraient-ils dire, mais, cette fois, c'est la métropole elle-même qui est en danger. L'industrie moderne se met en opposition avec la nature ; elle arrache la femme au foyer domestique pour la confiner dans l'atelier, où sa place n'est pas, Et cela, parce qu'on considère l'industrie comme un but, tandis qu'elle n'est qu'un moyen. On dit qu'interdire ou même limiter le travail de la femme, c'est jeter la perturbation dans l'industrie. On sacrifie l'homme à cette dernière. Mais, on oublie que l'industrie n'est rien, elle est nuisible, si elle n'a un but en dehors d'elle-même. Elle doit avoir un autre but supérieur à elle, et plus noble qu'elle. Ce but, c'est l'homme ; c'est le progrès de la société, de la civilisation. Le but de la société n'est pas de faire de l'industrie, il est d'assurer à l'homme la plus grande part possible de bien-être, en travaillant à son perfectionnement physique, moral et intellectuel. Aussi longtemps que l'industrie tend à atteindre ce but, elle est louable, elle doit être approuvée et appuyée. Lors-

qu'elle s'en éloigne ou veut nous faire dévier, elle est inhumaine. En sacrifiant la femme à l'industrie, on ruine la famille des ouvriers, et par là, on met en danger les intérêts supérieurs du pays.

Le rôle social de la femme, comme son rôle physique est la conservation de l'espèce. Son rôle n'est même pas à moitié accompli au moment de la naissance de l'enfant. Elle a une mission qui ne fait que commencer qu'au moment de cet acte, et qui doit se prolonger infiniment au-delà : c'est l'éducation de l'enfant. Et comment l'accomplira-t-elle, si elle est forcée de passer à l'atelier la meilleure partie de sa journée.

Il faut garder la femme dans sa famille, dans son foyer domestique, point de départ de la société et qui doit toujours en rester la base, quel que soit le degré de développement de la société. Le rôle de la femme est très important, il faut lui laisser le temps pour s'y consacrer tout entière. Elle est aussi l'agent le plus actif du progrès et de la civilisation. C'est la femme honnête qui crée les bonnes mœurs, c'est la bonne ménagère qui fait les bons ménages, source inépuisable du bonheur et de l'énergie humaine.

En France, les femmes et les jeunes filles ne peuvent être occupées aux travaux souterrains depuis la loi du 19 mai 1874. Par conséquent, l'intérêt pratique de la question n'est plus grand en ce qui concerne le sujet spécial que nous traitons dans ce livre. Mais, nous voudrions qu'on excluât les femmes également des travaux

à la surface, nous voudrions qu'on lui interdît tous les autres travaux industriels. A ce point de vue, la question est très intéressante et touche à notre sujet.

A part la considération des principes, l'argument le plus fort qu'on invoque en faveur du travail des femmes c'est l'intérêt pécuniaire des familles ouvrières, et on dit que la suppression proposée, les plongerait dans la misère.

Ces craintes sont presque toujours chimériques. Il arrive souvent que le salaire gagné par la femme ne sert pas à améliorer le sort de la famille ni même celui de la femme, et qu'il est dissipé en dépenses de luxe et en excès de boissons.

D'autre part, il est certain qu'une femme qui travaille dans son ménage gagne autant qu'à l'atelier ou à la fosse. Qu'arrive-t-il dans les ménages dont les femmes vont travailler ? La besogne ne s'y fait pas, on laisse perdre quantité d'objets, on ne raccommode pas les vêtements, on doit en acheter de neufs plus souvent, on apprête mal les aliments, on doit faire faire au dehors, à prix d'argent, tout ce que la femme aurait fait avec plus de soin et plus d'économie ; en un mot, on prodigue les gains, et on trouve la misère au milieu des gros salaires.

Le jour où la femme rendue à elle-même s'occupera davantage de son intérieur, le cabaret aura perdu une des parties les plus importantes et les plus lucratives de sa clientèle. L'ouvrier qui n'a pas de foyer domesti-

que, de *home* comme disent les Anglais, pense peu à sa famille et à ses enfants, leur avenir occupe peu de place dans ses préoccupations. Il vit au jour le jour, en dépensant tout ce qu'il gagne. D'ailleurs, ce ne serait pas seulement le mari qui profiterait de l'heureux changement qui ne manquerait pas de se produire, si la femme restait à la maison. Les enfants y trouveraient aussi leur compte. La femme, habituée à mieux soigner son mari, soignerait aussi mieux ses enfants, et de cette admirable trinité humaine qui personnifie la famille, naîtra le bonheur domestique.

Si l'on examine ce qui se passe autour de nous, si l'on prend deux ouvriers de ville, l'un gagne 4 à 5 fr. par jour. Il a une femme vertueuse, économe et habile. Son ménage prospère, ses enfants sont bien soignés et bien portants, et presque toujours le mari est heureux et rangé; un autre ouvrier gagne le même salaire, il a une femme inhabile, immorale peut-être, indigne, en un mot, de sa mission, et l'on voit la gêne s'asseoir à son foyer, et le mari, d'abord honnête ouvrier, devenir lui-même un mauvais ouvrier, finir par s'adonner à la boisson et au libertinage, bientôt la discorde et la ruine entreront chez eux, parce que celle qui devait y fixer le bonheur et la prévoyance ignore les vertus de la mère et de l'épouse. Cependant, ce n'est pas l'argent qui manque à ces ménages où la femme travaille, c'est une épouse habile, vertueuse et prévoyante. Une femme qui, depuis son enfance pousse sa

vie à l'atelier, courbée la plupart du temps sur son ouvrage, peut-elle faire une épouse habile ? Une femme qui ne s'est jamais occupée de son ménage, qui y entre fatiguée avec le seul désir de se reposer, peut-elle être prévoyante ? Et on sait à quels risques est exposée la vertu des ouvrières pour pouvoir y échapper toujours.

L'intérêt public est intéressé aussi à un autre point de vue pour l'exclusion des femmes des travaux industriels. Les grèves sont encore, malheureusement, trop fréquentes. On cherche le moyen, non de les supprimer tout à fait, parce qu'il y en a qui sont justes et qui produisent de bons résultats, mais du moins d'en limiter le nombre, et de les empêcher de dégénérer en émeutes, accompagnées toujours de pires excès. Et un de ces moyens, le plus juste et le plus efficace, c'est de renvoyer la femme à son intérieur domestique.

On est arrivé sous ce rapport à des expériences vraiment concluantes. Deux pays limitrophes, la Belgique et l'Allemagne, avaient deux régimes différents en ce qui concerne le travail des femmes dans l'industrie extractive. En Belgique, où il n'y avait pas de réglementation du tout, les hommes, femmes, enfants, travaillaient ensemble. Et les grèves y étaient fréquentes. Le plus souvent, elles dégénéraient en troubles, et les troubles engendraient de véritables émeutes. Les femmes se mettaient à la tête, soufflant le désordre et la discorde. Plus passionnées que les hommes, et parfois aussi ivres qu'eux, on les a vues, assourdissant de

leurs clameurs et accablant de leurs outrages les agents de l'ordre public. Et, quand ceux-ci, forcés d'intervenir chargeaient les émeutiers, les femmes tombaient les premières (1).

Après, il en restait longtemps au cœur des ouvriers un ressentiment profond ! ressentiment d'autant plus implacable que la femme s'y est associée, et qu'au lieu d'être animée de ces doux sentiments qui marquent son caractère normal, la femme, énervée par le travail, aigrie par la misère, corrompue par l'ignorance, se montrait incessamment en proie à l'irritation et à la vengeance.

En Allemagne, les femmes étaient exclues de l'industrie extractive. Et la première conséquence en fut que les mineurs ne faisaient pas d'émeutes. L'ouvrier y est rangé ; tout en ayant des idées politiques très avancées, il respecte le droit d'autrui et ne se livre pas à des actes de violence. Et cela, parce que l'esprit de famille y règne, la femme au lieu de passer sa vie à l'atelier, la consacre à son ménage, dans lequel le mari trouve tout à la fois le contentement moral et le bien-être. Ces ouvriers ont un intérieur et malgré les idées exagérées dont ils sont imbus, ils respectent la tranquillité publique.

Il y a un document très intéressant à ce sujet. M. Vleminckx, président de l'Académie de médecine de

(1) Voir la discussion du travail des femmes dans les mines à l'Académie de médecine de Bruxelles de 1870.

Bruxelles, relate vers 1870, l'opinion d'un Belge qui dirigeait une grande industrie dans les provinces rhénanes. Celui-ci s'exprimait en termes suivants : « Vous vous plaignez de la propagande de communisme qui se fait chez vous ; mais, elle est beaucoup plus forte en Allemagne, et je vais vous en fournir la preuve. On avait à élire dans une partie des provinces rhénanes un député au Parlement. Sans rien dire, sans bruit, sans éclat, nos ouvriers se sont entendus et y ont envoyé le communiste le plus décidé.

« Alors, lui demanda M. Vleminckx, pourquoi pas de grèves chez vous ? — Je vais vous le dire, répondit l'industriel, c'est que, chez nous, nous avons le foyer domestique. Venez chez nous, venez voir nos foyers ; vous constaterez avec quelle satisfaction les ouvriers rentrent chez eux, avec quelle sollicitude les femmes s'occupent de leurs enfants ! Non seulement chez nous les femmes ne se mettraient pas à la tête de l'émeute et des grèves comme chez vous, mais elles arrêteraient leurs maris très certainement ; voilà la différence radicale qui existe entre votre situation et la nôtre. Et notez-le bien, ajouta-t-il, nos ouvriers ne gagnent pas autant que les vôtres. Il gagnent tout au plus 18 gros (fr. 2.25) par jour, et les soins de la femme ont néanmoins disposé les choses de telle sorte qu'il n'est, pour ainsi dire, pas un ouvrier que vous ne voyiez le dimanche à l'église sans avoir un frac de drap. Ce qu'il faut donc chez vous, c'est que la femme soit véritablement

femme de ménage ; c'est qu'on lui apprend dès bas-âge à devenir l'épouse et bonne mère de famille ».

Par conséquent l'intérêt supérieur du pays demande à ce que la femme soit exclue des travaux industriels. En ce qui concerne spécialement les mines, minières et carrières la conclusion devrait-elle être différente ? Certainement que non. Le législateur français s'est même occupé en premier lieu de réglementer le travail des femmes dans les galeries souterraines. La loi du 19 mai 1874 qui ne contenait de prescriptions que pour l'emploi des enfants, interdisait l'admission des femmes aux travaux souterrains (art. 7, § 2). Pourquoi le législateur de 1874 qui ne voulait pas réglementer le travail des personnes adultes, intervenait-il si décisivement dans ce cas spécial. Il est regrettable que le rapport de M. Tallon soit si laconique sous ce rapport. Il croit l'exclusion des femmes des travaux souterrains si naturelle qu'il se dispense d'être long à ce sujet. Voilà comment il s'exprime :

« A la suite de la question du travail de nuit se présente naturellement à l'esprit l'examen des conditions du travail dans les mines, minières et galeries souterraines. Les questions d'hygiène, résultant d'une part de la privation d'air et de lumière ou des émanations nuisibles à la santé des enfants ; la question de morale, de l'autre, se présente ici avec un caractère analogue à celui du travail de nuit et sollicitent de solutions de même nature ».

Les raisons invoquées par le rapporteur, sont non seulement trop laconiques, mais aussi tout à fait insuffisantes. La première partie ne répond même pas à la réalité. Les questions d'hygiène ne sont pas si péremptoires. Le système de ventilation perfectionné, qui existait en 1874, procure une quantité suffisante d'air pur dans les fosses. Et les émanations ne sont pas si nuisibles à la santé pour déterminer l'expulsion de la femme. La question de morale existe, il est vrai, mais il est contestable que les travaux souterrains sous ce rapport présentent un caractère analogue avec le travail de nuit. C'est une assertion qu'il fallait prouver.

On peut être surpris de ce que l'Assemblée Constituante qui s'est montrée très circonspecte en matière de réglementation, s'était laissée convaincre si facilement pour exclure les femmes des travaux souterrains. La raison se trouve probablement dans le nombre restreint de femmes qui y étaient employées. L'opposition n'était pas soulevée parce que les intérêts engagés n'étaient pas très grands, et on n'avait pas à craindre une perturbation quelconque dans l'industrie extractive.

La question du travail des femmes dans les mines était présentée, d'une manière assez approfondie, dans le rapport de M. Burat, publié en 1868 dans le *Bulletin de la société de protection*. L'auteur de ce rapport reconnaît tout de suite que cette question présente peu d'intérêt en France, car les femmes sont admises dans très peu de mines. Mais elle a pour l'auteur un intérêt

théorique assez grand et surtout « il s'agit d'un droit tellement respectable que nous devons le défendre » (1).

M. Burat envisage d'abord l'emploi des femmes dans les mines au point de vue de la moralité. Il arrive à la conclusion tout à fait opposée à celle que M. Tallon soutenait quelques années plus tard. Pour M. Burat c'est un travail au moins aussi convenable que n'importe quel autre. Pour lui les femmes ne travaillaient pas seules dans les mines, elles se trouvaient toujours en compagnie de leurs pères ou leurs frères. Elles poussent des chariots, trient les pierres, font des manœuvres de gare ou d'accrochage toujours réunies par groupes et dans des places saines et bien aérées. Et il conclue que les femmes gagnent dans les mines leur vie aussi honorablement que partout ailleurs.

En ce qui concerne la moralité proprement dite, le sus-dit rapport se prononce très décisivement, « La femme est plus respectée, plus protégée dans les mines que dans tout autre atelier. Tout acte reprehensible est plus facilement constaté et réprimé que partout ailleurs, et il n'est presque pas d'exemple des attaques et des violences qui se produisent si souvent au jour dans les campagnes ».

M. Burat examine ensuite l'emploi des femmes dans les mines au point de vue hygiénique. Il se demande si ces travaux sont nuisibles au développement de la femme et de sa santé. Et il y répond négativement en

1. Rapport Burat, *Bulletin de la société de protection*, 1868.

indiquant les conditions extrêmement favorables, selon lui, du travail des femmes. Dans les endroits où elles sont employées d'habitude, c'est-à dire dans les galeries de roulage et aux accrochages, l'aérage est toujours bon, la température uniforme, et l'on n'y est pas exposé aux refroidissements et aux affections de poitrine qui frappent si souvent les ouvrières employées aux travaux agricoles (1).

M. Burat, toujours dans l'intention de donner des preuves favorables au travail des femmes, avance une constatation très contestable. Il dit que les efforts de traction que les femmes sont appelées à déployer, sont peu considérables et intermittents. Les trajets ne dépassent pas 200 mètres. C'est aller trop loin. Les rapports des inspecteurs de travail institués par la loi du 19 mai 1874, prouvent abondamment combien souvent ces efforts de traction sont épuisants, et cela vingt ans plus tard, au moment où les moyens de circulation étaient devenus beaucoup meilleurs. Et le rapport constate que les ouvrières se relayaient successivement « et, dans les galeries où le roulage est actif, on n'entend en général que le rire et des chants » (2)

Nous ne possédons pas beaucoup de matériaux pour exposer exactement le degré de moralité des femmes occupées dans les mines françaises. Mais on sait positivement que l'habitude d'employer des femmes est venue

1. V. le *Bulletin*, 1868.

2. *Bulletin*.

de la Belgique. Elle a passé en France avec ses mœurs et en conservant le même caractère. D'ailleurs la proximité des mines françaises du Nord, seules qui occupaient les deux sexes dans le fond, et des principales mines belges, a beaucoup contribué à ce que les habitudes et les mœurs des ouvriers fussent peu différentes. Et l'enquête à laquelle s'était livrée vers 1870 l'Académie de médecine de Bruxelles, contient des preuves indubitables de l'extrême immoralité de ces femmes. Elle n'avaient aucune notion de la morale. La plupart étaient enceintes en se mariant, et on n'attendait que la remonte des surveillants pour se livrer à des actes les plus scandaleux.

« Dans les grandes communes charbonnières du Hainaut, disait le rapport de la commission, la débauche est extrême ; dans l'une d'elles la plupart des cabarets, et Dieu sait s'il y en a ! sont des maisons de prostitution non autorisée, qui étalent leur honte au grand jour. Il en existe au moins soixante ».

La Chambre de commerce de Mons n'était pas moins concluante dans son rapport : « On remarque chez un grand nombre de nos houvillers l'absence presque totale de principe religieux, le défaut d'ordre et d'économie, l'imprévoyance pour les besoins à venir, l'ivrognerie, le libertinage, le relâchement de tous les liens de famille, marchant de pair avec le manque d'instruction ».

Ce tableau quelle qu'en soit la laideur n'a rien d'exagéré. Le concubinage était fréquent dans les communes

charbonnières plus que partout ailleurs. On conçoit que les mœurs des jeunes ouvrières devaient se ressentir de la corruption générale et que cette corruption était d'autant plus précoce et plus profonde que les hommes et les femmes étaient plus étroitement confondus dans les travaux, loin de la surveillance des chefs de famille.

A la différence de ce qu'avancait M. Burat, la chambre de commerce de Mons constatait que la différence entre les ouvriers des mines et ceux occupés dans les autres industries étaient à leur désavantage. « Nous voulons, conclue la chambre de Mons, que l'intérieur des mines fut interdit aux femmes et aux jeunes filles ».

La question de moralité existait certainement dans le même degré en France. Il y avait beaucoup d'ouvriers et de femmes belges occupés dans les mines françaises, comme à Charleroi il y avait beaucoup de Français, et ce mélange ne devait pas manquer de produire les mêmes mœurs.

Il y a encore une raison non moins forte qui demande l'exclusion des femmes des travaux souterrains. Les travaux des mines par eux-mêmes, beaucoup plus que les conditions hygiéniques dans lesquelles ces travaux s'effectuent, ont des conséquences très préjudiciables à la santé des femmes et des jeunes filles. Moins lestes, moins agiles que les garçons, elles sont plus souvent atteintes par les chariots et tous les accidents de l'envoyage et du roulage. D'où les nombreuses fractures et luxations qui produisaient fréquemment des infirmités incurables.

Et cette situation était d'autant plus pénible que la femme infirme coûte autant de prix d'entretien qu'un homme invalide, tandis que les secours qui lui sont alloués, en raison de la différence des salaires, sont beaucoup moins élevés.

En se référant aux spécialistes, c'est-à-dire aux médecins qui ont étudié spécialement la question, on est frappé du nombre et de la gravité des maladies dont sont sujettes les femmes employées aux travaux des mines (1).

Comme la réalité est loin du beau tableau présenté par M. Burat dans son rapport à la société de Protection. En effet, la fosse n'est pas un paradis. En faisant bien attention on peut y entendre autre chose que des rires et des chants.

Nous aurions pu citer encore plusieurs pages de ce livre instructif, où le Dr Boërns a si bien décrit les dangers auxquels s'exposent les filles en travaillant dans les mines. Cela nous aurait amené bien loin.

La présence des femmes dans les mines exerce quelquefois une influence pernicieuse sur les autres ouvriers. Les accidents sont assez fréquents dans les mines. Les hommes et femmes y sont à peu près également exposés. Les éboulements, les coups de feu, les coups d'eau arrive sans qu'on s'y attende le moins du monde. Et à ces moments de périls où le sang froid et la liberté d'ac-

1. Conf. le livre du docteur Boërns, *Traité des maladies, des accidents et des difformités des houilleux*, paru à Bruxelles.

tion sont si nécessaires à l'ouvrier mineur, la frayeur, les cris, les lamentations des femmes produisent un effet désastreux sur le moral des ouvriers. Le nombre de victimes augmente rapidement, si les femmes se trouvaient à l'intérieur.

Il y a donc des raisons spéciales qui exigent impérieusement l'interdiction des travaux souterrains aux filles mineures et aux femmes. Il fallait supprimer ce travail non seulement au nom de la science et de la morale, mais aussi au nom de l'humanité ! On n'emploie pas les femmes en qualité de militaires, ni de matelots, ni de charpentiers, parce que ces travaux offrent des dangers exceptionnels et exigent des forces, une agilité, du sang-froid, une énergie physique et morale, qui ne sont ni dans la nature, ni dans la conformation de la femme. De même, au nom de l'humanité et pour les mêmes motifs, on peut soutenir que la place des femmes n'est pas dans les fosses.

Le grand protecteur des femmes et des enfants, Jules Simon a exprimé la même opinion. Voilà ce qu'il dit dans une lettre adressée à M. Kuborne : « Il est hors de doute que le travail dans les houillères constitue pour les femmes, et par conséquent pour la société, un double danger physique et moral. Il n'est pas moins évident que l'Etat, en présence d'une nécessité si manifeste, a le droit de prononcer l'interdiction ».

Nous finirons cet exposé de la question, en faisant un petit résumé sous forme de conclusions. Et ces derniè-

res, malgré la laideur des faits qu'elles confirment et malgré leur opposition avec le rapport de M. Burat, sont entièrement exactes et découlent naturellement de toutes les constatations faites un peu plus haut :

1° Le travail souterrain des houillères est contraire à la nature et à la distinction sociale de la femme ; il entrave le développement régulier de la jeune fille, non seulement il l'expose à toutes les infirmités et accidents qui sont propres à l'ouvrier mineur, mais il détermine chez elle des maladies particulières dépendant du trouble de ces fonctions spéciales.

2° L'absence ou l'insuffisance de l'éducation, la promiscuité des sexes, les propos obscènes et les mauvais exemples qu'on rencontrera toujours dans les galeries souterraines, parce qu'une surveillance assez sévère ne pourrait jamais y être exercée ni le jour ni la nuit, font perdre la pudeur à la jeune ouvrière, et la plongent dans la dépravation.

3° Cette fille ignorant les travaux du ménage et l'économie, ne possède aucune des qualités nécessaires pour remplir dignement ses devoirs d'épouse et de mère, n'exerce sur la santé et les mœurs de ses enfants et de son mari qu'une influence préjudiciable au bien être de la famille et de la société ; de là l'insuffisance de gros salaires, la fréquentation abusive du cabaret, le désespoir et les émeutes qui ont ensanglanté plusieurs bassins houillers.

4° Comparant cet état déplorable à la condition physique et morale des ouvriers et des familles soit dans les manufactures, soit autour des houillères, où les femmes n'étaient pas admises, on a toujours constaté une supériorité en faveur de celles-ci.

TRAVAIL SOUTERRAIN DES FEMMES ET DES ENFANTS JUSQU'A LA LOI DE 1874

Quoique l'industrie minière était relativement peu développée au xviii^e siècle, on commençait déjà à s'inquiéter des ravages qu'elle faisait dans les rangs de ceux qui y étaient employés. Les progrès de la science ne permettaient pas d'éviter beaucoup d'accidents qui ne se produisent plus ou sont devenus très rares. Les conditions hygiéniques de tous les travaux industriels et en particulier des travaux souterrains étaient déplorables, « ceux, nous dit l'Encyclopédie du xviii^e siècle (1), qui travaillent en Saxe dans les mines de cobalt, ne vivent pas longtemps ; ils sont sujets à la phtisie, à la pulmonie ; cela n'empêche pas les enfants de courir les mêmes risques que leurs pères, et de passer la plus grande partie de leur vie enterrés tout vivants dans des souterrains où ils sont privés de la lumière du jour et continuellement en péril d'être noyés par les eaux, d'être blessés par l'écrasement des rochers, par la chute des

1. Voir au mot *Mines*.

pierres et une infinité d'autres accidents ». Comme on le voit, les enfants étaient exposés aux mêmes dangers que les adultes, mais leur situation était d'autant plus dangereuse qu'ils étaient admis au travail très jeunes, et leur constitution physique n'était point capable de résister à toutes ces maladies.

On ne constate pas la même situation en France, et la raison en est très simple. Les Français du ^{xviii}^e siècle ne se préoccupaient pas beaucoup de l'exploitation de leurs richesses minérales. Les industries extractives étaient très peu développées. On envoyait des jeunes gens en Saxe, en Brunswick, en Hongrie, pour étudier la minéralogie et la métallurgie. Le nombre des mines françaises était dérisoirement petit (1) et prouve l'état peu florissant de cette industrie.

C'est l'emploi de la vapeur qui, en révolutionnant toutes les industries à la fin du ^{xviii}^e siècle, a réclamé son « pain noir ». La houille était jusqu'à ce moment dédaigneusement délaissée et employée seulement pour chauffer de pauvres gens auquel le bois était trop cher. D'un coup elle sauta au premier rang des richesses nationales d'un peuple. On ne s'en servait que pour produire de la chaleur, et en découvrant en elle-même une source inépuisable d'énergie, son emploi devint fréquent, et l'industrie houillère prit un essor inconnu jusqu'alors.

1. Voir le même article de l'*Encyclopédie*.

Mais le bel aspect de la médaille eut son revers. Les industriels eurent beaucoup de regrets à laisser chômer leurs machines, d'où le surmenage des ouvriers par la durée excessive de leur travail. Et comme les forces physiques des hommes furent très avantageusement remplacées par les forces mécaniques, on n'eût plus besoin des hommes forts pour accomplir la besogne. Avec un peu d'exercice, les enfants pouvaient y arriver également. Pour faire marcher les machines, il fallait plus d'attention que de vigueur. Et comme les enfants coûtaient beaucoup moins cher, occupaient moins de place et n'étaient pas très exigeants, leur emploi fut généralisé. En outre, les grandes guerres européennes de la fin du ^{xviii}^e et du commencement du ^{xix}^e siècle enlevaient des hommes vigoureux pour les faire tuer ou pour les renvoyer incapables de tout travail. Le recrutement des femmes et des enfants fut plus facile et quelquefois le seul possible.

L'éminent rapporteur de la loi du 19 mai 1874 a admirablement exposé devant l'Assemblée nationale les raisons de cet emploi exagéré des femmes et enfants :

« L'enfant et la femme, disait-il, placés jadis en dehors de toutes les prévisions des lois industrielles qui n'attachaient de prix qu'à la force, ont pu trouver dans une infinie variété de travaux de tout genre, un emploi auquel s'était refusé jusque-là leur faiblesse naturelle.

« Puis les charges croissantes de la fabrication, les

vicissitudes de la concurrence, l'infatigable et incessante activité des agents mécaniques, ont conduit l'industrie à mettre parfois de frêles créatures à son service au delà du temps que permettent leurs forces, jour et nuit, dans des ateliers dont l'atmosphère pouvait altérer leur délicate organisation. Ainsi, on a pu craindre, qu'entraînée par le mouvement qui la pousse sans cesse au plus grand développement possible, la production manufacturière ne sacrifiait à l'accroissement de la richesse des droits plus respectables encore dans la personne de l'enfant qu'en tout autre, et n'amenât, en absorbant les jeunes générations dans son immense effort, une dépression de leurs forces physiques et de leurs facultés intellectuelles. »

Les abus ne tardèrent pas à devenir de plus en plus révoltants. Le régime de liberté économique, rêvé par les physiocrates, produisit une concurrence à outrance, une lutte pour la vie, acharnée et impitoyable, dans laquelle il fallait vaincre ou être perdu. Et la victoire, selon les idées économique de l'époque, ne pouvait s'acquérir qu'au prix de l'épuisement complet des forces humaines. Il fallait un frein à cette horrible exploitation. La conscience publique se révolta, et au prix des efforts inouïs, cette liberté qui touchait à l'anarchie, fut limitée, timidement d'abord, plus précisément et plus fortement ensuite. Le signal fut donné en Angleterre. La fièvre industrielle y fut plus forte qu'ailleurs, les abus par conséquent plus grands.

Décret du 3 janvier 1813. — En ce qui concerne l'industrie qui nous occupe particulièrement ici, c'est-à-dire l'industrie minière, la première réglementation eut lieu en France. Le 3 janvier 1813 (1) fut signé le décret qui donne ce droit de priorité à la France. Il ne s'occupe pas uniquement de l'organisation du travail des enfants, il fut promulgué à la suite des accidents, très nombreux à cette époque, dans les mines. Son but était « de prévenir le retour de ces malheurs par des mesures de police spécialement applicables à l'exploitation des mines » (2). Il ne s'occupe de réglementer le travail des enfants qu'incidemment. Il n'en parle que dans son article 29.

Dans les articles 23 et 24, le décret du 3 janvier 1813 organise un service de police et de surveillance ; il en confie la direction aux ingénieurs des mines ; il prescrit ensuite (art. 25) d'employer exclusivement comme maîtres-mineurs des ouvriers ayant fait, dans les travaux de mine, un apprentissage de trois années.

Il impose ensuite (art. 26 et 27) l'obligation des livrets aux mineurs et leur inscription sur ces registres ; ils ne peuvent être admis dans les travaux « en état d'ivresse ou de maladie. »

La première partie de l'article 29 qui nous préoccupe spécialement est ainsi conçue : « *Il est défendu de lais-*

1. Sirey, lois annotées, 3 janv. 1813.

2. V. le préambule du décret, Sirey, *op. cit.*

ser descendre ou travailler dans les mines ou minières des enfants au-dessous de dix ans. »

Il ne faudrait pas croire que c'est l'abus de l'emploi des enfants dans les travaux souterrains qui a obligé le gouvernement d'intervenir. Cette industrie était de date trop récente, et puis, même avant le décret de 1813, on n'avait jamais constaté dans les mines françaises des faits qui ont tant ému l'opinion publique en Angleterre, lors de grandes enquêtes postérieures. Il faut croire que c'est le simple bon sens qui a dicté au gouvernement la rédaction d'une prescription aussi sage et aussi intelligente.

Le décret du 3 janvier 1813 est un décret organique de la loi du 21 avril 1810 sur les mines. Nous verrons un peu plus tard les conséquences que le ministre des travaux publics en a tiré lors de la discussion de la loi du 22 mars 1841. Pour le moment, contentons-nous de remarquer que l'article 29 ne s'applique point aux *carrières*. Les mots « dans les mines ou minières » ne permettent aucun doute à cet égard. Il ne mentionne pas non plus les femmes. L'emploi des femmes, il est vrai, était excessivement rare à cette époque, mais nous croyons que la raison de cette omission se trouve plutôt dans ce que l'idée de réglementer le travail des femmes n'était pas encore venue aux gouvernants. Quant à l'industrie minière, ce défaut, comme nous l'avons dit précédemment, n'avait pas de très grands inconvénients.

Le décret du 3 janvier 1813 survécut à la puissance de Napoléon, non seulement dans la France réduite par les traités de 1815, mais encore dans un certain nombre de pays qui avaient fait partie de l'Empire français de 1813, notamment la Belgique et les provinces rhénanes.

Il est vrai que le décret de 1813 ne s'occupait que de l'âge des enfants qui pouvaient être employés dans les mines et minières, mais cette petite réglementation a produit de très bons résultats. La surveillance de l'exploitation des mines était soumise à un corps d'ingénieurs et la prescription était strictement appliquée. Les abus les plus graves furent ainsi conjurés. Il est facile de s'en convaincre en étudiant la condition des enfants sous l'empire de ce décret.

Les travaux des enfants dans les mines françaises étaient accessoires et n'excédaient point leurs forces : Ils approchaient les bois qui, vu l'exiguïté des ateliers, sont de petite dimension ; ils écartaient des charbons les fragments de schistes et de rocher, rangeaient les remblais, graissaient les chariots, faisaient les commissions de toute nature pour les mineurs, allaient chercher des outils, des cartouches, de l'eau, servaient de portiers, c'est-à-dire ouvraient et fermaient les portes d'aérage.

Au delà de 14 ans, ils participaient au roulage, c'est-à-dire poussaient à deux les chariots contenant de 4 à 5 hectolitres sur des rails de fer.

La population de jeunes travailleurs était assez importante : 15 0/0 du nombre d'ouvriers adultes dans le bassin houiller du Nord, 3 0/0 dans ceux du Midi, et les écoles s'étaient partout multipliées. A Anzin, il y en avait 29 comprenant 2.700 élèves et coûtant à la compagnie soit en dépenses directes, soit en subventions, 38.000 fr. par an. La bienveillance de l'administration allait jusqu'à fournir à l'enfant l'habit de fosse et les vêtements de première communion (2). Les salaires variaient de 75 cent. à 1 fr. 50 cent. par jour ; enfin, alors qu'à 40 ans le mineur anglais était un vieillard valétudinaire, le mineur français avait une santé robuste, et les conseils de révision du Nord et du Pas-de-Calais, n'observaient pas de surélévation exagérée dans le nombre des exemptions du service militaire (3). Et puis, en France, l'épaisseur des couches de houille était en général suffisante pour épargner à l'enfant des emplois trop pénibles. La disposition contraire ne se rencontre que dans quelques mines, comme à Saint-Florentin, dans la Haute-Loire, et dans les lignites des Bouches-du-Rhône: La circulation des wagons y étant impossible, le transport se faisait par de petits enfants portant sur le dos des corbeilles pleines de charbon. Pliés sous un poids considérable, ils enduraient un tra-

1. *Bulletin* de la société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures, t. II, 1868, p. 240.

2. *Bulletin*, t. VII, 1874, p. 509.

3. Larousse, dictionnaire du xix^e siècle, Mot *Mines*.

vail très pénible que la stricte observation de la loi de 1874 a seulement fait cesser dans ces derniers temps (1). En général, les enquêtes faites lors de la préparation de cette loi l'ont prouvé, les enfants ne descendaient guère dans la mine qu'à 12 ans, bien qu'admissibles dès 10 ans ; enfin dans beaucoup d'exploitations, les portes d'aérage fonctionnant automatiquement rendaient inutile l'usage de *trapper* (2).

Une preuve éclatante de cet état de choses fut fournie en 1840. Lors de la discussion de la loi du 22 mars 1841 (Séance de la chambre du 24 déc., 640), on proposa un amendement concernant les mines. Le Ministre des travaux publics répondit que c'était inutile. Il pouvait garantir que l'état des exploitations en France était infiniment mieux réglé qu'il ne l'est dans les pays voisins et notamment en Angleterre. « En France, aucun abus n'a encore été signalé à l'autorité qui fut capable d'éveiller sa sollicitude ». (*Moniteur universel* du 25 décembre 1840).

Le contraste est vraiment frappant entre la condition des enfants dans les mines et celle des enfants employés dans les autres industries. M. Villermet (3) constata que la durée du travail de ces derniers dépassait quelque-

1. Rapport de la commission supérieure. *Bulletin de la société de protection*, 1884, t. XVII, p. 413.

2. Nusse, *op. cit.*

3. V. Villermet : Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Paris, 1840.

fois et de beaucoup 13 et 14 heures. Dans l'industrie de la laine et du coton, les enfants de 7 ans étaient occupés pendant 16 ou 17 heures, dont 13 au moins dans une pièce fermée sans presque changer de place ou d'attitude (1).

Loi du 22 mars 1841. — Après ce que nous venons d'exposer, il est assez compréhensible que le législateur français ne fut point pressé d'intervenir de nouveau dans la réglementation du travail des enfants dans les mines. Il en fut question un moment. La grande loi du 22 mars 1841 fut la première qui s'occupa en France d'une réglementation générale du travail des enfants. Son titre l'indique d'ailleurs clairement : *Loi sur le travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers*. Elle ne s'appliquait pas aux travaux souterrains (2). Le rapporteur de cette loi croyait le contraire (3). En effet, l'article premier du projet — adopté ensuite — était conçu en ces termes : « Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions

1. Conf. Jay à son cours du 7 janv. 1898.

2. La loi du 22 mars 1841 n'avait nullement la prétention d'être complète, Elle n'était que le premier pas dans la voie de réglementation. Voilà en quels termes s'expliquait M. Villemain : « On commence par le possible ; on va droit à ce qui frappe d'abord, on se saisit des grands exemples, on les modifie, on les corrige par la loi, on excite, l'attention publique. On commence l'œuvre de la réforme, et on laisse à d'autres le soin de la perfectionner. »

3. *Moniteur Universel*, du 25 déc. 1840. Séance de la Chambre des députés du 24 déc.

déterminées par la présente loi : 1^o dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, ou leurs dépendances ; 2^o dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier ». M. le rapporteur donnait au mot « usine » une signification très extensive. Pour lui les mines et carrières étaient comprises dans la désignation générale de ce mot usine. Mais il est évident que les mots manufactures, usines et ateliers du premier paragraphe ne comprennent pas en français les mines.

L'extension de M. le rapporteur était un peu abusive. Mais elle n'était pas la seule, M. de Ressigéac trouvait comme admis, à la même séance, que les mines comprenant plus de vingt ouvriers tombaient sous le coup du deuxième paragraphe. Le mot « fabrique » pouvait, il est vrai, se prêter à une interprétation très extensive. Dans l'esprit des auteurs de la loi, il comprenait toute industrie pouvant donner lieu aux abus que la loi tâche de supprimer. D'autre part, il est certain que dans la plupart des mines plus de vingt ouvriers sont réunis en atelier. Mais ni cette interprétation non plus n'a pas prévalu plus tard.

En effet, si l'on admettait que la loi de 1841 fut applicable aux mines, on serait forcé d'admettre également que l'âge d'admission des enfants aux travaux souterrains fût abaissé de dix à huit ans. On se rappelle que le décret du 3 janvier 1813 (art. 29) défend d'employer les enfants dans les mines et minières avant l'âge de dix

ans. Et la nouvelle loi dispose (art. 2) : « Les enfants devront pour être admis avoir au moins huit ans ». Ce recul serait inexplicable, et sans un texte précis on ne peut supposer que les auteurs de la loi de 1841 l'ont sous-entendu. Le but de cette loi était d'améliorer et non d'empirer la condition des enfants. Et le silence du texte est d'autant plus significatif que le ministre des travaux publics repoussa l'amendement de M. de Ressigeac d'après lequel la loi s'occuperait des mines d'une façon spéciale. Il ne donne pas pour raison de ce refus parce que la loi s'en occupe d'une façon générale, mais il a peur que la loi ne finisse par s'évanouir par l'excès de prévoyance qu'on veut apporter à sa rédaction. Une autre raison qu'il donne est très importante. Pour le ministre le principe général est écrit dans la loi de 1810. Tous les exploitants des mines, minières et carrières sont soumis, d'après cette loi, à la surveillance de l'autorité publique. La loi de 1810 a posé le principe, mais n'a pas réglementé. D'après le ministre, le décret de 1813 n'est que la conséquence de ce principe. Le gouvernement a usé du pouvoir de réglementation, mais ne l'a pas épuisé. Par conséquent, si la nécessité s'en faisait sentir, le gouvernement n'aurait qu'à user encore une fois de ce pouvoir.

La loi de 1844, comme nous l'avons dit, n'avait pas la prétention d'être parfaite. Son élaboration fut tellement difficile qu'on avait peur de la compromettre en voulant trop la perfectionner. On avait hâte de suppri-

mer les abus les plus criants, et pour la faire adopter les auteurs ne se montraient pas très exigeants. Ce n'était qu'une loi d'attente, s'occupant de ce qui était le plus pressé. « Vous pourrez plus tard, apporter à votre loi les modifications que son exécution démontrerait être nécessaires ; en voulant trop faire dès aujourd'hui, vous en compromettez le sort » (1).

Il est assez compréhensible que la loi de 1841 laissât de côté le travail des enfants dans les mines. Elle voulait courir au plus pressé, et ce n'est pas dans les travaux souterrains que les abus furent les plus grands.

1. *Moniteur Universel* du 25 déc. 1840. Discours du ministre des travaux publics.

LOI DU 19 MAI 1874

La loi du 22 mars 1841, malgré ses modestes prétentions, n'a pas eu des conséquences très sérieuses. Le législateur de la monarchie de juillet a été trop timide. Nous ne nions pas que la réglementation ne soit une chose très délicate. Il faut beaucoup de circonspection, surtout au commencement. C'est ici que le proverbe « qui trop embrasse mal étreint », trouve très bien son application. Pour produire de bons effets et pour être sérieusement obéie, une loi réglementant les industries ne doit pas avoir la prétention d'être, dès le début, parfaite et surtout pas complète. Il faut procéder peu à peu, graduellement. Il est difficile de déraciner du coup toutes ces vieilles habitudes que beaucoup de personnes croient indispensables à la prospérité industrielle. On est forcé au commencement de faire appliquer une modeste loi beaucoup plus par la persuasion qu'à coups de procès-verbaux. Mais il y a certaines choses qu'une loi réglementaire ne doit pas oublier sous peine de devenir illusoire. Quand on prescrit une règle désagréable à

ceux auxquels elle doit s'appliquer, ces derniers tâcheront certainement tout de suite à ne pas s'y conformer. Et pour que cette règle soit sérieusement mise en pratique, il faut avoir soin de désigner quelqu'un qui aura l'intérêt et le devoir de veiller consciencieusement à son exécution. Le législateur de 1841, tout comme le législateur anglais, avant, a oublié cette règle sage et indispensable. On avait peur d'énervier la loi en la compliquant trop, mais on aurait dû avoir soin, au moins, de faire appliquer sérieusement le peu de prescriptions qu'elle édictait. L'inspection salariée dont la seule fonction serait de faire exécuter la loi, ne fut pas créée en 1841, et la loi ne fut pas exécutée.

Comme la loi de 1841 ne régissait pas les travaux souterrains, son inobservation n'a pas beaucoup d'intérêt pour nous en ce moment. Il est même heureux que cette loi n'eût aucune influence sur les travaux souterrains. Les ingénieurs auxquels la surveillance des mines était confiée par la loi de 1810 et le décret du 3 janvier 1813, ne furent pas désintéressés de l'application de l'article 29 de ce décret. De cette manière, après 1841 comme avant, les abus les plus criants furent évités. Les exemples révoltants de cruauté qu'on citait dans l'industrie minière en Angleterre et dans toutes les autres industries en France, n'existaient pas sous l'empire du décret de 1813. Nous ne voulons pas dire par là que le travail des enfants dans les mines n'avait pas besoin d'être réglementé plus soigneusement. On se

rappelle que le décret de 1813 ne détermine que l'âge d'admission. En 1874 on pouvait être plus complet et plus exigeant. L'opinion publique était plus favorable qu'en 1841 et poussait fortement le législateur dans la voie de réglementation. De l'autre côté, celui-ci était enhardi par le succès de la législation anglaise. Et même les industriels les plus intelligents avaient compris que leurs intérêts personnels étaient la plupart du temps conformes aux intérêts nationaux, et ils ne faisaient plus cette opposition acharnée qui entravait tant le bon vouloir du législateur de 1841.

Dans ces conditions une loi réglementant le travail des enfants ne pouvait pas oublier les travaux souterrains. C'est ce qu'on a bien compris en 1874. Les auteurs de la loi du 19 mai 1874 se sont occupés des travaux souterrains, ils ont même pensé que, vu leurs conditions spéciales, ces travaux demandaient des règles également spéciales sur certains points. La nouvelle loi devait être beaucoup plus complète que celle de 1841. Elle heurtait, par conséquent, des intérêts plus considérables. L'opposition fut assez vive quand on voulait rattacher à la loi cette importante industrie minière. De là une pensée de transaction qui se présenta nécessairement à l'esprit de la commission ; de là aussi la promesse faite à cette industrie qu'elle aurait une sorte de législation spéciale secondaire (1). « Plusieurs de nos collègues

1. Séance du 14 janvier 1873 ; Tallon et Maurice, p. 453 ; Nusse *op. cit.*

avaient demandé, dit le rapporteur, que, pour les travaux de nature particulière et exceptionnelle comme ceux des mines, on laissa le soin de déterminer les conditions de travail dans cette industrie à des règlements d'administration publique ».

Le plan suivi par le législateur de 1874 fut donc très sage et très logique. L'enfant travaillant dans les mines fut soumis aux mêmes règles protectrices que les enfants occupés dans les autres industries. Mais à raison des particularités du travail souterrain, le législateur a confié au pouvoir exécutif le soin de déterminer les conditions spéciales. « C'est la marche logique des choses : le travail de l'enfant est le genre, sa fonction dans la mine est l'espèce » (1).

La loi du 19 mai 1874 dont le titre complet porte : *Loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie*, est divisée en dix sections. La première traite de l'âge d'admission et de la durée du travail ; la deuxième, du travail de nuit, des dimanches et jours fériés ; la troisième, des travaux souterrains ; la quatrième, de l'instruction primaire ; la cinquième, de la surveillance des enfants et de la police des travaux ; la sixième, de l'inspection ; la septième, des commissions locales ; la huitième, de la commission supérieure ; la neuvième, des pénalités, et la dixième contient des dispositions spéciales. Tout cela en 32 articles.

1. Nusse, Travail des enfants dans les mines, *Revue de la Législation des Mines* de 1886.

Comme on peut le voir, la loi a des dispositions nombreuses et variées. Ce qui est surtout très important et ce qui fait rentrer cette loi dans le domaine de la réalité, c'est l'établissement de l'inspection. Désormais les prescriptions légales seront strictement appliquées. Les conditions du travail dans les mines, déjà assez bonnes, s'amélioreront de plus en plus.

A la différence de la loi de 1841, le nouveau texte s'applique aussi bien dans les mines que dans les autres industries. Son article 1 est ainsi conçu :

« Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel, dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées dans la présente loi ».

SECTION III. — A part les dispositions générales de la loi qui, d'après cet article, s'appliquent indifféremment aux mines comme aux autres industries, la section III, nous l'avons vu, porte le titre : *travaux souterrains*. Cela n'a rien d'étonnant après les explications que nous avons fournies un peu plus haut. Cette section, composée uniquement de l'article 7, est conçue dans les termes suivants :

« Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de douze ans révolus.

« Les filles et femmes ne peuvent être admises dans ces travaux.

« *Les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique* ».

L'article 7 comporte trois prescriptions :

a) Il détermine l'âge d'admission. C'est probablement à la suite d'un oubli que le législateur en parle pour la deuxième fois. L'article 2 qui édicte la même prohibition s'applique également aux mines.

L'âge de douze ans a été substitué à celui de treize qui se trouvait dans le projet de la commission.

b) Il défend aux femmes de descendre dans les galeries souterraines. C'est une disposition spéciale, s'appliquant uniquement à ces travaux, et ne comportant aucune exception ;

c) Il confie à un décret d'administration publique le soin de déterminer les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans.

Définition des travaux souterrains. — A quels travaux s'appliquent exactement les textes précités ? La question est assez délicate. Signalons tout de suite une apparente contradiction dans ces textes. L'article 1^{er} parle des mines ; le titre de la section III porte : travaux souterrains ; et l'article 7, § 1^{er}, mentionne mines, minières et carrières. En réalité, sous ces différentes dénominations le législateur vise les mêmes travaux. Lesquels ? C'est ce que nous tâcherons de résoudre.

Disons tout d'abord que les chantiers sur le carreau d'une mine échappent aux dispositions spéciales de la loi. Cela résulte clairement de la discussion qui a eu lieu à l'Assemblée nationale (1). « Pour les travaux sur le carreau de la mine, a déclaré le rapporteur, nous nous en sommes expliqué dans le rapport. Il n'y a pas confusion : ces travaux pourront être pratiqués par les enfants de dix à treize ans employés au demi-temps. » L'article 7 ne s'applique pas non plus dans les divers ateliers qui se trouvent nécessairement groupés autour des puits d'extraction. Là se fait ce qu'on appelle le service extérieur des mines. On y procède au triage des charbons, à la séparation des schistes et en général au traitement des minerais et autres matières extraites sous des formes variées. Ces travaux restent, bien entendu, soumis aux prescriptions générales de la loi (2).

L'article 1^{er} ne parle que des mines. Mais il est incontestable que le législateur n'a pas employé ce mot dans son sens technique. Il n'a jamais voulu séparer l'exploitation des mines, c'est-à-dire l'exploitation des substances concessibles, de l'exploitation des minières ou des carrières, c'est-à-dire de l'exploitation des substances non concessibles, au moins quand ces exploitations se poursuivent dans les mêmes conditions (3).

Qu'est-ce que c'est que les *travaux souterrains*? Que

1. *Journ. Off.*, séance du 22 janv. 1873.

2. Tallon, *op. cit.*, p. 160.

3. Aguillon, *op. cit.*

doit-on spécialement entendre par cette dénomination ?

Elle s'applique d'une manière générale à tous les travaux qui se font dans les galeries creusées sous le sol. Faut-il entendre restrictivement par travaux souterrains ceux énumérés par la loi du 21 avril 1810 (art. 1 à 4), et qui sont désignés sous les noms de mines, minières et carrières ? Ou bien faut-il entendre par là les travaux souterrains de toute nature ?

On accepte généralement que l'énumération donnée par la loi de 1810 n'est pas limitative. Le législateur de 1874 n'a nulle part énoncé cette idée qu'il entend se référer aux définitions de la loi de 1810 ; cela est explicable, puisque ces dernières sont faites à un point de vue tout différent. L'intention du législateur de 1810 était de rechercher toutes les ressources minérales enfermées dans le sol national, afin de les soustraire par une réglementation au gaspillage individuel. En 1874, on traite une question d'humanité, on veut protéger l'enfance. Pour saisir exactement la portée des termes de cette dernière loi, il faut avoir toujours présente à l'esprit cette idée humanitaire dont elle est inspirée. Et dans le doute, il faut faire pencher la balance du côté des intérêts des personnes protégées (1).

La loi de 1810 a donc ici une autorité purement consultative et pas du tout impérative. « Les découvertes de la science ou les entreprises industrielles peuvent,

1. Tallon, *op. cit.*, Nusse, *op. cit.*

d'une part, l'élargir, en livrant à l'exploitation de nouveaux gisements minéraux ou géologiques qui n'y sont point indiqués; d'autre part, on ne doit pas restreindre strictement l'application exclusive des prescriptions légales au travail des galeries couvertes ou à l'extraction des richesses minérales » (1).

Le rapporteur, M. Tallon, ne croit donc pas que pour l'application de la loi du 19 mai 1874, les galeries doivent être forcément couvertes. Il y soumet aussi les exploitations à ciel ouvert, comme certaines houillères, dans le genre de celles de Saint-Eloy, dans le Puy-de-Dôme, les ardoisières, les carrières de kaolin, de marbre ou de pierre, où le travail s'effectue par tranchées ouvertes.

La question est difficile à résoudre. Il est incontestable que, tout au moins en ce qui concerne les enfants, l'esprit de la loi est conforme à l'élargissement de M. Tallon. Mais le texte ne parle que des travaux souterrains. Il ne faut pas oublier que l'article 7, § 2, parle des filles et des femmes. On est forcé, en présence du texte, d'admettre pour elles la même solution que pour les enfants. Et cette disposition les concernant est tout à fait exceptionnelle, et *exceptio est strictissimæ interpretationis*. L'esprit de la loi, aussi bien que le texte, est contraire à l'idée d'étendre la prohibition du travail des femmes aux travaux exécutés à ciel ouvert. Le lé-

1. Tallon, *op. cit.*, p. 160.

gislateur leur a interdit les travaux souterrains à cause des dangers exceptionnels que l'obscurité perpétuelle présentait à son esprit pour la moralité publique. Et là où il fait jour ces dangers sont absolument pareils à ceux de toutes les autres industries où les deux sexes travaillent ensemble. Le travail des femmes adultes doit donc être complètement libre, aussi bien dans les travaux au jour qui constituent le service extérieur d'une exploitation souterraine, que dans les travaux de mines, minières et carrières proprement dits, si ces dernières sont exploitées exclusivement à ciel ouvert. M. Tallon lui-même ne parle que des enfants. D'autre part, l'article 7 identifie les travaux des femmes et des enfants, par conséquent la solution ne peut être différente. Nous sommes obligés de l'admettre, et c'est vraiment regrettable (1). M. Tallon a raison de dire qu'il eût été à désirer qu'un règlement d'administration publique intervint pour fournir des explications précises sur ces divers genres d'extraction. Il est surtout regrettable que le décret du 12 mai 1875 ne puisse s'appliquer aux travaux exécutés par les enfants dans les mines à ciel ouvert.

Ces raisons nous conduisent à conclure que les dispo-

4. Nous pouvons ajouter à l'appui de notre interprétation la disposition de l'art. 18 § 3 qui confie la surveillance de l'exécution de la loi aux gardes-mines concurremment avec les inspecteurs. Elle ne vise également que les travaux souterrains (cons. Aguilhon, *op. cit.*, p. 305).

sitions spéciales de la loi ne s'appliquent qu'aux travaux souterrains, en entendant par là les travaux qui, à l'absence du soleil, se font, sous terre, à l'aide de lumières artificielles. Pour nous, le critère est donc fourni par les conditions spéciales de ces travaux, et non par le but dans lequel ils sont effectués. Nous les appliquerons, par conséquent, même aux travaux qui n'ont pas pour but l'extraction des richesses minérales, du moment que les rayons du soleil n'arrivent pas à les éclairer.

En appliquant cette idée, nous sommes d'avis, et cela d'accord avec M. Tallon, que les travaux dans les *tunnels* doivent être soumis aux prescriptions de l'article 7 et du décret du 12 mai 1875. Le nombre de tunnels et la durée de leurs travaux se sont tellement accrus dans ces dernières années que la loi y trouvera une large application. Il est évident qu'ici les matériaux extraits ne sont pas utilisés industriellement (1).

D'autre part, les *tourbières*, quoiqu'elles soient visées par la loi de 1810 (art. 2 et 3), échappent aux prescriptions spéciales de l'article 7, leur exploitation étant effectuée à découvert. Par contre, les *salines*, exploitées en galeries, quoique n'étant pas spécifiées par la loi de 1810, sont sujettes à ces prescriptions.

Mines, minières et carrières. — Nous avons vu que la loi de 1810 parle des mines, minières et carrières. L'ar-

1. Tallon, *op. cit.*, p. 161.

ticle 7, § 1^{er}, emploie les mêmes expressions. Quelle en est la portée exacte ?

L'article 1^{er} de la loi du 21 avril 1810 nous donne cette définition rigoureuse : « Les masses de substances minérales ou fossiles, enfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface sont classées, relativement aux règles d'exploitation de chacune d'elles, sous les trois qualifications de *mines*, *minières* et *carrières* ».

Par le mot *mines* on entend spécialement les galeries d'exploitation contenant en couches, filons ou amas, l'or, l'argent, le platine, le mercure, le plomb, le fer, le cuivre, l'étain, le zinc, la calamine, le bismuth, le cobalt, l'arsenic, le manganèse, l'antimoine, le molybdène, la houille, les bitumes, l'alun, le soufre, la plombagine et autres matières métalliques (art. 2, loi du 21 avril 1810).

L'art. 3 de la même loi donne la définition des *minières*. Ce sont les minerais de fer dits d'alluvion, les terres pyriteuses propres à être converties en sulfate de fer, les terres alumineuses et les tourbes.

Les *carrières* comprennent les ardoises, les grès, les pierres à bâtir ou autres, les marbres, granits, pierres à chaux, pierres à plâtre, pozzolanes ; les trass, bazaltes, laves, marnes, craies, sables, silex, argiles, kaolins, terres à foulons, à poterie ou à tuile, terrains pyriteux simples ; les guanos ou phosphates servant d'engrais (art. 4).

Les femmes dans les travaux souterrains sous l'em-

pire de la loi de 1874. — La loi du 19 mai 1874 défend formellement aux femmes de descendre dans les galeries souterraines. Nous nous sommes étendus assez longuement sur cette question. Nous avons essayé de démontrer la nécessité absolue d'interdire aux femmes tous les travaux industriels et en particulier les travaux souterrains. La loi s'occupe uniquement de ces derniers en ce qui concerne les femmes majeures. Même le travail de nuit ne leur est pas interdit dans les autres industries. La loi n'interdit ce dernier qu'aux filles de seize à vingt et un ans (art. 4, § 2), ou plutôt de douze à vingt et un ans, le travail de nuit étant défendu à tous les enfants jusqu'à seize ans révolus (art. 4, § 1^{er}). Nous avons déjà vu que ce sont surtout les raisons d'ordre pratique qui ont déterminé le législateur d'être si catégorique à l'égard des femmes employées aux travaux souterrains. Il n'osait point édicter une prohibition générale du travail de nuit applicable à toutes les femmes. En heurtant de vieilles habitudes, cette prescription aurait soulevé une opposition formidable. Tandis qu'en limitant la prohibition aux travaux souterrains, elle ne devait atteindre « qu'un nombre très restreint d'ouvrières et ne pouvait apporter aucun trouble économique dans les exploitations minières » (1).

Cette prescription, inutile pour les exploitations du Centre et du Midi, trouva son application dans les houil-

1. V. Tallon, *op. c.*, p. 463.

lères du Nord. Même les ardoisières des Ardennes employaient un certain nombre de femmes à l'époque de la promulgation de la loi. C'était, pour la plupart, des femmes belges faisant partie des familles d'émigrants. Les galeries souterraines étaient remplies de femmes surtout dans le voisinage de l'Escaut.

L'importante compagnie d'Anzin employait à la même époque plusieurs jeunes filles d'origine belge. L'inspecteur du travail leur fit assigner, au commencement de 1875, un délai de vingt jours, pour se conformer aux prescriptions légales. Aujourd'hui c'est une des dispositions le mieux appliquée. Ce n'est que très exceptionnellement que les inspecteurs ont l'occasion de dresser des procès-verbaux à ce sujet.

La loi parle dans son article 7, § 2, des « *filles et femmes* », tandis que c'est l'expression de *filles mineures* qui figure dans les autres parties de la loi à côté de celle d'*enfants*. D'où vient cette différence ? Rapportons-nous-en à l'éminent rapporteur de la loi pour l'explication. « Le rédacteur de l'art. 7 a voulu par là indiquer que, dans l'interdiction des travaux souterrains aux personnes du sexe féminin, il n'établissait aucune distinction d'âge ni de condition particulière résultant du mariage. Les questions d'autorisation maritale ou d'émancipation civile, que nous avons examinés ailleurs à l'égard de la femme mariée ou veuve, ne peuvent donc se poser ici » (1).

1. Tallon, *op. cit.*, p. 164.

L'exclusion des femmes des travaux souterrains n'est qu'une application spéciale d'un principe beaucoup plus large. Le projet primitif de la commission excluait les femmes du travail de nuit en général. Cette idée très séduisante et utile aussi bien au point de vue humanitaire qu'aux intérêts nationaux, n'a pu vaincre la résistance soulevée dans l'assemblée nationale. Et la disposition de l'art. 7 n'est qu'un débris sauvé du naufrage.

Conditions du travail
(Décret du 12 mai 1875)

Nous avons déjà vu que le paragraphe 3 de l'article 7 portait la disposition suivante :

« Les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique »

Le règlement d'administration publique, dont on fait allusion dans la dernière disposition, a paru le 12 mai 1875. C'est aux soins du Comité des arts et manufactures que la rédaction en fut confiée. MM. de Lavenay, Dumoustier de Frédilly, Alcan, Paul Bérard et de Freycinet lui ont prêté leur précieux concours. L'élaboration fut entourée des garanties les plus sérieuses. Pour ne pas entraver par la nouvelle réglementation le développement de l'industrie minière, et pour mettre les prescriptions légales en harmonie avec les nécessités de l'exploitation, le ministre du commerce adressa à tous les

préfets des départements intéressés une circulaire, en date du 31 août 1874(1), et leur ordonna d'ouvrir une enquête sur les diverses conditions des travaux souterrains. Le Comité consultatif des arts et manufactures adressa, de son côté, un questionnaire aux chambres de commerce, aux chambres consultatives des arts et manufactures, aux conseils de Prud'hommes, aux syndicats industriels, enfin aux chefs d'usine et d'ateliers les plus importants (2).

Ce n'est qu'en mettant à profit les renseignements recueillis dans tous ces documents que le Comité consultatif procéda à l'élaboration du décret.

En voici la teneur :

Art. 1^{er}. — La durée du travail effectif des enfants du sexe masculin, de douze à seize ans, dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières, ne peut excéder *huit heures* sur vingt-quatre heures, coupées par un repos *d'une heure au moins*.

Art. 2. — Les enfants de douze à seize ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur, tels que l'abatage, le forage, le boisage, etc.

Ils ne peuvent être employés qu'au triage et au chargement du minerai, à la manœuvre et au roulage des wagonnets, à la garde et à la manœuvre des portes d'aérage, à la manœuvre des ventilateurs à bras et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces.

1. *Bulletin de la Société de protection*, t. VIII, 1875, p. 184.

2. Tallon, *Manuel pratique*, p. 165.

Les enfants employés à faire tourner les ventilateurs ne pourront y être occupés pendant plus de *quatre heures*, coupées par un repos d'une demi-heure au moins.

Art. 3. — (Disposition transitoire). — Dans les mines où le service est actuellement réglé sur le pied de dix heures de travail effectif, les enfants pourront continuer d'être occupés pendant le même temps et dans les conditions fixées par l'article 2, mais seulement jusqu'au 1^{er} janvier 1878. A partir de cette époque, les enfants ne pourront travailler que huit heures sur vingt-quatre, ainsi qu'il est dit à l'article premier.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et du commerce, est chargé de l'exécution du présent décret ».

Le décret règle le travail des enfants dans les mines, au point de vue de sa *durée* et de sa *nature*.

L'article 1^{er} porte que cette durée ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre heures. C'est une exception au droit commun, et elle est tout en faveur des enfants travaillant dans les galeries souterraines. Les enfants des autres industries peuvent être employés 12 heures à partir de douze ans.

La différence n'est pas due à la nature des travaux, comme on pourrait le croire. La plupart des travaux auxquels les enfants régis par l'article 7 de la loi peuvent être employés, sont moins fatigants et surtout moins dangereux pour leur santé. La cause de cette différence se trouve uniquement dans la nature de l'exploitation.

Elle est admirablement bien exposée dans le rapport que M. de Freycinet a présenté au nom de la sous-commission (1) au Comité consultatif des arts et manufactures.

« Il résulte des renseignements fournis par les exploitants de mines, en réponse au questionnaire adressé par la commission, que la durée du travail des enfants dans les galeries souterraines est normalement la même que la durée du travail des ouvriers adultes.

« Ce point était facile à prévoir. Diverses circonstances le justifient. Les enfants, en effet, descendent dans la mine ou remontent à la surface, au moyen des bennes qui circulent dans le puit d'extraction. Le relayage des enfants, en dehors des heures prévues pour le relayage des adultes exigerait par conséquent, un arrêt spécial dans l'extraction du minerai », cela porterait naturellement un préjudice sensible à la rapidité de la production.

Et puis, il est de règle dans les galeries souterraines que les enfants ne doivent pas circuler seuls, il faut les faire accompagner dans leur descente ou leur ascension, toujours un peu périlleuse, « tandis que lorsqu'ils l'effectuent en compagnie des autres ouvriers, leurs parents pour la plupart, ils se trouvent beaucoup mieux gardés ».

Ce ne sont pas les seuls inconvénients, « le trajet des enfants à travers les galeries étroites où circulent les trains de wagonnets, remorqués souvent par des che-

1. Cette sous-commission était composée de MM. Lavenay, Dumoustier, de Frédilly, Alcan, Bérard et de Freycinet, rapporteur.

vaux, ne serait pas sans danger ». Si l'on ne réglait pas le travail des enfants sur la durée de celui des adultes, le trouble causé par les chargements des équipes d'enfants, qui sont indispensables, serait assez sensible. Enfin, « le relayage des enfants, dans l'intervalle des heures fixées pour le relayage des adultes, offrirait au point de vue de la sécurité même des enfants, plus d'inconvénients que d'avantages ».

« Dès lors, on est conduit à accepter pour la durée du travail des enfants dans les mines, la durée du travail des adultes. »

On peut se demander si cette dernière n'est pas excessive, vu la force des enfants. L'excellent rapport que nous citons pose la question et la résout affirmativement.

« En fait, dans la plupart des exploitations minières, cette durée n'excède pas huit heures de travail effectif, coupées par une ou deux heures de repos. Dans un petit nombre de mines, où l'on exploite jour et nuit, et où le service est divisé entre deux équipes seulement, la durée du travail effectif est de dix heures, coupées par une ou deux heures de repos. »

On ne travaillait pas dans les mines trop longtemps. La durée du travail dans les établissements assez rares atteignait dix heures, inférieure à la durée permise dans les autres industries. Cependant, on ne pouvait pas hésiter quant au choix :

« Votre commission pense que la première limite, celle de huit heures, qui est généralement adoptée, pour-

rait être inscrite comme maximum dans le règlement ; avec cette disposition transitoire, que dans les exploitations où actuellement le service est organisé sur le pied de dix heures de travail effectif, cette durée de dix heures continuera d'être tolérée pendant une certaine période de temps, que votre commission vous propose de porter à cinq ans. Durant ce laps de temps, les industriels intéressés auraient à prendre les mesures nécessaires pour rentrer, à l'expiration, dans la règle commune » (1).

Cette décision était très sage. Il était évident que la durée acceptée par le rapport n'était contraire ni aux usages acquis, ni aux nécessités industrielles, puisque la plus grande partie des établissements s'y conformaient sans aucune obligation légale. Elle est plus favorable aux enfants, et la commission en l'adoptant, a fait preuve une fois de plus de ses sentiments humanitaires. Le rapport en donne aussi une autre raison qui démontre sa grande clairvoyance :

« Il a paru à votre commission que si l'on procédait autrement et si le règlement acceptait la durée de dix heures comme limite normale, ce serait une sorte d'encouragement aux industriels qui, présentement, n'emploient leurs ouvriers que huit heures, à étendre graduellement cette durée et à la rapprocher du type réglementaire ».

Le rapport de la commission n'a en rien exagéré les risques que courent les enfants en descendant dans la mine

1. Voir le susdit rapport.

ou en remontant à la fin du travail. La responsabilité des exploitants est très souvent engagée par des accidents assez fréquents qui en résultent. Et il est naturel qu'ils prennent toutes les précautions pour les éviter. Dans le manuel de l'ouvrier mineur rédigé par les soins de la compagnie minière de Vicoigne (département du Nord), on trouve cette question :

Les enfants peuvent-ils circuler seuls dans les cages ? Non, dit la réponse, ils doivent être accompagnés d'ouvriers adultes.

Repos. — L'article 1^{er} du décret du 12 mai 1875, précise dans sa dernière disposition que les huit heures de travail doivent être coupées par « *un repos d'une heure au moins* ».

La question du repos supprime toutes les discussions, si l'on se réfère au texte précis du décret. Les ouvriers mineurs de la compagnie houillère du Sins (Nord), l'ont certainement mal compris en se plaignant de la durée excessive du travail des enfants qui dépassait selon eux dix heures par jour, sans interruption. L'enquête dirigée par l'inspecteur divisionnaire prouva que les enfants étaient réellement présent à la fosse pendant dix heures et demie par jour, mais ce n'était pas la durée du travail effectué sans interruption. En effet, ce temps se décomposait de la manière suivante : Une demie heure pour l'entrée au carreau et la descente ; une demie heure pour cessation du travail, montée et départ ; huit heures de travail effectif ; une heure et demie de repos. Cela fait,

en effet, dix heures et demie de présence dans la mine, mais pas de travail sans interruption.

M. Tallon cite également d'autres entreprises où la moyenne du travail ne dépasse pas 6 heures, avec 4 heures 1/2 de repos. La durée moyenne des repos varie de 5 minutes à une 1/2 heure, on suspend le travail pendant le principal repos qui est quelquefois d'une 1/2 heure seulement (1).

Quoique cette division du travail soit très favorable aux enfants, elle est contraire au texte de l'article premier du décret de 1875. On agirait conformément à la loi en n'accordant qu'un repos, mais celui-ci doit avoir une durée d'une heure au moins. Ce repos prescrit par la loi ne peut être remplacé par plusieurs autres, dont aucun n'atteindrait la durée d'une heure, même si par leur addition on obtient le chiffre de beaucoup supérieur.

Nous croyons M. Tallon très bien inspiré en affirmant que la durée du repos n'est pas comprise inclusivement dans les huit heures du travail (2). Dans l'affaire des houillères de Sins, dont nous parlions un peu plus haut, M. le procureur de la République a prétendu le contraire. Mais le texte du décret du 12 mai 1875 ne laisse prise à aucune discussion. En effet, l'article premier parle du *travail effectif*. Et ce n'est pas par hasard que cette expression figure dans le texte. Elle y a été mise inten-

1. V. Tallon, *Man. pr.*, p. 170.

2. Tallon, pages 170 et 171.

tionnellement, et la différence qu'elle présente avec la rédaction de la loi de 1874, est frappante. L'article 2, § 2, parle des enfants *qui ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par des repos*, tandis que l'article premier du décret du 12 mai 1875 a en vue *la durée du travail effectif* qui ne peut excéder *huit heures* sur 24 heures. Le travail indiqué dans la loi est divisé par des repos, tandis que le décret se sert d'une expression beaucoup plus forte, il parle du travail *coupé* par le repos. Cette différence de rédaction prouve clairement que les deux textes n'expriment pas la même pensée, cela peut s'expliquer également par des raisons d'ordre pratique. Il est évident que le législateur n'a pu avoir l'intention d'ajouter à 12 heures de travail une ou quelques heures de repos dont la durée prolongerait singulièrement la présence des enfants dans les ateliers. Et en ajoutant à 8 heures de travail une heure de repos, on réussit à faire coïncider la descente et l'ascension des enfants avec celles des ouvriers adultes. Sans gêner la production les industriels peuvent s'écarter de ces chiffres, mais en n'oubliant pas que les huit heures de travail constituent un *maximum*, qu'on peut diminuer, mais pas augmenter, et une heure de repos n'est qu'un minimum qu'on ne saurait ni abréger, ni fractionner sans encourir des poursuites. Dans la rigueur de la loi la présence de l'enfant dans les galeries souterraines ne devrait pas dépasser neuf heures. En y ajoutant le temps de la descente et de la montée, on arrive à une durée

moyenne de dix heures. Par conséquent, la présence des enfants dans les mines est ainsi composée :

Temps consacré à la descente.....	x
Travail effectif de 8 heures, coupé par un repos y d'une durée d'une heure au moins... ,.	$8+y$
Temps consacré à la remonte....	z

On arrive par l'addition à une durée totale de présence dans la mine, de l'entrée à la sortie :

$$x+8+y+z \text{ (1).}$$

La Commission supérieure s'est plusieurs fois exprimée en faveur de cette interprétation, qui est conforme au texte légal et nullement contraire aux intérêts des enfants. Comme nous avons dit, cela leur donne la possibilité de monter et descendre avec les ouvriers adultes. Les avis du ministère du commerce sont dans le même sens.

Il est facile de deviner, le bon sens l'indique, qu'il ne faudrait pas retourner contre l'enfant les mots *au moins d'une heure* placés intentionnellement pour adoucir leur sort. On ne pourrait pas les obliger de rester 12 heures par exemple, dont 8 heures de travail effectif et 4 heures de repos, et en ajoutant 1 heure pour descendre et remonter, la durée de la présence monterait à 13 heures. Ce serait tout à fait contraire à l'esprit des prescriptions légales. En dehors du travail et du repos qui sont indiqués par le décret, et en dehors du temps nécessaire

1. Aguilhon, *Traité des mines*, t, II, p. 306.

pour les allées et venues les inspecteurs peuvent se croire autorisés d'interdire toute présence de l'enfant dans la mine (1).

M. Tallon, dans le but de prouver que la règle du maximum de neuf heures, sans compter le temps de la montée et de la descente, doit prévaloir, invoque aussi la disposition transitoire de l'article 3 du décret qui permet jusqu'au 1^{er} janvier 1878 seulement la durée de travail de dix heures (2).

Nous admettons la même solution sans oser nous servir de cette dernière argumentation.

Droit commun appliqué aux travaux souterrains.

Nous avons déjà expliqué, à propos du travail de nuit, que l'article 7 de la loi du 19 mai 1874 et le décret du 12 mai 1875 ne doivent pas être considérés comme formant un code spécial et complet, en dehors duquel il n'y aurait plus aucune réglementation applicable aux travaux souterrains et que le droit commun en la matière devrait être exclue. M. Tallon a soutenu l'opinion contraire. Et c'est par une heureuse aberration de son système qu'il s'écrie : « Est-il nécessaire d'affirmer que, quoique classés dans un chapitre particulier, les

1. Tallon, *op. c.*, p. 172 ; Nusse, *op. c.*

2. Tallon, *op. c.*

enfants employés dans les mines bénéficient de toutes les mesures de protection relatives notamment aux livrets, à l'inscription sur les registres, au temps de l'instruction ? L'affirmative ne nous semble pas douteuse ».

Il nous semble que l'éminent rapporteur serait bien plus logique, si l'affirmative lui paraissait plus douteuse. Le contraire ne paraissait pas douteux non plus à M. Tallon, quand il demandait que le travail de nuit fut permis aux enfants. Et cependant il y avait contre cette prétention une disposition de droit commun très décisive et qui édictait une mesure de protection certainement encore plus favorable aux enfants que celle relative aux livrets, par exemple.

Quant à nous, qui défendons l'interdiction du travail de nuit, nous admettons l'affirmative de M. Tallon, et cela avec les mêmes raisons de texte dont nous nous servons pour combattre son opinion favorable au travail des enfants pendant la nuit. Les dispositions de la loi du 19 mai 1874 étaient générales, applicables à tous les établissements énumérés dans l'article 1^{er}, à moins d'une dérogation expresse sur certains points et pour des industries bien déterminées. L'article 7 de la loi aussi bien que le décret du 12 mai 1875 étant muets en ce qui concerne le travail de nuit, l'instruction, l'inscription sur les registres, etc., ces dispositions doivent être appliquées dans les galeries souterraines comme partout ailleurs.

La jurisprudence s'est prononcée dans le même sens (1).

Le tribunal de Brioude dans son jugement du 20 décembre 1881, rendu contre le directeur des mines de houille de Sainte-Florine (Haute-Loire), poursuivi pour diverses infractions aux articles 10 et 11 de la loi de 1874, a statué en termes suivants :

« Attendu qu'il est établi et d'ailleurs reconnu que lors de l'inspection de M. Delattre aux mines de Sainte-Florine (Haute-Loire), le 28 mai de la présente année, ce fonctionnaire a constaté ; 1° que 22 enfants au-dessous de 16 ans n'ont point été inscrits sur le registre ordonné par la loi ; 2° que 19 enfants n'étaient point pourvus du livret prescrit par la même loi ; 3° qu'enfin le prévenu n'avait point fait afficher dans ses trois ateliers les dispositions de la loi précitée et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

« Attendu dès lors que le prévenu a contrevenu aux dispositions des articles 10 et 11 de la loi du 19 mai 1874 et qu'il y a lieu de relever à son encontre, conformément à l'article 25 de ladite loi, 44 contraventions. Pour ces motifs, le tribunal condamne le prévenu à 88 fr. d'amende et aux dépens ».

Ces dispositions d'ordre général applicables à toutes les industries sont assez nombreuses dans la loi du 19 mai 1874. Après celle du 22 mars 1841, la nouvelle loi

1. Tallon, page 190.

forme le premier essai sérieux dans la voie de réglementation, et elle était suffisamment complète.

Nous avons déjà dit que les prescriptions de l'article 5 rentrent dans cet ordre. Elles énoncent, en effet l'interdiction d'employer les enfants jusqu'à l'âge de seize ans et les filles mineures, les dimanches et fêtes reconnues par la loi (1).

Il en est de même pour les prescriptions scolaires. « Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire » (art. 9). Mesure très sage, destinée à répandre l'instruction dans la classe ouvrière (2). Par conséquent, même dans les galeries souterraines les enfants illettrés de moins de 15 ans ne doivent pas travailler plus de six heures. M. Aguillon pense même que cette durée ne doit pas être dépassée par la présence de l'enfant dans la mine de l'entrée à la sortie (3).

1. Les jours réputés fériés d'après la loi sont la Noël, la Toussaint, l'Assomption, l'Ascension, le 14 juillet. Une nouvelle loi y a ajouté les lundis de Pâques et de la Pentecôte. Et tout dernièrement on a fait une proposition dans le même sens pour le lendemain du jour de l'an.

2. La loi du 28 mars 1882 sur l'instruction obligatoire permet d'obtenir dès l'âge de onze ans un certificat d'études primaires dispensant le bénéficiaire de toutes les obligations scolaires ultérieures.

3. Aguillon, *op. cit.*, page 360.

L'obligation pour les enfants d'avoir un livret et pour les exploitants de tenir des registres est aussi générale. Elles sont édictées par la loi :

« Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

« Les chefs d'industries ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article. »

Le texte ne parle que des enfants qu'on compte jusqu'à l'âge de seize ans accomplis, mais une jurisprudence constante astreint les filles mineures également aux prescriptions concernant le livret et l'inscription sur le registre matricule (1).

Les prescriptions de l'article 10, comme celles de l'article suivant, qui ordonne aux chefs d'industries de faire afficher la présente loi et tous les règlements d'administration publique relatifs à son exécution, sont plutôt accessoires ; elles n'indiquent que les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la loi en facilitant la surveillance aux inspecteurs.

Les conditions de salubrité et sécurité prévues par les articles 13 et 14 doivent être accomplies dans les

1. Aguillon, *op. cit.*, page 314.

travaux souterrains dans la mesure que ces prescriptions les concernent. Le dernier paragraphe de l'article 14 porte : « Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. »

Travail de nuit (1).

La question la plus épineuse et la plus discutée sous l'empire de la loi du 19 mai 1874 fut sans doute celle du travail de nuit des enfants dans les travaux souterrains. La question se résume en ceci : l'article 7 de la loi de 1874 et le décret du 12 mai 1875 ne parlent pas du travail de nuit. Et comme en cette matière tout ce qui n'est pas interdit est permis, les enfants peuvent descendre après le coucher du soleil dans les galeries souterraines. Mais l'article 4 de la loi édicte la prohibition suivante : *Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus.* On peut être étonné qu'après des termes si précis de la loi un doute puisse subsister. Mais il s'agit de savoir si cet article s'applique aux travaux souterrains ou si l'article 9 et le décret de 1875 ne forment un code complet du travail des enfants dans les mines, minières et carrières. Des autorités considérables en la matière, et en particulier M. Tallon, éminent rapporteur de la loi de

1. Nous avons réservé cette question pour la fin. On peut mieux comprendre la discussion après avoir connu l'esprit de la loi du 19 mai 1874 et les dispositions spéciales à l'industrie extractive.

1874, se sont efforcés de prouver que l'article 4 ne s'applique pas aux travaux souterrains, et que même les enfants au-dessous de seize ans peuvent travailler pendant la nuit, c'est-à-dire de neuf heures du soir à cinq heures du matin (art. 4, § 3).

La question n'est pas entière. Des autorités administratives et judiciaires se sont prononcées là-dessus à plusieurs reprises. On peut voir combien la question est discutée, puisque de deux côtés nous trouvons aussi bien des tribunaux judiciaires que des conseils administratifs. La question se posa en 1879 pour la première fois. L'inspecteur divisionnaire des Bouches-du-Rhône rencontra des enfants occupés la nuit dans les mines Fuveau. Il se crut obligé par la loi d'interdire ce travail dans l'avenir. Les mineurs adressèrent au préfet de Marseille une pétition dans l'intention d'obtenir une dérogation à l'article 4 précité ; cette pétition parvint au ministre du commerce, et celui-ci la soumit à l'examen de la Commission supérieure du travail. Les conclusions de la Commission furent favorables à la décision de l'inspecteur, c'est-à-dire à l'interdiction du travail de nuit des enfants de moins de seize ans dans les travaux souterrains. Un avis ministériel, en date du 9 avril 1879, informa les parties intéressées du sens de la décision.

Les compagnies minières s'y conformèrent tout d'abord, et le travail de nuit des enfants fut arrêté. Mais la question entra dans une nouvelle phase par suite de

l'intervention des inspecteurs généraux des mines. Ceux-ci ne croyaient pas conforme à la loi l'opinion exprimée par l'avis ministériel du 9 avril. Ils soumièrent la question à l'examen du Conseil supérieur des mines. La décision de ce Conseil leur donna raison, c'est-à-dire que le travail de nuit des enfants de moins de seize ans n'était pas interdit par la loi. La nouvelle décision fut appuyée par M. le ministre des travaux publics auprès de son collègue du commerce. La question fut de nouveau soumise à la Commission supérieure, et celle-ci maintint sa première résolution. Elle croyait toujours le travail des enfants contraire à la loi.

Peu de temps après, les tribunaux eurent l'occasion d'intervenir. Mais la question ne fut pas tranchée définitivement.

C'est d'abord le tribunal de Saint-Etienne qui eut à s'occuper de la question. Il a rendu un jugement favorable au travail de nuit, et ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour de Lyon, à la date du 2 juin 1879. Il s'agissait d'un jeune enfant de 14 ans Fraisse, occupé, à 11 heures du soir, au voiturage des remblais dans la mine de Beaubrun, a eu la jambe brisée par la chute d'une des bennes chargées sur le wagonnet qu'il conduisait.

Le tribunal, statuant sur la responsabilité de droit :

« Attendu que Fraisse père a articulé que la compagnie, en faisant travailler pendant la nuit son fils *âgé de moins de 14 ans*, avait commis une contravention à la

loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants mineurs dans l'industrie et par là même engagé sa responsabilité.

« Mais que l'article 7 de cette loi relatif aux travaux souterrains enseigne que les conditions spéciales du travail des mineurs de 16 ans, dans les galeries souterraines, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

« Qu'un règlement de cette nature a été l'objet d'un décret portant la date du 12 mai 1875, *mais qu'il ne distingue pas entre le travail de jour et celui de nuit qui est perpétuel dans les mines.*

« Que le Conseil d'Etat s'est, en ce point, décidé d'après l'esprit de la loi et l'opinion exprimée par le rapporteur de celle qui déclarait au Corps législatif, lors de la discussion, que la défense de faire travailler les enfants pendant la nuit édictée par l'article 4, ne pouvait utilement s'appliquer à l'industrie minière.

« Attendu que de tout ce qui précède, il y a lieu de conclure que la compagnie de Beaubrun n'a aucune faute à se reprocher dans l'accident du 31 mars 1877 survenu au jeune Fraisse, et que celui-ci doit s'imputer son inobservation des règlements.

« Déclare mal fondée la demande de Fraisse père ; l'en déboute (aff. Compagnie des mines de Beaubrun c. Fraisse, 6 août 1879, tribunal de Saint-Etienne).

La Cour de Lyon, sur l'appel interjeté de ce juge-

ment, a rendu, à la date du 2 juin 1879, un arrêt confirmatif avec adoption des mêmes motifs.

En date du 13 avril 1881, le tribunal de Saint-Omer eut à intervenir à son tour et son jugement fut favorable à la décision de la Commission supérieure, contraire, par conséquent, au travail de nuit. Les attendus indiquent clairement dans quelles circonstances le tribunal eut à intervenir. Vu l'intérêt de la question, nous citerons le jugement en entier :

« Attendu qu'il résulte, de l'instruction orale et des débats, la preuve que, le 11 février 1881, à Enquin, dans la mine de houille de Fléchinelles, dont Bureau est le directeur, le sieur Dupuis, enfant âgé de douze ans et demi, a travaillé dans cette mine de trois heures de l'après-midi à onze heures de la nuit à une profondeur d'environ 318 mètres ; puis, ayant remonté par les boisages de la mine en suivant l'ouvrier avec lequel il travaillait, étant arrivé à peu près à la moitié des vingt mètres qu'il avait à remonter, fatigué d'une veille et d'un tel travail trop prolongé dans la nuit et enjambant péniblement les cinquante centimètres qui séparent les échelons, cet enfant est tombé d'une hauteur d'environ six mètres et est mort le lendemain par suite de lésions internes que cette chute lui avait causées.

« Attendu que le fait par Bureau d'avoir fait travailler le jeune Dupuis dans la mine de trois heures à onze heures de la nuit, constitue le délit prévu par les articles 4 et 25 de la loi du 19 mai 1874.

« Attendu qu'en édictant les dispositions précitées de la loi de 1874 et en prohibant les travaux de nuit pour les enfants de moins de seize ans, le législateur a reconnu, et avec raison, que de tels travaux et des veilles prolongées dans la nuit au delà de l'heure à laquelle les enfants de cet âge doivent se livrer au sommeil, ainsi que cela a lieu dans les établissements d'éducation, outrepassent certainement les forces de ces enfants.

« Attendu que Bureau a commis une imprudence en contrevenant à la disposition pénale précitée en faisant travailler Dupuis de trois heures à onze heures de la nuit et le faisant remonter par les boisages difficilement praticables pour ces enfants, surtout après un tel travail.

« Attendu que tout à la fois, par imprudence et par contravention à la disposition pénale précitée, Bureau a été involontairement la cause de l'homicide du jeune Dupuis.

« Que ce fait constitue le délit prévu par l'art. 319 du Code pénal.

« Attendu qu'en cas de conviction de plusieurs délits la peine la plus forte doit seule être prononcée; qu'il existe des circonstances atténuantes, vu les articles 4 et 25 de la loi du 19 mai 1874, 319, 462 du Code pénal, 365, 194 du Code d'instruction criminelle.

« Le tribunal, déclare Bureau Joseph, coupable des faits sus-énoncés; le condamne par corps à six cents

francs d'amende et aux frais, fixe la contrainte à quatre mois ».

Le prévenu ne se tint pas pour battu et poursuivi l'affaire devant la Cour d'appel de Douai. Celle-ci réforma le jugement du tribunal de Saint-Omer et rendit l'arrêt suivant :

« Attendu que si l'article premier de la loi du 19 mai 1874 portant : « les enfants ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, mines... que sous les conditions déterminées par la présente loi » semble indiquer que l'article 4 de la dite loi, défendant pour les enfants mineurs de seize ans tout travail ayant lieu après 7 heures du soir, ne fait aucune exception pour les mines, il n'en est pas moins vrai que la section III de ladite loi (art. 7) déclare positivement que les conditions spéciales du travail des enfants de 12 à 15 ans dans les galeries souterraines seront déterminées par des règlements d'administration publique ;

« Qu'en outre il résulte tant de l'esprit de cette section III que des travaux préparatoires de la loi, que le législateur a entendu renvoyer à l'administration toutes les questions relatives au travail des enfants dans les mines, y compris le travail de nuit.

« Qu'en effet, le rapporteur de la Commission chargée d'étudier le projet de la loi, déclare formellement que certaines dispositions de ce projet, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer aux exploitations des houillères et des mines, et

que la Commission a dû laisser à des règlements d'administration publique le soin de déterminer toutes les conditions spéciales au travail des mineurs de 16 ans dans les exploitations souterraines ;

« Attendu que le décret, en forme de règlement d'administration publique, en date du 12 mars 1875, rendu en exécution de la loi du 19 mai 1874, n'interdit pas pour les enfants de 12 à 16 ans, le travail de nuit dans les galeries souterraines et se borne à régler la nature et les modalités de ce travail.

« Qu'il résulte de ce qui précède, que Bureau n'a commis aucune infraction aux dispositions réglant le travail des enfants dans les mines.

« Qu'en outre aucun fait d'imprudence n'est établi à sa charge relativement à la mort du jeune Dupuis.

Par ces motifs :

« La Cour réformant le jugement dont est appel, acquitte Bureau : le décharge des condamnations prononcées contre lui et le renvoie des poursuites du ministère public (1 et 2).

Le procureur général de Douai s'était pourvu contre l'arrêt qui avait acquitté le directeur des mines de Fléchinelles. La Cour suprême après un long délibéré a adopté sur le rapport de M. le conseiller Sallantin, les résolutions suivantes :

1^o L'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, usines, etc., qui dispose que les enfants ne pourront être employés dans ces

établissements, dispose également qu'ils ne pourront l'être dans les mines ou galeries souterraines.

2^o Les termes de l'article 4 de cette loi qui dispose que les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit, jusqu'à 16 ans, sont généraux et absolus et s'appliquent à toutes les industries :

3^o L'article 6 n'admet comme exception que les usines à feux continus ; cette exception ne peut-être étendue aux mines ; la loi renvoie à un règlement d'administration publique pour régler le travail de nuit des enfants dans les travaux souterrains. Le silence gardé par le décret du 12 mai 1875, sur les travaux des mines, loin d'être interprété dans le sens d'une permission implicite de la loi doit donc s'entendre dans le sens général d'une prohibition absolue (1).

Nous citerons cet arrêt en entier vu son importance :

« Attendu qu'il est constant en effet que Bureau, directeur des mines de Fléchinelles, a fait travailler pendant la nuit du 11 février 1881, le jeune Dupuis, âgé de douze ans et demi, dans une des galeries souterraines des dites mines, et qu'en remontant par les boisages, cet enfant a fait une chute à la suite de laquelle il est mort ; que traduit à raison de ce fait devant la juridiction correctionnelle pour homicide par imprudence et contravention à l'article 4 de la loi du 19 mai 1874, Bureau a été condamné par le juge du premier degré ; mais que sur son appel, il a été relaxé des poursuites, par le motif

1. Tallon, *op. cit.*, p. 177-8.

que d'une part, il n'aurait commis aucune imprudence et que d'une autre part, la loi du 19 mai 1874 ne prohiberait pas le travail de nuit des enfants dans les mines.

« Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a faussement interprété le texte et l'esprit de la loi précitée qu'en effet, à la différence de la loi du 22 mars 1841 qui ne comprenait pas les mines dans l'énumération des établissements auxquels elle était applicable, la loi du 19 mai 1874 dispose dans son article premier que les enfants ne pourront pas être employés à un travail industriel, non seulement dans les manufactures, fabriques, usines et ateliers, mais encore dans les mines que sous les conditions déterminées dans ladite loi.

« Attendu dès lors que les principes posés dans cette loi doivent être appliqués d'une manière générale au travail industriel des enfants, que ce travail ait lieu dans les galeries souterraines des mines ou dans les manufactures et autres établissements énumérés dans l'article 1^{er}.

« Attendu que l'article 4 porte que les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit, jusqu'à l'âge de seize ans révolus ; que c'est là une règle générale qui s'étend à tous les genres de travaux prévus par la loi, à moins d'une disposition contraire.

« Attendu, que si l'article 6 contient une dérogation à cette règle et permet dans les usines à feu continu, d'employer des enfants pendant la nuit, ce n'est là qu'une exception imposée par les conditions spéciales

dans lesquelles fonctionnent ces usines et limitée d'ailleurs aux travaux indispensables.

« Qu'en dehors de ce seul cas, expressément prévu par la loi, le principe général posé dans l'article 4 doit recevoir son application ;

« Attendu il est vrai, qu'une exception de même nature avait été insérée dans l'article 7 du projet primitif soumis à l'Assemblée nationale, lequel réglementait l'emploi des enfants dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, mais que le paragraphe de cet article, qui assimilait ces établissements aux usines à feu continu, n'a pas été reproduit dans le texte définitif de la loi ;

« Que quels qu'aient été les motifs qui ont amené la suppression de cette disposition, il n'est plus possible en présence de la rédaction actuelle de l'article 7, de prétendre que l'exception primitivement proposée doit recevoir encore son application.

« Qu'il faut reconnaître, au contraire, que la règle générale formulée dans l'article 4 doit reprendre son empire, et qu'elle s'étend à tous les enfants employés dans les divers établissements énumérés dans l'article 1^{er}.

« Attendu que c'est par ce motif que le décret du 12 mars 1875, qui a fixé la durée et la nature du travail des enfants dans les mines, ne s'est pas occupé du travail de nuit ; que ce genre de travail étant prohibé d'une façon absolue par la loi elle-même, le règlement d'ad-

ministration publique intervenu en vertu de cette loi ne pouvait contenir sur ce point aucune disposition.

« D'où il suit qu'en prononçant le relaxe du prévenu par le motif qu'il n'aurait commis aucune infraction aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874, l'arrêt attaqué a faussement interprété ladite loi et en a violé les dispositions :

Par ces motifs ;

Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Douai, le 15 juin 1881 (*Gazette des tribunaux* du 3 février 1882 : présidence de M. Barbon ; Sallantin, rapporteur, Tappie, av. gén.).

La doctrine est aussi très divisée. Pour la permission du travail de nuit nous trouvons en 1882 deux rapports, celui de M. F. Tournier (1), et l'autre de M. Tallon. Ce dernier a une importance particulière, parce que son auteur fut le rapporteur même de la loi de 1874 dont les termes sont si discutés.

Du côté opposé nous avons le commentaire de la loi de MM. Nusse et Périn. Pour eux il n'existe aucun doute que le travail de nuit doit être interdit. Leur commentaire porte en termes exprès :

« Nous insistons vivement sur ce point qu'en matière de travail de nuit, il n'y a de licite que ce qui est expressément permis » (page 82). La thèse contraire nous semble plus facile à soutenir. La règle est au moins en

1. *Bulletin de la société de protection*, 1882.

droit français que le travail de nuit doit être permis. Et nous servant du raisonnement ci-dessus, nous pourrions affirmer qu'en matière de travail de nuit, il n'y a d'illécite que ce qui est expressément interdit.

Nous croyons les auteurs beaucoup plus heureux dans le passage suivant : « Les enfants travaillant dans les souterrains sont protégés par *toutes les règles* de police d'atelier que nous avons ci-dessus énumérées. En effet, la mine est une sorte d'atelier *sui generis*, nécessitant à raison de son caractère spécial des prescriptions particulières, mais soumise d'ailleurs à tous les principes de sécurité et de salubrité qui doivent régir le travail industriel ; les décrets que nous avons commentés à propos de la police de l'atelier s'appliquera donc aux mines ». Ce raisonnement nous paraît très juste, il n'est que l'application de la maxime *per speciem generali non derogatur*. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

M. Tournier, comme nous l'avons dit, est opposé à l'interdiction du travail de nuit. Il pense que « les arrêts (1) ont ouvert une voie plus large, et j'oserai dire plus sûre, aux recherches utiles, quand ils ont parlé des travaux préparatoires. Il ne faudrait pas perdre de vue, en effet, que les arguments de texte ne sont solides qu'autant que l'on a préalablement démontré que les diverses dispositions de loi, rapprochées dans le dessein de faire, de leur contact, jaillir la lumière, ont été

1. Des cours de Lyon et de Douai.

écrites par le législateur dans le même ordre d'idées, dans la même *thèse*, comme dit la logique, ou qu'il y a bien de l'une à l'autre la subordination sur laquelle on veut faire reposer le raisonnement.

« Si, par exemple, on dit à tort: ceci est une règle générale applicable à tous les faits, et cela n'est qu'une formule particulière à tel ordre de faits, il est naturel que la conclusion de telles prémisses mène à une erreur. »

On devine où ce raisonnement veut conduire. Il n'y a rien de plus juste, en effet. Il importe beaucoup de faire la distinction entre une règle générale s'appliquant à toute une série de faits et une formule particulière ne régissant que certains faits bien déterminés. Mais si les prémisses sont justes, la conclusion que M. Tournier en tire l'est beaucoup moins. Il voit bien dans la loi du 19 mai 1874 que l'article 4, interdisant le travail de nuit, figure dans la même section que les articles 5 et 6 relatifs au repos du dimanche, qui ont incontestablement un caractère général. Mais il remarque que « tout le texte de cette loi est partagé en sections ayant chacune un ou plusieurs objets déterminés par son titre, sans qu'on trouve nulle part de préambule ou de dispositions générales, comme cela se rencontre constamment dans l'admirable économie de notre Code civil; qu'ainsi la section IV, relative à l'instruction primaire, qui est évidemment d'application générale, est placée après celle qui concerne les travaux souterrains, section III,

qui a un objet restreint, et que des prohibitions générales ou particulières sont indifféremment placées dans telle ou telle section suivant la relation ou l'enchaînement des idées, j'en déduis qu'on n'a pas adopté dans la rédaction de la loi ce classement méthodique qui peut servir sans hésitation à discerner ce qui est de principe et ce qui n'est que relatif, et que c'est aux législateurs eux-mêmes, à leurs discussions, d'où est sortie la loi, qu'il faut demander la raison de distinguer. »

Tout ce raisonnement, à force d'être trop subtil, nous paraît peu fondé. Avant de le prouver, signalons une contradiction très curieuse. M. Tournier prétend d'abord qu'on ne trouve nulle part de disposition générale, et dans le même texte son raisonnement même le conduit à dire le contraire. Il trouve que les articles 5 et 6, relatifs au repos du dimanche, ont incontestablement un caractère général. Ce sont, par conséquent, des dispositions générales. Et un peu plus bas, il prétend, à juste titre d'ailleurs, que la section IV est d'application générale. Cette deuxième affirmation, que la loi de 1874 contient des dispositions générales, est évidemment plus juste. M. Tournier le prouve lui-même. D'autre part, nous ne croyons pas justifiée par le texte de la loi l'assertion que « des prohibitions générales ou particulières soient indifféremment placées dans telle ou telle section. » Pour nous, la section II contient des prohibitions générales. Il faut forcer les conclusions pour trouver que les articles 5 et 6, conçus à peu près dans les

mêmes termes et se trouvant dans la même section que l'article 4, soient d'une application générale, tandis que ce dernier s'applique à tout ce qu'on veut, excepté aux travaux souterrains. Nous exposerons un peu plus loin les pour et les contre du travail de nuit en dehors des arguments qu'on peut tirer du texte même de la loi de 1874. Mais il nous semble que les partisans du travail de nuit se préoccupent trop peu des termes cependant très précis de la loi. Nous ne voulons pas discuter en ce moment si ce travail est bon ou mauvais pour les enfants, favorable ou défavorable aux industriels, nous en reparlerons. Ici, nous ne nous occupons que des arguments que le texte de la loi nous offre. Et ces arguments sont très décisifs. Tout d'abord, l'article 1^{er} porte que les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que *sous les conditions déterminées dans la présente loi*. La section II a comme titre : *Travail de nuit des dimanches et jours fériés*. Cette section précise les conditions dont parle l'article 1^{er}, se rapportant ici au travail de nuit et au repos des dimanches et jours fériés. L'article 4 de la même section est ainsi conçu : *Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans*. Ces mots à *aucun travail* prouvent jusqu'à l'évidence que l'article 4 énonce une prohibition s'appliquant à tous les travaux dont s'occupe la loi. Et l'ar-

ticle 1^{er} ci-dessus cité indique qu'un de ces travaux s'effectue dans les mines.

L'article 5 de la même section, dont l'application aux travaux souterrains n'a été mise en doute par personne, est conçu en termes identiques : « Les enfants de moins de seize ans et les filles âgées de vingt et un ans (le § 2 de l'art. 4 parle également de ces dernières), *ne pourront être employés à aucun travail*, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi », etc. Il est étonnant qu'on puisse faire la distinction entre deux prohibitions portées en termes absolument pareils.

On dit que la loi de 1874 a plusieurs dispositions particulières, la section III, par exemple, ne s'appliquant qu'aux travaux souterrains, et une de ces dispositions se trouve également dans l'article 4. Nous ne pouvons pas être du même avis. La section III est une disposition particulière, son titre le dit expressément. Elle ne s'occupe que des travaux souterrains. Tandis que ni le titre de la section II, ni les termes de l'art. 4 ne comportent aucune restriction.

Il y a encore un texte apportant une preuve aussi décisive que les précédentes en faveur de notre opinion. L'art. 30 de la dernière section précise : *Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel*. Les termes de cet article à eux seuls, seraient suffisants pour prouver la généralité de la prohibition de

l'art. 4. Ce dernier s'applique aux *enfants employés à un travail industriel*. Les travaux souterrains sont évidemment compris sous cette dernière dénomination.

Les partisans du travail de nuit écartent le texte de la loi de 1874. Pour eux les travaux préparatoires ont plus de poids. C'est à quoi M. Tournier s'arrête le plus longtemps. Pour lui il faut passer la loi et consulter uniquement le législateur et, « arrivé à ce point, dit-il, notre tâche est singulièrement simplifiée. Nous ouvrons les archives parlementaires, nous étudions ces longues et consciencieuses délibérations de 1872 et 1874, les travaux approfondis qui les avaient préparées, toutes choses qui témoignent d'une manière éclatante, je veux le dire en passant, Messieurs, du grand amour du bien qui animait l'assemblée nationale, et nous n'avons plus qu'à noter des passages qui portent en eux-mêmes tous les éléments de la solution cherchée. » Si la loi était moins précise, on aurait pu et dû s'adresser aux travaux préparatoires. Mais comme, à notre avis, le texte de la loi de 1874 a tranché la question, nous voyons dans l'examen de ces longues délibérations qui ont précédé le vote, un intérêt purement théorique et non « les éléments de la solution cherchée ».

M. Tournier présente d'abord un texte, emprunté au rapport de M. E. Tallon, auquel d'ailleurs font allusion les arrêts des Cours de Lyon et Douai ;

« A la suite de la question du travail de nuit se présente naturellement à l'esprit, l'examen des conditions

du travail dans les mines, minières et galeries souterraines ; les questions d'hygiène, résultant d'une part de la privation d'air ou de lumière, ou des émanations nuisibles à la santé des enfants ; la question de morale de l'autre se présentent ici avec un caractère *analogue* à celui du travail de nuit et sollicitent des solutions de même nature. »

M. Tournier ne manque pas de voir, que pour le rapporteur, la question est différente de celle du travail de nuit ; qu'elle est pour ainsi dire, parallèle et que, à deux ordres de faits différents, il faut des règles distinctes dans l'analogie (1). Une fois de plus les conclusions de M. Tournier dépassent les prémisses posées cette fois par M. Tallon. Le savant rapporteur de la loi n'a voulu que comparer les deux espèces de travaux, celui qui se fait sous la terre, au point de vue de l'hygiène et de la morale. Il les trouve analogues et il demande « des solutions de même nature ». Et il est tout à fait contraire à la pensée exprimée dans le texte, de conclure qu'à ces deux ordres de faits différents il faut des règles distinctes. « M. Tournier ne pouvait pas tirer de ce texte la conclusion naturelle se rattachant à l'interdiction du travail de nuit. M. Tallon, lui-même n'a pas sûrement voulu tirer de la comparaison du travail de nuit et de celui dans les galeries souterraines un argument favorable à son opinion. Comparer ces deux choses si diffé-

1. V. le *Bulletin*.

rentes sous ce rapport aboutirait à un sens. On peut facilement s'imaginer l'interdiction du travail de nuit, même pour les adultes. Mais personne n'oserait demander la suppression des travaux souterrains.

Mais un autre texte ne laisse aucun doute sur les sentiments de la commission. Le passage suivant est très claire (1) :

« *Certaines dispositions de notre projet, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer à ce genre d'industrie.* Nous avons laissé à des réglemens d'administration publique, le soin de déterminer *toutes les conditions spéciales* du travail des enfants de 13 à 16 ans dans les exploitations souterraines ».

La Commission, ou plutôt le rapporteur qui parlait en son nom, trouvait que la prohibition du travail de nuit des enfants au-dessus de seize ans, ne s'appliquait pas aux travaux souterrains. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais, nous l'avons répétés maintes fois, l'opinion du corps législatif en entier, exprimée par la loi promulguée, était dans le sens contraire. Et il est tout naturel, que cette deuxième doit prévaloir, comme elle a prévalu dans l'arrêt précité de la Cour de cassation.

Un argument invoqué souvent par les partisans du travail de nuit, peut, avec plus de raison, être tourné contre eux (2).

1. Nusse et Perrin, appendice du commentaire ; E. Tallon et Maurice, p. 47.

2. Tallon, p. 184 ; *Bulletin* de 1882, rapport Tournier.

Dans le projet de la Commission, l'art. 7 était ainsi conçu : « *Les dispositions de l'article 6 sont applicables aux travaux souterrains* ».

Or, l'article 6 s'exprimant ainsi :

« Néanmoins, dans les usines à feu continu les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches aux travaux indispensables ».

Si ce projet avait été adopté la question aurait été tranchée favorablement au travail de nuit. Dans le projet de l'art. 7, l'exception de ce travail s'appliquait aussi bien aux mines qu'aux usines à feu continu. Mais cette disposition ne se retrouve pas dans la loi, elle a été écartée par l'Assemblée nationale. Et cela nous paraît plus significatif que ne le suppose M. Tallon. Il est difficile d'admettre que, la seule conséquence que l'on en puisse tirer, c'est que la rédaction définitive de la loi a voulu éviter une assimilation entre les mines et les usines à feu continu, qui répugne un peu, il faut le reconnaître, à la nature, « et surtout que le législateur a voulu », laisser aux règlements d'administration publique une latitude plus grande d'appréciation » (1).

On peut tirer de cette suppression une autre conséquence, et celle-ci paraît beaucoup plus naturelle. Si le législateur n'a pas voulu adopter la disposition, qui assimile les mines aux usines à feu continu, c'est qu'il n'a pas pensé que ces deux industries si différentes à tous

1. Tallon, p. 184.

les points de vue, devaient être traitées de la même manière. Il a admis l'exception du travail de nuit pour les usines à feu continu, en adoptant l'art. 6, et il l'a refusé aux mines, en ne votant pas l'art. 7 tel que la Commission le lui proposait.

En acceptant tous ces arguments, que nous avons essayé de réfuter, M. Tournier a pu s'écrier :

« Comment prétendre après cela que la règle écrite dans l'art. 4 interdisant, le travail de nuit, domine, à titre de principe général et absolu les dispositions de la section III, intitulée « *travaux souterrains* ». Les auteurs de la loi, ont pris soin d'expliquer qu'ils réservaient entièrement et pour quels motifs, cette matière à une réglementation spéciale et ultérieure ; la réserve été formellement écrite dans l'article 7, paragraphe final ; et, ce qui achève de démontrer l'indépendance de la section III vis-à-vis de celles qui la précèdent, c'est qu'on a cru devoir y répéter dans l'art. 7, § 1, la règle déjà écrite cependant à l'art. 2 (section II) : « *Les enfants ne pourront être employés.. avant l'âge de 12 ans révolus* ».

On a bien pu voir avec quel soin les partisans du travail de nuit évitent de se servir du texte de la loi, s'appuyant surtout sur les travaux préparatoires. Par exception ici M. Tournier raisonne sur le texte et il arrive à conclure que les auteurs de la loi réservaient cette matière *entièrement* à une réglementation spéciale et ulté-

rieure. Le mot « mines » que nous avons trouvé dans l'art. 1^{er} de la loi suffit pour prouver le contraire.

Et puisqu'on invoque à chaque instant les travaux préparatoires, nous allons les examiner, non dans une partie seulement, mais dans leur ensemble. Les partisans du travail de nuit ne s'appuient que sur le rapport, qui exprime bien la pensée personnelle du rapporteur, mais il est loin de dominer, sous ce rapport tous les travaux qui ont précédé le vote de la loi.

L'article 1^{er} était tout d'abord ainsi conçu : « Les enfants, les filles et les femmes travaillant dans les manufactures, ateliers et chantiers ou en général hors de la famille, sous les ordres d'un patron, ne pourront être employés, que sous les conditions déterminées par la présente loi ».

Il est facile de voir que le mot *mine* ne figurait pas dans l'énumération. Les règles générales de la loi ne devaient pas être appliquées aux travaux des mines, parce que ces travaux auront leur réglementation spéciale dans l'art. 7.

La deuxième délibération de la loi ne modifia en rien la rédaction primitive de l'article 1^{er}.

L'amendement de M. Pernolet sur l'article 1^{er} ne passa pas, mais la Commission rectifia, de son propre gré, le texte primitif, en y ajoutant le mot *mine*. La nouvelle rédaction fut votée en deuxième délibération à la fin de la même séance.

La troisième lecture du 14 mai 1873 ne modifia pas le

texte proposé, et le mot *mine* subsista dans le 1^{er} article. Le principe ne fait plus de doute ; les enfants qui travaillent dans les mines ne pourront être employés qu'aux mêmes conditions que les autres (1).

Par cela même le projet primitif d'une législation spéciale pour les travaux souterrains, ne fut pas conservé en entier. L'article 1^{er} voté par l'assemblée établit l'unité des travaux dans les mines furent assimilés aux autres, et cette assimilation est complète, à moins d'une dérogation expresse de la loi. Et c'est la section III qui y déroge dans une certaine mesure par des dispositions spéciales, applicables uniquement à ce genre de travaux.

M. Tournier croit très décisive la répétition dans la section III de la règle, que les enfants ne pourront être employés avant l'âge de douze ans révolus. Mais cela s'explique aisément. C'est un vestige de la conception première, où l'on voulait faire une législation tout à fait spéciale aux travaux souterrains. Mais cette idée fut abandonnée par la Commission.

L'Assemblée nationale a exprimé son opinion là-dessus, à la séance du 18 mai 1873. M. de Clercq demandait que le vote de l'art. 7 fut réservé, parce qu'il fixe l'âge d'admission dans la mine et que l'on n'a pas encore vidé la question de l'âge d'admission au travail. Cette observation, très juste d'ailleurs, fut admise par l'Assemblée (2). Cette réserve quant à l'admissibilité dans la

1. Conf. Nusse, *Revue de la législation des mines*, 1886.

2. Nusse.

mine serait inexplicable, si l'on devait en faire une législation distincte et séparée (1). Cela prouve que le corps législatif a bien compris le changement qui s'est produit après l'adoption de la nouvelle rédaction de l'article 1^{er}. Il a compris que désormais cet article régit les enfants employés dans toutes les industries énumérées.

L'article 1^{er} et l'article 7 ne font point double emploi. Chacun d'eux a une sphère d'action distincte. L'article 1^{er} parle des conditions générales du travail des enfants, qui doivent être appliquées partout. Et l'article 7 en contient de spéciales, mais celles-ci ne seront applicables que dans les travaux souterrains. Nous avons déjà dit, que personne n'ose priver les enfants de n'importe quelle industrie des bienfaits de l'article 5, régissant le repos dominical, ni des articles 8 et 9 s'occupant de l'instruction primaire. Même en l'absence de textes précis les raisons d'humanité nous auraient conduit à les mettre partout en pratique. Et ces mêmes raisons ont probablement amené M. Tallon à proclamer que tous les enfants doivent profiter de toutes les protections, concernant des livrets, des registres, salubrité, sécurité. Ce n'est pas très logique, quand on pense que les travaux souterrains ont une législation spéciale, et celle-ci est muette là-dessus.

Pour nous, au contraire, toutes ces conséquences se déduisent naturellement. L'article 1^{er} de la loi est la

1. Maurice et Tallon, page 389.

charte régissant les conditions du travail de l'enfant. L'article 7 et le décret de 1875 constituent des garanties particulières quand aux *conditions particulières* de son emploi. La question de savoir si le travail de nuit doit être permis aux enfants est générale, non spéciale ; elle ressort des dispositions générales de la loi, et non de l'article 7 (1).

On peut faire une objection à nos déductions. L'article 3 fixe à 12 heures la durée du travail des enfants à partir de douze ans. C'est sans doute un élément général de protection, et cependant les rédacteurs du décret d'administration publique se sont crus autorisés par l'article 7 à le réduire à huit heures dans les mines, minières et carrières.

Pour nous ils avaient raison d'agir ainsi, et la règle que nous avons indiquée reste intacte. En interdisant le travail de nuit (art. 4), la loi a édicté une prohibition d'ordre public, et il n'était pas au pouvoir d'un décret de la modifier. Il en est tout autrement lorsque la loi subordonne la permission d'employer les enfants à l'observation d'un certain nombre d'heures déterminées. C'est un ordre, sans doute général, mais que le décret spécial peut restrictivement modérer dans l'intérêt de l'enfant, en considération du travail plus pénible de cet enfant dans la mine. En d'autres termes, le décret a pu ajouter aux garanties protectrices de la loi en vertu d'un

1. Conf. Nusse,

mandat législatif découlant de l'article 7, mais non effacer des interdictions dérivant du principe général de l'article 1^{er}.

En se bornant à appliquer au décret les principes généraux de la loi et à régler la durée et la nature du travail des enfants, les rédacteurs ont compris leur mission, et se sont montrés d'observateurs scrupuleux de la loi. Nous admettons avec M. Tallon que la distinction du *jour* et de la *nuit* n'a point été établie par le décret du 12 mai 1875 qu'à la différence de la loi du 19 mai 1874 qui déclare, article 4 : « *tout travail entre-neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit* », le rédacteur du décret se borne à dire dans l'article premier : « la durée du travail effectif ne peut excéder huit heures sur vingt-quatre, coupées par un repos d'une heure au moins » (1). Il est certain que le décret ne détermine pas la période de temps dans laquelle les huit heures de travail permises » viendront s'adapter, s'encadrer pour ainsi dire, dans la durée des vingt-quatre heures ». Mais loin d'en tirer un argument en faveur du travail de nuit, nous trouvons cette différence tout à fait naturelle. Les rédacteurs du décret auraient dépassé leurs pouvoirs, auraient empiété sur le domaine législatif, en procédant autrement (2). Et puis le paragraphe 3 de l'article 9 qui est ainsi conçu : « *Les conditions spéciales du travail des*

1. Tallon, p. 183.

2. Nüsse.

enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique ». La loi limite le domaine du décret. Ce dernier ne pourra préciser que les conditions spéciales du travail des enfants dans les galeries souterraines. Et le travail de nuit, étant une condition générale, applicable à tous les travaux, ne rentrait point dans la compétence du décret d'administration publique.

Nous ne saurions pas accepter l'opinion émise par le Comité judiciaire de la société de protection des apprentis, le 6 mars 1882. Tout en reconnaissant l'interdiction du travail de nuit des enfants dans les mines dans l'état de législation, ce comité estime qu'un décret pourrait dans l'avenir lever cette prohibition. Nous avons essayé d'exposer assez clairement nos conclusions sur ce point, et pour nous l'interdiction du travail de nuit étant édictée en termes précis par la loi, il faudrait une nouvelle loi pour l'effacer. Un décret ne serait point suffisant.

M. Tallon, cite à l'appui de son opinion le remarquable rapport de M. Freycinet, rapporteur du comité des arts et manufactures. On y précise les motifs de la réglementation du décret de 1875 :

« Les enfants descendent dans la mine, en remontent à la surface au moyen de bennes qui circulent dans les puits d'extraction, le relayage des enfants en dehors des heures pour le relayage des adultes exigerait par conséquent un arrêt spécial dans l'extraction du minerai, ce

qui porterait un préjudice notable à la production. Il faudrait en outre faire accompagner ces enfants dans leur descente et leur ascension, toujours périlleuses ; tandis que lorsqu'ils l'effectuent en compagnie des autres ouvriers, leurs parents pour la plupart, ils se trouvent mieux gardés... le relayage des enfants offrirait au point de vue de leur sécurité même plus d'inconvénients que d'avantages.

« Dès lors on est conduit à accepter pour la durée du travail des enfants dans les mines la durée du travail des adultes. Dans un petit nombre de mines où l'on travaille nuit et jour et où le service est divisé en deux équipes seulement, la durée du travail effectif est de dix heures coupée par une heure ou deux de repos ».

Et il conclut : « Votre commission pense que la première limite, celle de huit heures, qui est généralement adoptée, pourrait être inscrite comme maximum dans le règlement ».

Pour M. E. Tallon (1), le rapporteur tout en critiquant l'emploi de deux équipes de dix heures dans les exploitations travaillant de nuit, se borne donc à vouloir ramener ces exploitations à l'emploi de trois équipes, plus favorables aux ménagements dus aux forces de l'enfant, sans vouloir le moins du monde critiquer ni prohiber le travail de nuit des exploitations ainsi aménagées.

Nous ne voyons pas très bien, en quoi le texte précité

1. *Manuel pratique*, p. 182.

peut servir en faveur du travail de nuit des enfants. Si M. de Freycinet, critique l'emploi de deux équipes, c'est parce que le travail y est trop long, et s'il recommande la pratique de trois équipes, c'est parce que le travail de huit heures est plus propre pour ménager les forces des enfants. Dans les deux cas, le travail se fait jour et nuit. Mais s'il est vrai, que le rapporteur du Comité des arts et manufactures ne se déclare dans le passage précité ni partisan ni adversaire du travail de nuit, il le serait beaucoup moins de prétendre qu'on ne connaît pas son opinion. En effet, M. de Freycinet a très énergiquement affirmé que jamais sa pensée ni celle du Comité consultatif n'avait été d'autoriser le travail de nuit.

Nous espérons avoir démontré que ni le texte de la loi, ni les travaux préparatoires, considérés dans leur ensemble, ne sont favorables au travail de nuit. Nous n'avons pas eu beaucoup de peine à réfuter les arguments des partisans de ce travail. La plupart s'effondrent au moindre examen. Aussi abandonnent-ils le terrain juridique et examinent-ils la question sous son aspect pratique. Ils essayent de prouver que l'exercice des travaux souterrains est difficilement compatible avec l'interdiction du travail de nuit. Là, ils ont beau jeu. Les conditions de ces travaux sont très variables, les nécessités des exploitations diffèrent selon le centre où elles sont placées. Dans les établissements du Centre et du Midi le travail ne se fait pas de la même manière que

dans le Nord. Il n'est pas difficile de trouver des arguments, vrais pour une contrée ou seulement pour certains établissements, mais qui n'ont pas une portée générale.

Et puis, quelle que soit la force des nécessités pratiques, elles n'ont d'influence qu'avant le vote de la loi. Il est juste et utile que celle-ci en tienne compte. Mais aussitôt que le législateur l'a adoptée et qu'elle a reçu force exécutoire, il faut l'accepter telle qu'elle. Si elle est mauvaise, on peut la critiquer, on peut essayer de la faire changer, mais, en attendant, on est forcé de s'incliner. Il n'est pas permis de l'interpréter selon les besoins de la cause. On ne doit pas forcer le sens des articles pour l'adapter aux nécessités pratiques. D'ailleurs, les raisons tirées de la pratique par les partisans du travail de nuit sont rien moins que convaincantes. Mais même si elles étaient très fortes, cela ne nous prouverait pas que la loi autorise ce travail. Avant le vote, les exigences d'exploitation doivent influencer dans une large mesure sur son texte, mais une fois que la loi est faite, les exploitants doivent y conformer leurs actions.

L'éminent rapporteur de la loi de 1874, M. Tallon, fait très grand cas de ces nécessités pratiques. Voilà comment il développe ces idées en faveur du travail de nuit : « Mon opinion, dit-il à cet égard, a été confirmée par l'étude des usages, mais en pratique dans les exploitations minières du bassin de la Loire et spécialement de Saint-Etienne, sur lesquels mon attention a été

souvent appelée dans l'exercice de mes fonctions d'avocat général à Lyon. Je crois pouvoir invoquer à l'appui de mon opinion : 1° en fait, les nécessités des travaux des mines ; 2° en droit, les projets préparatoires de la loi du 19 mai 1874 et le texte du décret du 12 mai 1875 ; 3° enfin l'opinion fort autorisée du conseil supérieur des mines et la jurisprudence, assurément digne de considération, des Cours de Douai et de Lyon placées au centre des régions minières. »

Nous avons déjà vu ce qu'il faut penser des arguments tirés des travaux préparatoires et du décret de 1875. En face de l'opinion du conseil supérieur des mines, nous mettons l'opinion, encore plus autorisée en la matière et deux fois répétée, celle de la commission supérieure du travail. Et l'arrêt de la Cour de cassation interdisant le travail de nuit, est encore plus digne de considération que celui des Cours de Douai et de Lyon, non seulement par la situation exceptionnellement importante de cette Cour suprême, mais aussi par l'argumentation très décisive de son arrêt.

M. Tallon invoque aussi les nécessités des travaux des mines, et il précise :

« Dans la pratique, l'exploitation des mines nécessite un travail presque continu et l'emploi des enfants y correspond à la durée du travail de l'ouvrier. Un certain nombre d'exploitations faisaient jadis travailler les enfants dix heures sur vingt-quatre heures, et pour cela les divisaient en deux équipes. Ce système a été, à juste

titre, proscrit par le décret du 12 mai 1875. Dans la plupart des grandes exploitations minières, au contraire, les enfants sont employés huit heures sur vingt-quatre et divisés en trois équipes correspondant à l'emploi de ce temps de travail. C'est ce dernier système qui a été consacré par le décret du 12 mai 1875 avec le tempérament d'un repos d'une heure au moins et la restriction de l'emploi des enfants à certains travaux déterminés » (1).

Quand même le système de trois équipes serait consacré par le décret du 12 mai 1875, nous savons qu'on ne peut en tirer un argument favorable au travail de nuit. Le décret, selon M. Freycinet lui-même, ne tranche pas la question. Et il est permis de douter de l'affirmation que le travail en trois équipes soit si fréquent. Le rapporteur de la loi de 1872, en répondant à M. Pichon, à la séance du 5 février 1891, a prouvé que ce genre d'exploitation était très rare. Et lors de la discussion de la loi de 1892, la Chambre a passé outre sur le raisonnement de M. Pichon qui invoquait ces mêmes nécessités pratiques.

Et même si l'on supposait que ce travail en trois équipes était universellement admis, même si l'on prouvait que cette manière d'exploiter était la seule praticable en France, tout en interdisant le travail de nuit, la loi de 1874 ne la rendait pas impossible. Il n'y avait qu'à remplacer dans l'équipe de nuit les petits enfants

1. Tallon, *Man. prat.*

par ceux plus forts, âgés de plus de seize ans. On se rappelle que l'article 4 n'interdit le travail de nuit que jusqu'à l'âge de seize ans.

« Deux raisons pratiques, continue M. Tallon (1), s'opposent d'ailleurs à ce que la prohibition du travail de nuit soit applicable aux travaux des mines dans les conditions déterminées par la loi. La première, c'est que tous ces travaux s'effectuant dans des lieux souterrains et à la clarté de la lampe, la distinction du jour et de la nuit ne se présente à l'esprit du législateur que comme une préoccupation secondaire. En second lieu, les heures d'entrée et de sortie des puits d'extraction ne correspondent nullement avec la délimitation du temps indiquée pour la journée par l'heure du lever ou du coucher du soleil. La descente dans les puits s'effectue à quatre heures du matin dans un grand nombre d'exploitations minières. »

Ce nouvel argument, tiré de la différence des conditions, est particulièrement affectonné par les partisans du travail de nuit. Pour M. Tournier également, « le mineur n'est pas un travailleur ordinaire, pas plus que le pêcheur et le marin. Ils vivent dans un élément inconnu aux autres hommes, en lutte presque continuelle avec ce qui les entoure ; il leur faut, dès l'enfance, surmonter l'appréhension du danger et se former à une vie qui est en dehors des règles ordinaires » (2).

1. Tallon, p. 182-83.

2. *Bulletin* de 1882.

Mais c'est l'arrêt de la Cour de Lyon qui est allé le plus loin dans cette voie. On ne distingue plus dans les galeries souterraines des mines entre le travail du jour et de la nuit. L'obscurité y est perpétuelle.

Le système adopté tire toute sa force de ce que les rayons du soleil ne pénètrent pas dans les profondeurs minières. On a identifié l'obscurité qui y règne avec la nuit. Et on conclut que le législateur n'a pu autoriser uniquement le travail de jour, puisque le jour n'y existe point. La distinction établie entre le jour et la nuit dans les autres industries est ici sans valeur. De là à prétendre qu'elle est indifférente aux enfants, et que pour les protéger on n'a pas besoin d'interdire le travail dans les mines, *il n'y a qu'un pas*.

Nous insistons là-dessus. Il est inexact de prétendre que dans les mines il n'y a pas de différence entre le jour et la nuit, et que par suite l'heure du travail soit indifférente à la santé des ouvriers. Au point de vue hygiénique, le repos n'est bon et entièrement reconfortant que s'il se fait aux moments désignés par la nature. L'acuité des facultés, la souplesse, la présence d'esprit diminuent pendant la période que la nature a réservé au sommeil. Les accidents sont, par conséquent, plus à craindre. Ce n'est que par un long entraînement, par l'habitude et toujours aux dépens de sa santé que l'ouvrier, même adulte, peut méconnaître les lois de la nature (1).

1. Le travail de nuit des enfants dans les mines est interdit par les

Si l'on ne veut pas abuser des forces humaines, il faut adapter le travail à leur nature. Il est dangereux de façonner l'homme selon les besoins du travail.

Les partisans du travail de nuit ont peur que la prohibition faite aux enfants, n'empêche les ouvriers adultes de travailler la nuit. Nous avons vu que cet effet ne se produira pas forcément. Mais s'il se produit, où sera le mal. Une bonne et prospère exploitation des mines peut se passer de l'organisation du travail en trois équipes. Le fait a été suffisamment prouvé lors de la discussion de la loi de 1892 à la Chambre des députés. Et quant aux ouvriers, les bienfaits du repos de nuit sont incontestables. Si l'on admet que ce sont des êtres humains qui doivent vivre de la même vie sociale que nous autres, on doit aussi leur rendre cette vie possible.

On ne saurait nier que les sentiments d'humanité ne jouent un rôle très important dans cette législation. L'Assemblée Nationale en était très animée. Et cela quoiqu'elle ait fait pencher souvent la balance du côté des usages établis et des privilèges traditionnels des exploitants. Elle a ainsi voté l'abaissement de la limite d'âge d'admission de 13 à 12 ans et elle a écarté la protection des femmes qu'organisait le projet de loi (1). Mais ce serait certainement lui faire une injure que de

législations russe, allemande, espagnole et c'est par une dérogation assez récente à l'ordonnance du 18 novembre 1881 qu'une deuxième ordonnance du 12 juin 1883 vient de le permettre en Suède.

1 Tallon, p. 183.

lui attribuer la pensée d'avoir voulu obliger les enfants des mines au travail de nuit tout en affranchissant les autres. Les rédacteurs du décret de 1875 n'ont pas fait preuve de sentiments humanitaires moins élevés que le législateur de 1874. M. Tallon, lui-même, cite plusieurs exemples, où ces sentiments ont prévalu sur les nécessités industrielles (1). C'est ainsi que les travaux de forage et d'abattage du minerai sont interdits par ce décret ; et pour la mise en mouvement des ventilateurs, le travail des enfants est limité à quatre heures.

Il faut tenir compte de ce fil humanitaire qui passe à travers toutes les dispositions légales concernant la protection des enfants. Si la balance était égale, si, à défaut d'un texte précis, les arguments, pour et contre étaient de même force, il faudrait adopter la mesure la plus favorable à ces petits êtres, dont le législateur tâche d'adoucir le sort.

Le très distingué rapporteur de la loi de 1874 admet ces sentiments d'humanité, mais pour lui ils « sont intéressés, dans un sens tout autre qu'on ne le croit, à l'usage du travail des enfants dans les mines, à toute heure, sauf à en limiter la durée. Les explosions du grisou sont le fléau du mineur : chaque enfant a un père ou des frères exposés à ce danger permanent. Or tout le travail des enfants dans beaucoup d'exploitations se réduit à la manœuvre des portes d'aérage et des ventilateurs qui sont les seuls moyens vraiment efficaces pour

1. *Manuel pratique.*

protéger la vie des mineurs ». Nous ne croyons pas que ce soit très humanitaire de sacrifier les enfants, êtres qui ont le plus besoin de protection pour sauvegarder les adultes. D'autant plus que ces manœuvres d'aérage et des ventilateurs sont justement les plus fatigantes pour les enfants. Puisque ce travail est indispensable, la loi n'empêche pas les exploitants d'employer pendant la nuit les enfants âgés de plus de seize ans.

Nous avons déjà exprimé l'opinion de la Commission du travail sur ce point si discuté de la loi. Elle est entièrement favorable à l'interdiction du travail de nuit. La loi de 1874 faisait plusieurs innovations très importantes qui gênaient au début les exploitants. La mise en pratique de ces dispositions ne pouvait se faire que d'une manière successive et peu à peu, pas brusquement, de peur d'entraver le développement de cette industrie, si utile et si menacée par la concurrence étrangère. C'est de cette manière qu'il faut expliquer certaines tolérances au début. L'exemple de Saône-et-Loire est souvent cité. Les directeurs des houillères de ce département ont demandé que les enfants employés dans les galeries des remblais, à raison d'une inclinaison du sol, puissent travailler la nuit, afin d'éviter toute interruption de l'exploitation. La commission supérieure n'a point voulu permettre cette exception d'une manière générale et permanente. Son opinion à cette époque fut motivée par la considération que le travail des *remblais* excédait les forces des enfants et ne rentrait nullement dans les tra-

vaux que le décret de 1875 permettait aux enfants. On ne mentionnait pas que le travail devait être interdit surtout parce qu'il avait lieu la nuit. M. Tallon en conclut qu'au début l'opinion de la Commission supérieure fut hésitante sur cette question (1). Pour nous cette omission est causée ou par un manque d'attention ou, comme il y avait deux raisons pour ne pas accéder à la demande, les deux également fortes et en faveur des enfants, la Commission en a choisi une. Elle pouvait supposer aussi qu'il était inutile de motiver trop la réponse, du moment qu'elle accordait une autorisation précaire. Cette autorisation a été faite en raison de la difficulté du recrutement du personnel et à la condition de supprimer progressivement l'emploi des enfants à ces remblais. La concession a été inspirée par des raisons d'utilité pratique, assez fortes parfois au commencement d'application d'une loi. La deuxième autorisation, citée par M. Tallon, a été donnée dans l'intérêt des enfants. La Commission leur a permis d'entrer dans la mine dès quatre heures du matin, c'est-à-dire avant le commencement du jour, pour que les enfants puissent descendre en même temps que les ouvriers adultes. Ces tolérances ne font qu'affirmer le principe, à la condition qu'elles deviennent de moins en moins nombreuses. Si elles étaient trop multipliées, elles ne laisseraient à la loi qu'une existence purement abstraite.

Nous avons essayé de démontrer le peu de force

1. Tallon, p. 518.

qu'ont les arguments invoqués en faveur du travail de nuit des enfants âgés de moins de seize ans. Le texte de la loi de 1874 édicte expressément et d'une manière très décisive l'interdiction. Et cela à plusieurs reprises (art. 1, 4 et 30). Les travaux préparatoires, auxquels on aurait à s'adresser si la loi était moins claire, ne contredisent point le texte voté, si l'on examine leur ensemble. Les nécessités pratiques de l'exploitation, qui devaient empêcher la mise en œuvre de la loi, qui devaient en rendre toute application impossible sur ce point, ne sont pas si décisives qu'on voudrait bien le faire accroire. Les exploitants ont pu se passer non seulement du travail de nuit des enfants, mais, très souvent, ils ont cessé de les employer avant l'âge de seize ans pour tous les travaux en général. Et l'exploitation des mines ne s'en est point ressentie.

Nous avons aussi en faveur de notre affirmation, l'opinion très ferme et plusieurs fois répétée de la Commission supérieure. Et ce corps est certainement le mieux placé et le plus compétent en la matière. Si à côté des arrêts des Cours de Lyon et de Douai, contraires à l'interdiction, nous plaçons l'arrêt de la Cour suprême, qui y est favorable et qui est beaucoup plus solidement argumenté, on peut voir de quel côté la balance est penchée.

Si le travail de nuit doit être interdit, il n'y a pas de motif légal qui puisse empêcher les exploitants des mines, minières et carrières, d'invoquer, en cas de be-

soin, la prescription du 4^e alinéa de l'article 4 qui porte :

« En cas de chômage, résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus (art. 4, § 1^{er}) pourra être temporairement levée et pour un délai déterminé par la Commission locale (1) ou l'inspecteur ci-dessous institués, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants âgés de moins de douze ans ».

Il serait peut-être téméraire de nier que les cas de chômage indiqués ci-dessus puissent se produire, mais nous ne voyons pas très bien les conditions de fait qui seraient de nature à justifier cette dérogation (2)

La question du travail de nuit n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. En présence du texte de la loi de 1892, personne n'oserait contredire l'interdiction du travail de nuit des enfants. Nous nous sommes longuement étendus à ce sujet pour montrer, combien d'intérêts contraires sont en jeu en pareille matière. Cela donne une preuve éclatante que le législateur doit agir prudemment en réglementant le travail, mais une fois la décision prise il faut qu'elle soit très nette, très franche. Une réglementation de ce genre lèse forcément au début plusieurs in-

1. Les commissions locales dont parle cette prescription sont organisées par les art. 20 à 22 de la loi ; il doit en exister au moins une par arrondissement, composée de 5 à 7 membres nommés par le projet. Leur rôle consiste à veiller à l'exécution de la loi et à contrôler le service de l'inspection.

2. Conf. Aguillon, *op. cit.*, t. II, p. 309-40.

térêts, elle gêne toujours un peu les anciennes habitudes et on essaye de l'éviter de toute façon si l'on n'a pas réussi à empêcher le vote de la loi, on fait tout son possible pour en entraver l'exécution. La tâche des inspecteurs est très lourde quelquefois, et ils peuvent combattre avec succès seulement s'ils sont armés d'un texte précis.

Exécution de la loi du 19 mai 1874

Inspecteurs et gardes-mines. — A l'encontre de la loi du 22 mars 1841, celle du 19 mai 1874 était sérieusement appliquée. Cette différence fondamentale est due à l'institution des fonctionnaires spéciaux, chargés uniquement de surveiller l'application des prescriptions réglementaires et rétribués pour cela par l'autorité publique. Comme nous l'avons vu, les inspecteurs du travail ne datent que de l'année 1874. Ces inspecteurs avaient aussi pour mission de faire appliquer la loi dans l'industrie extractive. Ils sont aidés par les commissions locales, qui ont le droit de visiter tous les établissements industriels, par conséquent les mines ne leur échappent pas. Elles peuvent se faire accompagner d'un médecin, quand elles le jugeront utile.

Comprenant les difficultés particulières de l'inspection pour les travaux souterrains, et prévoyant que les

inspecteurs seront trop chargés de besogne pour pouvoir les surveiller autant qu'il le faudra, la loi leur a adjoint les gardes-mines. Mais au lieu de mettre ces derniers en sous ordre, elle décide que « les contraventions seront constatées *concurrentement* par les inspecteurs et les gardes-mines » (art. 18, § 3). Il y a là une situation fausse. Les ingénieurs des mines, supérieurs hiérarchiques des gardes-mines n'ont aucune compétence en la matière, et ils n'auront pas d'ordres à leur donner à cet égard. D'autre part, les gardes-mines existent *concurrentement* avec les inspecteurs, c'est-à-dire ils ne dépendent pas de ces derniers et n'ont pas à obéir à leurs instructions ; ils n'ont pas à adresser les procès-verbaux aux inspecteurs, ni même à se servir de leur intermédiaire pour les adresser à la Commission supérieure du travail. Ils ne sont obligés de les prévenir de rien ni de les consulter en quoi que ce soit. Leurs relations sont purement officieuses, ils peuvent se tenir en rapport pour établir une communauté de vues et d'actions, mais comme il n'y avait pas obligation à cet égard, cette communauté n'existait point. M. Tallon a justement réclamé l'intervention d'une circulaire arrêtée d'un commun accord entre M. le ministre du commerce et M. le ministre des travaux publics, qui aurait pour but de régler les rapports respectifs entre ces deux fonctionnaires d'ordre différent (1).

La pratique a démontré tous les inconvénients de cette

1. Tallon, *op. cit.*, Aguillon, *op. c.*

situation. Il ne peut y avoir que deux solutions admissibles : ou exclure tout à fait le service des mines de l'obligation d'assurer l'application de la loi ou la lui confier à l'exclusion des inspecteurs du travail. La dernière solution a prévalu, à juste titre, selon nous, dans la rédaction de la loi du 2 novembre 1892. Cette loi n'a fait que généraliser ce qui se passait en fait dans les établissements de l'Etat. L'application de la loi de 1874 y était assurée par les ingénieurs des mines, à l'exclusion des inspecteurs ordinaires.

La compétence des gardes-mines ne s'étend point à l'établissement tout entier. Elle est limitée par le texte légal aux travaux souterrains. Par conséquent, ils sont incompétents pour faire appliquer la loi pour les travaux exécutés sur le carreau de la mine (1).

Procès-verbaux. — Les inspecteurs aussi bien que les gardes-mines ont le droit de visiter, jour et nuit, les établissements soumis à leur surveillance et de dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Par conséquent, les industriels pourront, en cas de poursuite, contredire le procès-verbal, et tâcher d'invoquer tous les moyens propres d'établir la preuve contraire.

4. Le conseil général du département peut également nommer des inspecteurs spéciaux, rétribués par le département ; ces inspecteurs ne doivent agir que sous la direction de l'inspecteur divisionnaire ; mais ils en ont toutes les attributions et la compétence.

Ils pourront, par exemple, faire entendre des témoins à décharge.

Pénalités. — Les contraventions aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874 sont poursuivies devant les tribunaux correctionnels, qui pourront condamner à une amende de 16 à 50 francs.

L'amende pourra être infligée autant de fois qu'il y a de personnes employées contrairement à la loi. Mais le total ne peut dépasser la somme de 500 fr. En cas de récidive (1), l'amende sera de 50 à 200 fr. et le total peut aller jusqu'à 1.000 fr.

Il y a lieu de remarquer que ce sont « les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons » qui sont responsables pour l'inobservation de la loi. Par conséquent, les ouvriers et les contre-maîtres ne peuvent être poursuivis, alors même qu'ils auraient embauché et payé les enfants, objets de la contravention. Le reste de la loi exclut également la responsabilité des parents et des tuteurs.

La loi admet le cumul des amendes (art. 25) proportionnel au nombre d'enfants. La jurisprudence paraît admettre également le cumul supputé par chaque journée travail des enfants employés illégalement (2).

1. Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les dix mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution (art. 26, § 3).

2. Dalloz, jugement du 28 juin 1858, tribunal de simple police de Schirmeck (Vosges).

Une autre question est plus controversée. Il s'agit de savoir si, pour chaque enfant, on peut cumuler plusieurs contraventions différentes. La jurisprudence paraît incliner pour l'affirmative (1). Un arrêt de la Cour de cassation, du 11 juin 1883 (2), a fixé la jurisprudence d'une manière définitive dans le même sens (3).

Notons encore que l'article 28 punit d'une amende de 16 à 100 fr. les industriels qui auront mis un obstacle à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs.

Application des prescriptions légales.

Il est compréhensible que les inspecteurs ne se sont pas mis, immédiatement après la promulgation de la

1. Dalloz, arrêt de la Cour de Grenoble, aff. Breton. Arrêt de la Cour de Chambéry du 29 nov. 1882.

2. *Gazette des Tribunaux* du 13 juin 1883.

3. Voici le sommaire de cet arrêt : « Les infractions à la loi du 19 mai 1874, ont le caractère de contraventions ; l'art. 365 du Code d'instruction criminelle interdisant le cumul des peines, leur est applicable. Ce n'est donc pas au nombre d'enfants qu'il faut s'attacher pour prononcer les peines, mais au nombre de contraventions différentes commises, fussent-elles relatives au même enfant. L'arrêt cité présente cet exemple : l'infraction à la durée du travail d'un enfant et l'omission de l'inscription de son nom prescrite par l'art. 40 ne sauraient se confondre dans une même contravention. Ces deux infractions commises à l'égard du même enfant donneront lieu à l'application de deux peines différentes. »

loi, à la faire appliquer dans toute sa rigueur. D'ailleurs, la loi elle-même décide, par mesure transitoire, que ses dispositions ne seront applicables qu'un an après sa promulgation, c'est-à-dire à partir du 3 juin 1875 (art. 31, § 1) (1).

Trois ans après, c'est-à-dire en 1878, la loi était intégralement appliquée. Les industriels avaient le temps de se conformer à la loi et de changer les vieilles habitudes qui y étaient contraires. Beaucoup d'établissements donnaient un bon exemple en appliquant strictement les prescriptions légales, et ils auraient le droit de se plaindre d'une concurrence déloyale de la part des industriels qu'on n'obligerait pas à agir de même. Voilà comment s'exprime le rapport de la Commission supérieure du travail sur l'application de la loi du 19 mai 1874 et du décret du 12 mai 1875 :

« Quelques compagnies houillères, devançant les termes du délai (1^{er} janvier 1878) qui leur était accordé, ont réduit à huit heures la durée du travail dans les mines.

« Dans d'autres localités, au contraire, l'exécution de cette disposition de la loi et du décret rencontre des difficultés ; la durée des équipes y étant de dix heures, le travail des enfants ne concorderait plus avec celui des

1. Le décret du 12 mai 1875 décide que dans les mines où le service était réglé sur le pied de 10 heures de travail effectif, les enfants pourront être occupés pendant le même temps, mais seulement jusqu'au 1^{er} janvier 1878 (art. 3, disposition transitoire).

adultes ; la descente dans les puits des mines et la remonte ne coïncideraient pas non plus avec celles des ouvriers et rendraient nécessaires des mesures spéciales de surveillance à l'égard des enfants.

« Tels sont les motifs de la résistance, la Commission supérieure n'en méconnaît pas la gravité, cependant, elle ne pense pas qu'il y ait lieu, quant à présent, de songer à une modification de la loi ; elle n'a jamais cru que les nouvelles exigences législatives et les anciennes habitudes industrielles pourraient se mettre d'accord du premier coup, sans sacrifices réciproques. Mais si l'administration s'est pliée, par respect pour les intérêts du travail national, à toute modification qui n'altérerait pas le sens élevé de la loi, elle ne saurait accepter celles qui en troubleraient sérieusement l'économie » (1).

Exécution de la loi dans les circonscriptions.

Pour faciliter la surveillance des inspecteurs, la France a été divisée en 21 circonscriptions, comprenant un ou plusieurs départements ; à la tête de chaque circonscription se trouvait un inspecteur divisionnaire. Nous possédons des renseignements très détaillés sur l'application de la loi de 1874 dans ces dernières années

1. Rapport de M. Dumas, du 6 mai 1878, *Journ. off.*, 2 juin 1878.

(1886-91). La Commission supérieure avait publié annuellement tous les rapports des inspecteurs.

Première circonscription, comprenant le département de la Seine.

L'inspecteur donne un détail très intéressant sur ses rapports avec les gardes-mines. A la suite d'un accident survenu dans une glaisière à Vanves, il a demandé à l'ingénieur en chef des mines le concours de ses agents. Il avait été convenu que l'inspecteur départemental serait prévenu par les gardes-mines du jour où une descente pourrait être effectuée de concert. Les inspecteurs ont vainement attendu le rendez-vous qui devait être donné, en sorte que cette partie du service a été négligé.

Deuxième circonscription. — Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir.

Les rapports des inspecteurs ne contiennent aucune indication en ce qui concerne les travaux souterrains.

Troisième circonscription. — Loiret, Loir-et-Cher, Indre, Cher, Nièvre.

Il n'existe qu'une mine de houille dans cette circonscription. La loi y est bien observée. Les enfants âgés de moins de seize ans, les filles mineures et les femmes ne descendent jamais dans les galeries souterraines.

Il n'en est pas de même dans les carrières, où les enfants de moins de seize ans font parfois dix ou treize heures de travail effectif. Grâce à l'intervention de l'inspecteur, ces abus ont, sinon disparu tout à fait, du moins diminué dans une large mesure.

Les mines de minerai de fer du département du Cher travaillent presque toutes à ciel ouvert.

*Quatrième circonscription. — Côte-d'Or, Jura,
Saône-et-Loire, Yonne.*

Les directeurs de houille de Saône-et-Loire avaient demandé que les enfants pussent être employés la nuit dans les galeries où le travail, vu l'inclinaison du sol, nécessite des remblais, afin d'éviter l'interruption de l'exploitation. La Commission supérieure n'a pas voulu donner une autorisation permanente et générale. Les inspecteurs toléreront-ils ce travail dans les industries minières, où le recrutement du personnel est difficile ? Mais les directeurs des mines devront s'engager à supprimer progressivement l'emploi des enfants aux travaux de nuit des remblais.

A part cela, la loi a été bien observée. C'est dans cette circonscription qu'on rencontrait encore l'organisation du travail sur le pied de trois postes, mais les enfants ne travaillaient qu'avec le poste du jour.

*Cinquième circonscription. — Meurthe-et-Moselle,
Belfort, Haute-Saône, Vosges.*

On emploie peu d'enfants dans les exploitations souterraines de cette circonscription. La plus importante de toutes, la houillère de Ronchamps, en occupe un certain nombre, mais là comme ailleurs, ils ne vont pas dans la mine, leur travail se fait toujours à l'extérieur.

Dans Meurthe-et-Moselle et aux environs de Nancy, il existe un grand nombre de mines de fer, exploitées en galeries ; il n'y en a que trois à ciel ouvert. Les enfants y sont en très petit nombre. Sur 77 enfants au-dessous de seize ans que l'inspecteur a rencontré en 1891, il n'y en avait que 38 travaillant à l'intérieur avec leurs parents. Ils y étaient occupés au triage du minerai, au chargement et au roulage des wagonnets. A l'extérieur ils sont chargés du graissage des wagons et du roulage ; quelquefois ils se trouvent à l'atelier de réparation. Comme on le voit la loi est bien observée.

*Sixième circonscription. — Aube, Marne,
Haute-Marne, Meuse.*

Il n'existe pas de mines importantes dans cette circonscription. Par contre, on trouve dans la Meuse un grand nombre de chantiers pour l'extraction des phosphates fossiles. Dans quelques-uns le travail se fait à

ciel ouvert ; mais dans la plupart ils s'exécute au moyen de puits plus ou moins profonds et de galeries de 0 m. 60, 0 m. 70, et 0 m. 80 de hauteur. La situation des enfants qui y sont occupés laisse à désirer au point de vue hygiénique. Ils sont employés à rouler des petits chariots sur lesquels se trouvent les paniers chargés de minerai, qu'un ouvrier enlève à l'aide d'un treuil installé à l'orifice du puits. En raison du peu de hauteur des galeries, les enfants sont obligés de ramper ou de marcher sur les genoux. Cette situation fâcheuse s'aggrave encore quand le terrain est humide ou quand l'aérage est insuffisant. On cherche à remédier à ce dernier inconvénient en faisant communiquer ensemble deux puits voisins ou en allumant du feu dans un fourneau placé au fond du puits et dont les tuyaux montent jusqu'au sol.

Un accident déplorable, dû au défaut de ventilation, a eu lieu en 1887 dans un de ces puits : un enfant de 14 ans et un ouvrier de 27 ans ont été asphyxiés ; ils n'ont été retirés qu'environ sept heures après leur descente.

Lorsque les enfants sont employés de jour pour le triage du minerai, leur travail ne présente pas d'inconvénients. Dans les galeries, au contraire, les conditions physiques sont très mauvaises. Il eût été à désirer que la loi intervienne pour défendre aux enfants l'accès des galeries basses et humides. Une petite installation mécanique permettrait de faire circuler les petits wagonnets depuis le chantier d'abatage jusqu'au puits d'ex-

traction. Un homme âgé pourrait même suffire à ce travail.

Même en 1890 l'inspecteur constate que les enfants qui travaillent dans les exploitations souterraines de phosphates sont dans des conditions défectueuses. Il a été obligé de dresser plusieurs procès-verbaux suivis de condamnations.

Et chose rare à cette époque, on a trouvé plusieurs femmes au fond des puits, dont deux seulement avec leurs maris. L'inspecteur a été vraiment trop élément en se contentant de la promesse que la loi ne serait plus enfreinte.

Septième circonscription. — Aisne, Ardennes.

Aucune mine — au sens où ce mot est pris par la loi de 1810 — n'existe dans la circonscription. Les ardoisières de Fumay, Naybes et Rimogne (carrières), occupent un certain nombre d'enfants, mais seulement pour les travaux extérieurs.

Huitième circonscription. — Nord.

La loi a été bien observée dans cette importante circonscription. L'inspecteur n'a constaté aucune contravention ni à l'article 7 de la loi de 1874, ni au décret du 12 mai 1875.

Il y avait des filles mineures occupées dans les houil-

lères, mais elles se trouvaient à la surface et procédaient au triage du charbon.

Les enfants âgés de moins de 16 ans et rencontrés dans les mêmes établissements, ne travaillaient que huit heures sur vingt-quatre, et étaient occupés aux travaux autorisés par le décret de 1875.

L'inspecteur réclame, à juste titre, la suppression radicale du nettoyage des générateurs par des enfants. C'est une pratique très dangereuse. En 1888 elle a entraîné la mort d'un enfant, et l'inspecteur se doute de plusieurs accidents qu'on lui a caché.

Neuvième circonscription. — Pas-de-Calais, Somme.

Cette circonscription est très importante. Il y existe dix-sept concessions de mines de charbon, comprenant 56 sièges d'exploitation en activité. Le nombre d'ouvriers attachés au fond est très considérable :

Ouvriers mineurs	{	à la tâche.	14. 291
		à la journée.	3. 860
		âgés de plus de 16 ans.	4. 665
Rouleurs	{	— — moins —	1. 153
		Total	<u>23.969</u>

Le personnel de la surface est ainsi composé :

Ouvriers et manœuvres.	2. 588
Filles mineures de 16 à 21.	614
Enfants de 12 à 16.	<u>857</u>
Total	<u>4.059</u>

Les prescriptions de l'article 7 sont entièrement observées en ce qui concerne l'exclusion des enfants au-dessous de douze ans. La plupart des exploitations n'admettent même plus les enfants qu'à treize ans. Les jeunes enfants, appelés « *galibots* » sont réglés à la journée et employés à de petits travaux en rapport avec leur âge et leur constitution. Ils ne descendent dans la fosse qu'à 5 h. 1/2 du matin et remontent à 2 heures, soit 8 h. 1/2 de présence et, s'il y a une perturbation dans le service, par exemple des interruptions accidentelles toujours possibles dans un service où l'imprévu joue un rôle prépondérant, les jeunes enfants ne sont pas, comme les garçons plus âgés, obligés à prolonger leur séjour au fond. De cette manière ils n'effectuent jamais un travail de plus de huit heures.

En dehors des travaux énumérés par le décret, ces enfants sont occupés à accompagner les conducteurs de trains, à approvisionner de bois les ouvriers mineurs et les raccommodeurs de galeries, à aider ces derniers dans leur travail, à accompagner dans leurs tournées les chefs mineurs, à remplir de remblais des vides laissés par le dépouillement de la couche de houille au moyen de la pelle ou de petits paniers, etc. Tous ces travaux ne dépassent pas leurs forces et peuvent rentrer dans la catégorie des travaux accessoires autorisés. Ces enfants ont de fréquents repos, un salaire fixe qui s'accroît avec l'âge et le temps de service. Ces petites occupations sont très recherchées des familles de mineurs. Elles permet-

tent aux enfants de s'accoutumer aux différents travaux de la mine et de se plier de bonne heure à ses exigences et puis elles apportent par le gain de l'enfant un supplément de bien-être à la famille.

Les garçons les plus âgés et les plus robustes de constitution sont choisis de préférence pour faire le chargement et le roulage des wagonnets ou *berlines*. L'inspecteur a trouvé ce travail très pénible. En effet, il s'effectue d'une façon continue et dans des conditions souvent défectueuses. Après quelque temps de service les galeries les mieux établies se détériorent sous la charge ou la pousse des terrains encaissants, les bois disjoints ou pliés et, comme conséquence, la traction est rendue plus difficile et les déraillements plus fréquents. Dans ces conditions les efforts imposés aux enfants sont au-dessus de leurs forces. Ce travail devrait être défendu aux garçons avant l'âge de seize ans.

Ces enfants, plus robustes, descendent dans la mine ordinairement entre 3 heures et 5 heures 1/2 du matin. et remontent entre 2 heures 1/2 et 3 heures de l'après-midi, soit une présence de 9 h. 1/2 au fond. Ils sont employés à la tâche et reçoivent un salaire proportionnel à la besogne effectuée.

Au cours d'une de ses tournées de 1891 l'inspecteur a eu la surprise de rencontrer deux filles employées à faire le roulage des wagonnets au fond d'un puits de sphopshate.

A certains jours de la semaine, en juillet, août et sep-

tembre, les exploitants étaient obligés à cause des exigences de la vente, d'accroître leur extraction journalière. Ils y parvenaient par le système dit des *longues coupes*, sans avoir recours à une augmentation de leur personnel. Ce système consistait à garder quelques heures de plus les ouvriers au travail. A ces moments les prescriptions relatives aux heures de travail, à l'interdiction du travail de nuit, n'étaient plus observées. Ce système était encore en usage en 1888, pendant toute la quinzaine qui précédait la fête de la Sainte-Barbe. Il y avait là un vieil usage que l'inspecteur n'espérait faire supprimer qu'à la longue. Mais en 1889 la grève des ouvriers mineurs a eu pour première conséquence de faire cesser immédiatement cet abus de longues coupes.

Les contraventions à la prescription du repos étaient très fréquentes. En effet, le repos n'était jamais d'une heure sans interruption. Il était fractionné en parcelles de temps moindres d'une heure. Même si ces parcelles réunies atteignaient ou dépassaient le temps de repos fixé par le décret, il y avait là une contravention, le repos devant avoir une durée d'une heure sans interruption. Il est étonnant que l'inspecteur ne soit pas intervenu pour faire cesser cet état de choses.

Dans les exploitations houillères les chefs ont été aux prises avec de sérieuses difficultés lorsqu'il s'est agi de se conformer à la prescription de l'article 4, relative à l'interdiction du travail de nuit. Ils ont observé la loi, en employant aux travaux de remblayage, qui s'exécu-

tent pendant la nuit, des garçons âgés de plus de seize ans ou bien, en avançant l'heure de la descente, de telle sorte que celle de la remonte ait lieu avant 9 heures du soir, ou bien encore en combinant les deux systèmes.

*Dixième circonscription. — Eure, Oise,
Seine-Inférieure*

Les travaux souterrains sont presque nuls dans cette circonscription. Elle ne comporte pas de mines proprement dites, mais seulement des carrières à ciel ouvert, dans lesquelles la force nécessaire à la nature du travail rendait l'enfant insuffisant ; aussi n'en rencontrait-on pas de moins de quinze ans.

Quelques extractions de terre réfractaires et d'argile dans les environs de Gurnoy, employaient également des enfants de plus de 15 ans.

Le travail des femmes que l'inspecteur avait constaté dans une carrière souterraine à Dieppe, a disparu à la suite des observations présentées à ce sujet au propriétaire de cette carrière.

Il n'y a pas d'application du décret du 12 mai 1875, pour les travaux souterrains de cette circonscription, par suite du peu d'importance et du petit nombre des industries visées par l'article 7.

*Onzième circonscription. — Calvados, Manche,
Mayenne, Orne.*

Les exploitations minières à galeries souterraines comprennent une mine de fer du Calvados et trois mines d'anthracite de la Mayenne. Dans les deux dernières de ces exploitations qui occupent des enfants, on ne travaille que le jour pendant huit heures, et les jeunes apprentis mineurs y sont occupés à des travaux autorisés par les règlements.

De nombreuses exploitations soit de granit, soit de marbre, soit d'argile, soit de pierre calcaire répandues çà et là dans les départements de cette circonscription ont été visitées par l'inspecteur. Elles sont toutes à ciel ouvert, à l'exception d'une seule, située dans le Calvados, à Allemagne, qui n'occupe pas d'enfants.

*Douzième circonscription. — Côtes-du-Nord, Finistère,
Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Morbihan, Vendée.*

Les deux groupes, peu importants du reste, d'exploitations houillères de la Vendée et de la Seine-Inférieure, à Feymoreau et Saint-Sauveur-Mozeil, sont organisés par équipes de dix heures, une le jour pour l'extraction, l'autre la nuit pour les réparations. Elles peuvent difficilement se conformer au décret du 12 mai 1875 qui ne permet que huit heures de travail. C'est pourquoi, avant l'âge de seize ans, aucun enfant n'était plus occupé

qu'aux travaux extérieurs des mines. La même mesure a été adoptée à Pompéan (Ille-et-Vilaine) aux mines de plomb argentifère, exploitation qui avait pris un heureux développement et qui avait besoin d'un grand nombre de bras.

La région ardoisière est très étendue en Bretagne, ses soulèvements se plongent de l'est à l'ouest, depuis la Loire-Inférieure au Finistère. On avait une connaissance très imparfaite dans ces régions des prescriptions de la loi de 1874. Elles n'avaient pas reçu de visites d'inspecteur avant 1886.

Les enfants étaient employés par les ouvriers fabricants, autrement dits les fendeurs d'ardoise, à l'extérieur des carrières. Presque tous étaient illettrés, et l'inspecteur a dû laisser aux exploitants toutes les instructions nécessaires pour l'exécution de la loi.

La Bretagne est plus riche en exploitations des kaolins qu'on ne le croit. La loi y était bien observée. Les enfants n'étaient employés qu'aux lavages, jamais à l'extraction.

Treizième circonscription. — Indre-et-Loire, Sarthe, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vienne.

En 1887, il y avait quatre mines de charbon dans cette circonscription. Les mines de Saint-Laur (Deux-Sèvres), où deux puits sur quatre étaient arrêtés, employaient trois enfants de 12 à 15 ans ; les mines du Désert (Maine-

et-Loire), deux enfants de 12 à 15 ans et un seul de 15 à 16 ans ; les mines de Montjean (Maine-et-Loire), un seul de 12 à 15 ans. Les mines de Saint-Aubin-de-Juigné (Maine-et-Loire), n'occupaient que des adultes.

Il n'y avait qu'une mine d'anthracite à Juigné (Sarthe), Elle employait six enfants de 12 à 15 ans et deux de 15 à 16 ans ; quatre travaillaient au fond, quatre à la surface.

Les ardoisières étaient au nombre de douze. C'étaient des ardoisières de Trelazé, de Saint-Barthélemy, de Noyant-la-Gravoyère, de Combrée, d'Angrie, de la Pouèze (Maine-et-Loire). Elles occupaient dix femmes, 151 enfants de 12 à 15 ans, 58 de 15 à 16 ans qui ne faisaient pas leur apprentissage comme fendeurs et étaient employés en qualité de rouliers et travaillaient tous ainsi que les femmes à la surface.

La circonscription est riche en carrières de pierres et de marbre. Elles n'employaient que des adultes.

Trois carrières de granit de Bécon (Maine-et-Loire), employaient à la surface une dizaine d'enfants de 12 à 16 ans.

En ce qui concerne l'âge d'admission et la durée du travail des enfants, la loi était obéie aussi bien dans les mines de charbon que dans les ardoisières et les carrières.

Quatorzième circonscription. — Charenté, Corrèze, Charente-Inférieure, Dordogne, Lot, Haute-Vienne, Creuse.

Il n'y avait dans cette circonscription qu'une seule exploitation minière de quelque importance. A part les mines de Lavaveix (Creuse), les autres n'étaient que des exploitations peu étendues n'employant pas d'enfants.

Les prescriptions légales étaient bien remplies à Lavaveix.

Quinzième circonscription. — Gironde, Gers, Landes, Lot-et-Garonne, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées.

Peu d'exploitations minières, dans la circonscription.

A Pierrefite (Hautes-Pyrénées), une mine de plomb argentifère employait 82 hommes, et les plus jeunes garçons avaient de 17 à 18 ans. Au commencement de l'application de la loi de 1874 on employait aussi de jeunes enfants dans cette exploitation. Mais leur nombre allait toujours diminuant, de manière qu'en 1887 leur disparition a été complète.

Aux Eaux-Bonnes (Basses-Pyrénées) une mine de cuivre, plomb et blende, employait 150 hommes et six garçons âgés de moins de 16 ans. Ces derniers étaient occupés à porter les outils des ouvriers chez le maréchal-ferrant, les rapporter et faire toutes les autres commissions; en un mot, ils faisaient l'office de moussets.

A Labasserre et Gerues (Hautes-Pyrénées), dix-neuf femmes et trois jeunes filles étaient occupées à traîner de petits wagons remplis d'ardoises, de l'entrée de la mine jusqu'au lieu où les ardoises sont taillées avant d'être expédiées.

Seizième circonscription. — Ariège, Haute-Garonne, Aude, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Les compagnies minières des Pyrénées, de l'Ariège et du Tarn, n'employaient ni enfants, ni filles mineures, dans leurs travaux souterrains. Ils étaient occupés au triage du charbon, travail qu'on fait au jour. Les quelques enfants rencontrés dans les exploitations diverses de minerais de fer et de plomb ne descendaient pas dans le fond.

Il n'en était pas de même dans les carrières de pierres et de plâtre de Betchat (Ariège). L'inspecteur a eu à relever plusieurs contraventions relatives tout d'abord aux femmes et aux enfants, et ensuite aux femmes seulement. Elles ne travaillaient pas, à proprement parler, dans les galeries souterraines, mais elles y descendaient prendre la pierre et la remontaient à dos. Tout d'abord, l'inspecteur n'a pas cru devoir sévir à cause de l'élimination des enfants qui y étaient fort nombreux. Mais après plusieurs avertissements il lui a fallu sévir. Le travail auquel étaient astreintes les femmes était non seulement défendu par la loi, mais encore exigeait une

force et une résistance à la fatigue qui dépassent celles des femmes. Plusieurs procès-verbaux ont été dressés qui, suivis de condamnations, ont eu pour conséquence une sensible amélioration.

Les rapports de l'inspecteur M. Le Roy contiennent des remarques très intéressantes sur le rôle des gardes-mines et le concours des délégués mineurs :

« Les gardes-mines, dit-il dans son rapport de 1889, s'occupent généralement fort peu de la loi de 1874, qui pour eux n'est que secondaire, et, à ce sujet, je crois qu'il serait bon de laisser aux inspecteurs divisionnaires le droit de verbaliser que leur enlèvera l'article 17 du projet de loi adopté au mois de juin 1888 (1).

« Le concours des délégués mineurs prévu dans un autre projet de loi ne me paraît pas, sous ce rapport du moins, acquis entièrement à l'administration.

« Ces délégués choisis parmi les ouvriers négligeront sûrement de signaler les abus de ce genre parce que les enfants employés seront ceux de leurs camarades, les leurs peut-être même, et qu'ils auront intérêt à se ménager la sympathie de leurs électeurs. Or, ces derniers loin de se rendre un compte exact des avantages que retirent leurs enfants de la protection de la loi, ne voient dans ces prescriptions que des obstacles à leur travail et un empêchement pour eux de rapporter à la

1. Ce projet de loi est devenu la loi du 2 novembre 1892.

maison un salaire dont ils ont malheureusement trop besoin.

« Il est donc à craindre dans bien des cas que la présence des enfants dans les mines ne soit signalée par les délégués, et d'autre part que le service des mines, auquel incombe la tâche si importante de veiller à la solidité des travaux exécutés, ne puisse pas toujours s'assurer d'une manière certaine que les prescriptions de la loi sur le travail des enfants sont exécutées fidèlement » (1).

Dix-septième circonscription. Aveyron, Cantal, Gard, Hérault, Lozère.

Aucun enfant de moins de douze ans, aucune fille mineure ou femme n'étaient employés dans les travaux souterrains.

Dans les mines de Bessèges, Molières, Rochessadoule, Marsines, Tréllys (Gard) et dans toutes celles du bassin d'Aveyron ; dans Firmy, Combes, Bouquiès, Aubin, Campagnac et beaucoup d'autres, aucun enfant n'était admis au fond de la mine avant l'âge de seize ans révolus.

Les enfants de 12 à 16 ans, les filles et les femmes adultes, étaient exclusivement occupés, sur le carreau de la mine, au criblage ou triage des charbons et au roulage des wagonnets.

4. V. le rapport de M. Le Roy adressé à la Commission supérieure du travail.

Il en était de même dans les mines métallurgiques de plomb argentifère de la Baume, Saint-Martin-de-Bouillat (Aveyron) et de Vialas (Lozère), ainsi que dans celles de phosphate de Saint-Maximin, Fontarèche, la Bruyère et plusieurs autres, et dans les mines de craie de Saint-Laurent-la-Vernède (Gard).

Les enfants, les filles mineures et les femmes adultes étaient toujours employés à l'extérieur, soit à trier ou concasser le minerai, soit, dans les mines de craie, à la façonner en formes de tablettes.

Il n'y avait que les mines de la Grand'Combe, de Portes et Sénéchas (Gard), de Graissessac (Hérault), qui occupaient des enfants de douze à seize ans aux travaux du fond.

En 1887, l'inspecteur a constaté que l'observation de l'article 1^{er} du décret du 12 mai 1875 laissait à désirer dans les mines de Graissessac (Hérault), où cependant toutes les autres prescriptions de la loi du 19 mai 1874 étaient bien remplies.

Nous avons le regret de dire que la rigueur de l'inspecteur, très favorable aux intérêts des enfants, était, à cette occasion, contraire au texte précis de l'article 1^{er} du décret du 12 mai 1875.

Quelques enfants séjournaient pendant dix heures dans les galeries souterraines, c'est-à-dire le même temps que les équipes des ouvriers adultes dans lesquelles ils étaient embrigadés.

Sur la demande expresse de l'inspecteur, le directeur

a pris l'engagement de faire cesser cet état de choses qui était le fait d'un maître mineur.

Ce dernier essayait bien de démontrer que la durée du travail effectif n'était, en réalité, que de huit heures, attendu qu'il fallait défalquer le temps nécessaire à la descente et à la remonte, soit une heure, ainsi qu'une heure consacrée au repos, ce qui réduisait bien le travail effectif à la limite de huit heures, tout en constituant dix heures de présence dans la mine.

L'inspecteur divisionnaire n'avait pas admis ce raisonnement, et il justifiait sa rigueur en ces termes « comme le législateur a eu en vue surtout le temps de présence de l'enfant dans les galeries, nous avons d'autant plus insisté pour que les mesures nécessaires fussent prises afin d'assurer la complète exécution de la loi ».

C'est une affirmation inexacte. Non seulement que le décret de 1875 n'a pas eu surtout en vue la présence des enfants dans la mine, mais encore il s'occupait dans son article 1^{er} uniquement du travail effectif. Il exigeait que ce dernier ne dépassât point huit heures. En s'inspirant des textes légaux la doctrine a été unanime à décider que les temps du repos, de la descente et de la remonte ne devaient pas être compris dans les huit heures de travail. Par conséquent, la présence des enfants dans la mine pendant dix heures n'avait rien d'illégal dans les conditions ci-dessus indiquées.

Une demande des mines de Portes et Sénéchas tendant à employer trois enfants dans les mêmes conditions

a été repoussée, avec avertissement de se montrer attentif à ne pas enfreindre cette défense.

Les importantes houillères de la Grand'Combe occupaient un nombre considérable d'enfants dans les travaux souterrains. En 1887 ce nombre s'élevait à 102. A la suite d'un incident survenu en 1886 à un enfant employé à l'intérieur de cette exploitation, une démarche fut faite auprès du directeur en vue de lui faire adopter la limite absolue de seize ans pour l'admission des enfants à l'intérieur de la mine. Le directeur y avait consenti et cette mesure fut appliquée jusqu'au moment où se trouvant en butte aux nombreuses supplications des parents, il a dû céder.

L'inspecteur divisionnaire a reçu à ce propos une lettre du directeur de la Grand'Combe, dont voici le texte :

« Les parents insistent plus que jamais auprès de nous pour que leurs enfants, dès qu'ils ont atteint l'âge de douze ans, soient employés par la compagnie.

« Pour ce conformer à un accord verbal intervenu entre vous et la compagnie, celle-ci n'emploie plus dans ces travaux intérieurs et souterrains les enfants au-dessous de seize ans, ce qui fait qu'elle ne peut occuper à l'extérieur tous les enfants en âge de travailler.

« De là, des plaintes continuelles de la part des parents qu'il serait utile de faire cesser dans l'intérêt des familles qui le plus souvent, ont besoin du produit du travail de leurs enfants.

« Dans ce but j'ai l'honneur de vous prier de me faire connaître si la compagnie contrairement à l'accord sus-énoncé, ne peut pas occuper à l'intérieur des enfants de 12 à 16 ans ».

Tout en regrettant que les circonstances n'aient pas permis à la compagnie de maintenir jusqu'au bout la mesure humanitaire proposée et tentée, l'inspecteur a rendu sa liberté d'action à la compagnie, en la remerciant de ses intentions louables.

En 1890 le nombre d'enfants de 12 à 16 ans employés dans l'intérieur des mines de la Grand'Combe était un peu plus élevé, ils étaient 134.

Ces enfants étaient l'objet d'une grande surveillance et employés conformément aux prescriptions du décret de 1875. Ils étaient le plus souvent placés dans les chantiers. Les travaux comme le triage des pierres, le roulage des wagonnets sur des pentes horizontales, le chargement du charbon dans les bennes, la garde et la manœuvre des portes d'aérage constituaient leurs préoccupations principales. Les plus forts aidaient à la mise en place du remblai. Mais aucun d'eux n'était employé à l'abatage des charbons.

Ces enfants entraient dans la mine à 6 heures du matin et en sortaient à 4 heures du soir; ils avaient une heure pour le repos et une heure pour le trajet, l'entrée et la sortie. L'entrée n'avait lieu qu'en galeries, et en aucun cas dans des véhicules.

Comme le travail était réglé sur le pied de trois équi-

pes ne dépassant pas huit heures de travail, les enfants n'appartenaient qu'à une seule équipe.

Les 620 autres enfants occupés dans ces exploitations l'étaient, sur le carreau de la mine, au triage des charbons ou au roulage des wagonnets.

Les mines du Martines et Rochessadoule occupaient en 1890 16 enfants dont 9 comme traîneurs de charbon dans les galeries.

Vu les déplorables conséquences qui résultaient de ce travail, conséquences plusieurs fois signalées, l'inspecteur a exigé le remplacement de ces enfants par des adultes pour cette pénible besogne.

Dans les autres mines de houille de la dix-septième circonscription, de même que dans les mines de plomb argentifère, les enfants n'étaient admis aux travaux du fond qu'à partir de 16 ans révolus. Celles de Molières ne les y admettaient même qu'à l'âge de 17 ans.

Les enfants de 12 à 15 ans, les filles mineures et les adultes étaient occupés aux travaux extérieurs, soit au roulage ou à l'enchaînement des wagonnets, soit au criblage du charbon, ou au triage du minerai.

Il n'était employé nulle part de filles mineures ou de femmes adultes dans les travaux souterrains.

Dix-huitième circonscription. Alpes-Maritimes. Bouches-du-Rhône, Corse, Vaucluse.

Dans les mines de lignite des bassins de Valdonne, Gardanne et Trets (Bouches-du Rhône), les prescrip-

tions de l'article 7 de la loi de 1874 et du décret du 12 mai 1875 étaient assez bien obéies. La plupart des exploitants avaient renoncé à attacher les enfants aux travaux du fond, tant que ceux-ci n'ont pas atteint l'âge de 16 ans révolus. En attendant on les occupait aux divers travaux de la surface. Dans les autres mines, les enfants de 12 à 16 ans n'étaient occupés qu'aux travaux accessoires à ceux du mineur, tels que : triage du charbon, chargement, accrochage et roulage en palier des waggonnets, garde et manœuvre des portes d'aérage. Rarement ils étaient occupés à la manœuvre de ventilateurs à bras. Dans ce dernier cas, la durée du travail n'exédait jamais trois heures et demie sur vingt-quatre heures.

Les femmes et les filles mineures étaient employées aux opérations de triage sur le carreau des mines. L'emploi de ces dernières allait toujours en diminuant. Le triage à la main était presque partout remplacé par le triage mécanique.

La durée de la journée était toujours de huit heures à l'intérieur et de dix heures à la surface.

*Dix-neuvième circonscription. — Basses-Alpes,
Hautes-Alpes, Ardèche, Drôme, Isère.*

Il y avait très peu d'enfants dans cette circonscription, et tous étaient employés à tirer le minerai sur la surface. On n'employait pas de femmes du tout.

*Vingtième circonscription. — Ain, Rhône, Savoie,
Haute-Savoie.*

Il n'y avait que deux mines de quelque importance. L'inspecteur n'a rencontré que peu d'enfants occupés au triage sur le carreau.

*Vingt et unième circonscription. — Allier, Loire,
Haute-Loire, Puy-de-Dôme.*

On n'employait pas de femmes ni de filles mineures au fond des mines. On ne rencontrait dans les galeries souterraines que quelques enfants de 15 à 16 ans occupés à la manœuvre des portes d'aérage ou en qualité d'aides-lampistes. ●

En 1890, l'inspecteur a dû dresser un procès-verbal à la compagnie des mines de la Loire pour avoir occupé au fond, à la manœuvre d'un ventilateur, un enfant âgé de moins de 12 ans. L'inspecteur constatait que ce cas était absolument exceptionnel.

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892

La loi du 19 mai 1874 a eu des conséquences excellentes à tous les points de vue. Les prescriptions furent, en peu de temps, très efficacement appliquées par les inspecteurs. Elles finirent par entrer dans les mœurs industrielles. Mais cette loi n'était pas parfaite. Son principal défaut était d'avoir souvent réglementé trop timidement. Et ce défaut était une qualité, à la condition toutefois, de ne pas le conserver trop longtemps. La loi de 1874 était la première qui fut sérieusement appliquée en France. Et nous avons vu pourquoi, en matière de réglementation du travail industriel, il ne fallait pas procéder brusquement à des réformes trop radicales. Les premières prescriptions réglementaires n'étaient pas et ne devaient pas être très complètes.

Il était surtout dangereux, et les auteurs de la loi de 1874 le savaient, de faire une loi théorique, sans tenir compte des circonstances de fait. Et avant cette date, on n'avait pas d'expérience, on ne savait pas quels effets exactement produirait la nouvelle réglementation. Il y

avait la loi du 22 mars 1841, mais elle était restée lettre morte. On était forcé de recourir aux enseignements pratiques des pays voisins. C'est la législation anglaise, suffisamment abondante à ce sujet, qui servait de modèle. Seulement, il fallait tenir compte de ce que le champ d'application était tout différent en France. Dans ces conditions, on aurait tort d'accuser le législateur de 1874 de n'être pas allé plus loin. M. Dumas, président de la Commission supérieure, résumait ainsi la situation dans son rapport adressé à M. le Président de la République (le 26 janvier 1877) (1) : « Sans doute, la législation de 1874 est susceptible de perfectionnements comme toute œuvre humaine, mais la pratique seule apprendra quelles modifications il conviendra d'y apporter. »

Mais, ce qu'on n'a pu faire en 1874, on pouvait, on devait même le faire plus tard. On connaissait les imperfections de la loi de 1874, et peu de temps après commença la série de tentatives ayant pour but son amélioration. De nombreuses propositions agitèrent le Parlement.

En 1879 déjà, M. Nadaud demanda la réduction de la durée du travail et l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. La proposition de M. Villain et de plusieurs de ses collègues était dans le même sens.

L'année 1886 était très fertile en propositions C'étaient

1. Publié à l'*Officiel* du 27 janv. 1877.

MM. de Mun et Freppel, puis MM. Camélinas, Boyer, Basly, qui demandaient l'amélioration de la loi. Enfin, le 13 novembre 1886, M. Lockroy, ministre du commerce, et M. Demôle, ministre de la justice, au nom du gouvernement, soumettent à la Chambre un projet complet de révision de la loi du 19 mai 1874.

Une enquête très minutieuse précéda la discussion. Par sa lettre du 14 mars 1884, M. le ministre du commerce et de l'industrie chargea la commission supérieure du travail d'examiner les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions législatives réglant le travail dans les établissements industriels.

A la suite de cette lettre, de nombreux avis, sous forme de propositions, furent demandés. Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les chambres de commerce, chambres consultatives des arts et manufactures, les conseils généraux, conseils de prud'hommes, les commissions locales instituées par la loi de 1874, et même les syndicats professionnels étaient consultés.

Les réponses étaient presque unanimes à demander qu'on élevât l'âge d'admission de 12 à 13 ans, et aussi l'âge où les adolescents du sexe masculin pouvaient être employés à des travaux de nuit. On demanda également l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, et la limite de 10 heures comme durée maximum pour le travail des femmes au-dessus de 18 ans.

Le projet de loi conçu dans ces conditions fut adopté

par la Chambre en février 1889. Il passa ensuite au Sénat qui le vota, mais en y apportant des modifications très sérieuses. Le Sénat refusait justement les clauses essentielles. Il ne voulait pas étendre la protection aux femmes majeures ; il n'admettait pas qu'on portât l'âge d'adolescence de 16 à 18 ans ; il refusait de diminuer de 12 à 10 heures la durée maxima du travail pour les enfants.

La même année, le 19 décembre 1889, la Chambre fut de nouveau saisie du projet ainsi modifié par le Sénat.

Après avoir fait plusieurs fois la navette entre la Chambre et le Sénat, le projet de 1886 devint la loi du 2 novembre 1892.

Les modifications que la nouvelle loi apportait aux prescriptions de 1874 étaient très nombreuses. Une étude détaillée de la loi de 1892 ne rentre point dans le cadre de cet ouvrage. Mais comme la réglementation des travaux souterrains fait partie intégrale des dispositions de cette loi, il est nécessaire de s'y arrêter un peu.

Le titre est ainsi conçu : « *Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.* » Elle est divisée en neuf sections.

Dans la PREMIÈRE SECTION, on traite de l'*âge d'admission* et de la *durée du travail*. — L'énumération de l'article 1^{er}, qui comprend aussi les mines, minières et carrières, est plus nombreuse que celle de la loi de 1874.

— L'âge d'admission est portée à 13 ans au lieu de 12 de la loi de 1874. L'article 2 introduit le certificat d'études primaires et l'examen médical. — L'article 3 abaisse de 12 à 10 heures la durée du travail pour les enfants âgés de moins de 16 ans. Il introduit une réglementation entièrement nouvelle en ce qui concerne les filles au-dessus de 18 ans et les femmes majeures. Elles ne peuvent être employées plus de onze heures par jour.

SECTION II s'occupe du *travail de nuit* et du *repos hebdomadaire*. Art. 4, § 1^{er} est ainsi conçu : « Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} ». En présence de ce texte la question du travail de nuit des enfants dans les mines n'existe plus. On ne peut faire travailler les ouvriers que pendant six jours par semaine. Le travail doit être également suspendu les jours de fêtes reconnues par la loi (art. 5). — L'article 6 énonce une exception à l'interdiction du travail de nuit. L'article 8 défend d'employer les enfants âgés de moins de treize ans comme acteurs, figurants, etc.

SECTION III parle des *travaux souterrains*. Nous la passons dans ce résumé pour y revenir, naturellement, un peu plus loin.

SECTION IV s'occupe de la *surveillance des enfants*. Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants de deux sexes

agés de moins de dix huit-ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile (art. 10).

« Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article ». (Art. 10, *in fine*). L'article 10 édicte l'obligation pour les chefs d'industrie « de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les noms et les adresses des inspecteurs de la circonscription ».

On affichera également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos (art. 11, § 2).

Les relais sont interdits pour toutes les personnes protégées (art. 11, § 3).

SECTION V s'occupe spécialement de l'*hygiène et sécurité des travailleurs*. — L'article 12 confie à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les genres de travail qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, à cause des dangers particuliers qu'ils présentent pour ces personnes ou parce qu'ils excèdent leurs forces.

Les personnes protégées dans le précédent article ne pourront être employées dans les établissements insalubres ou dangereux (art. 13).

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés » (art. 14, § 2 et 3).

L'article 15 ordonne au chef de l'entreprise de déclarer tous les accidents survenus dans les industries réglementées.

« Les patrons ou chefs d'établissements doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique » (art. 16).

SECTION VI maintient l'institution des *inspecteurs*. « Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848 » (1) (art. 17).

Le même article dans son 3^e paragraphe porte une exception à la disposition précédente. Cette exception nous intéresse particulièrement, et nous y reviendrons. « Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines, qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du ministre du Commerce et de l'Industrie ».

1. Cette loi limite à 12 heures la durée maxima de travail pour tous les ouvriers, mais elle ne s'applique qu'aux usines et manufactures.

Le service d'inspection est composé des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs ou inspectrices départementaux (art. 18).

L'article 19 détermine le mode de nomination et l'article 20 les pouvoirs des inspecteurs. Ils dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Dans la SECTION VII il est question *des commissions supérieures et départementales*. — « Une commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du ministre du Commerce et de l'Industrie. Cette commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues et cinq membres nommés pour une période de quatre ans, par le président de la République. Elle est chargée :

1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;

2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3° Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir. (art. 22).

En outre, la commission supérieure doit adresser chaque année un rapport « sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi » (Art. 23).

L'article 25 institue dans chaque département des comités de patronage.

SECTION VIII détermine les pénalités en cas de contravention. « Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de la dite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs ». (Art. 26).

L'amende est prononcée séparément pour chaque personne employée contrairement aux prescriptions légales.

En cas de récidive, l'infraction devient correctionnelle et le contrevenant est passible d'une amende de 16 à 100 francs (1).

Le montant des amendes est plus élevé si l'on met obstacle à l'accomplissement des fonctions d'un inspecteur. Dans ce cas, l'amende est de 100 à 500 francs, et s'il y a récidive, elle peut monter jusqu'à 1000 francs.

Les prescriptions de la loi du 2 nov. 1892 composent le droit commun en la matière, applicable à toutes les industries énumérées à l'article 1^{er}. Par conséquent, l'industrie extractive y est soumise également. Il en résulte que les enfants, les filles mineures et les femmes

1. « Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique » (art. 27).

ne peuvent être employés aux travaux souterrains qu'en se conformant aux conditions générales.

Nous nous rapportons aux explications déjà fournies en ce qui concerne la définition des travaux souterrains. Comme celle du 19 mai 1874, la nouvelle loi entend par travaux souterrains tous ceux qui, en l'absence des rayons du soleil, se font à l'aide des lumières artificielles. En un mot, tous ceux qui se font sous la terre. Par conséquent, les chantiers établis sur le carreau de la mine y échappent. Par contre, les travaux effectués dans les tunnels et dans les galeries souterraines des salines, y sont entièrement soumis.

Dans le résumé de la loi du 2 nov. 1892, nous n'avons fait que mentionner les prescriptions spéciales aux travaux souterrains, énoncées dans la section III. Les voici en entier :

« Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de treize à dix-huit ans du sexe masculin dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

« Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation au principe du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de quatre heures du matin et jusqu'à minuit, sous la

condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine, par vingt-quatre heures » (Art. 9).

La défense aux femmes et aux filles de descendre travailler dans les galeries souterraines n'est que la reproduction d'une disposition analogue de la loi du 19 mai 1874 (art. 7, § 2). Nous nous sommes suffisamment étendus sur les raisons qui ont pu dicter cette mesure au législateur. Nous nous contenterons cette fois de dire que c'est une interdiction absolue ne souffrant pas d'exception.

La disposition du 2^e paragraphe, loin d'être une reproduction pure et simple de la loi de 1874, contient deux différences essentielles. L'âge d'admission est porté à 13 ans, tandis que la loi de 1874 se contentait de 12 ans révolus. D'ailleurs ce n'est que l'application d'une disposition générale contenue dans l'article 2. On sait que ce dernier défend l'emploi des enfants âgés de 13 ans dans tous les établissements énumérés par l'article 1^{er}.

L'application du deuxième paragraphe de l'article 2 aux travaux souterrains donne lieu à une difficulté. Aux termes de ce paragraphe, les enfants munis du certificat d'études primaires, institué par la loi du 22 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de douze ans. Cette disposition est-elle applicable aux enfants employés dans les mines, minières et carrières. Le doute a

pu être élevé parce que l'article 9 s'occupant spécialement des travaux souterrains, ne parle que des enfants de 13 à 18 ans. Le règlement d'administration publique du 3 mai 1893 qui régit spécialement les travaux souterrains n'a pas tranché la question. Il parle des « enfants au-dessous de seize ans » chaque fois qu'il arrive à les nommer. Mais la Commission supérieure a formulé à cet égard un avis très catégorique et tout à fait conforme au texte et à l'esprit de la loi de 1892. Elle estime que les conditions édictées par l'article 2 sont générales et s'appliquent par conséquent à tous les établissements énumérés à l'article 1^{er} (1). En effet, en consultant le texte de la loi cette conclusion s'impose. Le paragraphe 2 se rapporte aux mêmes enfants que le paragraphe 1^{er}, et la disposition de ce dernier est générale. L'esprit de la loi est dans le même sens. La troisième section parle des conditions spéciales applicables uniquement aux travaux souterrains, pour le reste elle se rapporte au droit commun, c'est-à-dire aux prescriptions énoncées dans les autres sections de la même loi. Sans cela l'article 9, à part ces dispositions spéciales, ne serait qu'une longue répétition des dispositions qui se trouvent dans les autres articles. Et puis pour quelles raisons le législateur empêcherait-il les enfants âgés de 12 ans et munis du certificat d'études primaires, de travailler dans les mines. Le besoin de favoriser l'instruc-

1. Voir à ce sujet les instructions générales adressées par le ministre du commerce aux ingénieurs en chef en 1893.

tion de tous jeunes ouvriers existe dans n'importe quelle industrie. Du reste, en se rapportant pour l'âge d'admission au droit commun, la loi a tacitement énoncé qu'il fallait s'y conformer pour tout ce qui concerne l'admission des enfants au travail.

Une deuxième différence avec le texte de la loi du 19 mai 1874 est inspirée également par un esprit très favorable à la protection des enfants. Ce n'est plus le travail des enfants âgés de moins de seize ans qui est soumis aux prescriptions réglementaires ; cette fois la loi étend sa protection aux adolescents de seize à dix-huit ans. Cette disposition a des conséquences contraires à celle de l'élévation de l'âge d'admission. Cette dernière diminue le nombre d'enfants protégés, tandis que la première amène une augmentation considérable.

Cette élévation d'âge de seize à dix-huit ans n'a pas passé inaperçue lors de la discussion du projet de loi. M. Pernolet, auteur d'un discours très éloquent et très documenté, a vivement combattu la disposition proposée (1). Nous aurions voulu citer ce discours *in extenso*, tant il est concluant et plein de détails de plus haut intérêt. Mais cela nous aurait mené trop loin, et nous tâcherons seulement d'en donner une analyse aussi complète que possible.

La première raison que donne M. Pernolet contre l'âge de seize ans, est très intéressante.

Il estime que les jeunes gens de 16 à 18 ans doivent

1. *Journ. off.*, séance du 18 juin 1888.

être admis dans les travaux de mine sans conditions, et cela pour que leur apprentissage soit complet avant d'entrer au service militaire. Il leur faut un temps suffisant pour avoir l'expérience de tous les travaux à l'intérieur, pour s'élever successivement aux grades supérieurs, jusqu'à ce qu'ils aient acquis une capacité suffisante pour passer, des simples gamins ou galibots qu'ils étaient au début, à de vrais mineurs au charbon ou au rocher. Et en tenant compte de ce qu'on ne peut commencer un apprentissage sérieux avant l'âge de dix-sept ans, c'est de 17 à 20 ans que se forme un mineur complet. La plupart du temps, et surtout dans les houillères du Nord qui contiennent des bassins à couches minces, où l'exploitation est difficile et compliquée par les dangers, où il y a souvent du grisou, l'apprentissage ne peut se faire en moins de trois ans.

Et si l'on veut que l'ouvrier puisse reprendre le pic au retour de son service militaire, il faut que cet apprentissage soit terminé avant.

En soumettant le travail des adolescents de 16 à 18 ans à des conditions spéciales, on ne leur laisse que deux années, celles de 18 à 20 ans, pour se consacrer à l'apprentissage, et ce délai étant insuffisant, l'ouvrier partira pour l'armée sans connaître son métier comme il faut.

Avant de passer aux arguments suivants, il faut nous arrêter à celui-ci qui est sans doute très sérieux. M. Aguillon, rapporteur du conseil général des mines le reprend à son tour :

« La réglementation du travail des enfants, dit-il, avec l'extension donnée à ce mot dans la nouvelle législation, prend pour l'industrie extractive une importance plus considérable encore que par le passé. Ce n'est plus jusqu'à l'âge de 16 ans comme autrefois, que la loi et les règlements interviennent, mais jusqu'à 18 ans. Cette élévation de l'âge n'augmente pas seulement le nombre des assujettis dans la proportion de près du double ; elle risque de changer, si l'on n'y prend garde, les éléments primordiaux du recrutement des ouvriers mineurs et du développement des mines. Comme tous autres métiers, celui du mineur exige un apprentissage ; cet apprentissage est même, sous un certain rapport, d'autant plus important que, dans la mine, l'inexpérience d'un ouvrier n'influe pas seulement sur son gain et sur le prix de revient, elle peut être fatale à la sécurité de tous. Or, les ingénieurs s'accordent généralement à admettre la nécessité de trois ans au moins d'apprentissage pour bien connaître les détails de la profession, et notamment ceux de mineurs des houillères. Si le houilleur ne peut commencer son véritable apprentissage qu'après 18 ans, il n'aura pas le temps de le terminer avant son enrôlement dans l'armée ; à son retour, il sera trop tard pour le reprendre utilement, si tant est qu'il revienne à la mine ».

On prétend qu'il est très important pour l'ouvrier de terminer son apprentissage avant le service militaire. Nous croyons aussi que l'intérêt des ouvriers est engagé

dans la question, mais pas dans le sens que M. Pernolet le croit. On ne peut nier que l'ouvrier soit gêné momentanément, s'il n'a pas fini entièrement son apprentissage avant d'entrer dans l'armée. Ce retard aura certainement pour résultat de maintenir le salaire de l'adolescent au-dessous du salaire d'un mineur accompli. Mais, si grâce à la protection plus étendue de la loi, l'ouvrier devient plus robuste, si son épuisement arrive moins vite, si, en un mot, ces règles gênantes au début lui donnent une endurance plus grande qui lui permettra de rester dans la mine un nombre d'années plus considérable, si toutes ces conséquences étaient vraies, l'ouvrier mineur ne perdrait rien au change. Au contraire, non seulement qu'il se porterait mieux et qu'il aurait des enfants plus forts, mais encore il gagnerait le haut salaire plus longtemps, et son bien-être en augmenterait. L'apprentissage du mineur est aussi long que fatigant. Plus tard il commence, mieux vaut pour la santé des ouvriers. Quand un adolescent de dix-sept ans se voit obligé de piocher le charbon, il se trouve en compagnie des ouvriers de 25 à 30 ans. Sera-t-il assez fort pour manier le pic ou la rivelaine, comme ces hommes robustes, pendant dix heures ? Ou s'il réussit à le faire n'y aurait-il pas de dangers évidents pour la santé et même pour la vie de ces jeunes travailleurs. L'expérience a suffisamment prouvé que les mineurs qui se mettent à manier le pic de bonne heure, meurent beaucoup plus jeunes. A l'âge de 40 ans, ce sont des vieillards

incapables, d'extraire du charbon, incapables de gagner leur vie. S'ils se présentent pour être embauchés, les compagnies sont forcées de les refuser (1).

En étendant la protection légale aux adolescents jusqu'à l'âge de 18 ans, cette disposition peut avoir des effets variés. En premier lieu elle rend impossible le commencement de tout apprentissage sérieux avant 18 ans. Elle évite aux adolescents au-dessous de cet âge ces durs travaux qui les tueraient plus tard. Elle peut avoir quelquefois pour effet de décourager les jeunes mineurs de se mettre à l'apprentissage avant d'accomplir le service militaire. Et cela n'est que très bon, parce qu'au bout de trois ans de service, l'ouvrier reviendra plus vigoureux, il pourra abattre le charbon sans préjudice à sa santé. En tout cas, cette disposition légale coupe en deux son apprentissage. De cette manière le jeune ouvrier déjà fatigué par les travaux de mine, mais pas encore au point d'en vieillir avant les autres, pourra se reposer dans l'armée. En sortant de son service, frais et dispos, il reprendra son métier pour en apprendre à fond toute les difficultés. Il sera plus âgé et plus fort pour finir la dernière année de son apprentissage, dont les travaux diffèrent peu des travaux de mineur proprement dits.

Nous ferons exactement la même réponse à M. Blavier, sénateur, qui demandait lui aussi l'adoption de l'âge de 16 ans au lieu de 18 (2). M. Blavier, constate

1. Voir à cet effet dans le *J. Off.*, le discours de M. Basly, à la séance de la Chambre du 18 juin 1888.

2. *Journal Officiel*, séance du Sénat du 3 nov. 1891.

avec raison, qu'à partir de seize ans les enfants au lieu d'être mousses ou valets ou serveurs, avec des salaires très réduits, deviennent apprentis ouvriers, travaillant comme les ouvriers et gagnant immédiatement un salaire notablement plus élevé. On ne saurait nier que, si l'on admet l'âge de 18 ans comme limite de la protection il puisse arriver, que l'adolescent de 16 à 18 ans, perde momentanément quelque chose à son salaire, Mais cette perte est d'autant moins sensible qu'à cet âge l'ouvrier ne fournit qu'un appoint au budget de la famille. On ne saurait nier non plus que la protection plus étendue le rende capable de continuer son travail à un âge plus avancé et lui permet ainsi de conserver son salaire en entier les jours où il est probablement l'unique soutien de sa famille.

M. Pernolet, dont nous avons commencé à analyser le discours un peu plus haut, donne encore une deuxième raison aussi intéressante que la première, en faveur de l'âge de 16 ans comme limite maxima pour la protection.

Le travail national est menacé. L'infiltration des ouvriers étrangers, lente peut-être mais très constante, fait une concurrence dangereuse aux ouvriers français. Au moment où il tenait son discours, M. Pernolet constatait déjà que les Belges formaient à peu près le quart du contingent ouvrier dans les houillères les plus importantes de France, c'est-à-dire dans celles du département du Nord et du Pas-de-Calais. Le travail français

échappait ainsi à l'ouvrier français. La nouvelle réglementation, tout à fait inutile selon M. Pernolet, aurait certainement troublé les conditions du rendement des ouvriers nationaux. Les Belges qui n'ont pas la plupart du temps, de service militaire à faire, viendront à l'âge de 20 ans et supplanteront progressivement les ouvriers français.

Il est incontestable qu'il y a beaucoup d'ouvriers belges dans les deux départements, cités par M. Pernolet, mais ce n'est pas parce que les Français y manquent. Il y a dans le Nord et dans le Pas-de-Calais beaucoup d'ouvriers de nationalité française qui ne peuvent trouver du travail. Il faut, par conséquent chercher ailleurs les raisons de l'envahissement d'éléments étrangers. Les Compagnies houillères préfèrent les Belges parce que ces derniers sont moins exigeants, se contentent d'un salaire moins élevé et supportent les rigueurs des règlements avec plus de docilité. Ensuite les ouvriers français font partie des chambres syndicales, une entente s'établit facilement entre eux. Et cette entente est leur force qui leur permet de déterminer les prix du travail au marchandage, et de résister quand les Compagnies deviennent trop difficiles. Les ouvriers étrangers ne pouvant faire partie des chambres syndicales, sont forcés d'accepter toutes les conditions que les compagnies leur imposent.

La réglementation du travail des enfants dans les galeries souterraines a une réelle importance à cause du

nombre d'enfants employés. L'élévation de la protection aux adolescents de 16 à 18 ans a sérieusement augmenté le contingent des personnes protégées. Les minières et carrières, aussi bien au moment de la discussion qu'actuellement, employaient très peu d'enfants. Au contraire, dans les mines, il y en avait une quantité considérable. Selon les calculs de M. Pernolet, parmi les 116.000 ouvriers il y avait 8.300 enfants âgés de moins de 16 ans, ce qui fait 7,5 pour 100 de l'effectif total, dont 4.400, c'est-à-dire un peu plus de la moitié, sont occupés au fond. Il y avait 8.000 adolescents de 16 à 18 ans, soit 7,2 p. 100 du total, dont 5.000 occupés au fond, soit plus de deux tiers.

D'après les mêmes calculs, près du quart de l'effectif total des ouvriers employés dans les mines concédées, plus de 20 p. 100 pour l'ensemble de la France et plus de 30 p. 100 dans le Nord et le Pas-de-Calais, se compose d'individus âgés de 10 à 20 ans.

Ces chiffres sont suffisamment imposants pour faire ressortir l'intérêt de la question.

Travail de nuit sous l'empire de la loi du 2 novembre 1892.

On a déjà vu que la loi du 2 novembre 1892 défendait le travail de nuit aux enfants en termes encore plus nets que celle du 19 mai 1874. De l'autre côté la nou-

velle prohibition est moins rigoureuse, ce qui est également de nature à faire cesser toute résistance.

Remarquons tout d'abord qu'il y a lieu d'appliquer aux travaux souterrains l'exception générale exprimée dans les paragraphes 2 et 3 de l'article 4 et la suite de l'interdiction absolue du travail de nuit (paragraphe 1^{er}) et après avoir expliqué que ce travail est compris entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, le même article formule l'exception suivante applicable également à tous les établissements énumérés à l'article 1^{er} : « toutefois, le travail sera autorisé de quatre heures du matin à dix heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins ».

Les mines, minières et carrières, peuvent jouir de cette disposition sans avoir à recourir à aucune autorisation spéciale. D'autre part, les travaux souterrains étant complètement interdits aux filles mineures et aux femmes, cette exception ne concerne que les enfants âgés de moins de dix-huit ans.

La section spéciale aux travaux souterrains contient une autre exception, à la fois plus large et plus rigoureuse. Elle est conçue dans les termes suivants :

« Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces

règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de quatre heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine, par vingt-quatre heures ».

Cette exception est plus large, parce qu'elle permet d'employer les enfants jusqu'à minuit, tandis que l'article 4 ne le permet que jusqu'à dix heures du soir. Mais d'autre part, elle est beaucoup plus rigoureuse. Elle ne s'applique qu'aux mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, et la disposition précédente concerne toutes les mines, minières et carrières sans exception.

L'interdiction de la loi du 46 mai 1874 était trop absolue, beaucoup d'établissements miniers s'y accommodaient difficilement, et les inspecteurs étaient souvent forcés de fermer les yeux devant l'inobservation de la loi. La prohibition légale était violée un peu partout. Même dans le Centre, où les couches sont suffisamment profondes pour qu'on n'ait pas besoin des postes de nuit. Même là, les inspecteurs ne se montraient pas intransigeants pour l'interdiction du travail de nuit, tel que la loi le concevait, c'est-à-dire de neuf heures du soir à cinq heures du matin. Dans les houillères du Centre, les ouvriers descendent dans la mine, avec le poste d'enfants, à quatre heures du matin. Au moment de la discussion de la loi il y avait, à peu près, 170

enfants qui violaient la loi avec, pour ainsi dire, la complicité de l'administration (1). Et, si cette dernière s'était montrée indulgente, c'est parce qu'il ne s'agissait pas là de simples habitudes, faciles à déraciner. Ce sont les conditions particulières de l'exploitation qui ont fixé dans l'industrie extractive, une heure si matinale pour la descente des ouvriers. Et la raison en est justement, cela peut paraître paradoxal, dans le désir des compagnies de faire exécuter les travaux pendant la journée. Elles y trouvent un double intérêt. D'abord, il se produit le jour moins d'accidents, puis l'exploitation coûte moins cher. Ce n'est pas en sortant des bennes que l'ouvrier peut se mettre immédiatement à l'abatage. Avant d'arriver sur les lieux d'extraction les mineurs ont à parcourir des galeries longues souvent de 3 ou 4 kilomètres. Les chevaux sont forcés de faire le même trajet pour emporter le charbon au puits de sortie. Les deux ou trois heures sont facilement passées avant que le mineur puisse se mettre sérieusement à l'ouvrage. De manière qu'il faut bien descendre vers 4 heures pour que le trait commence à 6 heures.

Il ne faut pas s'imaginer que les ouvriers se trouvent mal avec une pareille organisation du travail. Ils sont forcés de se lever de bonne heure, mais, ils le préfèrent et cela pour une raison très simple. En commençant de bonne heure, ils finissent aussi de meilleure heure. Une

1. *Journal Officiel*, séance de la Chambre du 18 juin 1888. Discours Pernolet.

organisation comme celle des houillères du Centre, et particulièrement dans l'arrondissement de Châlons-sur-Saône, leur permet de remonter vers deux heures de l'après-midi. Ils en profitent non seulement pour jouir plus longtemps des rayons du soleil, mais surtout pour s'adonner aux travaux agricoles. Ils ont, de cette manière, la moitié de la journée pour cultiver leurs champs.

Les mineurs descendent en même temps que les enfants. Nous avons déjà expliqué qu'un enfant ne doit jamais monter ni descendre sans être accompagné d'ouvriers adultes. Et ceux-ci ne peuvent non plus se passer des enfants, dont les services sont nécessaires à la marche de l'exploitation. On comprend bien après cela que l'administration fermait souvent les yeux devant l'inobservation de la loi dans de pareilles circonstances. Un travail qui n'aurait lieu que le jour serait particulièrement mauvais dans l'industrie qui nous occupe. Dans les galeries souterraines, les ouvriers sont complètement privés de la lumière du jour, et si, en sortant, ils trouvent le soleil couché, si pour eux l'obscurité devient pour ainsi dire perpétuelle, leur santé s'en ressentirait bien plus, au moral et au physique, que s'ils sont forcés de se lever de bonne heure.

S'il n'y avait que cette organisation du travail en France, la disposition de l'article 4 serait suffisante. En effet, elle permet le travail de 4 heures du matin à 10 heures du soir, pourvu qu'on le répartisse entre deux

postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun (art. 4, § 2). Ces deux conditions se trouvent presque toujours remplies dans les travaux souterrains précités. On y rencontre le plus souvent deux postes d'ouvriers, et le travail effectif qui est généralement de huit heures, en y ajoutant une heure de repos, ne dépasse pas la durée prescrite ci-dessus.

La prescription du dernier paragraphe de l'article 9 serait superflue, si les mines n'étaient exploitées que dans le Centre. Mais, on sait que les principales houillères françaises se trouvent au Nord, et là, l'organisation du travail est tout à fait différente. Cette différence n'est pas due simplement au hasard, c'est la disposition des couches qui l'a imposée. Dans le Nord, les couches sont minces, encaissées de rochers dont il faut débarrasser la houille avant de l'abattre. Il y a, par conséquent, une série de travaux stériles à effectuer avant tout. A cause de ces *travaux au rocher*, comme on les appelle dans les mines, on est obligé d'organiser *la coupe a terme*, c'est un poste d'ouvriers qui a pour mission de faire, avant l'extraction du charbon, avant le *trait*, comme on dit dans le Nord, les travaux qu'on peut appeler improductifs, parce qu'ils ne produisent pas de charbon. Les travaux au rocher sont exécutés pendant la première partie de la nuit, ordinairement jusqu'à minuit, le lendemain pendant le jour, le *poste à charbon* ne fait qu'abattre, transporter et extraire le charbon dont on a rendu la veille l'accès facile.

Les deux postes ont besoin d'enfants. Mais l'âge et le nombre d'enfants que chacun d'eux prend avec lui, est variable. On a constaté que, généralement, les postes du rocher comportent moins d'enfants âgés au-dessous de seize ans et beaucoup plus d'adolescents de seize à dix-huit ans. Dans les postes à charbon c'est le contraire qui arrive le plus souvent. Ici le nombre d'enfants est plus considérable.

On voit que dans des conditions pareilles, on est obligé d'enfreindre la prohibition du travail de nuit. Comme dans les houillères du Centre, les ouvriers descendent dans la mine entre 4 et 5 heures du matin, et remontent au jour vers 2 heures de l'après-midi. Ils cèdent aussitôt leurs places aux postes du rocher qui ne peuvent ressortir avant minuit. De cette manière, on a tâché de reconcilier autant que possible les exigences de l'exploitation avec celles de l'hygiène. Les ouvriers ne passent jamais une nuit tout entière à travailler.

Pour rendre les dispositions légales sérieusement applicables et appliquées, la commission de la Chambre le savait bien, il fallait atténuer la prohibition absolue de la loi du 19 mai 1874. C'est pourquoi elle a présenté à la Chambre une disposition conçue en ces termes :

« Les enfants du sexe masculin âgés de 15 ans au moins, pourront être employés aux travaux souterrains pendant les heures de nuit indiquées à l'article 4, à la condition que ce travail de nuit ne dépasserait pas trois

heures et qu'il sera suivi d'un repos de quatorze heures consécutives passées hors de la mine ».

Cette proposition présentait deux inconvénients très clairement exposés par M. Pernolet dans son important discours cité précédemment à plusieurs reprises. Elle gênait l'organisation du travail dans les houillères du Nord. Selon la prescription proposée les enfants âgés de moins de seize ans ne peuvent travailler la nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, et comme les ouvriers adultes ont besoin de leurs services, il faudrait, pour faire appliquer sérieusement la loi, faire descendre les ouvriers à charbon à 5 heures du matin, si l'on veut éviter que les enfants descendent seuls. La descente du poste à terre en serait retardée d'une heure, et celui-ci ne remonterait par conséquent pas avant une heure du matin. La loi serait violée, puisque les enfants employés, quoique en moindre nombre, avec les postes à terre, travailleraient ainsi pendant quatre heures de nuit, et la proposition ne permettait que trois.

Le deuxième inconvénient est d'ordre général. On a pu constater que toutes les exploitations minières n'étaient pas obligées de violer la loi. Et si celle-ci pose une règle uniforme, permettant le travail de nuit dans une certaine mesure, beaucoup d'établissements continueraient à occuper les enfants pendant la nuit, et quoiqu'ils n'en ont pas besoin, personne n'oserait rien dire, s'ils se conforment à la loi. Par conséquent, il y a des dis-

inctions à faire, et cela rentre dans la compétence d'un règlement spécial (1). M. Pernolet exprime la nécessité d'un règlement d'administration publique en ces termes : « La loi pose un idéal ; mais pour ne pas rester lettre morte, il faut que cet idéal soit compatible avec l'intérêt des ouvriers et avec l'intérêt du travail national, dont vous voulez défendre l'avenir en protégeant l'enfance. Eh bien, pour rendre cet idéal accessible, il ne faut pas que vous prescriviez des mesures qui soient nécessairement inapplicables. Et comme ces mesures de tolérance, comme ces infractions au principe de la loi ne doivent être admises, que là où elles sont indispensables, comme, de plus, elles doivent différer essentiellement suivant les besoins houillers, suivant les exploitations, je demande que la loi n'intervienne pas dans ces mesures de détail, et qu'elle laisse à des règlements d'administration le soin de les régler en toute connaissance de cause (2) ».

Après son éloquent discours M. Pernolet a réussi à faire adopter son amendement à la place de la disposition proposée par la commission. Cet amendement a

1. « Comme dans cette question les exploitants pourront avoir des intérêts autres que l'intérêt des ouvriers, et que je veux voir défendre cet intérêt des ouvriers par un tiers vraiment désintéressé, je demande que ce soit l'administration qui juge et pèse les deux intérêts en présence et je veux que ce soit à elle que la loi confie la mission de décider dans quelle mesure on peut autoriser ou réduire le travail de nuit » (discours de M. Pernolet. *Journal Officiel*, séance du 18 juin 1888).

2. *Journ. Off.*, discours de M. Pernolet.

passé dans le texte définitif de la loi, mais non sans avoir reçu de rudes assauts.

Nous avons dit que la loi, ou plutôt le texte proposé, faisant plusieurs fois la navette entre la Chambre et le Sénat, était resté plusieurs années avant d'être adopté définitivement. A la séance de la Chambre du 8 juillet 1890, c'est-à-dire deux ans après l'adoption de l'amendement Pernolet, M. Gabriel, en son nom et au nom de ses collègues MM. Granger et Roche, a demandé la suppression complète du travail de nuit des enfants. « Nous demandons qu'il n'y ait pas d'exception quand il s'agit du travail des enfants. Nous demandons que les enfants ne soient jamais obligés de travailler la nuit et que, à ce sujet, l'industrie, s'il y a lieu, s'adapte aux conditions de la nature humaine et non pas les conditions de la nature humaine aux exigences particulières de l'industrie ». Mais les considérations inspirées par la situation spéciale de l'industrie extractive, ont prévalu et la proposition fut repoussée.

En effet, nous avons démontré que certains établissements miniers sont obligés de faire travailler une partie de la nuit. Toute prohibition absolue risque ou de ne pas être sérieusement appliquée, ou, dans le cas contraire, de gêner considérablement, sinon de rendre impossible, toute exploitation minière dans ces établissements. Il est même préférable quelquefois de faire commencer aux enfants le travail de bonne heure le

matin, parce que cela leur permet après de passer la moitié de la journée au soleil.

M. Plichon, député, a soutenu une proposition opposée à la précédente (1). Il demandait qu'on permit aux enfants de travailler toute la nuit. C'était excessif et contraire à toutes les règles d'humanité. Aussi les arguments qu'il invoque ne nous paraissent-ils pas très fondés. Pour lui, les mines sont évidemment des usines à feu continu, et comme dans ces dernières les enfants peuvent être employés toute la nuit aux travaux indispensables sous la seule condition d'avoir un jour de repos par semaine, M. Plichon s'étonnait pourquoi créer un régime spécial pour les mines. Disons tout de suite qu'il est très contestable de ranger les mines parmi les usines à feu continu. Nous partageons complètement l'avis de M. Tallon, pour qui cette assimilation paraît répugner à la nature des choses (2).

M. Plichon déclare ensuite ignorer le but et l'intérêt de la restriction du § 3 de l'article 9. Non seulement il n'en voit aucune utilité, mais il y trouve un inconvénient sérieux. Dans la plupart des mines, il y a, selon lui, trois équipes d'ouvriers travaillant chacune huit heures : la première commence à 5 heures du matin, pour finir à 1 heure de l'après-midi ; la seconde descend à 1 heure et remonte à 9 heures du soir ; enfin, la troisième, qui est l'équipe des réparations, de 9 heures du soir à 5 heures du matin.

1. *Journ. Off.*, séance de la Chambre du 5 févr. 1891.

2. Tallon, *Man. pr.*, p. 184.

Si l'on défend le travail de nuit aux enfants âgés de moins de dix-huit ans, ils ne pourront faire partie de la troisième équipe. Et M. Plichon y voit un grand inconvénient. Dans les familles des mineurs, on attache une grande importance à ce que les membres de la famille fassent partie de la même équipe. Le père peut surveiller ainsi ses enfants qui l'aident dans son travail. Le repas se prend en commun à la même heure, et il n'y a pas d'allées et de venues dans la maison, troublant le repos de ceux qui sommeillent (1).

L'utilité de l'amendement Pernolet existe tout d'abord, pour les raisons que M. Plichon invoque en faveur du travail des enfants pendant la nuit. Nous avons essayé de le démontrer, et le rapporteur de la loi l'a dit lui-même à cette séance, que le travail dans les mines ne se fait pas d'habitude de huit en huit, c'est-à-dire au moyen de trois équipes, faisant chacune huit heures de travail. L'organisation générale se compose de deux équipes, dont la première descend dans la mine à 4 heures du matin, pour remonter vers 2 heures de l'après-midi; l'équipe qui lui succède immédiatement reste jusqu'à minuit. De cette manière, la proposition de M. Plichon aggravait la condition des enfants dans les mines sans répondre aux besoins de l'exploitation.

1. *Journ. Off.*, séance du 5 fév. 1894, discours Plichon. •

DÉCRET DU 3 MAI 1893

La loi du 2 novembre 1892 prévoyait la rédaction des règlements d'administration publique en ce qui concerne les travaux souterrains : 1^o pour déterminer les conditions spéciales du travail des enfants de treize à dix-huit ans, et 2^o pour désigner les mines exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation à l'interdiction du travail de nuit, édictée à l'article 4 (art. 9, §§ 2 et 3).

Les règlements ne se sont pas fait attendre. En effet, le 3 mai 1893 fut publié un décret qui s'expliquait sur les deux points prévus par la loi du 2 novembre. Les principales prescriptions de ce décret sont conçues en ces termes :

« Art. 1^{er}. — La durée du travail effectif des enfants du sexe masculin au-dessous de seize ans, dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières ne peut excéder 8 heures par poste et par 24 heures.

« La durée du travail effectif des jeunes ouvriers de seize à dix-huit ans ne peut excéder 10 heures par jour, ni 54 heures par semaine.

« Ne sont pas compris dans les durées précitées du

travail effectif le temps de la remonte et de la descente, ni celui employé à aller au chantier et à en venir, ni les repas, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure.

« Art. 2. — Les enfants et les jeunes ouvriers peuvent être employés au triage et au chargement du minerai, à la manœuvre des portes d'aérage, à la manœuvre des ventilateurs à bras et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces.

« Ils ne doivent pas être occupés à la manœuvre des ventilateurs à bras pendant plus d'une demi-journée de travail coupée par un repos d'une demi-heure au moins.

« Les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur qu'à titre d'aides ou d'apprentis et pour une durée maxima de cinq heures par jour.

« En dehors des exceptions prévues aux paragraphes précédents, tout travail est interdit dans les galeries souterraines, aux enfants et jeunes ouvriers.

« Article 3. — Les dispositions spéciales prévues par l'article 9, de la loi du 2 novembre 1892 pourront, dès à présent, être appliquées aux exploitations des couches minces de houille dans lesquelles le travail est mené à double poste et lorsque le travail de l'un des postes consiste à exécuter aux chantiers d'abattage l'enlèvement des roches encaissantes et le remblaiement qui n'ont pu s'effectuer pendant le poste d'extraction.

« L'exploitant qui voudra recourir à ce régime devra au préalable en avoir donné l'avis à l'ingénieur en chef des mines. En cas d'opposition de ce dernier, l'exploitant devra obtenir l'autorisation du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies » etc.

Ce décret contient comme on le voit, deux parties distinctes, dont chacune réglemente les matières prévues par le 2^e et 3^e paragraphe de l'article 9.

Durée du travail et du repos. — La première disposition concernant les enfants âgés de moins de 16 ans, est conçue en termes identiques que celle du décret du 12 mai 1875, implicitement abrogé par la loi du 2 novembre 1892. La durée du *travail effectif* est ici, comme avant de huit heures. Mais le nouveau décret est plus complet que l'ancien. Auparavant c'était par l'interprétation qu'on ajoutait à huit heures de travail, le temps consacré au repos, à la descente et la remonte. On était unanime à cet égard en théorie, mais, faute d'un texte précis de la loi, la pratique s'était montrée souvent hésitante. Cette fois aucun doute n'est plus possible. L'article 1^{er}, dans son 2^e paragraphe, est très précis : « Ne sont pas compris dans les durées précitées du travail effectif le temps de remonte et de descente, ni celui employé à aller au chantier et à en venir, ni les repos.... » Et il ajoute *in fine* « dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure ».

L'importance de cette dernière disposition (art. 1^{er} par.

2, *in fine*) nous paraît avoir échappé aux excellents commentaires de la loi du 3 novembre 1892 publiés jusqu'à présent. Cependant les prescriptions, quant à la durée du repos, sont différentes dans les deux décrets. Le décret du 17 mai 1875 parle d'un *repos d'une heure au moins*, par conséquent on ne pouvait pas le diviser en plusieurs parties de quelques minutes chacune. Il fallait donner aux enfants au moins une heure, sans interruption pour se reposer. Le décret du 3 mai 1893 ne reproduit pas, malheureusement, cette prescription en termes tout à fait identiques. Il parle de *plusieurs repos* et s'occupe à déterminer leur *durée totale*. La différence est frappante, et dans l'avenir les exploitants pourront couper le repos des enfants. Ils pourront le diviser par exemple, en dix morceaux de six minutes chacun, ce qui n'équivaut certainement pas à un bon repos d'une heure. La surveillance devient beaucoup plus difficile, il leur sera souvent impossible de s'assurer si une partie du repos obligatoire n'a pas été supprimée. Leur présence serait nécessaire depuis le matin jusqu'au soir, pour compter, montre à la main, la durée de chaque petit repos..

Travail des adolescents. — On se rappelle que la loi du 19 mai 1874 et le décret du 12 mai 1875, rendu pour son application, ne réglementent que le travail des enfants âgés de moins de 16 ans, tandis que les nouveaux textes s'occupent aussi des adolescents de 16 à 18 ans. Mais on

ne leur permet pas les mêmes travaux. Ajoutons tout de suite que si le décret ne mentionne pas l'âge d'admission dans les travaux souterrains, il est hors de doute que l'âge de 13 ans est d'une application générale. Il faut y appliquer également, ainsi que nous l'avons expliqué, l'exception de l'article 2, en faveur des enfants de 12 ans munis du certificat d'études primaires.

La différence de traitement de deux catégories d'enfants de 13 à 16 ans d'une part et de 16 à 18 ans d'autre part, s'explique aisément par la différence de leur développement physique. A partir de 16 ans ces jeunes ouvriers ne sont plus des enfants, ils sont plus forts, on peut les faire travailler un peu plus longtemps et même leur confier des travaux plus fatigants. Le décret du 3 mai l'a bien compris. Il permet de les employer pendant 10 heures par jour, mais pas plus de 54 heures par semaine, ce qui fait une moyenne de 9 heures par jour. Si l'on y ajoute une demi-heure de descente, une heure de repos et une demi-heure de remonte, on arrive à la durée de 11 heures qui est de droit commun pour les adolescents de 16 à 18 ans.

Travaux autorisés. — Les travaux auxquels peuvent être employés les enfants de 13 à 16 ans, sont les mêmes qu'auparavant. On y trouve les travaux accessoires que nous avons souvent rencontrés en étudiant l'application de la loi de 1874. Ce sont le triage et le chargement du minerai, la manœuvre des portes d'aérage et des venti-

lateurs. On ne mentionne pas la manœuvre et le roulage des wagonnets, mais il ne faut pas en conclure que ces travaux doivent être interdits dans l'avenir. En effet, l'énumération de l'article 2 n'est point limitative, elle ne fait que donner quelques exemples auxquels il faut ajouter les « autres travaux accessoires, n'excédant pas leur force ». Il serait d'ailleurs étrange que le roulage des wagonnets fût permis avant, quand il était assez fatigant, et interdit aujourd'hui quand les moyens de circulation dans les mines sont devenus beaucoup meilleurs.

En ce qui concerne la manœuvre des ventilateurs, le nouveau décret reproduit l'ancienne prescription. Ce travail est très fatigant et excède visiblement les forces d'un enfant, mais on n'a pas osé aller jusqu'à l'interdiction complète, ce qui est regrettable. On le permet encore pendant une demi-journée, coupée par une demi-heure de repos au moins.

Mais pourra-t-on employer les enfants, occupés pendant 4 heures à faire tourner les ventilateurs, dans la seconde partie de la journée. La circulaire ministérielle répond affirmativement sans hésitation. Il va sans dire qu'il ne peut être question ici que des travaux accessoires, permis sans distinction de durée. Vu le silence de la loi, on est obligé d'admettre l'opinion exprimée par le ministre du commerce. Mais il est incontestable que les quatre heures de la manœuvre des ventilateurs produisent une fatigue plus grande que n'importe quel

autre travail permis aux enfants et ayant la même durée. Par conséquent, l'enfant qui serait occupé encore pendant quatre heures aux autres travaux accessoires, produirait une somme de travail qui équivaldrait à un emploi pendant neuf ou dix heures dans ces travaux dont la durée n'est pas limitée. Il est regrettable que l'absence d'un texte précis puisse amener à des conséquences aussi fâcheuses. En restreignant le travail des enfants à un maximum de huit heures, la loi n'a pas seulement voulu éviter les dangers d'une présence plus longue, elle s'est proposé également d'empêcher que les enfants ne soient trop fatigués par une durée excessive. Elle a même surtout voulu prohiber les excès de fatigue, et la preuve en est, que les temps des repos, de la descente et de la remonte ne sont pas compris dans la durée permise, quoique la présence des enfants en est passablement prolongée.

Les termes du décret auraient dû préciser, combien de temps encore les enfants au-dessous de seize ans pourront être employés aux travaux accessoires. A défaut d'un texte on ne saurait dire si la deuxième demi-journée aurait une durée d'une demi-heure ou de trois heures. On doit admettre l'opinion de la circulaire ministérielle à cause de ce manque de précision, parce qu'il est certain, d'autre part, que la loi n'a pas voulu limiter à quatre heures de manœuvre des ventilateurs tout emploi de ces enfants pendant la journée.

En s'occupant de réglementer le travail des adoles-

cents de 16 à 18 ans, le décret n'a pas voulu restreindre leur emploi uniquement aux travaux accessoires. En analysant le discours de M. Pernolet, nous avons envisagé les inconvénients et les avantages de la réglementation du travail de ces jeunes ouvriers, au point de vue de leur apprentissage. Et nous avons examiné ce dernier dans son rapport avec le service militaire. M. Pernolet, avait conclu au rejet de toute règle entravant le travail des adolescents au-dessus de 16 ans, mais dans ce cas ces jeunes travailleurs seraient plus mal traités dans les mines que dans les autres industries. La loi du 2 novembre 1892 a posé pour principe la protection des garçons jusqu'à l'âge de 18 ans. D'autre part il fallait commencer de bonne heure de les habituer aux travaux de mineur proprement dits, tout en ménageant leurs forces. Le décret du 3 mai a répondu à ce besoin, qui a paru être très sérieux au conseil supérieur des mines. Voilà en quels termes s'exprime son rapporteur M. Aguillon :

« Il est indispensable, dit-il que le jeune ouvrier de 16 à 18 ans fasse l'apprentissage de son métier et, par suite, s'occupe des travaux proprement dits du mineur, qui étaient et resteront interdits aux seuls enfants de moins de 16 ans. On sait comment est organisé le travail dans les mines où de jeunes ouvriers font leur apprentissage de mineur ou de piqueur, c'est-à-dire dans toutes les grandes exploitations qui sont la vraie pépinière, où puisent plus tard et dont vivent toutes les

autres entreprises minières. Un certain nombre d'ouvriers qui se connaissent, se groupent dans une équipe, laquelle entreprend une tâche exigeant des travaux variés : Il faudra piquer le charbon ou abattre le filon, charger dans les wagonnets la matière abattue, les rouler jusqu'à une certaine distance, approcher des matériaux ou des outils, poser un bois, rouler ou mettre en place du remblai, etc. L'aide ou l'apprenti sous la direction ou la surveillance d'un père, d'un frère, d'un ami qui sera le chef du chantier ou son associé, pourra donc varier et variera toujours ses occupations. Il ne se livrera à celles quelque peu fatigantes qu'un temps limité, et d'autant plus limité qu'il sera plus jeune ; l'équipe tout entière y est intéressée parce qu'elle ne reçoit qu'un prix global pour l'ensemble des travaux ».

L'avis du conseil supérieur a été suivi dans une certaine mesure par les rédacteurs du décret du 3 mai 1893. Ils ont permis que les adolescents de 16 à 18 ans soient admis aux travaux proprement dits du mineur, mais seulement à titre d'aides ou d'apprentis. Et comme la petite équipe, dont parle M. Aguilhon, ne recevant qu'un prix global, pouvait être également intéressée à ce que le jeune ouvrier fournisse un travail trop long, le décret le limite à 5 heures par jour. De cette manière le nouveau décret a tenu compte des nécessités de l'exploitation minière, sans permettre qu'on abuse des forces des personnes protégées.

Minés à couches minces. — Le paragraphe 3^e de l'article 9 de la loi qui nous occupe en ce moment, confie également à un règlement d'administration publique le soin de désigner les mines où l'on pourra employer les enfants de quatre heures du matin à minuit. C'est le décret du 3 mai 1893 qui s'est chargé d'accomplir cette mission. S'inspirant des remarques faites par M. Pernolet, l'article 3 du décret permet ce travail exceptionnel dans les exploitations à couches minces où le travail est mené à double poste, et lorsque l'un des postes est employé à exécuter aux chantiers d'abatage l'enlèvement des roches encaissantes et le remblaiement « qui n'ont pu s'effectuer pendant le poste d'extraction ».

Cette exception, regrettable comme toutes celles qui donnent une surcharge aux enfants, était nécessitée par les conditions naturelles de ces exploitations. L'emploi des enfants est ici indispensable, nous avons même vu que les jeunes ouvriers étaient les plus nombreux dans ces mines où le travail présente des difficultés particulières. Dans ces conditions, si l'on devait se conformer à l'interdiction complète du travail de nuit (art. 4, § 1), ou même en faisant continuer l'exploitation de 4 heures du matin à 10 heures du soir (art. 4, § 2), la durée du travail des ouvriers adultes serait trop courte. Et, dans les mines désignées à l'article 3 du décret, il faut en tenir compte très sérieusement, parce que la moitié de la journée est employée à exécuter des travaux stériles, qui ne sont productifs qu'indirectement, en dégageant

les couches de houille et en permettant de procéder à l'abatage. Pour se conformer aux prescriptions ci-dessus, le travail effectif des adultes comme celui des enfants n'aurait eu dans chacun de deux postes qu'une durée de sept heures à peine, en défalquant les temps des repos, de la descente et de la remonte. Sept heures par jour pour abattre le charbon, est un peu court. La loi le savait bien, puisqu'elle y ajoutait encore une heure. D'autre part, comme les excès étaient à craindre, c'est la loi elle-même qui se charge de déterminer la durée du travail. En effet, l'article 9 de la loi de 1892, *in fine*, permet l'emploi des enfants jusqu'à minuit, mais « sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif, ni à plus de dix heures de présence dans la mine, par vingt-quatre heures. »

Loi du 12 juin 1893. — On pourrait être étonné de ce que la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ne fût point applicable aux travaux souterrains. En effet, l'énumération de cette loi, calquée sur l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, ne reproduit pas les mots « mines, minières et carrières. » On les a effacés sur l'observation faite par le ministre que ces établissements étaient déjà soumis à la surveillance des ingénieurs des mines.

Il ne faut pas y appliquer non plus, et pour les mêmes

raisons *le décret du 10 mars 1894* portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juin 1893, en ce qui concerne les mesures d'hygiène, de salubrité et de protection à prendre dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tous genres.

Exécution de la loi du 2 novembre 1892.

La nouvelle loi a tenu compte de l'expérience faite par l'exécution de la loi du 19 mai 1874. On se rappelle que l'exécution de cette dernière n'était pas surveillée aussi bien dans les mines, minières et carrières que dans les autres établissements industriels. Les inspecteurs qui en étaient chargés, ayant trop de besogne, attendaient le concours des gardes-mines. D'autre part, ceux-ci, considérant le service d'inspection comme secondaire, n'y attachaient point grande importance, et toutes les injonctions des inspecteurs restèrent inefficaces. Les gardes-mines avaient d'autres supérieurs hiérarchiques auxquels ils obéissaient, et ceux-ci n'étaient pas chargés de faire exécuter la loi du 19 mai 1874.

La loi du 2 novembre 1892 a amélioré la situation, en confiant l'exécution des mesures protectrices aux ingénieurs et contrôleurs des mines (art. 17, § 3). Ces fonctionnaires ont des gardes-mines en sous-ordre, et ces derniers seront forcés de leur prêter la main.

Pour concentrer tout le service d'inspection sous la même autorité, la loi a mis les nouveaux inspecteurs des mines, mais seulement pour cette fonction, sous la dépendance du ministre du Commerce et de l'Industrie. On a évité ainsi les tiraillements possibles de deux services différents. D'ailleurs, le ministère du commerce était tout indiqué, à cause de sa compétence particulière pour réunir le service d'inspection tout entier entre ses mains.

Organisation du service. — Le service d'inspection, chargé spécialement de surveiller l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières, est réparti entre 17 arrondissements minéralogiques dont chacun a à sa tête un ingénieur en chef. L'ensemble du personnel est composé de 17 ingénieurs en chef, 39 ingénieurs ordinaires et 113 contrôleurs (1).

Etendue de la mission des ingénieurs et contrôleurs des mines. — En ce qui concerne l'étendue de la compétence de nouveaux inspecteurs, une question assez délicate se pose tout de suite. Que faut-il penser des travaux exécutés au jour ? Faudra-t-il les soumettre à la surveillance des ingénieurs des mines, ou les inspecteurs ordinaires du travail en resteront-ils chargés ? Les travaux préparatoires sont muets sous ce rapport. Mais, il y a des indices qui prouvent que l'intention du légis-

1. Bouquet, *Commentaire de la loi du 2 nov. 1892*, p. 177.

lateur était de confier aux ingénieurs la surveillance de l'établissement minier tout entier (1). Le texte de l'article 9, paragraphe 3, était conçu tout d'abord en ces termes, « toutefois, en ce qui concerne les travaux souterrains » (Chambre 1888, Sénat 1889). Mais, il a été modifié et on a mis à sa place les mots « toutefois, en ce qui concerne l'exploitation des mines, minières et carrières. » Cette dernière expression est beaucoup plus compréhensive : une exploitation comprend tous les travaux qui y sont effectués. Tandis que le texte primitif excluait clairement les travaux de surface. L'opinion du rapporteur de la loi. M. Waddington, est dans le même sens. En effet, il s'exprime dans son second rapport (10 juin 1890) : « Nous avons maintenu les dispositions déjà votées, d'après lesquelles pour les exploitations des mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et gardes-mines, chargés depuis longtemps de la surveillance des travaux souterrains ; en nous conformant au principe de la responsabilité unique, nous éviterons les conflits qui se produisaient au sujet de l'inspection et dont l'effet était nuisible à la bonne marche du service » (2).

Et les conflits ne seraient pas évités, au contraire, ils ne feraient que s'aggraver au grand détriment du service. D'ailleurs, il serait illogique de priver les ingénieurs des mines de l'exécution de la loi sur la surface,

1. Bouquet, *op. cit.*, p. 176.

2. *Journ. off.* de juin 1890.

quand ils ont la surveillance de l'établissement en entier pour tout ce qui ne concerne pas la protection des enfants.

En pratique, ce sont les ingénieurs et les contrôleurs des mines qui font exécuter les prescriptions légales aussi bien à la surface que dans le fond. Une circulaire du ministre du commerce et de l'industrie, à la date du 4 mai 1893, s'est prononcée dans le même sens. Elle a été faite après avis de la commission supérieure du travail, et envoyée dans les instructions générales à tous les ingénieurs en chef des mines.

Cette circulaire détermine d'abord les établissements industriels soumis à la surveillance exclusive des ingénieurs des mines. Elle explique les motifs de sa publication en ces termes : « Afin d'éviter toute cause de conflit entre le service des mines et les inspecteurs du travail, il est nécessaire de faire connaître à chaque service les limites exactes de ses attributions. Pour cela il convient de déterminer d'une façon précise la portée de l'expression « exploitation des mines, minières et carrières » employée par l'article 17 de la loi du 2 novembre 1892 et d'indiquer quelles sont, parmi les dépendances immédiates de ces exploitations, celles qui y sont rattachées assez intimement pour qu'on puisse les considérer comme faisant corps avec elles et par suite vous en confier la surveillance ».

La circulaire détermine d'une manière très précise

l'étendue de la surveillance des ingénieurs des mines à l'exclusion de celle des inspecteurs du travail :

1^o Sur les dépendances des exploitations proprement dites des mines, minières et carrières qui y sont rattachées expressément en vertu des stipulations sur la police des mines ; les dépendances qui rentrent incontestablement dans cette catégorie sont en dehors des places mêmes, carreaux ou plâtres des mines, avec leurs voies de chargement et de déchargement, les ateliers de triage criblage et lavage des combustibles ou des minerais établis à l'orifice ou au voisinage immédiat des puits et galeries.

2^o Sur les dépendances qui se rattachent industriellement et matériellement à une exploitation minière, dans lesquelles l'exploitant se borne à une première transformation simple des produits par lui extraits, pourvu que ces dépendances se trouvent établies sur le carreau de la mine, minière ou carrière ou dans son voisinage immédiat et reliées directement aux puits et galeries par des voies dépendant de l'entreprise dont elles ne continueraient qu'une branche accessoire et secondaire (1).

Ces indications sont suffisamment précises pour qu'on puisse assez facilement en faire application aux espèces qu'on rencontrera. Et si, par hasard, les ingénieurs sont embarrassés dans un cas spécial, ils devront en référer au ministre. Ce dernier saisira la commission su-

(1) Circulaire du 4 mai 1893.

périeure qui a déjà formulé à cet égard des avis formels pour certains établissements se rattachant aux exploitations extractives. Le ministre enjoint aux ingénieurs d'observer ces avis, et de considérer comme appartenant à leur ressort :

Les fabrications de cokes et d'agglomérés, reliées immédiatement, dans des conditions de fait ci-dessus rappelées, à une mine de combustibles ; les ateliers de lavage des phosphates ; les ateliers de fendage d'ardoises, lorsqu'ils font partie de l'exploitation même de la carrière ; mais les ateliers de taille et de sciage à la mécanique d'ardoises qui n'ont plus avec la carrière une liaison matérielle immédiate, sont laissés à la surveillance des inspecteurs du travail. La même distinction doit être faite pour les pierres et les marbres.

Les fours à chaux, les ateliers de cuisson et de blutage du plâtre, les briqueteries et les tuileries restent sous le contrôle des inspecteurs du travail (1).

Fonctionnement du service. — Comme les ingénieurs des mines, en ce qui concerne l'application de la loi du 2 novembre 1892, dépendent du ministre du commerce et de l'industrie, ils devront adresser directement à ce dernier toute la correspondance (2).

Les nouveaux inspecteurs des mines sont chargés, comme l'étaient les anciens, d'adresser tous les ans un rapport spécial sur l'application de la loi du 2 novembre

1. V. la circulaire du ministre, en date du 4 mai 1893.

2. Bouquet.

1892, dans les exploitations des mines, minières et carrières de leur circonscription. Ils devront joindre également à ce rapport ; 1° un état des accidents ayant entraîné une incapacité de travail de plus de trois jours à un enfant au-dessous de dix-huit ans, à une fille mineure ou à une femme de tout âge ; 2° un état des procès-verbaux dressés pour contravention à la loi du 2 novembre (1).

Application de la loi du 2 novembre 1892.

Nous avons déjà vu que l'application des prescriptions réglementaires de la loi du 19 mai 1874, a été assez satisfaisante. Les inspecteurs du travail avaient rarement l'occasion de dresser des procès-verbaux. Ils préféraient souvent, en présence de la bonne volonté des exploitants, obtenir la promesse que la loi sera mieux observée que de sévir, et cela même dans les cas où il y avait une contravention constatée.

La nouvelle loi était encore mieux appliquée et cela principalement pour deux raisons. En permettant aux enfants de travailler dans certains établissements de quatre heures du matin à minuit, et dans tous les autres cas jusqu'à dix heures du soir, la loi de 1892 a tari la source du plus grand nombre de contraventions. D'autre part, l'interdiction complète du travail de nuit, contestée par quelques-uns, mais incontestable si l'on se

1. Circulaire du 4 mai 1893.

réfère au texte précis de la loi, soulevait des résistances très opiniâtres. La nature de beaucoup d'exploitations s'opposait à la stricte observation de cette prescription légale, et les inspecteurs, le plus souvent, fermaient les yeux devant l'inobservation de la loi.

Malgré le zèle des inspecteurs du travail, la surveillance n'était pas très sévère. Ils étaient trop peu nombreux pour pouvoir visiter régulièrement tous les établissements, et leurs aides, les gardes-mines, trop négligents pour rendre ces visites sérieuses. Tandis que le corps des ingénieurs des mines est assez nombreux pour surveiller étroitement l'application de la loi, leur présence dans les mines est fréquente, parce qu'ils ont plusieurs autres missions à remplir, et les gardes-mines, qui leur sont subordonnés, sont obligés de leur prêter la main.

On peut dire qu'en règle générale la loi est bien appliquée. Les établissements du Nord s'y sont soumis aisément. Dans le Centre et le Midi, l'application est moins bonne. Les inspecteurs sont souvent obligés de sévir. Cela provient de la différence des conditions de gisement, et par suite de l'organisation du travail.

Statistique des établissements et de leur personnel. — Nous possédons des renseignements très intéressants à cet égard dans les rapports de la Commission du travail.

Nous reproduirons la statistique présentée par elle en 1898, à cause de la confiance qu'elle inspire. Les

établissements y sont divisés en mines, minières et carrières :

	Nom- bre	Protégés	Adultes	Total
Mines exploitées , .	424	23.973	132.529	156.502
MINIÈRES :				
Souterraines. . . .	8	36	228	264
A ciel ouvert . . .	45	61	1.074	1.135
CARRIÈRES :				
Sou- {continues...	1.299	468	15.433	15.901
terraines {temporaires	886	151	2 114	2.265
A ciel {continues...	8.055	2.650	39.750	42.400
ouvert {temporaires	21.297	1.650	41.900	43.550
	32.014	28.989	233.028	262.017

On considère comme établissement toute exploitation qui se distingue des exploitations voisines, soit parce que les personnes qui les exploitent sont différentes, soit parce que les travaux qui s'y font n'ont pas de lien entre eux.

En rapprochant le nombre des établissements avec le nombre des ouvriers qui y sont employés, on remarque facilement la différence au point de vue de l'importance qui existe entre les entreprises qui y figurent. Les 424 mines occupent plus de 150.000 personnes, tandis que dans les 24.188 carrières temporaires il n'y a pas 46.000 ouvriers, c'est-à-dire chaque carrière de ce genre occupe moins de deux personnes en moyenne, D'ailleurs, à aucun point de vue, il n'y a pas de moindre ressemblance entre les grands établissements miniers,

voire même les carrières importantes, et cette multitude de fouilles dont on tire, occasionnellement ou temporairement, soit souterrainement, soit à ciel ouvert, quelques matériaux ou quelques amendements pour l'agriculture, destinés généralement à une consommation sur place. Ces carrières « temporaires » suivant l'appellation qui leur a été donnée, se rapprochant peut-être plus des travaux agricoles que des chantiers de l'industrie extractive. La plupart du temps, elles n'emploient qu'un ou deux ouvriers qui y travaillent quand les travaux agricoles sont finis (1).

Tous les établissements miniers ne présentent pas non plus une réelle importance. Il y en a qui se rapprochent beaucoup de ces carrières temporaires, soit par le nombre peu élevé d'ouvriers qu'on y occupe, soit par de longs chômages qui viennent régulièrement après une exploitation de courte durée. D'autre part, une seule entreprise, celle des mines d'Anzin qui, dans la statistique ci-dessus, ne compte que pour un seul « établissement », malgré ses 12.000 ouvriers, dont 2.000 protégés.

En ce qui concerne spécialement l'effectif du personnel protégé (enfants, filles mineures et femmes), on remarque facilement, d'après le tableau ci-dessus, que leur proportion va en décroissant des mines aux carrières à ciel ouvert, et, parmi les carrières, des exploitations souterraines aux exploitations à ciel ouvert.

1. Voir le *Rapport* de 1895.

En somme, remarque le rapport, au point de vue du personnel protégé, les mines présentent à peu près seules un sérieux intérêt.

Voilà comment se répartissent les différentes catégories de ce personnel :

Désignation	Au fond	Au jour	Total
Enfants de 12 à 13 ans { Garçons.....	9	38	47
Enfants de 12 à 13 ans { Filles.....	—	1	1
Enfants de 13 à 15 ans { Garçons. ..	4.914	3.873	8.787
Enfants de 13 à 15 ans { Filles.....	1.116	1.116	1.116
Enfants de 15 à 18 ans { Garçons....	5.863	2.284	8.147
Enfants de 15 à 18 ans { Filles.....	—	951	951
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	—	753	753
Femmes majeures.....	—	2.513	2.513
Totaux.....	10.786	11.529	22.315

Ainsi, la proportion du personnel protégé, de 14 0/0 de l'effectif, se partage en 7 0/0 pour les travaux souterrains, et 7,8 0/0, un peu plus, pour les travaux au jour.

La proportion de 14,8 0/0 se répartit en diverses catégories de la manière suivante :

Désignation	0/0
Enfants de 12 à 13 ans	0,03
— 13 à 15 ans	6,60
— 16 à 18 ans	6,07
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0,50
Femmes majeures.....	1,63
	14,85

A la différence de ce qui se passait avant la loi de 1892, toutes les mines sont visitées annuellement par les ingénieurs et contrôleurs ; les mines les plus importantes le sont plusieurs fois. Sous l'empire de la loi du 19 mai 1874, les inspecteurs du travail, surchargés de besogne, n'arrivaient pas à les visiter chaque année. Quant aux minières et carrières, elles attendaient souvent plusieurs années sans voir l'inspecteur. En 1898, toutes les exploitations souterraines des minières et carrières continues étaient inspectées. On peut en dire de même, en règle générale, pour les grandes minières et carrières continues à ciel ouvert. En ce qui concerne les carrières temporaires, et surtout celles d'entre elles exploitées à ciel ouvert, leur dissémination et l'éloignement ne permettaient guère au service des mines de les visiter toutes que dans un espace de trois ans. Etant données la nature et l'importance de ces carrières, l'inconvénient n'est pas grand (1).

Les inspecteurs spéciaux aux mines ont eu rarement à se déplacer uniquement pour assurer l'exécution des règles protectrices de la loi de 1892. Chargés, en qualité d'ingénieurs ou de contrôleurs, de la surveillance ordinaire des mines, les visites leur permettaient d'accomplir ces deux missions à la fois. Un certain nombre de ces visites ont seulement pour objet unique l'application de la loi de 1892.

Le rapport de la commission du travail résume les

1. *Rapport de la Commission du travail.*

résultats les plus intéressants relevés dans ces visites et consignés dans les rapports particuliers des ingénieurs.

Age d'admission. Embauchage.— Il est excessivement rare de rencontrer dans les exploitations minières les enfants au dessous de treize ans. Les rapports des ingénieurs ne citent guère que les mines d'Aniche (Nord), qui occupent des enfants de douze à treize ans ; elles y sont forcées pour lutter contre la concurrence des grandes verreries établies dans la localité. Et même là leur nombre va diminuant chaque année.

La plupart de ces enfants, âgés de moins de treize ans, étaient munis des certificats prescrits par l'article 2 (§ 2). Plusieurs procès-verbaux ont cependant été dressés en 1898 pour l'inobservation de la loi à cet égard.

On a constaté immédiatement après la mise en vigueur de la loi du 2 novembre 1892 que les établissements miniers du Centre et du Midi accusaient une tendance assez marquée pour exclure du fond non seulement les enfants âgés de moins de 16 ans, mais même les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans. Depuis 1895 cette tendance ne s'était pas accentuée, elle semble même avoir subi un recul dans plusieurs établissements. Il y en a qui restent toujours dans leurs premières intentions. On peut citer comme exemples les mines du Gard et des Bouches-du-Rhône qui continuent à exclure les enfants de moins de 16 ans, et celles de l'Auvergne qui em-

pioient la même mesure à l'égard des adolescents de 16 à 18 ans. Mais d'autre part il y a des établissements qui commencent à reprendre ces jeunes ouvriers comme par exemple, les mines de Blanzzy, celles de l'Aveyron et la Loire.

Durée et conditions du travail. — Les établissements du Nord s'accoutument assez bien de l'exception de l'article 9, paragraphe 3, faite surtout à leur intention. On se rappelle que dans les mines à couches minces, où le travail se fait à deux postes, les enfants peuvent être employés de quatre heures du matin à minuit. On a eu recours à ce système soit pour les travaux à l'intérieur, comme aux mines de houille de Blanzzy, soit pour les travaux du jour, comme dans les ateliers des mines de la Chazotte (Loire) et de plomb de Pontpéan (Ile-et-Vilaine) En ce qui concerne l'organisation du travail, il n'y avait pas de changement ni d'extension par rapport aux pratiques antérieures (1).

Les ingénieurs étaient intervenus dans les mines de houille du Pas-de-Calais pour faire cesser l'application simultanée dans la même fosse du régime exceptionnel prévu par le 3^e paragraphe de l'article 9, et du régime normal du décret du 3 mai 1893.

Les établissements du Nord avaient particulièrement insisté en invoquant la nécessité des exploitations, sur la possibilité de maintenir la continuité des services du jour

4. Rapport.

Nintchitch

en se servant des équipes alternantes, comme cela se fait dans les usines à feu continu « auxquelles, du reste, ajoute le rapport, les mines paraissent pouvoir être comparées ».

Les rapports des ingénieurs ont pensé qu'il serait rationnel et équitable d'étendre à tous les établissements miniers l'application du régime spécial que l'article 9 paragraphe 3 de la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 3 mai 1883 ont établi que pour les mines de houille à couches minces qu'on ne trouve guère que dans le Nord. Les raisons qu'on invoque viennent de ce que la durée des postes a été abrégée par les nouvelles méthodes de déhouillement rapide par remblaiement immédiat. Nous ne pensons pas qu'on devrait admettre cette extension qui rétablirait entièrement le travail de nuit des enfants. Le régime de l'article 9 paragraphe 2 ne doit être qu'une exception nécessitée par les conditions naturelles de certaines mines.

Toutes les demandes pour déroger à l'interdiction du travail de nuit ont été adressées aux ingénieurs immédiatement après la promulgation de la loi. De manière qu'en 1898 on n'avait reçu aucune demande à ce sujet.

Livrets et registres. Affichages. — En ce qui concerne les livrets et les registres, les mines, minières et carrières sont entièrement soumises au régime du droit commun. Par conséquent, les parents ou protecteurs des

enfants protégés employés dans ces établissements, recevront un livret gratuit par les soins du maire (art. 10). Ce livret devra énoncer les noms et prénoms des enfants, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile. De leur côté les chefs d'établissements doivent tenir un registre sur lequel seront inscrits les noms des enfants protégés avec toutes les indications ci-dessus (art. 10 § 3).

La loi a prescrit également un affichage obligatoire pour toutes les industries. On aura à afficher tout d'abord, la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 3 mai 1893, rendu à son exécution. On affichera aussi les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos (art. 11, §§ 1 et 2).

Les inspecteurs des mines ont eu souvent à noter l'absence de livrets, et cela presque toujours par la faute des maires. Cela a provoqué une circulaire ministérielle en date du 1^{er} juin 1896 qui a pour but de faire cesser ces irrégularités.

On n'avait pas à se plaindre des grandes exploitations en ce qui concerne l'obligation de l'affichage. Elle était régulièrement remplie avec les tolérances que « la nature du travail souterrain oblige d'admettre pour la précision des indications relatives aux heures des repos » (1).

Il n'en est pas de même dans toutes ces carrières continues ou temporaires, dont nous parlions plus haut.

1. V. *Rapport.*

D'ailleurs les conditions matérielles de toutes ces nombreuses exploitations rendent la réalisation de l'affichage très difficile. Et vu leur importance « l'inconvenient ne paraît pas assez sérieux pour que l'on astreigne le service à procéder à des rigueurs qui ne conduiraient à rien de véritablement utile » (1).

Accidents. — Cette partie de la législation des mines ne rentre pas dans notre étude spéciale. Pour être complet et pour en donner au moins une idée, nous exposons, en quelques mots cette partie du rapport de la commission supérieure.

Pour tous les accidents graves survenus dans les mines, minières et carrières, qui ont entraîné la mort ou des blessures sérieuses (2), le service des mines procède à une instruction immédiate et circonstanciée. Pour les accidents de moindre importance qui sont près de 7 à 8 fois plus nombreux, les déclarations ne parviennent au service des mines que d'une façon très incomplète, et partant très erronée et sans utilité pratique. Cela tient à la situation tout à fait spéciale où se trouve l'industrie extractive par suite de conflit de textes réglant la question par application simultanée des lois du 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 d'une part, et des lois et règlements sur la police des mines d'autre part.

1. *Rapport.*

2. En matière de police des mines, cela correspond à une incapacité de travail de 20 à 30 jours.

Contravention. — Comme sous l'empire de la loi du 19 mai 1874, les inspecteurs des mines à partir de 1892 ont eu rarement à sévir pour l'inapplication de la loi. Cela tient à ce que, comme nous l'avons déjà remarqué les prescriptions légales étaient généralement bien remplies et puis très souvent, même lorsqu'ils avaient à constater une contravention, les ingénieurs et les contrôleurs des mines préféraient procéder par persuasion. D'ailleurs, la bonne volonté qu'ils trouvaient généralement chez les exploitants leur facilitait la tâche.

Le nombre de procès-verbaux dressés pour infraction à la loi atteignait très rarement le maximum de 10 par an. Il variait généralement entre 2 et 5 et la plupart de ces contraventions étaient relatives à des carrières.

On n'a rencontré qu'une femme employée au fond. C'était dans une carrière d'Ariège. Il est étonnant que le procès-verbal ne fut point dressé.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

ANGLETERRE

Nous avons constaté à plusieurs reprises, qu'en France la situation des enfants employés dans les mines était meilleure et de beaucoup, que celle des enfants des autres industries. Il n'en était pas de même en Angleterre. Là le sort des enfants occupés au fond des mines était le plus mauvais, et on peut alors se rendre compte quelle était la vie de ces malheureux enfants, quand on sait à quelle horrible exploitation on était arrivé dans la plupart des autres industries anglaises. D'où vient cette différence avec l'industrie extractive en France ? Nous avons essayé de démontrer que la nature des travaux de mines s'opposait généralement à ce qu'on confiât aux enfants les fonctions dépassant leurs forces. Mais dans les mines il faut tenir compte non seulement de l'organisation du travail, mais aussi de la manière dont ces travaux sont exécutés. Les fonctions de *putters* et de

trappers ont justement révolté l'opinion publique anglaise. Cependant dans les mines bien organisées, où les galeries sont larges, bien aérées, où la traction de chariots remplis de charbon se fait sur les rails, et très souvent à l'aide de chevaux, la fonction de *putters*, qui consistait à trainer ces chariots, n'est pas très pernicieuse. Le travail de *trappers* qui étaient occupés à ouvrir et fermer les portes d'aérage, n'était pas fatigant et mauvais en lui-même, mais il finissait par abrutir et ruiner la santé de ces enfants à cause de sa durée excessive. La fièvre industrielle, surtout en ce qui concerne l'industrie extractive, n'était jamais si intense en France qu'en Angleterre dans la première moitié de ce siècle. On voulait y faire de l'argent de tout. Les conditions hygiéniques des exploitations étaient entièrement négligées. La loi n'intervenant pas, on prenait des enfants de bas âge, et on les faisait travailler impitoyablement, puisque cela ne coûtait pas plus cher. On ne voulait pas s'arrêter pour améliorer les conditions de l'exploitation, cela coûterait quelque chose et obligerait peut-être au chômage. Et le moindre arrêt pouvait amener la ruine, le concurrent était là pour prendre la place.

En ce qui concerne spécialement les mines, la faible épaisseur des couches de beaucoup d'entre elles, ne permettait pas de larges et hautes galeries. L'enquête menée par une commission avait démontré, qu'il y avait des mines où la hauteur des galeries ne dépassait pas

45 centimètres, mais elle était le plus souvent de 68 à 75 centimètres.

On peut s'étonner de ce qu'en Angleterre, où la protection actuelle de l'enfance a pris son origine, aucune réglementation ne soit intervenue avant 1842 pour améliorer le sort des enfants employés dans les mines. Cela peut s'expliquer dans une certaine mesure, parce qu'en France et dans plusieurs autres pays, l'intervention de l'autorité en faveur de la protection des enfants s'était manifestée incidemment, elle s'était ajoutée accessoirement aux réglementations générales des exploitations minières. En Angleterre, sauf pour les mines d'or et d'argent, le droit régalien n'existe pas. Une liberté presque sans bornes est laissée aux exploitants des substances minérales. Il n'y avait pas en Angleterre de prescriptions analogues à la loi française du 21 avril 1810 et du décret de 1813, où l'on pouvait glisser une règle protectrice quelconque (1).

Il y a encore une cause qui a beaucoup contribué à charger le lugubre tableau de la situation des enfants dans les mines anglaises. Cette catégorie de pauvres orphelins qui, sans parents et sans ressources, étaient à la charge des paroisses, formait le contingent le plus nombreux et le plus malheureux de ces jeunes travailleurs. Les paroisses s'en débarrassaient en les cédant aux maîtres ouvriers, qui ne se gênaient pas trop de retenir leurs salaires jusqu'à l'âge de 21 ans. Ils s'engageaient

1. Conf. Nussé, *op. cit.*

à subvenir à leur entretien et à leur nourriture, mais les enquêtes ont démontré que ces frais ne les ruinaient pas.

En mettant à profit les résultats de grandes enquêtes anglaises, M. Grimblot a écrit deux articles, d'un très haut intérêt, sur la situation des enfants dans les mines (1). Nous essayerons de peindre ce tableau, d'après les travaux excellents à tous les points de vue de M. Grimblot.

Pour bien comprendre la situation des enfants employés dans les mines, il faut savoir comment le travail y était organisé. Le plus grand nombre de travailleurs était composés de *hewers*, c'est-à-dire de vrais mineurs qui étaient occupés à extraire le charbon ou la houille. Ce travail était fait par les hommes adultes. Ils descendaient dans la mine à 2 heures du matin, et finissaient leur travail à 2 heures de l'après-midi. Ils ne gagnaient pas beaucoup. Leurs salaires s'élevaient à 100 francs, à peu près, et cela uniquement dans les grands districts houillers. Ces petits salaires avaient souvent forcé les parents à envoyer les enfants au travail plutôt qu'ils ne l'auraient voulu. Au sommet de la hiérarchie se trouvaient les *overmen* et les *deputies-overmen*, chargés de la police de l'exploitation ; ils devaient aussi veiller à l'exécution des travaux et à la sécurité des mines. C'étaient les *deputies-overmen* qui donnaient des ordres aux ouvriers mineurs.

1. Voir la *Revue des deux Mondes* de 1843 (janvier-mars) et le *Magasin Pittoresque* de la même année, p. 44.

Au bas de l'échelle se trouvaient les *putters* et les *trappers*. Les premiers étaient choisis parmi les enfants les plus âgés et les plus robustes. Ils descendaient dans la mine à 4 heures du matin, et leur fonction consistait à enlever, toutes les deux heures, dans de petits chariots, le charbon abattu par les mineurs, et à le traîner jusqu'aux grandes galeries. Le *putter* poussait son chariot par derrière. Cette occupation était très fatigante, non seulement parce que les chariots chargés étaient très lourds, ils représentaient un poids de huit quintaux environ, mais ils étaient obligés de se courber. Dans cette position ils avaient plus de force, et puis le peu de hauteur de galeries ne leur permettait pas de marcher droit. Les *putters* ne sortaient pas des mines en même temps que les *hewers*. Ils restaient encore deux heures après, et ne gagnaient qu'un franc par jour environ.

Un peu plus jeunes de *putters* étaient *drivers*. Ils étaient âgés de 12 à 15 ans, et leur fonction consistait à conduire des chevaux, poneys ou des ânes qui, attelés aux wagons, traînaient au puits principal le charbon apporté par les *putters*. De là il était enlevé par des machines à vapeur ou des manèges de chevaux, ou même par des roues mises en mouvement en certains endroits par des femmes. La journée du *driver* était de douze heures, et en terminant son travail, il a fait un parcours de 32 à 36 kilomètres dans les galeries.

Le dernier échelon du travail de mines était occupé par le *trapper*. C'étaient de tout jeunes enfants qui avaient

une fonction très importante à remplir. C'étaient d'eux que dépendaient la sécurité et la vie de tous les ouvriers occupés au fond. Le *trapper* faisait l'office de portier, c'était lui qui était chargé d'ouvrir et fermer les portes (*traps*, d'où leur vient le nom) des galeries sur lesquelles reposait l'aérage de la mine. Et ce dernier était destiné à prévenir les accidents les plus fréquents et les plus horribles qui arrivaient dans les mines. Il empêchait la formation des gaz qui s'allumaient et faisaient explosion assez facilement (1).

« Le petit *trapper*, raconte M. Grimblot (2), est éveillé par sa mère à deux heures du matin ; il se lève et se rend en hâte à la mine, emportant ordinairement pour sa nourriture de la journée un morceau de pain et du café dans une bouteille d'étain. Arrivé au fond du puits, il s'achemine vers celle des galeries étroites et basses dont la garde lui est remise. Il prend sa place dans une niche creusée derrière la porte qu'il doit ouvrir aussitôt qu'il entend le roulement du chariot d'un *putter*, et refermer dès qu'il a passé. Il demeure ainsi douze heures de suite dans l'isolement le plus complet, sans autre lumière que la clarté faible et vacillante de la chandelle placée devant les chariots des *putters*. Son mince salaire ne lui permet pas de s'acheter une chan-

1. Dans les mines françaises on se servait d'un système de portes tombant d'elles-mêmes, ce qui dispensait d'employer de jeunes enfants à ce service abrutissant de *trappers* anglais.

2. V. l'article du *Magasin Pittoresque*, 1843, p. 12.

delle, et malheur à lui s'il succombe à l'ennui et s'endort ; la main d'un *deputy-overman* faisant la ronde ne manquera pas de lui rappeler durement que le sort de la communauté repose sur lui. A quatre heures le mot Liberté ! liberté ! (*Loose ! loose !*) part du point principal, et se répète rapidement dans les parties les plus éloignées de la mine ; mais le *trapper* n'est pas encore libre, il doit demeurer à son poste jusqu'à ce que le dernier *putter* ait passé ; il remonte alors à la chaumière de la famille et après un pauvre dîner, il se hâte de se coucher ».

Le travail confié aux *trappers* n'était pas très fatigant en lui-même. Mais sa longueur excessive, l'immobilité à laquelle l'enfant était condamné, l'obscurité presque continue, enfin la solitude où ces petits travailleurs se trouvaient pendant de longues heures, finissaient par produire des effets désastreux sur leur développement physique et intellectuel. Même un travail plus facile leur aurait été nuisible, puisqu'on les faisait descendre dans la mine à l'âge de 6 à 7 ans. et il n'était pas rare d'y rencontrer des enfants de 4 à 5 ans (1).

Les plus nombreux étaient les *putters*, et c'est leur fonction qui était la plus fatigante. Dans quelques établissements ils traînaient leurs chariots sur des rails, ceux-là étaient favorisés, mais généralement ils se servaient des

1. Voir pour tous ces faits : III, *Reports of the children employment* commissionners : Mines and collieries. Presented to both houses of Parliament by command of her Majesty, 1842. M. Scriven's *Report*, app. II, p. 65. — Dr Mitchell's *Evidence*, p. 48.

courroies. « Dans les galeries les plus basses, le *putter*, assimilé à une bête de somme, attelé au chariot par une chaîne qui passe entre ses jambes et se lie à une ceinture de cuir qui entoure son corps, traîne son pénible fardeau en rampant sur ses mains et sur ses pieds. Ce mode de traction fort en usage, arrachait à un vieux mineur, interrogé à ce sujet cette énergique exclamation : « Monsieur, je ne puis que répéter ce que disent les mères : c'est une barbarie ! » (1).

Ce qui ajoutait encore à rendre ce travail très pernicieux, c'était que les galeries étaient, le plus souvent, très basses. Cela arrive inévitablement quand les couches de houilles sont minces. On a rencontré à Derbyshire, où la plupart des couches n'avaient que deux mètres d'épaisseur, de jeunes gens, chargés d'extraire le charbon, étendus sur le dos et accroupis dans des positions les plus pénibles (2). La situation était encore plus mauvaise dans le canton d'Halifax. L'épaisseur de couches y était en beaucoup d'endroits de 50 centimètres, quelquefois même de 35 centimètres (3).

En Ecosse les enfants commençaient à descendre dans la mine généralement à l'âge de douze ans, tandis que dans le pays de Galles on en rencontrait déjà à sept ans.

Les conditions hygiéniques dans lesquelles ces travaux étaient effectués, laissaient à désirer à tous les

1. Grimblot, *Magasin Pittoresque*, p. 12.

2. M. Fellow's *Report*, app. II, p. 254.

3. M. Scriven's *Report*, app. II, p. 63.

points de vues. L'aérage était insuffisant, et même quelquefois l'épuisement des eaux était si imparfait, que les enfants travaillaient tout le temps les pieds dans la boue et souvent dans l'eau. Il est facile de deviner quels effets désastreux produisaient les travaux exécutés dans de pareilles conditions. De nombreuses maladies en étaient la conséquence inévitable. Et le plus déplorable était, ce que justement dans des endroits les plus malsains on employait les plus jeunes enfants, et même on préférait souvent des jeunes filles.

Nous avons démontré plus haut que, malgré ces longs et pénibles travaux, les jeunes ouvriers étaient la plupart du temps frustrés de leurs salaires. Comme c'étaient souvent des orphelins, dont les paroisses avaient hâte d'être débarrassées, personne ne prenait soin de leurs intérêts pécuniaires. Quand ces enfants appartenaient aux familles des mineurs ou aux autres familles pauvres, habitant dans le voisinage des mines, leur travail, si mauvais qu'il était, leur profitait par le salaire dont il était rétribué, en augmentant leur bien-être à la maison. Mais, le profit était bien loin d'égaliser la perte.

Malgré leur travail épuisant, ces petits ouvriers n'évitaient pas les mauvais traitements que leur faisaient subir les maîtres-ouvriers. Et, ces mauvais traitements sont loin de ressembler aux bénignes punitions que les parents distribuent quelquefois à leurs enfants. Nous citerons du rapport de la commission qui opérait avant la loi de 1842, une histoire racontée par un de ces mal-

heureux garçons (1). Elle est très significative et se passe de commentaire : « Je ne sais pas l'âge que j'ai ; mon père est mort, ma mère aussi, j'ignore depuis combien de temps. Je suis entré dans les mines à l'âge de neuf ans ; je ne sais pas depuis quand j'y suis : il y a longtemps. Mon maître s'est engagé à me nourrir et à me vêtir ; il me donnait de vieux habits qu'il achetait chez les chiffonniers et je n'avais jamais assez pour apaiser ma faim. Je le quittai, parce qu'il me maltraitait ; deux fois, il m'a frappé avec sa pioche. » (Ici, le commissaire fit déshabiller l'enfant et trouva en effet, sur sa poitrine une large cicatrice indiquant une blessure faite avec un instrument tranchant ; il avait aussi sur le corps plus de vingt blessures qu'il s'était faites en poussant les chariots de charbon dans les galeries basses.) « Mon maître me battait tant et me traitait si mal, que je résolus de le quitter et de chercher une meilleure condition. Pendant longtemps, je dormis dans les puits abandonnés, ou dans les cabanes qui sont au bord des puits exploités, ne mangeant pour toute nourriture que les bouts de chandelle que les ouvriers laissaient dans les travaux. »

Ce travail abrutissant des enfants n'a pas manqué de produire de pires effets sur leur moral. L'enquête avait à constater, à plusieurs reprises, des faits qui présentaient le caractère des mineurs comme rempli de brutalité qu'ils poussaient souvent jusqu'à la férocité. Nous en

1. Scriven's, *Evidence*, n° 38, part. II, p. 118.

choisirons un : « Dans le Lancashire, un enfant fut amené au docteur Milner, médecin à Rochdale. Il l'examina et trouva sur son corps vingt-six blessures. Les reins et toute la partie postérieure de son corps n'étaient qu'une plaie ; sa tête, dépouillée de cheveux, portait la trace de plusieurs blessures graves ; un de ses bras était fracturé au-dessous du coude, et paraissait l'être depuis longtemps. Quand ce malheureux enfant fut amené devant les magistrats, il ne pouvait ni se tenir debout, ni demeurer assis ; on fut obligé de le déposer à terre, dans une espèce de berceau. L'instruction prouva que son bras avait été cassé par un coup de barre de fer, que la fracture n'avait jamais été remise, et que pendant plusieurs semaines il avait été obligé de travailler avec le bras dans cet état. Il fut ensuite prouvé que son maître, qui l'avoua, avait coutume de le battre, avec un morceau de bois à l'extrémité duquel était fixé un clou long de plusieurs pouces. Cet enfant manquait souvent de nourriture, comme le montrait l'état de maigreur dans lequel il était. Son maître l'employait à traîner des chariots, et, lorsqu'il l'eût mis dans l'incapacité de travailler, il l'avait renvoyé à sa mère, qui était une pauvre veuve » (1).

La situation des femmes et des jeunes filles employées dans les mines était encore plus mauvaise. On leur confiait, tout d'abord, la plupart des travaux dont on char-

1. M. Kennedy's *Report*, app., part. II, p. 218.

geait aussi les garçons. Elles poussaient des chariots et conduisaient des chevaux comme ces derniers. En outre on leur laissait les travaux, que les ouvriers de l'autre 'sexe n'auraient voulu accepter à n'importe quel âge. Ainsi, en Ecosse, où dans beaucoup de mines il n'y avait pas de machines pour monter le charbon à la surface de la terre, ce sont des femmes et des jeunes filles qui le montaient sur le dos dans des corbeilles, par des échelles ou des escaliers grossièrement construits (1). « Si l'on considère la nature de ces horribles travaux, disait un des sous-commissaires après en avoir rappelé les circonstances les plus odieuses (2), la durée non interrompue de cette tâche pendant douze et quatorze heures, l'atmosphère humide, chaude et malsaine d'une mine de houille, l'âge et le sexe des travailleuses, l'esclavage systématique qui pèse sur elles, on a peine à concevoir qu'un pareil état de choses soit toléré dans un pays aussi éclairé que l'Angleterre, et à une époque, où l'on se pique de porter un si vif intérêt au bien-être des classes ouvrières. »

D'autre part, ces femmes et jeunes filles, étaient si peu vêtues, que, malgré l'inconscience où elles se trouvaient par suite d'une longue pratique, elles avaient honte de paraître devant les commissaires chargés de faire une enquête sur leur situation.

Le caractère et les mœurs des mineurs se ressentaient

1. Grimblot, *Magasin Pittoresque*.

2. *Report*, p. 24, 233. *Scriven's Report*, app., partie II, p. 73.

beaucoup à la suite de ces travaux abrutissants. Ils étaient considérés à l'époque comme vivant hors de la société civilisée, comme des êtres féroces qui, pareils à des animaux sauvages, semblaient ne tenir aucun compte de leur vie. Les assassinats étaient si fréquents parmi eux, qu'ils ne surprenaient plus personne. En Ecosse surtout, c'étaient des choses ordinaires, parce qu'il n'y avait pas de *coroner*, pour faire des enquêtes sur les causes et les circonstances des morts violentes (1). Il n'y a rien de plus horrible que la déposition d'un officier de paix : « Si un *policeman* tuait un chien dans les rues, racontait le *chief-constable* d'Oldham, cela ferait cent fois plus de sensation que le meurtre d'un mineur. Ce sont des hommes sans aucune éducation, ils n'aiment que les combats de coqs, de chiens et les courses de chevaux ; la plupart sont adonnés au jeu et à la boisson. Il y en a tant qui meurent de mort violente, que l'assassinat est devenu pour eux un accident tout à fait naturel. Au bout d'un jour ou deux, les femmes et les enfants du mort semblent n'y plus penser. On n'en parle que sur le moment, et l'on se contente de dire : Oh, ce n'est qu'un mineur ? » (1).

Il n'y avait pas de métier en Angleterre où l'on vieillissait aussi vite que dans celui de mineur. Ce n'était pas le nombre des années qui les rendait vieux avant l'âge. A 40 ou 50 ans ils ne pouvaient plus être employés, ils n'avaient pas plus de forces qu'un vieillard de 80 ans.

1. *Report*, p. 144.

C'étaient des êtres abattus faisant pitié à voir. On avait constaté que parmi les mineurs on comptait moitié moins d'hommes âgés de 70 ans que dans la population agricole.

Première réglementation du travail dans les mines. — Loi du 18 août 1842. — Les faits révélés par l'enquête de 1840, émurent profondément l'opinion publique anglaise. On ne pouvait plus tarder de réprimer ces abus scandaleux. Profitant des circonstances favorables lord *Ashley* proposa, à la fin de la session parlementaire, un bill qui avait pour but de remédier à cet état de choses qu'on qualifiait de monstrueux. Ce bill fut voté à l'unanimité par la chambre des communes. La chambre des Lords, fut moins favorable. Lord Londondery, qui était un des plus riches propriétaires de mines du comté de Durham, voyant que la loi ne pourrait être repoussée en bloc, réussit à l'entamer en y ajoutant plusieurs amendements. Néanmoins, la loi, avec le texte qui a été adopté définitivement, présentait de grands progrès et assurait une sérieuse amélioration dans les travaux des mines.

La loi porte la date du 18 août 1842, et son titre complet est : « *Loi qui prohibe l'emploi des femmes et des jeunes filles dans les usines et houillères, règle l'emploi des jeunes garçons et ordonne d'autres mesures relativement aux personnes qui travaillent dans ces exploitations* ».

Voilà quelles étaient les principales dispositions de cette loi.

I. En premier lieu la loi du 18 août 1842, interdit l'emploi des femmes dans les mines ou houillères. Mais elle procède graduellement, afin de ne pas provoquer des perturbations trop brusques à ces industries. Elle dispose que dans un délai de trois mois il ne sera plus permis d'employer aucune fille qui n'avait pas accompli dix-huit ans au moment de la promulgation de la loi. Et ce n'est qu'à partir du 1^{er} mars 1843 qu'il n'était plus permis d'employer les femmes de n'importe quel âge.

II. La loi interdit également l'emploi des enfants avant l'âge de dix ans. Sont exceptés les enfants qui avaient accompli neuf ans au moment de la promulgation de la loi.

III. La loi permet à l'un des principaux secrétaires d'Etat de désigner « s'il le juge convenable et quand il le jugera convenable » des inspecteurs. Ceux-ci auront le droit de visiter les établissements miniers en tout temps, le jour ou la nuit. Ils auront aussi à dresser des rapports sur l'application de la loi et l'état et les conditions des personnes employées dans la mine.

IV. Nul ne peut être pris en apprentissage s'il n'a pas atteint l'âge de dix ans, ni pour un temps plus long que huit années.

V. En cas d'inobservation de la loi, le contrevenant était passible d'une amende qui ne pouvait être moindre de 5 livres, ni excéder 10 livres, elle sera appli-

quée pour chaque personne employée ou séjournant dans une mine ou houillère contrairement aux prescriptions légales.

VI. « S'il était prouvé par une enquête devant les juges, qu'une personne au-dessous de dix ans était employée dans une mine ou houillère sur l'affirmation faite par les parents ou tuteurs de cette personne, que son âge était au-dessus de la limite permise, et s'il semble aux juges que cette personne a été employée par suite de l'opinion *bona fide* et de la croyance sincère de la part de celui qui l'a employée, que son âge n'était pas au-dessous de la limite établie, ces juges auront le droit s'ils le trouvent convenable, de faire remise de la dite pénalité à la partie employant la personne en question, et d'appeler le père ou tuteur naturel de la personne employée, à comparaître devant eux à un jour fixé dans ce but ; et sur la preuve que ce père ou tuteur naturel a volontairement déguisé l'âge de la personne employée, ils devront payer une amende n'excédant pas 40 shillings ».

Il faut remarquer encore que toutes ces prescriptions légales ne s'appliquaient qu'aux travaux souterrains. Les travaux exécutés à la surface des mines n'étaient point réglementés.

On ne saurait nier qu'une certaine amélioration se fût produite à l'intérieur des mines à la suite de la loi de 1842. Les femmes commencèrent à disparaître immédiatement après des travaux souterrains, et il devenait

assez rare de rencontrer ces monstrueux abus de l'emploi des enfants dès leur plus tendre enfance. Mais d'autre part les lacunes de cette loi étaient si nombreuses qu'on peut se demander avec raison, si, telle qu'elle était sortie du vote de la Chambre Haute, son but était réellement d'améliorer le sort de ces malheureux enfants employés dans les mines, ou si ce n'était qu'une manœuvre pour apaiser l'émotion produite par les faits révélés par l'enquête qui précédait le vote de la loi. En effet, dans le texte de la loi de 1842, il n'y avait pas de prescriptions relatives à la durée du travail des enfants à partir de dix ans. On pouvait continuer de les employer pendant plus de douze heures dans ces endroits humides, mal aérés et sans lumière. Aucune disposition n'interdisait le travail de nuit. Les petits *trappers* continuaient à être réveillés à deux heures du matin. Rien dans le texte n'ordonnait les repos. Les *putters* n'avaient pas le droit d'interrompre leur épuisant travail.

La loi anglaise de 1842 ne se préoccupait pas non plus de réglementer quels travaux pourraient être confiés à ces jeunes travailleurs. Et cependant il n'y avait qu'à parcourir les *Reports* de 1842, pour s'assurer que bien des travaux dépassaient leurs forces. Les *putters*, assimilés avec leurs chariots aux bêtes de somme, avaient besoin de plus de protection (1).

Mais le pli était pris et la législation anglaise, si préoccupée à l'époque du sort de la classe ouvrière, ne

1. Hunt, *British Mining*, London, 1889.

pouvait pas s'arrêter au premier pas. Cependant, tandis que le législateur anglais recommençait assez fréquemment la réglementation de l'industrie textile, les mines attendaient longtemps avant de voir s'ajouter quelques nouvelles prescriptions à celles de la loi de 1842.

Loi du 28 août 1860. — Dans l'intervalle de ces dates, 1842 et 1860, le parlement anglais avaient voté deux lois concernant les mines, mais aucune d'elles n'avait pour but la protection des enfants. La loi du 14 août 1850 relative à l'inspection des mines de houille contenait en germe les attributions les plus importantes dévolues depuis longtemps en France aux ingénieurs des mines. La loi du 14 août 1855 était destinée à amender la précédente (1).

La loi du 28 août 1860 avait pour but d'améliorer et de compléter celle de 1842. Elle fait partie intégrante de cette dernière et ne l'abroge en aucune façon. Voilà quelles sont ses principales dispositions concernant la protection des enfants employés dans les mines.

Tout d'abord elle élève l'âge d'admission en défendant à tous les garçons âgés de moins de douze ans d'être employés dans les mines.

Cette prescription aurait fait un pas assez sérieux en faveur de la protection des enfants, mais deux excep-

1. *Annales des mines* (partie administrative, 1854-58).

tions, qu'on pouvait invoquer très facilement, étaient venues en diminuer fortement la bonne intention.

Un jeune garçon âgé de plus de dix ans et de moins de douze ans, dispose la loi, pouvait être employé dans une mine, à l'une des conditions suivantes :

S'il produit un certificat de maître compétent constatant qu'il sait lire et écrire.

« Ou, dans le second et chacun des mois suivants durant lesquels ce jeune garçon est employé dans une exploitation, le propriétaire de celle-ci obtiendra un certificat d'un maître d'école compétent, constatant que cet enfant a suivi l'école au moins trois heures par jour, deux fois par semaine, le dimanche exclu, durant le mois immédiatement précédent » (article 2 paragraphe 3).

Les deux exceptions avaient évidemment pour but de répandre l'instruction parmi les garçons de dix à douze ans, mais ce but bienfaisant était souvent atteint au détriment de leur santé.

La loi de 1860 n'a pas non plus réglementé la durée du travail des enfants, ni institué des repos obligatoires, ni interdit le travail de nuit. Elle n'a qu'une seule prescription destinée à défendre qu'on confie certains travaux aux enfants. Et celle-ci n'a point pour but de proportionner ces travaux à leurs forces, elle se propose uniquement de rendre les accidents moins fréquents.

La disposition IV de la loi défend au propriétaire de mines de confier à tout autre qu'ouvrier du sexe mascu-

lin, âgé de dix-huit ans au moins, la conduite d'une machine à vapeur, ni d'aucune partie de mécanisme des câbles, chaînes ou autres accessoires de semblables machines, par lesquelles ou par le moyen desquelles les ouvriers sont montés ou descendus le long de ces puits verticaux ou plans inclinés (IV, par. 2) (1).

Après la loi du 28 août 1860 il fallait attendre encore douze ans, pour voir le travail des enfants dans les mines réglementé aussi complètement que celui des enfants employés dans la plupart des autres industries. La loi anglaise de 1872 est la seule qui peut être à cet égard comparée aux prescriptions relatives aux travaux souterrains de la loi française de 1874. Mais avant ces dates on pourrait croire, à première vue, que les personnes protégées, femmes et enfants, de l'industrie extractive, étaient bien plus favorisées en Angleterre qu'en France. En face de l'article 29 du décret de 1813, unique réglementation française sous ce rapport, on trouve deux lois anglaises édictées principalement pour améliorer le sort des femmes et des employés dans l'industrie extractive. Mais l'avantage de ces dernières est plus apparent que réel. En Angleterre les travaux souterrains sont défendus, par la loi de 1842, aux garçons âgés de dix ans, et c'est le même âge qui est admis le plus souvent par la seconde loi de 1860. Cette prescription se trouve également dans le décret du 3 janvier 1813. Les lois anglaises possèdent en plus l'interdiction pour les femmes de

1. Swimney, *The laws of mines*, 1884.

descendre dans l'intérieur des mines. En France une pareille prescription n'était pas indispensable. On n'y a commencé à se servir des femmes pour les travaux souterrains que vers le milieu de ce siècle, et quoique l'exemple en était venu de la Belgique, le nombre de ces femmes était peu considérable. En ce qui concerne la durée et les conditions du travail, les repos et autres prescriptions indispensables, les deux législations étaient également muettes. D'autre part les mines étaient bien plus rigoureusement surveillées par les ingénieurs en France, leurs visites y étaient plus souvent obligatoires, et quoiqu'ils n'avaient pas pour fonction d'empêcher les abus de travail des enfants, leur présence rendait impossibles les faits monstrueux constatés en Angleterre. En France la surveillance des mines était parfaitement organisée par la loi du 21 avril 1810, tandis qu'en Angleterre il fallait attendre l'année 1858 pour en voir une simple ébauche. Cette différence explique aussi la condition bien meilleure des enfants employés dans les mines françaises.

Loi du 10 août 1872. — L'année 1872 a marqué un progrès sérieux en ce qui concerne la protection des enfants dans les mines. La législation anglaise en faveur des enfants n'a pas cessé de se développer depuis la grande loi du 29 août 1833. De nombreuses lois postérieures s'y ajoutaient, soit pour augmenter le nombre de prescriptions protectrices, soit pour rendre les anciennes

plus favorables aux intérêts de ces enfants travaillant dans les industries. D'autres lois venaient ajouter de nouvelles industries à celles déjà réglementées. De manière que les mines risquaient fort de rester tout à fait en arrière avec les faibles protections des lois de 1842 et 1860. Une autre raison explique aussi l'apparition de nouvelles lois sur les mines. Les Anglais avaient fini par reconnaître la nécessité de réglementer l'industrie minière plus complètement. La législation française leur offrait à cet égard l'exemple dont l'utilité n'était plus contestée par personne. Après avoir admis la liberté absolue en matière de l'exploitation de mines, les Anglais étaient forcés de la limiter sous beaucoup de rapports. Les deux lois du 10 août 1872 avaient pour but de réglementer l'exploitation des mines, et les règles protectrices n'occupaient qu'une place accessoire.

La première loi du 10 août 1872 (the coal mines regulation act), s'applique aux houillères et aux mines assimilées dont elle augmente le nombre. La seconde s'applique à toutes les autres mines. La loi sur les mines de houille, etc., développe la plupart des dispositions des lois précédentes ; elle ajoute seulement : 1^o la réglementation du travail souterrain des enfants de 12 à 16 ans et du travail au jour des femmes et des enfants ; 2^o de nombreuses prescriptions techniques ; 3^o l'obligation de confier la conduite des travaux à des directeurs qui seront pourvus de certificats de capacité délivrés

après examen et pouvant être annulés après enquête (1).

La loi sur les mines métalliques organise pour elles aussi l'inspection administrative, leur impose une série de prescriptions techniques, réglemente, à très peu près, dans les mêmes termes que la loi sur les mines de houille, le travail des femmes et des enfants. Elle n'exige point de directeurs pourvus de certificats.

Les deux lois abrogent en entier la législation antérieure, et forment ainsi un véritable Code de l'exploitation des mines.

Loi du 10 août 1872 sur les mines de houilles, etc.

— La loi était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1873 pour l'Angleterre et l'Ecosse, le 1^{er} janvier 1874 pour l'Irlande (art. 2). Elle s'appliquait aux mines de houille, de minerai de fer en couches, de schistes bitumeux et d'argile réfractaire (art. 3). Le ministre était compétent de savoir si une mine rentrait dans cette catégorie ou dans celle des mines auxquelles s'appliquait la loi sur les mines métalliques (art. 70).

La loi de 1872 sur les mines de houille, etc., se divise en trois parties :

La première partie s'occupe d'un assez grand nombre de sujets bien distincts : le travail des femmes et des enfants, le paiement des salaires, l'interdiction des puits uniques, les garanties de capacité exigées des directeurs, les déclarations et comptes rendus imposés aux

1. *Annales des Mines*, 1873.

exploitants, les arbitrages, les enquêtes des coroners en cas d'accidents de mines.

La deuxième partie de la loi est entièrement consacrée à l'énumération des précautions techniques uniformément imposées, en vue de la sécurité, à toutes les mines de houille, etc., et à l'obligation pour les exploitants de chacune d'elles, de proposer à ce même point de vue, un règlement approprié aux circonstances particulières où elle se trouve.

La troisième partie a trait aux pénalités encourues, en cas de contravention à la loi.

Travail des femmes, des jeunes gens et des enfants.

— Les enfants ne pourront être employés ni au fond, ni à la surface avant l'âge de dix ans accomplis (art. 4 et 12). Les travaux souterrains sont interdits aux personnes du sexe féminin (art. 4).

Les travaux souterrains sont également interdits aux enfants du sexe masculin de dix à douze ans. Toutefois ils peuvent être admis par exception, en vertu d'une décision du ministre, dans le cas où le peu d'épaisseur des couches l'exige (art. 5).

Les enfants de dix à douze ans, employés au jour, et ceux employés exceptionnellement, en vertu de l'article 5, au fond, feront au plus trois journées de dix heures ou six journées de six heures. Les uns et les autres suivront l'école vingt heures par quinzaine (art. 8). La loi s'oppose à une répartition trop inégale

de ces heures d'école et énumère les cas d'excuse légitime, entre autre une distance trop grande à parcourir.

La loi prescrit à l'homme qui a l'enfant sous ses ordres immédiats, de se faire attester chaque semaine, l'assiduité de l'enfant par un certificat du maître d'école. Elle prescrit aussi à l'exploitant d'exiger ce certificat et de le conserver, pendant six mois, à la disposition de l'inspecteur. Sur la demande du maître le patron est tenu de lui rembourser les frais d'école (art. 9). L'inspecteur peut, sauf recours au *département de l'éducation* enlever à un maître, pour incapacité, immoralité, etc., le droit de délivrer les certificats (art. 10). La personne qui a la garde de l'enfant est tenue de lui faire suivre l'école (art. 11).

Les enfants et jeunes gens de douze à seize ans, employés à l'intérieur des mines, ne pourront travailler plus de 54 heures par semaine, ni plus de 10 heures par jour ; deux postes consécutifs sont séparés par un intervalle de 12 heures au moins (art. 6 et 7).

Les mêmes prescriptions s'appliquent aux enfants, jeunes gens et personnes du sexe féminin employés aux travaux du jour. En outre, ils ne pourront travailler la nuit, ni le dimanche, ni dans l'après-midi du samedi, et des repos leur seront accordés pour les repas (art. 12).

Les exploitants tiendront un registre des enfants, jeunes gens et femmes employés, et nul ne fera travailler l'un d'eux sans le faire déclarer. Le registre sera présenté à l'inspecteur (art. 13).

Toute machine servant à la circulation des personnes sera conduite par un homme âgé d'au moins dix-huit ans (art. 14). Cet article a été emprunté à la loi de 1860, qui l'avait prise à son tour à la loi de 1842, mais en le modifiant (1).

Inspection. — Le ministre nomme et révoque les inspecteurs des mines de houilles, qui peuvent d'ailleurs, cumuler ces fonctions avec celles d'inspecteurs des mines métalliques (art. 43).

La fonction des inspecteurs consiste à visiter les mines et à les surveiller, au point de vue de la loi et de la sécurité des personnes (art. 44). Les inspecteurs sont tenus d'envoyer chaque année au ministre un compte-rendu qui sera soumis au Parlement, mais des rapports spéciaux peuvent leur être demandés (art. 48).

Avant la loi de 1872 il y avait deux sortes d'inspecteurs chargés de surveiller les établissements miniers. Les inspecteurs du travail des mines, créés par la loi de 1842, avaient pour fonction d'avoir soin que les prescriptions protectrices concernant les femmes et les enfants soient bien remplies. La surveillance générale des mines, fonction confiée en France par la loi du 21 avril 1810 aux ingénieurs des mines, rentrait en Angleterre dans la compétence d'un corps d'inspecteurs complètement distinct du premier. La loi du 10 mars 1872 sur les mines de houille réunit dans les mains des

1. Swimney, *The laws of mines, quarries and minerals*, p. XXIV.

mêmes fonctionnaires les attributions dévolues aussi bien par la loi de 1872 que par celle de 1850.

Pénalités. — Chaque infraction aux prescriptions légales était punie d'une amende, dont le maximum était fixé à 500 francs, à la condition que le coupable soit le propriétaire, le gérant ou le directeur de la mine. Ce maximum n'est que de 50 francs dans tous les autres cas.

L'amende est augmentée de 25 francs par jour de retard à faire cesser l'infraction, après un avis écrit de l'inspecteur (art. 60).

Si l'infraction est de nature à entraîner un accident, la peine peut être un emprisonnement n'excédant pas trois mois (art. 61).

L'amende est réduite à 12 fr. 50 pour le patron qui n'a pas payé les frais d'école d'un enfant (art. 10); à 25 francs pour la personne qui, ayant la garde d'un enfant, manque à lui faire suivre l'école (art. 11).

Les faux en matière de certificats emportent l'emprisonnement n'excédant pas trois mois, s'il s'agit d'assiduité d'école (art. 18).

Loi du 10 août 1872 sur les mines métalliques. — Cette loi s'applique à toutes les mines auxquelles ne s'applique pas la loi sur les mines de houille. Les principes généraux des deux lois sont absolument pareils, elles ne diffèrent que dans quelques détails de l'application.

Nous indiquerons les différences en ce qui concerne le travail des femmes et des enfants.

Dans les mines métalliques le travail souterrain est absolument interdit aux enfants de douze ans (art. 4).

Il n'y a pas de prescription relative aux femmes et aux enfants employés aux travaux de la surface. Par suite, toutes les dispositions ayant trait à l'instruction des enfants de dix à douze ans disparaissent complètement.

Les pénalités sont les mêmes dans les deux lois (1).

Les lois du 10 août 1872 ont réalisé de grands progrès en ce qui concerne le travail des femmes et des enfants dans les mines. Tout d'abord elles étendent la protection aux travaux à la surface, tandis que les lois antérieures ne s'occupaient que des travaux souterrains. La limite de 12 ans pour les garçons employés au fond n'est pas nouvelle, mais les exceptions en faveur des enfants de 10 à 12 ans sont rendues moins fréquentes sous l'empire de la nouvelle loi. Ce n'est que par égard pour certaines nécessités exceptionnelles de roulage dans les mines à couches minces, que le législateur tolère le travail souterrain d'enfants de moins de 12 ans, et alors il l'entoure de précautions et de formalités ce qui n'existait pas auparavant. On détermine la durée de leur travail.

La protection ne s'arrête plus à l'âge de douze ans, la nouvelle loi l'étend aux garçons de 12 à 16 ans employés

1. Hunt, *op. cit.* ; Swimney, *op. cit.*, XXIV.

au fond. Elle détermine la durée maxima de leur travail.

La loi de 1860 avait posé la distinction pénale entre la direction responsable et le personnel placé sous ses ordres. En introduisant la peine d'emprisonnement pour certaines contraventions, elle en rend passibles uniquement les subordonnés, et la met à la discrétion des juges. La loi de 1872 est plus équitable, en même temps que plus équitable. La distinction disparaît complètement. Les amendes de la nouvelle loi peuvent devenir très considérables par suite de la multiplicité des infractions, par exemple s'il s'agit du travail des enfants. Les juges prononcent une amende distincte pour chaque enfant employé contrairement à la loi.

Comme la sanction était très efficace et la surveillance bien organisée, les prescriptions légales étaient rarement enfreintes (1).

La loi anglaise du 10 août 1872 et la loi française du 19 mai 1874 sont les premières qui, dans les deux pays, ont organisé une réglementation plus sérieuse des travaux dans les mines. Ces deux lois peuvent, par conséquent, être justement comparées.

Nous avons examiné la situation dans les deux pays avant 1870, et l'avantage est resté légèrement à la France. Nous mettrons les principales dispositions protectrices des femmes et des enfants employés dans les

1. Swinney.

mines, en face les unes des autres, et il sera facile après de faire ressortir les différences.

Loi anglaise du 10 août 1872

Age d'admission : à la surface : 10 ans ; à l'intérieur : 12 ans.

Exceptionnellement à l'intérieur, de 10 à 12 ans.

Interdiction des travaux souterrains aux femmes de n'importe quel âge.

Les garçons de 12 à 16 ans ne peuvent être employés au fond que pendant 10 heures par jour.

Il n'y a pas de prescription pour les repos.

Rien.

Loi française du 19 mai 1874

Age d'admission : à la surface : 12 ans ; à l'intérieur : 12 ans.

Pas d'exception.

Même prescription.

La durée du travail effectif des garçons de 12 à 16 ans employés au fond ne peut excéder 8 heures par jour.

Repos d'une heure au moins.

Les enfants de 12 à 16 ans ne peuvent être employés qu'aux travaux n'excédant pas leurs forces.

L'avantage, comme on le voit, reste encore à la France. La réglementation française est bien plus protectrice des enfants travaillant à l'intérieur des mines, que celle du pays où la production des enfants occupés dans l'industrie a pris son origine. Le législateur anglais n'a pas encore cru devoir imposer un repos déterminé par jour, ni déterminer quels travaux seraient interdits aux enfants.

Coal mines regulation act de 1887. — Comme en

France la loi du 19 mai 1874 n'était pas le dernier mot en matière de la réglementation du travail des enfants employés dans les mines, en Angleterre, les deux lois du 10 août 1872 ont dû aussi céder la place à une autre loi, plus récente, celle du 16 septembre 1887. Cette loi est la huitième rendue sur l'exploitation des mines de houille, depuis la loi Ashley du 10 août 1842, par laquelle, pour la première fois, le Parlement anglais se décida à imposer quelques prescriptions, si timides au début, à l'absolue liberté dont avait joui jusqu'alors l'exploitant des mines anglaises.

La loi du 16 septembre 1887 abroge toute la législation antérieure, et constitue à elle seule le nouveau Code pour la police de l'exploitation des mines de houille et des autres substances assimilées légalement à la houille. Elle se divise en 84 articles, et, à vrai dire, elle n'est qu'une reproduction, modifiée seulement dans les règles de détail, de la grande loi de 1872 en 76 articles. Non seulement les principes fondamentaux de deux lois restent les mêmes, mais leur économie générale n'est pas changée, et un grand nombre d'articles restent inaltérés. Il aurait pu suffire au législateur anglais d'abroger quelques articles de la loi de 1872 et de substituer un nouveau texte à celui de divers autres passages; il a préféré, suivant son habitude, refaire la loi d'un bout à l'autre.

La loi de 1887 (1) s'applique exactement aux mêmes

1. Titre complet de la loi est : Loi du 16 septembre 1887, pour

mines que celle de 1872 (art. 3 des deux lois), c'est-à-dire aux mines de houille et celles des substances assimilés, qui sont le minerai de fer en couche, le schiste argileux (shale) et l'argile réfractaire. La loi de 1887 abroge et remplace complètement la première loi du 10 août 1872, celle qui a le même objet, en ce qui concerne la loi sur les mines métalliques, elle n'a pas encore reçu de modifications, et ces mines restent soumises toujours à la loi de 1872 (1).

Comme nous l'avons dit, l'économie générale de la loi de 1887 est calquée exactement sur celle de 1872. Elle est divisée en trois mêmes parties, et chacune de ces parties, dans les deux lois, est subdivisée entre les mêmes titres.

La première partie a neuf divisions, dont les principales sont :

- a) Travail des jeunes garçons, des jeunes filles et des femmes ;
- b) Salaires ;
- c) Puits uniques ;
- d) Certificats de directeurs ;
- e) Inspection ;
- f) Arbitrages ;
- g) Coroners.

confirmer et améliorer les lois sur les mines de houille de 1872 et 1886 et la loi sur les mines de fer en couche de 1881.

1. Conf. Aguillon dans la *Revue de la Législation des Mines*, 1887.

La deuxième partie contient les mêmes règlements qu'en 1872 (General rules et special rules).

La troisième partie s'occupe des sanctions et des diverses mesures d'ordre.

*Travail des jeunes garçons, des jeunes filles
et des femmes.*

Aucun garçon de moins de douze ans, aucune fille ou femme, de quelque âge qu'elle soit, ne pourra être employé souterrainement dans une mine, ni autorisé à s'y trouver pour être employé (art. 4).

Aucun garçon de douze ans, et au-dessus, ne pourra être employé à l'intérieur des mines, ni autorisé de se trouver pour être employé à l'intérieur, plus de 54 heures dans la semaine, ni plus de 10 heures dans un jour, ni autrement que dans les conditions fixées dans la présente loi pour le travail souterrain des enfants dans les mines (art. 5).

En ce qui concerne l'emploi des jeunes garçons dans les travaux souterrains des mines, on doit se conformer aux dispositions suivantes (Art. 6) :

1) Il doit y avoir un intervalle d'au moins huit heures entre le travail du vendredi et celui du samedi suivant, et dans les autres cas, d'au moins douze heures entre deux postes de travail consécutifs ;

2) La durée du travail doit être comptée depuis l'instant du départ de la surface jusqu'à l'instant du retour à la surface ;

3) La semaine doit commencer le samedi soir à minuit et finir le samedi suivant à minuit.

En ce qui concerne les jeunes garçons, les jeunes filles et les femmes employés aux travaux du jour dans les dépendances d'une mine, on observera les prescriptions suivantes (art. 7) ;

1) Aucun garçon ou fille de moins de douze ans ne sera employé à ces travaux ;

2) Aucun garçon ou fille de moins de seize ans ne pourra être employé.

a) Plus de six jours dans la semaine ;

b) Plus de six heures dans un jour s'il est employé plus de trois jours dans la semaine ;

c) Ou dans les autres cas plus de dix heures dans un jour.

3) Aucun garçon ou fille de plus de treize ans, ni aucune femme ne peut être employée plus de 54 heures dans la semaine, ni plus de dix heures par jour.

4) Aucun garçon, fille ou femme ne peut être employé entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, ni le dimanche, ni le samedi après 2 heures de l'après-midi.

5) Il sera accordé un intervalle de huit heures au moins entre la fin du travail le vendredi et le commencement du travail le samedi suivant, et, dans les autres cas, un intervalle de douze heures au moins entre la fin du travail d'un jour et le commencement du travail suivant.

6) Une semaine est réputée commencer à minuit le samedi soir et finir à minuit le samedi soir qui suit.

7) Aucun garçon, fille ou femme ne sera employé d'une façon continue plus de cinq heures sans un intervalle d'une demi-heure au moins pour le repas, ni plus de huit heures dans un jour, sans un intervalle ou des intervalles pour repas montant ensemble à une heure et demie au moins.

Les dispositions du présent article sur le travail des garçons, filles et femmes après 2 heures de l'après-midi du samedi, ne s'appliqueront pas aux mines d'Irlande aussi longtemps que l'exemption en sera accordée par ordre du secrétaire d'Etat.

L'article 8 sur les registres à tenir pour le travail des garçons filles et femmes. Le propriétaire, gérant ou directeur de toute mine, tiendra au bureau, sur la mine, un registre et y fera inscrire, dans la forme que le secrétaire d'Etat peut de temps en temps prescrire ou sanctionner : le nom, l'âge, la résidence et la date d'entrée de tous les jeunes garçons, filles et femmes employés au jour dans les dépendances de la mine ; il devra, sur la demande qui lui en sera faite, présenter le registre, à la mine et à toute époque raisonnable, à tout inspecteur agissant en vertu de la loi et à tout officier d'une Commission scolaire ou d'un Comité d'assiduité scolaire du district de la situation de la mine ; ledit inspecteur ou officier pourra l'examiner et en prendre copie.

Le patron immédiat de tout garçon, autre que le propriétaire, gérant ou directeur de la mine, devra, avant de le faire travailler souterrainement, en faire la

déclaration au directeur ou à une personne désignée par celui-ci à cet effet (1).

Pénalités pour l'emploi des personnes en contravention de la loi. — « Quiconque violera ou manquera à exécuter, ou permettra à un autre de violer ou de manquer à exécuter les prescriptions de la présente loi sur le travail des garçons, filles ou femmes ou sur la déclaration d'emploi des garçons, sera coupable d'une infraction à la présente loi. Dans le cas d'une telle violation ou inexécution, quel qu'en soit l'auteur, le propriétaire, le gérant et le directeur de la mine seront coupables chacun d'une infraction à la présente loi, excepté, à l'égard de chacun d'eux, s'il prouve qu'il a fait son possible, dans la mesure raisonnable, pour prévenir cette violation ou cette inexécution, en publiant les prescriptions de la présente loi et en leur donnant vigueur de son mieux » (art. 9) (2).

Les pénalités sont, à peu de choses près, les mêmes que celles de la loi du 10 août 1872.

De la comparaison que nous avons établie entre la loi anglaise du 10 août 1872 et la loi française du 19 mai 1874, il ressortait clairement que les enfants employés dans les mines, étaient mieux protégés en France qu'en Angleterre. La loi du 16 septembre 1887 a sensiblement amélioré la situation dans ce dernier pays. Mais comme on sait la protection des enfants en France a

1. *Annales des mines* 1887.

2. *Ann. des Mines*, 1887.

progressé également depuis 1874. En face de la loi anglaise de 1887 on doit mettre la loi du 2 novembre 1892, ou plutôt ses prescriptions applicables aux mines.

**Loi anglaise du
16 septembre 1887**

Travail souterrain : Age
d'admission : 12 ans.

Durée du travail : 10 heures
pour les garçons de 12 à 16 ans.

La durée est celle de la présence dans la mine.

Rien.

Rien.

Le travail de nuit n'est pas interdit.

Les travaux souterrains sont interdits aux jeunes filles ou femmes.

Le repos hebdomadaire est obligatoire pour les garçons jusqu'à 16 ans.

Travail au jour.

L'âge d'admission comme précédemment.

Durée du travail : pour les enfants de 12 à 13 ans 6 heures par jour, s'ils ne sont employés

**Loi française du
2 novembre 1892**

Travail souterrain : Age
d'admission : 13 ans ; par exception 12 ans.

Durée du travail : 8 heures de 13 (12) à 16 ans, 10 heures pour ceux de 16 à 18 ans.

La durée est celle du travail effectif.

Jusqu'à 16 ans les enfants ne peuvent être employés qu'aux travaux faciles.

Les garçons de 16 à 18 ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur.

Le travail de nuit n'est permis qu'exceptionnellement aux enfants.

Même prescription.

Le repos hebdomadaire est obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans.

Travail au jour.

L'âge d'admission : comme précédemment.

Les enfants de 12 à 13 ans ne sont admis au travail qu'exceptionnellement.

que pendant trois jours, elle est de 10 heures.

Les enfants de 13 à 16 ans ne peuvent travailler que 10 heures par jour.

Rien.

Le travail de nuit est interdit aux garçons au-dessous de 16 ans, aux filles et femmes.

Et samedi, après 2 heures de l'après-midi.

Repos : 1/2 heure après cinq heures de travail, si le travail dépasse 8 heures, le repos doit être de 1 heure 1/2 au moins.

Idem.

Les ouvriers de 16 à 18 ans ne peuvent être employés plus de 11 heures par jour, ni plus de 60 heures par semaine.

Le travail de nuit est interdit aux garçons au-dessous de 18 ans, aux filles et femmes.

Rien.

Repos : 1 heure au moins.

Il résulte de cette nouvelle comparaison que l'avantage reste encore à la France. En effet, non seulement en France la protection est plus large, étant étendue aux ouvriers jusqu'à l'âge de dix-huit ans, mais même dans les détails, la réglementation anglaise reste inférieure sous plusieurs rapports. La loi du 16 septembre 1887 se garde bien, imitant en cela ses aînées, d'intervenir pour déterminer quel genre de travaux doit être confié aux faibles forces des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Cependant, il y en a qui les dépassent sensiblement, comme, par exemple, le travail des ventilateurs. Les abus qui peuvent en résulter sont très préjudiciables à la santé et au développement physique des

enfants. Il est aussi étonnant que la loi anglaise ne s'occupe pas du travail de nuit dans les galeries souterraines. La différence de traitement, sous ce rapport, avec les enfants occupés à la surface est vraiment incompréhensible. Pourquoi le législateur anglais a-t-il cru devoir interdire le travail de nuit à ces derniers et pas aux enfants employés au fond ?

On ne peut contester à la loi anglaise de 1887 d'avoir réalisé quelques sérieux progrès sur la législation précédente. Si elle a supprimé les dispositions des art. 8, 9, 10 et 11 de la loi de 1872, relatives à l'instruction des enfants employés dans les mines, c'est parce qu'elles étaient inutiles par suite de la législation générale sur l'instruction des enfants ; mais elle a conservé le principe de la possibilité de retenues sur les salaires des enfants pour payer les rétributions scolaires qui leur incombent.

La loi de 1887 a aussi supprimé la possibilité d'exemption, prévue par l'article 5 de la loi de 1872, en vue d'occuper souterrainement, dans certaines mines à couches minces, des garçons de 10 à 12 ans, et le droit d'employer à la surface des garçons ou filles de cet âge. Depuis la loi de 1887, dans toutes les exploitations minières, tant au jour qu'au fond, on ne pouvait plus employer les enfants qu'après l'âge de 12 ans. Toutefois, par mesure transitoire, les enfants de 10 à 12 ans, occupés au moment de la promulgation de la loi, pouvaient être conservés (art. 52, L. 1887). La durée du

travail au jour a été atténuée, particulièrement pour les enfants de 12 à 13 ans (1).

Les travaux du jour restent permis aux femmes. On avait demandé, à plusieurs reprises, l'exclusion des femmes, même de ces travaux. La majorité du Parlement, soutenue par le gouvernement, a refusé d'admettre cette importante innovation, sous prétexte qu'elle était inspirée par le désir de provoquer une hausse des salaires des ouvriers des mines par l'exclusion de la concurrence de la main-d'œuvre féminine. Cependant les partisans de l'exclusion n'ont pas manqué d'invoquer d'autres raisons d'une grande force et difficilement contredites par les adversaires. La vraie cause du refus se trouve probablement dans l'intention bien arrêtée du Parlement anglais de s'abstenir, autant que possible, de réglementer le travail des adultes.

La loi de 1887 marque également un très grand progrès, à un autre point de vue. Elle augmente le pouvoir de l'action administrative sur l'exploitant. « La loi de 1887 représente donc un nouveau pas en avant, par rapport aux lois antérieures, dans la restriction à ces divers points de vue de la liberté de l'exploitant, jadis illimitée et de plus en plus restreinte aujourd'hui, au moins dans les détails. On ne laisse pas d'être surpris du chemin fait en Angleterre, dans cette direction, en moins d'un demi-siècle (2) ».

1. Swimney.

2. *Aguillon*, Revue de la Législation des Mines, 1887.

BELGIQUE

L'origine de la législation protectrice des enfants en Belgique se trouve dans le décret français du 3 janvier 1813. Les conséquences de cette réglementation, si petites qu'elles soient, se sont fait sentir en Belgique aussi favorablement qu'en France. On n'y trouvait presque jamais d'enfants au-dessous de 10 ans, et ceux un peu plus âgés, n'étaient pas si surmenés que leurs camarades des autres industries. Dans les mines, les enfants de 10 à 12 ans étaient généralement employés à balayer les voies, porter les lampes, graisser les roues des wagonnets. Les enfants, un peu plus âgés, de 13 à 14 ans environ, étaient occupés à prendre dans des mannes les terres produites par les voies de roulage, pour les rejeter dans le vide des tailles ; à avancer le charbon abattu du pied de la taille au wagonnet qui doit l'enlever, opération qu'on désigne d'habitude sous le nom de boutage. D'autre part, la condition des enfants occupés dans les mines n'a pas manqué de s'améliorer avec les progrès de la science. La ventilation avait fait de très grands progrès. La circulation était devenue bien meilleure. Les

voies de traction étaient tellement agrandies que le service de wagonnets y était fait par des chevaux de haute taille. Ce service, très fatigant par sa continuité, par la longueur et le mauvais état du parcours, se faisait autrefois par les enfants. Ce qui fatiguait aussi beaucoup ces derniers, et ce qui était souvent dangereux pour leur vie, c'est-à-dire la descente dans la mine et la remonte à la surface se faisaient presque partout au moyen des appareils mécaniques.

La condition des enfants dans les mines était bien meilleure que dans les autres industries, mais, faute d'une réglementation plus rigoureuse, elle laissait à désirer à plusieurs points de vue. Il n'était pas rare de voir des enfants surmenés par un travail trop long. L'âge d'admission, que le décret de 1813 limitait à dix ans, était trop bas, et comme le travail des enfants n'était pas réglementé, les abus ne manquaient pas de se produire. Les exploitants pouvaient les employer aussi longtemps qu'ils voulaient, et confier aux jeunes travailleurs tels travaux que bon leur semblait. L'opinion publique s'en émut. En 1869, sur les rapports des docteurs Boerns et Kuborn, l'Académie royale de Bruxelles s'occupa de la question, et de nombreuses et importantes discussions étudièrent le travail des enfants et des femmes dans les mines. En 1872, la Chambre des Représentants fut saisie d'une proposition très favorable aux enfants par le président de l'Académie de médecine, M. Vleminck.

Ce dernier, qui fut député et ancien inspecteur du

service de santé, proposait la modification du décret du 3 janvier 1813, en élevant l'âge d'admission des garçons à 14 ans, celui des filles à 13 ans. La proposition fut assez bien accueillie. Sur six sections de la Chambre, trois l'adoptèrent, deux s'abstinrent, une vota l'ajournement avec étude de la question de savoir si au lieu de faire une législation exceptionnelle quant aux mines, il ne conviendrait pas de faire une loi générale sur le travail des enfants (1). L'âge d'admission de 14 ans a soulevé une sérieuse opposition. Sous prétexte qu'un âge aussi élevé rendait impossible tout apprentissage, les adversaires de la réglementation du travail réussirent à le faire abaisser à 12 ans pour les garçons et à 13 ans pour les filles. Le texte ainsi conçu fut voté par la Chambre des Représentants pendant la législature de 1877-78, mais ne passa pas devant le Sénat belge, qui le repoussa en 1878 (2). Dans l'intervalle, en 1873, le député Vanhouton fit une proposition de loi générale sur le travail des enfants, mais elle ne fut pas votée.

C'est ainsi que le décret du premier Empire français resta en vigueur en Belgique jusqu'à 1884. Cette année M. Saintelette, député et ministre des travaux publics, fit signer au roi Léopold II, le 28 avril, un règlement général de police sur les mines. L'article 69 de ce règlement était conçu en termes rappelant beaucoup ceux du

1. *Bulletin*, t. IV, 1872, p. 321.

2. *Annuaire de la Société de législation comparée*, 1879, p. 437.

décret de 1813. Il portait la disposition suivante : « Il est défendu de laisser descendre ou travailler dans les mines, des garçons âgés de moins de 12 ans et des filles de moins de 14 ans. » Cette prescription est bien timide, elle ne s'occupe que de l'âge d'admission, et même sous ce rapport elle n'est pas très favorable aux enfants. L'amélioration de leur condition ne pouvait être sensible. Mais cette timidité s'explique de la part d'un règlement, quand on pense qu'en ce moment il n'existait en Belgique aucune autre règle concernant le travail des enfants. A l'époque où la plupart des autres pays industriels avaient des codes presque complets réglementant le travail des enfants et même des femmes, la Belgique devait se contenter d'un seul article de règlement royal.

Loi du 13 décembre 1889. — Un état de choses aussi peu avantageux pour la Belgique ne pouvait pas se prolonger indéfiniment. C'est à la loi du 13 décembre 1889 que revient l'honneur d'avoir interrompu une situation aussi fâcheuse. C'est une loi générale. Son titre l'indique clairement : « *Loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.* »

Voilà quelles sont ses principales dispositions :

Elle s'applique dans un grand nombre d'industries. L'article 1^{er} y soumet les travaux :

1^o *Des mines, minières, carrières et chantiers ;*

2° Dans les usines, manufactures et fabriques ;

3° Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que dans ceux où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques ;

4° Dans les ports, débarcadères, stations :

5° Dans les transports par terre et par eau.

L'article 2 détermine l'âge d'admission à 12 ans ;

Les articles 3 et 4 d'une part, 6 et 9 d'autre part, ont permis au pouvoir exécutif de rendre l'arrêté du 15 mars 1893, concernant spécialement l'emploi de jeunes travailleurs dans les mines.

L'article 3 permet au roi d'interdire l'emploi des enfants ou des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, à des travaux excédant leurs forces, ou qu'il y aurait du danger à leur laisser effectuer.

Le roi peut, de la même manière, interdire ou n'autoriser que pour un certain nombre d'heures par jour ou sous certaines conditions, l'emploi à des travaux reconnus insalubres, des enfants ou des adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans.

La loi ordonne au pouvoir exécutif (art. 4) de régler, dans le délai de trois ans, à partir de sa publication, la durée du travail journalier, ainsi que la durée et les conditions du repos, en ce qui concerne les enfants et

les adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans. On règlera tout cela d'après la nature des occupations auxquelles ces jeunes personnes seront employées ou d'après les nécessités des industries, professions ou métiers.

Les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, ne pourront être employés au travail plus de douze heures par jour divisées par des repos, dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie.

Les articles 6 (§ 3) et 9 contiennent des dispositions applicables spécialement aux travaux de mines.

Le roi peut autoriser, dit l'article 6 (§ 3), en ce qui concerne les travaux des mines, l'emploi au travail de nuit de certaines catégories de travailleurs âgés de plus de 14 ans, ainsi que l'emploi, à partir de 4 heures du matin, des enfants du sexe masculin âgés de 12 ans accomplis.

L'article 9 concerne les filles et femmes employées aux travaux souterrains. « A partir du 1^{er} janvier 1892, les filles et les femmes âgées de moins de 21 ans ne pourront être employées dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Toutefois, la présente disposition ne sera pas applicable aux filles et aux femmes employées aux dits travaux avant la date pré-indiquée » (art. 9).

En cas d'inobservation de ses prescriptions, la loi déclare responsables les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants. Ils peuvent être condamnés à une amende de 26 à 100 fr.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées contrairement aux prescriptions légales, mais le montant de toutes les condamnations ne pourrait excéder la somme de 1.000 fr.

En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser la somme de 2.000 fr. (art. 14).

Il faut noter encore la disposition de l'article 17, très importante au point de vue de principes. Il déclare responsables les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille, contrairement aux prescriptions légales, et les fait condamner à une amende de 1 à 25 fr. En cas de récidive dans les douze mois à partir de la condamnation antérieure, l'amende pourra être portée au double (art. 17).

La loi belge du 13 décembre 1889 est assez complète pour un pays où la réglementation générale du travail intervenait pour la première fois. Elle est assez timide, sa protection ne s'étend qu'aux garçons jusqu'à l'âge de 16 ans, et aux filles jusqu'à 21 ans. Elle confie au pouvoir exécutif le soin de régler, en prenant l'avis de certains corps, la plupart des questions pouvant donner

matière à discussions et tous les détails de la réglementation de travail.

La timidité du législateur est surtout très prononcée quand il s'agit des femmes. Il est vraiment regrettable que le travail souterrain ne leur soit interdit que jusqu'à l'âge de 21 ans. Et les avis autorisés n'ont pas manqué au législateur belge en faveur de l'interdiction complète de ce travail aux femmes. L'Académie de médecine de Bruxelles s'est plusieurs fois prononcée dans ce sens (1). Mais la réforme ne pouvait être adoptée à cause du nombre très considérable de femmes employées au fond des mines. Le législateur français avait beau jeu, puisqu'à l'époque de l'enquête de 1868 il n'y avait en tout que 200 femmes occupées dans les mines (2).

Nous nous sommes déjà exprimé sur la responsabilité des parents pour l'emploi des enfants contrairement à la loi. Nous avons dit pour quelles raisons les parents ne devraient pas être déclarés responsables, ce qu'a d'ailleurs fait la législation française, mais la loi belge n'a pas partagé la même opinion. En quoi elle avait tort.

Arrêté royal du 6 novembre 1891. — La loi de 1889 n'avait pas désigné d'inspecteurs. Elle s'en est remise au pouvoir exécutif. Ce dernier s'est acquitté de sa mis-

1. V. Académie de Médecine de Bruxelles. Discussion sur l'emploi des femmes dans les travaux souterrains.

2. *Bulletin de Protection*, 1868.

sion le 6 novembre 1891, date à laquelle a paru un arrêté royal « désignant les fonctionnaires chargés de surveiller l'exécution de la loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels et déterminant les attributions de ces agents » (1).

Cet arrêté royal crée d'abord les inspecteurs du travail qu'elle appelle « fonctionnaires de l'inspection de l'industrie et de l'enseignement professionnel » et cela pour tous les établissements industriels mentionnés à l'article 1^{er} de la loi de 1889, à l'exception des mines, minières et carrières.

Ces « fonctionnaires de l'inspection » sont également chargés de surveiller l'application de la loi dans les établissements dangereux, insalubres et incommodes, mais cette fois, concurremment avec les fonctionnaires chargés spécialement de la surveillance de ces établissements.

Enfin, pour la surveillance des mines, minières et carrières l'arrêté en charge les fonctionnaires de l'administration des mines (2).

Tous ces fonctionnaires chargés de l'inspection doivent être munis d'un carnet contenant leurs noms, prénoms, etc. (art. 2). Ils ont le droit de visiter librement tous les établissements qu'ils ont à surveiller (art. 3).

1. Paru dans le *Moniteur* du 8 novembre 1891.

2. Ces fonctionnaires sont chargés également de faire appliquer la loi dans les grandes usines métallurgiques régies par la loi française du 21 avril 1810.

L'arrêté royal, comme la loi française de 1892, retire l'inspection des mines, minières et carrières aux inspecteurs du travail et la confie aux fonctionnaires des mines. Ces derniers, à part leurs attributions ordinaires, sont chargés :

1° De s'assurer par l'inspection des établissements miniers confiés à leur surveillance, si les lois, règlements arrêtés concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants y sont observés ;

2° De constater les infractions qui y sont commises ;

3° De faire des propositions ou de donner leur avis sur les mesures à prendre en exécution des articles 3, 4, 6 et 7 de la loi ;

4° De faire rapport aux gouverneurs sur les requêtes des chefs d'industrie, tendant à obtenir l'autorisation d'employer temporairement au travail de nuit, dans les cas prévus à l'article 6, alinéa 3 de la loi, les personnes pour lesquelles la loi interdit le travail de nuit ;

5° D'autoriser dans les conditions indiquées par la loi et, si la nécessité leur en est démontrée, l'emploi des enfants et des adolescents de moins de 16 ans, ainsi que des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, un septième jour par semaine.

Pour remplir leur mission, tous ces inspecteurs ont droit à procéder aux visites, enquêtes et recherches nécessaires (art. 5).

Ils transmettent leurs rapports, par la voie hiérar-

chique, au ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics.

Les fonctionnaires des mines, comme les inspecteurs ordinaires du travail, peuvent, en outre, être chargés de la rédaction de rapports ou de travaux relatifs à la réglementation du travail des femmes, des adolescents et des enfants, et aussi de rédiger la statistique du travail (art. 7).

Une loi de date assez récente (11 avril 1897), introduit une idée nouvelle en la matière. C'est un essai, important et curieux, d'associer les délégués des ouvriers à l'inspection au travail. L'idée est bonne, mais, on n'a pas eu le temps d'en voir les résultats qui seront probablement excellents.

Ces délégués ne sont pas institués uniquement pour être associés à l'inspection du travail. Ils ont plusieurs missions à remplir, dont une, et non la moins importante, consiste à « signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller. »

Ils ne sont pas indépendants dans cette mission. Ils sont placés sous la direction des ingénieurs des mines, dont ils sont obligés de suivre les instructions (art. 10, n° 3).

Ces délégués ne peuvent rester inactifs. L'Etat les rétribue, et pour cela ils sont forcés de faire au moins dix-huit visites par mois dans les travaux souterrains de leur circonscription (art. 11) (1).

1. *Bulletin de l'Inspection*, de 1898.

Arrêté du 15 mars 1893. — Cet arrêté devait déjà paraître le 1^{er} janvier 1893, puisque c'est à ce jour que la loi de 1889 avait fixé la mise à exécution de ses dispositions réglementaires. Le retard est explicable par l'importance des intérêts en cause, la réglementation proposée touchait aux industries vitales du pays. Avant de poser la moindre règle, il fallait procéder à une instruction longue et minutieuse.

Les établissements réglementés par l'arrêté du 15 mars 1893 sont les mêmes que ceux dont la surveillance a été confiée aux ingénieurs des mines. Ce sont les mines de houille, les mines métalliques et les minières ; les carrières tant souterraines qu'à ciel ouvert et les grandes usines métalliques régies par la loi du 10 avril 1810.

Ces industries ont une importance particulière en Belgique. Elles occupent un nombre d'ouvriers très considérable. En y rattachant les fabrications connexes du coke et des agglomérés, ainsi que le travail immédiat des produits des carrières sur les lieux de production, elles emploient près de 180.000 travailleurs dans le royaume.

Conformément aux prescriptions de la loi, de nombreux avis furent demandés sur les questions que soulevait l'application des articles 4, 6 et 7 de la loi de 1889. C'est ainsi que furent consultés : le Conseil supérieur du travail, les sections compétentes des conseils locaux de l'industrie et du travail, les députations permanentes

des provinces où sont exercées les industries extractives et métallurgiques, enfin le Comité technique des mines créé par l'arrêté royal du 15 décembre 1891 et définitivement constitué par celui du 24 octobre 1892.

Il va sans dire que les appréciations de collègues aussi différents variaient en plus d'un point essentiel. Ce qu'il est curieux de noter, c'est que les propositions les plus défavorables à la réglementation émanaient des conseils locaux de l'industrie et du travail, composés d'éléments le plus directement intéressés aux questions discutées.

L'arrêté divise ses prescriptions en deux parties. La première a trait aux travaux souterrains, la deuxième aux travaux à la surface. Chacune de ces parties a des prescriptions spéciales pour les travaux de jour et les travaux de nuit. On comprend cette division parce que l'arrêté se montre plus exigeant et réglemente plus rigoureusement les travaux souterrains que les travaux à la surface d'une part, et les travaux de nuit que les travaux de jour d'autre part.

Travaux souterrains. — Pour le travail de jour des galeries souterraines, l'article 2 de l'arrêté détermine la durée du séjour, descente et remonte comprises, des garçons âgés de moins de 16 ans, à un maximum de dix heures et demie. Par mesure de transition, cette prescription n'est pas valable pour l'année 1893.

La loi du 13 décembre 1889 interdit l'accès des tra-

vaux souterrains aux femmes et filles'âgées de moins de 21 ans.

Le travail des enfants et des adolescents réglementé par l'article 2 de l'arrêté, devra être interrompu par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à $1/8^e$ de celle de leur séjour dans les travaux. Ces repos peuvent avoir lieu à n'importe quelle heure. Pour la supputation de leur durée on tiendra compte également des interruptions naturelles du travail.

Dès qu'ils ont accompli l'âge de 12 ans, les garçons peuvent être occupés aux travaux souterrains des mines à partir de 4 heures du matin, à la condition que les prescriptions relatives à la durée de séjour et de repos soient remplies.

Le travail de nuit, qu'on compte entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est permis aux adolescents (1) du sexe masculin, âgés de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, occupés au coupage et à l'entretien des voies et au remblayage des tailles.

Ces garçons, de 14 à 16 ans, ne peuvent rester au fond que pendant dix heures par jour, les temps de descente et remonte compris. Le repos doit avoir la même durée que pour les travaux de jour.

Travaux à la surface. — En ce qui concerne le travail de jour, la durée prescrite, dix heures et demie, est

1. La loi emploie le mot « adolescents » quand il s'agit des garçons de 14 à 16 ans, et « enfants » seulement pour ceux qui n'ont pas atteint l'âge de 14 ans.

la même que celle des travaux souterrains. Seulement comme les jeunes filles peuvent être employées à la surface des mines, l'arrêté prescrit cette durée du travail aussi bien pour elles jusqu'à l'âge de 21 ans, que pour les garçons âgés de moins de 16 ans (art. 9).

Leur travail doit être divisé par des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie. Mais si le travail effectif n'atteint pas la durée maxima prescrite par l'article 9, la durée des repos pourra être diminuée proportionnellement.

Le travail de nuit à la surface est permis aux filles et femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21, mais seulement pour le service des lampisteries. La durée du travail est la même que si elles étaient occupées le jour. Le repos est aussi le même.

L'arrêté institue l'affichage obligatoire (art. 14). « Les chefs d'industries, patrons ou gérants sont tenus de faire afficher, dans les chaufoires, aux puits de descente et de remonte, et dans les ateliers à un endroit apparent, un tableau des dispositions prises en vertu du présent arrêté ».

Ce qu'on peut le plus critiquer parmi les dispositions de l'arrêté du 15 mars 1893, ce n'est pas la durée du travail des personnes protégées. En effet, la durée maxima de dix heures et demie ne désigne pas le travail effectif. Il faut défalquer les temps de descente et de remonte, qui prennent généralement une heure. Les temps de repos ne sont pas compris non plus dans la

durée de dix heures et demie, ce qui la fait diminuer d'une heure et demie environ. Il ne reste, par conséquent, que huit heures de travail effectif, ce qui n'est pas excessif.

On avait beaucoup de mal à déterminer cette durée de dix heures et demie. Le Conseil supérieur du travail proposa dix heures comme durée maxima du séjour des garçons dans les galeries souterraines. D'autre part, la grande majorité (17 sur 24), des sections consultées des conseils locaux de l'industrie, votant presque tous à l'unanimité, s'est prononcée pour douze heures. L'arrêté a adopté le maximum de dix heures pour le travail de nuit. Par mesure transitoire il établit cette durée à dix heures et demie jusqu'à la fin de l'année 1893. Cette transition se comprend assez bien, parce que les exploitants avaient le temps de préparer dès 1890, l'exclusion progressive des filles et femmes âgées de moins de 21 ans, tandis qu'ils ne savaient pas si l'on réduirait la durée du travail ou non.

Même dans le Conseil supérieur on n'était pas unanime sur la durée maxima de séjour. Sa première section s'était prononcée pour dix heures et demie pour les postes de jour et de nuit. D'autre part le comité technique des mines n'a pas hésité à proposer la durée de onze heures.

On avait consulté aussi sur le même point les députations permanentes des mines. Celle de Hainaut, seule précise dans sa réponse, a émis l'opinion que, pour les

deux postes, la durée du séjour de jeunes ouvriers ne devrait pas dépasser onze heures. Celle de Liège n'a pas voulu se prononcer catégoriquement.

En présence d'une divergence de vues aussi prononcée, le choix n'était pas très facile. Et le ministre, en adoptant les durées de dix heures et de dix heures et demie, a choisi celles qui étaient le plus favorables aux jeunes ouvriers. Et, comme nous l'avons dit, ces temps ne représentent que la durée de séjour, et le travail effectif auquel on pourra astreindre les enfants est beaucoup moindre.

Le progrès réalisé par l'arrêté du 15 mars 1893 est très sensible sur ce point. La durée du séjour de ces jeunes travailleurs était presque toujours excessive. Elle montait à douze heures, et très souvent ce chiffre était largement dépassé. Les repos n'étaient pas observés, ou accordés quelquefois pour une durée dérisoire. Mais sous ce dernier rapport l'arrêté belge n'a pas réalisé tout le progrès possible. La durée des repos, qui ne pouvait être inférieure à 1 heure 19 minutes pour un séjour de 10 heures et demie, est suffisante, seulement ses effets réconfortants peuvent être beaucoup diminués, par suite d'un très grand fractionnement admis par l'arrêté. Un repos, même moindre, mais qui ne pourrait être divisé en petites parcelles, est bien préférable.

Les dispositions de l'arrêté du 15 mars sont bien plus critiquables, en ce qui concerne le travail des femmes. La loi interdit les travaux souterrains aux femmes âgées

de moins de 21 ans, mais par mesure de transition l'admet aux filles de 16 à 21 ans, employées à ces travaux avant le 1^{er} janvier 1892. La loi aurait pu se montrer bien plus rigoureuse pour le travail des femmes au fond, sans léser des intérêts très considérables. La mesure de transition n'était pas nécessaire, puisque les filles de 16 à 21 ans étaient exclues partout des travaux de fond. Il n'y a que dans les mines de Hainaut qu'elles étaient encore employées, et même là leur nombre ne cessait de diminuer. L'arrêté dispose aussi que ces jeunes filles pourront être occupées à l'intérieur des mines pendant onze heures, ce qui est excessif.

Mais les dispositions de l'arrêté du 15 mars 1893 deviennent d'une indulgence déplorable surtout en ce qui concerne le travail de nuit. Il est permis à l'intérieur des mines aux enfants à partir de 14 ans, et à la surface à partir de 12 ans. Par là on a lésé une des premières exigences humanitaires en matière de la protection d'enfance. Et même l'excuse, que la réglementation légale du travail intervenait alors pour la première fois en Belgique, n'est pas suffisante pour expliquer cette timidité.

Le ministre belge, M. Léon de Bruyn qui a proposé l'arrêté du 15 mars à la signature du roi, se rendait bien compte qu'il ne faisait pas une œuvre définitive. « La voie des améliorations, dit-il dans son rapport au roi, reste largement ouverte. Celles-ci doivent être progressives et l'expérience fera reconnaître les modifications qu'il conviendrait d'apporter au régime établi ».

Régime spécial des mines de houille de Mariemont.

— Les mines de houille de Mariemont comprennent trois principaux sièges d'exploitations. Ce sont Saint-Arthur, Saint-Henriette et la Réunion. L'organisation de travail y présente certaines particularités. Le travail se fait au moyen de deux postes successifs ; dont le premier descend dans la mine à 5 heures du matin et le second en sort à minuit. Pendant ce temps on est occupé dans certains chantiers à abattre, transporter et extraire le charbon, tandis que dans d'autres on est employé aux services du coupage et de l'entretien des voies et du remblayage des tailles. D'autre part, le service de la remonte du charbon et des terres est entravé par ce fait que la descente et remonte des ouvriers, qui se faisaient auparavant à l'aide des waroquères, s'effectuaient presque partout par les machines d'extraction. Cet état de choses pourrait être difficilement modifié par un dédoublement des sièges d'extraction ou par un accroissement des installations du triage mécanique.

Ce système est très avantageux pour les ouvriers. Il permet la réduction du nombre d'heures de travail pour tout le personnel. Il permet également à de nombreux ouvriers le repos d'une grande partie de la nuit.

Le ministre belge de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics a pensé que pour ces mines il fallait faire un règlement spécial. Ce règlement a paru le même jour que l'arrêté royal du 15 mars 1893. Il divise

également ses dispositions en travaux souterrains et travaux de surface.

Les articles 2 et 3 s'occupent des premiers. « Les adolescents du sexe masculin, dit l'article 2, âgés de plus de quatorze ans et de moins de seize ans, occupés au service de transport pendant le premier poste d'extraction organisé aux trois sièges : Saint-Arthur, Saint-Henriette et la Réunion du charbonnage de Mariemont pourront être employés comme tels, dans les dits travaux souterrains après neuf heures du soir et jusqu'à minuit, heure à laquelle devront cesser également les travaux des adolescents de même sexe et de même âge des catégories spécifiées à l'article 7 du règlement général sus-visé de ce jour ».

La durée de séjour de ces adolescents, de 14 à 16 ans, dans les galeries souterraines ne peut dépasser dix heures. Le travail sera divisé par plusieurs repos, dont la durée totale ne sera pas inférieure à un $1/8$ de leur séjour dans les travaux. Cette dernière disposition se trouve exprimée, en termes identiques, dans l'arrêté générale.

En ce qui concerne les travaux à la surface, les filles et les femmes âgées de plus de seize ans et de moins de vingt-et-un ans, occupées, dans le second poste au triage mécanique, pourront être employées après neuf heures du soir jusqu'à minuit. Mais la durée de leur travail effectif ne pourra être supérieure à neuf heures. Il

sera interrompu par des repos d'une durée totale d'une heure au moins.

Application des prescriptions réglementaires.

— **Age d'admission au travail.** (Art. 2) (1). — Il résulte des inspections faites ces dernières années et les rapports des ingénieurs confirment abondamment que les garçons âgés de moins de douze ans ont complètement disparu de toutes les industries soumises à la surveillance des ingénieurs des mines (mines, minières, établissements métallurgiques, carrières, fabriques de coke et d'agglomérés). En 1897 on n'a constaté qu'une seule infraction à cet égard. On avait employé un garçon de moins de douze ans dans les dépendances superficielles d'une carrière souterraine.

Travaux fatigants, dangereux ou insalubres (art. 3). Les dispositions de cet article n'ont donné lieu à aucune application en ce qui concerne les industries surveillées par les ingénieurs des mines. •

Durée du travail de jour et des repos (art. 4). — Les prescriptions légales qui déterminent par industrie la durée du travail et celle des repos peuvent être considérées comme appliquées d'une manière satisfaisante. On n'a signalé qu'un nombre relativement faible d'in-

1. L'article 1^{er} n'est que l'énumération des établissements industriels soumis à la loi du 13 décembre 1889.

fractions. Dans les charbonnages elles concernaient principalement les ouvriers de la surface.

Dans les établissements métallurgiques visités en 1897 aucune irrégularité n'a été constatée en ce qui concerne les prescriptions de l'article 4. Il n'en était pas de même dans les carrières, où la loi était presque toujours le moins bien observée. Sur quatre-vingt-une carrières à ciel ouvert, qui employaient des ouvriers protégés, la durée du travail dépassait partout le maximum autorisé.

Travail des femmes après leur accouchement (art. 5). — Les inspections faites par les « officiers des mines » pendant l'année 1897 n'ont donné aucun renseignement pouvant indiquer comment la prescription de l'article 5 a été exécutée.

Travail de nuit (art. 6). — En 1897 on n'a constaté aucune contravention sous ce rapport.

Aucune dérogation motivée par les circonstances particulières prévues par la loi n'a été accordée par les gouverneurs des provinces.

Travail du dimanche (art. 7). Les ingénieurs des mines ont signalé deux infractions à l'article 7 ; elles étaient relatives aux mines régies par la loi de 1810.

L'autorisation de faire travailler un septième jour a été accordée, conformément à la loi, à une société mi-

nière, où le travail était interrompu par suite d'un accident au matériel (1).

Femmes employées dans les travaux souterrains (article 9). On se rappelle que l'article 9 est conçu en termes suivants :

« A partir du 1^{er} janvier 1892 les filles et les femmes âgées de moins de 21 ans ne pourront être employées dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Toutefois la présente disposition ne sera pas applicable aux filles et aux femmes employées aux dits travaux avant la date pré-indiquée ».

D'autre part, l'arrêté royal du 28 avril 1884 fixait à 14 ans l'âge d'admission des jeunes filles dans les travaux souterrains. Comme après le 1^{er} janvier 1892 l'admission des femmes est impossible, et celles travaillant à cette date devaient avoir au moins 14 ans, il ne devait plus y avoir en 1898 de femmes âgées de moins de 20 ans, pour être dans les conditions légales.

Les renseignements suivants (2) permettent de se rendre compte de l'effet produit par l'article 9 de la loi :

1. Bulletin de l'Inspection de Belgique de 1898.

2. Ces renseignements sont extraits des travaux de statistique de M. le directeur général des mines Harze.

ANNÉES	Au-dessous de 16 ans	De 16 à 21 ans	Au-dessus de 21 ans	TOTAUX
1891	683	2.285	723	3.691
1892	219	1.957	719	2.891
1893	44	1.505	623	2.172
1894	»	1.076	542	1.618
1895	»	673	595	1.268
1896	»	291	597	888
1897	»	87	594	678

De 1896 à 1897 le nombre de jeunes filles de 16 à 21 ans a diminué pour plus de trois quarts.

Au 1^{er} janvier 1899, il ne devait plus avoir dans les travaux souterrains de jeunes filles au-dessous de 21 ans.

Registres et carnets (art. 10). — Comme toujours, les prescriptions légales concernant la tenue du registre et des carnets, ont été le moins bien observées dans les carrières. En 1897 la situation n'avait pas changé. Dans les autres industries, dont il est question ici, le fonctionnement de ce contrôle paraît bien assuré.

Affichage (art. 11). — Comme on pouvait s'y attendre, l'exécution des formalités d'affichage laisse beaucoup à désirer dans les carrières, tant souterraines

qu'à ciel ouvert. D'une manière générale, c'est la prescription, dont l'exécution est la moins satisfaisante.

Surveillance (art. 12). — En 1897 l'inspection a porté sur 440 établissements, ce qui correspond à une population de 64.414 travailleurs, dont 7.608 protégés par la loi.

Procès-verbaux (art. 13). — En 1897 les ingénieurs des mines n'ont dressé que trois procès-verbaux.

Le tableau ci-contre renseigne sur la nature des infractions et les établissements où elles ont été constatées.

Date du procès-verbal	Nature de l'établissement	Nature de l'infraction.	Suite	Obser- vations
2 avril 1897	Carrières.	Défaut d'affichage	1 amende de 5 francs	
19 juin 1897	Charbonnage	Emploi au travail de nuit, à la surface, d'un garçon de 15 ans		
2 décem. 1897	Charbonnage	Emploi au travail à partir de 4 h. du matin, de filles et de femmes de 16 à 21 ans		

Application de la loi du 13 décembre 1889 par industrie. A. Charbonnage. — Pendant l'année 1897

les ingénieurs des mines ont visité 106 sièges d'exploitation dans le but spécial d'assurer l'exécution de la loi du 13 décembre 1889 et de l'arrêté du 15 mars 1893.

Il a été constaté partout que les personnes protégées sont munies des carnets réglementaires ; dans un cas, le registre d'inscription était irrégulièrement tenu. Les prescriptions relatives à l'affichage de la loi, de l'arrêté royal, du tableau des heures de travail et de repos et du règlement d'ordre intérieur sont exécutés d'une manière satisfaisante. Dans six sièges seulement, le tableau indiquant les heures de travail et de repos des ouvriers protégés n'était pas affiché.

Les prescriptions relatives à la durée du travail sont bien remplies dans les charbonnages. En 1897, on n'a constaté qu'un seul siège, où les ouvriers protégés étaient employés à l'intérieur pendant la nuit au delà des limites permises. Tandis que, la même année, on a signalé six infractions ayant trait à la durée du repos de la même catégorie de travailleurs dans les travaux de la surface.

Enfin la même année, on a constaté dans un triage l'emploi pendant trois dimanches consécutifs, d'ouvriers protégés, ce qui est contraire à la loi (1).

1. Bulletin de l'Inspection de Belgique, 1888. .

Personnel des Établissements visités

INTÉRIEUR DES TRAVAUX								
<i>Jour</i>					<i>Nuit</i>			
Garçons et hommes			Filles et femmes		Garçons et hommes		Femmes	
de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au- dessus de 16 ans	de 16 à 21 ans	au- dessus de 21 ans	de 14 à 16 ans	au- dessus de 16 ans	au- dessus de 21 ans	
421	971	20.414	68	229	544	12.037	13	

Total : 34.697.

SURFACE								
<i>Jour</i>						<i>Nuit</i>		
Garçons et hommes			Filles et femmes			Hommes	Filles et femmes	
de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au- dessus de 16 ans	de 12 à 16 ans	de 16 à 21 ans	au- dessus de 21 ans	de 16 à 21 ans	de 16 à 21 ans	au- dessus de 21 ans
396	421	5.297	975	1.216	476	904	44	73

Total : 9.802.

ENSEMBLE							
<i>Jour et nuit</i>							
Garçons et hommes			Filles et femmes			Total général	
de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au- dessus de 16 ans	de 12 à 16 ans	de 16 à 21 ans	au- dessus de 21 ans	toutes catégories	
847	1.936	38.652	975	1.328	791	44.499	

B. *Mines métalliques et exploitations libres de minerais de fer avec leurs dépendances.* — On a visité, pendant l'année 1897, six exploitations de cette espèce, une d'entre elles employait des ouvriers protégés. Aucune infraction n'y a été constatée.

Voilà dans quelle proportion étaient employées les différentes catégories de personnes protégées :

JOUR								
Fond			Surface					
Garçons et hommes			Garçons et hommes			Filles et femmes		
de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au-des- sus de 16 ans	de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au-des- sus de 16 ans	de 12 à 16 ans	de 16 à 21 ans	au-des- sus de 21 ans
—	—	120	2	8	185	—	—	4
Surface			NUIT			Total général		
5			Fond			412		
			88					

C. *Carrières souterraines avec leurs dépendances.* — Sur les 105 carrières souterraines inspectées en 1897, dont 68 exploitations de terre plastique, 19 emploient des ouvriers protégés.

Les seules infractions graves signalées consistent dans l'emploi d'un enfant de moins de douze ans auquel l'administration communale avait délivré un carnet et dans l'absence de registre et de carnets dans trois exploita-

tions. Aujourd'hui encore, dans cette industrie, les formalités d'affichage paraissent encore laisser à désirer.

Personnel des Établissements visités

JOUR								
<i>Fond</i>			<i>Surface</i>					
Garçons et hommes			Garçons et hommes			Filles et femmes		
de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au-des- sus de 16 ans	de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au-des- sus de 16 ans	de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au-des- sus de 16 ans
5	43	1 085	15	59	744	17	103	62
Total : 1.133			Total : 1.000					

ENSEMBLE					
<i>Fond et surface</i>					
Garçons et hommes			Filles et femmes		
de 12 à 14 ans	de 14 à 16 ans	au-dessus de 16 ans	de 12 à 16 ans	de 16 à 21 ans	au-dessus de 21 ans
20	102	1 829	17	103	62
Total : 2.133					

ALLEMAGNE

En ce qui concerne la législation protectrice du travail dans les établissements allemands, c'est pour l'industrie extractive, la plus ancienne des grandes industries modernes, que l'intervention de l'autorité se fit sentir tout d'abord. Il y avait déjà en 1300 un règlement sur les mines (*Kuttenberger Bergordnung*) qui défendit l'emploi d'un mineur dans deux postes successifs « *ne in labore deficiat* ». Au XIX^e siècle on suivit l'exemple donné par l'Angleterre, on fit des enquêtes qui démontrèrent les abus semblables à ceux révélés dans ce dernier pays et dont étaient victimes les enfants dès leur plus tendre enfance. Le 9 mars 1839 parut le premier règlement destiné à améliorer le sort des petits travailleurs (1). Il fut sanctionné par la décision royale du 6 avril 1839. Voici quelles étaient les principales prescriptions de ce règlement (2) :

Il défend d'employer les enfants avant l'âge de neuf ans accomplis à une occupation régulière dans les fabri-

1. Son titre portait : « *Regulativ über die Beschäftigung jugendlicher Arbeiter in Fabriken vom 9. März 1839* ».

2. Arndt : *Bergbau und Bergbaupolitik*, 1894.

ques, mines, fonderies. Mais les personnes qui n'ont pas suivi une école régulière pendant trois ans ou qui ne prouvent pas par un certificat délivré par l'autorité scolaire qu'elles savent couramment lire et un peu écrire leur langue maternelle, ne peuvent être employées avant seize ans accomplis, dans les établissements ci-dessus.

Les garçons et filles qui n'ont pas accompli seize ans ne peuvent être employés pendant plus de dix heures par jour (art. 3).

Mais l'autorité locale peut autoriser une plus longue durée si, par suite des accidents, le travail régulier a été interrompu. L'autorisation n'est valable que pour quatre semaines au plus, et ne peut prolonger le travail que pendant une heure par jour.

Les personnes protégées doivent avoir un repos d'un quart d'heure le matin et l'après-midi, et pour le repos de midi on doit leur accorder toute une heure (art. 4).

Il est interdit de les employer pendant la nuit, c'est-à-dire avant 5 heures du matin et après 8 heures du soir, et les dimanches et jours de fête.

Les chefs d'établissements qui occupent de jeunes ouvriers sont tenus d'en tenir le registre contenant leurs noms, prénoms, âge, domicile, parents, etc.

Les infractions sont punies de 1 à 5 thalers pour chaque enfant employé contrairement au règlement.

On voit que le règlement général ne contient pas de prescription concernant le travail des femmes à l'intérieur des mines. Il n'en était pas de même de plusieurs

règlements locaux. Une ordonnance de police sur les mines du 8 novembre 1867, publiée à Bonnes interdit complètement les travaux souterrains aux femmes (art. 55; Bei Arbeiten unter Tage dürfen weibliche Arbeiter nicht beschäftigt werden). Cette prescription n'était que la reproduction de celle qui se trouvait dans l'ordonnance de police du 9 février 1827 et qui était valable pour la rive gauche du Rhin.

L'administration supérieure des mines de Breslau rendit également le 10 octobre 1868 une ordonnance dont l'article 1^{er} défendait l'emploi des femmes, sous peine de 50 fr. d'amende. Une demande à fin de rejet de l'ordonnance, fondée sur son inconstitutionnalité, fut repoussée. L'ordonnance fut alors dénoncée à la Chambre des députés, et la Commission du commerce et de l'industrie, saisie par renvoi, fit voter l'ordre du jour avec invitation au gouvernement de présenter une loi pour exclure formellement les femmes des mines.

Le règlement de 1839 était mal appliqué. Les autorités locales, auxquelles incombaient le devoir de faire respecter ses prescriptions, se montrèrent tout à fait au-dessous de leur tâche. L'amélioration de la condition des travailleurs ne fut rendue réelle que par la loi du 16 mai 1853 (Gesetz vom 16 Mai 1853, betreffend einige Abänderungen des Regulativs vom 9 März 1839 über die Beschäftigung jugendlicher Arbeiter in Fabriken). La loi de 1853 était un progrès sérieux en vue de la protection des enfants employés dans les industries désignées

dans le règlement de 1839. Elle n'abroge ce dernier que dans les dispositions où elle apporte des changements, pour le reste elle le complète (1).

La nouvelle loi fait élever l'âge d'admission à 12 ans.

Jusqu'à l'âge de 14 ans, d'après l'article 4 de la loi de 1853, les enfants ne peuvent être employés dans les industries prévues par le règlement de 1839, pendant plus de six heures. Ils doivent, en plus, suivre l'école pendant trois heures.

La durée des repos du matin et de l'après-midi, a été doublée. Au lieu d'un quart d'heure, la loi de 1853 exige une demi-heure pour chacun de ces repos (article 5).

Le travail de nuit reste interdit aux personnes protégées, seulement, il est déterminé plus favorablement à leurs intérêts. Il est compris entre 8 1/2 du soir et 5 heures et 1/2 du matin. Les limites en sont, par conséquent, écartées d'une heure.

L'article 7 exige que le chef d'établissement annonce à l'autorité locale chaque emploi de ces jeunes travailleurs.

La loi de 1853 ne s'occupe point d'une manière spéciale des mines ni des travaux souterrains. Mais, un arrêté ministériel, en date du 12 août 1854 remplit cette lacune. Il interdit les travaux souterrains aux jeunes

1. Schenkel, *Die deutsche Gewerbe-Ordnung*, 1892-94.

personnes avant l'âge de 16 ans. Et, même à la surface, il ne leur permet pas d'être employées à tourner le cabestan ni à traîner les chariots sur des rails qui montent. Les motifs que l'arrêté donne de ces interdictions sont très intéressants (voir Zeitschr, f. d. Berg, Hütten, Salinen wesen (Bd. II, s. 278) :

« Nach den bisherigen Erfahrungen ist bereits als feststehend anzunehmen, dass jugendliche Arbeiter vor dem vollendeten 16. Lebensjahre in den Gruben (unter Tage) nicht ohne Nachtheil für ihre Gesundheit beschäftigt werden Können.

« Auch ist das sogenannte Haspelziehen und das Karrenlaufen auf ansteigenden Bahnen unter den Arbeiten über Tage als schädlich für dergleichen jugendliche Arbeiter zu bezeichnen.

« Wir bestimmen daher auf Grund des § 10 des Regulativs vom. 9. März 1839, und des, § 10, des Gesetzes, vom 16. Mai v. I., dass dergleichen Beschäftigungen nicht weiter geduldet werden sollen.

« Sofern in dem dortigen Bezirk ein Anlass hiezu vorliegt, ist diese Bestimmung durch das Amtsblatt bekannt zu machen ; und die Ubertretung derselben auf Grund des Gesetzes vom 11 März 1850, mit Strafe zu bedrohen. »

La loi du 16 mai 1853 contient encore quelques prescriptions importantes concernant la protection de petits ouvriers.

Elle détermine que toutes les personnes protégées

doivent être munies d'un livre de travail (Arbeitsbuch), délivré par l'autorité locale, et leurs patrons sont obligés de montrer ces livres aussitôt qu'ils en seront requis.

Si l'industriel commet trois contraventions successives en moins de cinq ans, le tribunal peut lui interdire temporairement ou même à perpétuité le droit d'employer les enfants au-dessous de 16 ans.

Mais, une des dispositions des plus importantes de la loi de 1853, c'est celle qui permet au gouvernement de nommer des inspecteurs là où le besoin s'en fait sentir « wo sich dazu ein Bedürfnis ergiebt » (art. 11). Le gouvernement a profité de cette faculté en nommant, dès l'année 1853, trois inspecteurs. L'application des prescriptions réglementaires rentra, dès lors, dans la voie de la réalité.

L'ordonnance royale du 22 septembre 1867, étendit l'application du règlement du 9 mars 1839 et de la loi du 16 mai 1853 à tous les pays conquis en 1866.

La *Gewerbeordnung* du 21 juin 1869, qui forme un véritable Code industriel, était applicable, sauf de petites modifications, à toute l'Allemagne du Nord. Depuis 1869, la *Gewerbeordnung* a subi bien des changements, dont le plus important, en ce qui concerne la protection des enfants, est celui du 1^{er} juin 1891. En combinant ces deux lois, nous choisirons les prescriptions actuellement valables pour le travail dans les mines. Mais avant, il nous faudra fixer quelques termes. *Enfants* (Kinder), dans le sens de la *Gewerbeordnung* sont toutes les per-

sonnes âgées de moins de 14 ans ; on comprend sous la dénomination de *jeunes gens* ou *adolescents* (junge Leute), les personnes de 14 à 16 ans ; les enfants et les jeunes gens sont appelés ensemble de *jeunes travailleurs* (jugendliche Arbeiter) (1).

L'article 135 détermine l'âge d'admission. Il défend l'emploi des enfants avant l'âge de 13 ans accomplis, dans toutes les fabriques (mines, salines, manufactures etc.) On ne peut employer les enfants âgés de plus de 13 ans que s'ils ont terminé l'instruction obligatoire.

On ne peut employer les enfants au-dessous de 14 ans que pendant six heures par jour.

Les jeunes gens de 14 et 16 ans, ne doivent travailler dans les fabriques (mines, salines, manufactures, etc.) que pendant dix heures au plus.

Les prescriptions de l'article 135 sont absolues. Toute convention contraire est nulle. Les ouvriers peuvent y être forcés contre leur volonté.

L'article suivant (136) concerne aussi les mines. « Les heures du travail des jeunes ouvriers (jugendliche Arbeiter) ne doivent pas commencer avant 5 h. 1/2 du matin, ni durer après 8 h. 1/2 du soir. On doit leur accorder tous les jours des repos réguliers entre les heures de travail. Le repos doit être d'une demi-heure par jour au moins, pour tous les jeunes ouvriers qui ne peuvent être employés que pendant six heures par jour. On doit accorder aux autres jeunes ouvriers au moins une heure

1. Conf. Arndt, *op. cit.*; Schenkel, *op. cit.*

de repos à midi, et une demi-heure avant et après midi.

« Pendant les heures destinées aux repos, les jeunes ouvriers ne doivent être employés à aucun travail dans la fabrique (mines, etc.) et ne doivent être autorisés à séjourner dans les lieux de travail que, si dans ces derniers les parties du travail auquel les jeunes ouvriers sont employés, sont complètement suspendues pendant la durée des repos, ou si le séjour en plein air est impossible, ou si d'autres emplacements appropriés ne peuvent, sans des difficultés extraordinaires, être affectés à leur séjour. »

Les dimanches et fêtes, ainsi que pendant les heures fixées pour les exercices de catéchisme, de confirmation, de confession et de communion, les jeunes ouvriers ne peuvent pas être employés.

L'art. 137 de la Gew. Ord. contient plusieurs dispositions importantes sur l'emploi des femmes : Les ouvrières ne doivent pas être employées dans les fabriques (mines, manufactures, salines) pendant la nuit de 8 h. 1/2 du soir à 5 h. 1/2 du matin, ni le samedi et les veilles de fêtes, à partir de 5 h. 1/2 du soir.

Le travail des ouvrières au-dessus de seize ans, ne doit pas excéder la durée de onze heures par jour, ni celle de dix heures la veille des dimanches et fêtes.

Les heures de travail des ouvrières doivent être séparées par un repos d'une heure au moins à midi.

Les ouvrières de plus de seize ans, qui ont un ménage

doivent être congédiées, sur leur requête, une demi-heure avant le repos du midi, si la durée de ce repos n'est pas d'une heure et demie au moins.

Les femmes en couches ne doivent pas être occupées en général pendant les quatre semaines qui suivent leur délivrance, et elles ne doivent l'être pendant les deux semaines suivantes que si le certificat d'un médecin approuvé, déclare ce travail admissible.

L'article suivant contient également des dispositions intéressantes sur l'emploi des femmes et des enfants :

Si des ouvrières ou de jeunes ouvriers doivent être occupés dans les fabriques (mines, etc.), le patron doit, avant de les occuper, en faire la déclaration écrite à l'autorité locale.

La déclaration doit mentionner la fabrique, les jours de la semaine auxquels le travail aura lieu, le début et la fin de la période du travail et des repos ainsi que la nature du travail. Aucun changement, abstraction faite des ajournements que le remplacement d'ouvriers empêchés rend nécessaires pour des postes isolés, ne doit y être apporté avant que l'autorité en ait reçu avis. Dans chaque fabrique le patron doit veiller à ce que, dans les locaux de la fabrique où travaillent de jeunes ouvriers, une liste de jeunes ouvriers, indiquant leurs jours de travail, ainsi que le début et la fin de leur travail et des repos, soit suspendue à une place nettement visible. De même, il doit veiller à ce que, dans les locaux correspondants, il soit suspendu un tableau conte-

nant, sous la forme qui doit être définie par l'autorité centrale et en caractères parfaitement lisibles, un extrait des dispositions relatives au travail des ouvrières et des jeunes ouvriers.

Les prescriptions sur le travail des ouvrières souffrent plusieurs exceptions portées dans l'article 138 a) de la Gew. Ord : En cas d'une abondance extraordinaire de travail, l'autorité administrative inférieure peut, sur la demande du patron, autoriser le travail des ouvrières au-dessus de 16 ans jusqu'à dix heures du soir, les jours de la semaine, à l'exception du samedi, dans l'hypothèse où la durée du travail journalier ne dépasse pas treize heures. Dans le cours d'une année l'autorisation ne peut être donnée au patron pour son établissement ou pour une partie de son établissement, pendant une durée de plus de quarante jours.

L'autorité administrative supérieure peut seule accorder la même autorisation pour une durée excédant deux semaines et elle ne peut le faire pour une durée de plus de quarante jours dans l'année, que si la période de travail est pour l'établissement, ou la partie intéressée de l'établissement, réglée de telle sorte que sa durée journalière, calculée d'après le nombre annuel des jours de marche n'excède pas, en moyenne, la période normalement autorisée par la loi.

La demande doit être établie par écrit et doit indiquer le motif pour lequel l'autorisation est demandée, le nombre des ouvrières considérées, la valeur de la

durée maxima du travail et la période pendant laquelle le travail de durée maxima doit avoir lieu. La décision que l'autorité administrative inférieure a prise au sujet de la demande doit être notifiée par écrit dans les trois jours. Le refus d'autorisation peut être attaqué devant l'autorité supérieure.

L'autorité administrative inférieure doit tenir un état des cas dans lesquels l'autorisation a été accordée, état sur lequel doivent être portés le nom du patron et les données exigées pour la demande écrite.

L'autorité administrative inférieure peut autoriser l'emploi d'ouvrières au-dessus de 16 ans qui n'ont point de ménage et qui ne suivent pas les cours d'une école professionnelle, dans les travaux désignés à l'article 105 c sous les numéros 1 à 3, les samedis et la veille de fêtes, l'après-midi, à partir de 5 heures 1/2, mais pas au delà de 8 heures 1/2 du soir. L'autorisation doit être donnée par écrit et conservée par le patron.

La Gewerbe Ordnung de 1891 reproduit et complète les exceptions aux règles protectrices sur l'âge d'admission, la durée de travail, etc. (art. 139). Si des événements naturels ou des catastrophes (Naturereignisse oder Unglücksfalle) ont interrompu la marche régulière de la fabrique, des dérogations aux restrictions prévues par les articles 135, 136 et 137 peuvent être accordées par l'autorité administrative supérieure pour une durée de quatre semaines, par le chancelier de l'Empire pour une durée plus longue. Dans des cas d'urgence de cette

nature, de même que pour éviter des catastrophes, l'autorité administrative inférieure peut autoriser de telles dérogations, mais au maximum pour une durée de quinze jours.

Si la nature de l'entreprise ou des considérations relatives aux ouvriers dans les fabriques isolées font paraître désirable que la durée du travail des ouvrières ou des jeunes ouvriers soit réglée dans des conditions autres que celles que prévoient les articles 136 et 137, une réglementation différente peut, sur une demande spéciale, être autorisée, en ce qui concerne les repos, par l'autorité administrative supérieure ; pour le reste, par le chancelier de l'Empire. Toutefois, en pareil cas, les jeunes ouvriers ne peuvent pas être employés pendant une durée supérieure à six heures, si les heures de travail ne sont pas séparées par des repos dont la durée totale soit d'une heure au minimum (1).

Les mesures à prendre en vertu des dispositions qui précèdent doivent être formulées par écrit.

La loi allemande du 1^{er} juin 1891 donne des droits assez étendus au Conseil fédéral pour édicter certaines réglementations du travail des personnes protégées. Le Conseil fédéral a le droit :

1^o D'interdire totalement ou de subordonner à des conditions particulières l'emploi d'ouvrières, ainsi que de jeunes ouvriers pour certains genres de fabrication

1. Arndt, *op. cit.*

qui exposent à des dommages particuliers la santé ou la moralité ;

2° D'accorder des dérogations aux dispositions prévues dans les articles 135, 136 et 137 pour des fabriques à feu continu et que la nature de l'entreprise oblige à un travail régulier de jour et de nuit, ainsi que les fabriques où le travail ne permet point une division en postes réguliers d'égale durée ou est limitée par sa nature même à des saisons déterminées ;

3° D'autoriser la réduction ou la suppression des repos prescrits pour les jeunes gens si la nature du travail ou l'intérêt des ouvriers l'exige ;

4° D'autoriser des dérogations aux dispositions de l'article 137 dans certaines branches d'industrie où il se produit régulièrement, à certaines périodes de l'année, une surabondance de travail, sous cette réserve que la durée du travail n'excède point treize heures par jour, ni dix heures le samedi.

Dans le cas du 2°, la durée du travail hebdomadaire ne doit pas dépasser 36 heures pour les enfants, 60 pour les jeunes gens, 65 pour les ouvrières, et dans les briqueteries, 70 pour les jeunes gens et les ouvrières. La durée du travail de nuit ne doit pas dépasser 10 heures en 24 heures et doit être interrompue dans chaque poste par un ou plusieurs repos d'une durée totale d'une heure au moins. Les postes de jour et de nuit doivent alterner chaque semaine.

Dans les cas prévus au 3°, les jeunes ouvriers ne doi-

vent pas être occupés pendant plus de six heures, si les heures de travail ne sont pas séparées par un ou plusieurs repos d'une durée totale d'une heure au moins.

Dans les cas prévus au 4°, l'autorisation du travail extraordinaire ne peut être accordée pour plus de 48 jours dans le courant de l'année que si le travail est réglé de telle sorte que sa durée journalière, rapportée au nombre des jours de moyenne de l'année, n'exécède pas en moyenne la durée normale autorisée par la loi.

Les dispositions prises par décision du Conseil fédéral doivent être limitées dans le temps et peuvent être également formulées pour des districts déterminés (art. 139 a).

La *Gewerbe Ordnung* de 1891 confirme l'institution des inspecteurs spéciaux : « La surveillance doit être confiée exclusivement ou de concert avec les autorités de police ordinaire à des fonctionnaires spéciaux qui doivent être nommés par les gouvernements des États. » La loi détermine en quelques mots leurs droits et leurs devoirs ». Ces fonctionnaires sont investis, dans l'exercice de cette surveillance, de tous les pouvoirs officiels des autorités de police locale, notamment du droit d'inspecter à toute époque les établissements. Ils sont tenus, à l'exception de la dénonciation des contraventions, à observer le secret des conditions commerciales et techniques des établissements soumis à leur inspec-

tion, qui viennent officiellement à leur connaissance » (art. 139 *b*) (1).

Ces inspecteurs sont obligés de faire des rapports annuels sur leur action officielle. Ces rapports en entier ou leurs extraits seulement doivent être soumis au Conseil fédéral et au Reichstag (art. 139 *b* de la Gew. Ord.).

La Gewerbe Ordnung du 21 juin 1869 ne contenait aucune prescription spéciale aux travaux souterrains. Ces derniers étaient défendus, en plusieurs endroits, par des décisions locales aux femmes et aux enfants. La loi prussienne du 24 juin 1865 sur les mines ne contenait pas de dispositions protectrices. Ce n'est que la loi du 17 juillet 1878 qui intervint comme mesure générale pour interdire le travail souterrain aux femmes. Cette loi contient plusieurs autres dispositions très favorables à la protection des femmes et des enfants. Elle défend l'emploi des femmes pendant les trois semaines qui suivent les couches. Les garçons qui n'ont pas accompli 16 ans ne peuvent descendre à l'intérieur des mines. Pour ceux qui sont employés à la surface, la journée de travail est limitée. Elle est de dix heures pour les garçons de 14 à 16 ans, et seulement de six heures pour ceux de 12 à 14 ans,

Les dispositions de la loi du 17 juillet 1878 sont remplacées par la loi du 1^{er} juin 1891 et par deux ordonnan-

1. Conf. Arndt, *op. cit.*

ces du conseil fédéral qui en a été autorisé par l'article 139 de la loi du 1^{er} juin.

La première de ces ordonnances, publiée à la date du 17 mars 1892, est destinée à réglementer l'emploi des enfants dans les mines (1). Elle est valable du 1^{er} avril 1892 jusqu'au 1^{er} avril 1902, c'est-à-dire pendant dix ans.

L'ordonnance édicte, en premier lieu, quelques restrictions à l'article 136 (par. 1 et 2) de la « Gewerbe Ordnung » de 1891. Elles sont causées par l'organisation du travail qui est très différente dans les mines où ce travail se fait sur le pied de deux postes. Mais l'ordonnance limite ces restrictions aux enfants qui sont employés aux travaux dépendant immédiatement de l'extraction du charbon. En France la même cause a produit le même effet.

La première restriction a trait au travail de nuit. Il est compris entre 8 heures 1/2 du soir et 5 heures 1/2 du matin et défendu aux enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans par la loi de 1891. L'ordonnance du 16 mars permet l'emploi de ces jeunes ouvriers pendant une partie de la nuit, le premier poste ne doit pas commencer avant 5 heures du matin et le second ne doit pas finir après 10 heures du soir. Aucun des deux postes ne doit travailler plus de 8 heures.

1. Son titre complet porte : « Bekanntmachung des Reichs Kanzlers, betreffend die Beschäftigung jugendlicher Arbeiter auf Steinkohlenbergwerken, vom 17 März, 1892.

Les veilles des dimanches et des jours de fête, le premier poste peut commencer à 4 heures du matin, les jours suivants le second poste peut finir à minuit.

Entre le travail de deux postes les enfants (1) doivent avoir un repos de douze heures au moins.

Les heures de travail des personnes protégées doivent être coupées par un ou plusieurs repos d'une durée totale d'une heure au moins. Parmi ces temps de repos deux doivent avoir une durée d'un quart d'heure au moins (chacun) ou trois doivent avoir une durée de dix minutes au moins.

La deuxième prescription de l'ordonnance du 17 mars est pareille à celle que nous avons trouvée dans le décret français du 12 mai 1875. Dans les mines de houille les petits ouvriers doivent être occupés à des travaux ne dépassant pas leurs forces, et il faut que ces travaux comportent en eux-mêmes des interruptions.

La même ordonnance prescrit encore un certificat délivré par des médecins spécialement autorisés à cet effet et prouvant que l'enfant est suffisamment développé pour le travail auquel on le destine. Ce certificat doit être remis à l'industriel avant l'emploi de l'enfant, il doit le garder pour le présenter à toute demande officielle.

1. Le texte allemand emploie l'expression de *jugendliche Arbeiter*. On sait qu'elle comprend aussi bien les enfants de 12 à 14 ans que les adolescents de 14 à 16 ans. Conf. *Schenkel*, 2^e Band, p. 477, rem. 2.

L'ordonnance du 24 mars 1892 réglemeute le travail des ouvrières dans les houillères, mines de zinc et de plomb, et dans les fabriques de coke du district d'Oppelin.

Cette ordonnance est plus précise que la précédente en ce qui concerne les travaux auxquels les personnes protégées peuvent être employées. Au lieu d'en faire une prescription générale, d'application souvent douteuse, l'ordonnance du 24 mars désigne nominativement les travaux permis aux ouvrières (1).

Dans les houillères on peut les employer :

Au va-et-vient des wagonnets entre les puits et les endroits de déversement au triage et au lavage, au chargement et déchargement de la houille ;

Dans les mines de zinc et de plomb :

Aux travaux préparatoires, au transport des minerais dans les opérations de transbordement et de chargement ;

Dans les fabriques de coke :

Au charroi de la houille aux fours,

Au bourrage du charbon,

Aux travaux de séparation,

Aux chargement, déchargement et transbordement dans les paniers ou les voitures, etc.

En outre, les ouvrières peuvent être employées la nuit ainsi que le samedi et la veille des jours fériés après

1. *Schenkel, op. cit.*, 2. Band.

5 heures 30 minutes du soir, sous les conditions suivantes :

La durée des postes, soit de jour, soit de nuit, ne pourra dépasser dix heures ; elle doit être interrompue par un ou plusieurs repos d'une durée totale au moins égale à une heure.

On doit leur accorder entre deux postes successifs un repos d'au moins douze heures.

L'alternat des équipes chaque semaine sera réglé de façon à assurer aux ouvrières passant d'un poste de jour à un poste de nuit ou inversement un repos d'au moins vingt-quatre heures.

Par mesure d'hygiène l'ordonnance exige que les locaux, chantiers et voies de transport doivent être largement éclairés.

L'ordonnance du 24 mars prévoit également les difficultés que présente l'application de l'article 137 de la *Gewerbe Ordnung* dans les houillères, mines de zinc, et de plomb, dont l'exploitation comporte deux équipes journalières. Elle modifie les dispositions de l'art. 137 concernant les ouvrières âgées de plus de seize ans de la manière suivante :

Le travail du premier poste ne peut commencer avant 4 heures 1/2 du matin, celui du second ne peut se prolonger après 10 heures du soir. La durée du travail de chaque poste ne peut excéder huit heures.

Un repos d'au moins 30 minutes doit être accordé entre la deuxième et la sixième heure.

Les ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employées dans les conditions que nous venons d'indiquer, que si elles sont pourvues d'un certificat de médecin attestant que leur développement physique est suffisant pour que le travail auquel on les destine ne soit pas préjudiciable à leur santé.

Les ouvrières âgées de plus de dix-huit ans et employées dans les mines de houille, de zinc et de plomb aux travaux dépendant immédiatement de l'extraction du minéral ne peuvent être employées qu'aux conditions suivantes :

Elles ne doivent pas être occupées en tout plus de dix heures par jour.

On doit couper les heures de travail par un ou plusieurs repos dont la durée totale doit être au moins d'une heure.

On ne parle des travaux souterrains dans aucune de ces ordonnances. En ce qui concerne les garçons employés dans les mines, les prescriptions de l'ordonnance du 17 mars leur sont applicables s'ils travaillent à la surface ou au fond. Mais il n'en est pas de même pour les ouvrières. L'ordonnance du 24 mars 1892 ne les concerne que pour leur emploi à la surface. Les travaux souterrains leur étant interdits (art. 154 de la *Gewerbe Ordnung* de 1891).

Nous avons déjà dit que les règles protectrices de la *Gewerbe Ordnung* de 1891, comprises dans les articles 135 à 139 *b*, s'appliquent également aux mines, salines,

minières et carrières, mais l'article 154 ajoute ces deux dernières, seulement si elles sont exploitées à galeries souterraines. Il ne faudrait pas en conclure que les minières et carrières exploitées à ciel ouvert échappent à l'application de la loi de 1891. Elles rentrent alors dans la classe d'établissements industriels « *gewerbliche Anlagen* » auxquels cette loi s'applique d'une manière générale.

La *Gewerbe Ordnung* entend par « travaux souterrains » seulement ceux qui s'exécutent dans les galeries destinées à rester. Les trous et galeries temporaires qui disparaissent au bout de peu de temps, ne donnent pas lieu aux travaux souterrains dans le sens légal du mot (1).

En parlant de mines d'une façon générale (*Bergwesen*) la loi comprend également les travaux et percements préparatoires pour trouver la houille. Les ateliers accessoires des mines y sont aussi soumis (2).

La *Gewerbe Ordnung* interdit le travail du dimanche dans l'industrie. Cependant l'article 105 *d* prévoit quelques dérogations à la règle. Ces dérogations sont accordées par l'ordonnance du 5 février 1895 pour certains travaux et sous certaines conditions dans quelques industries. Les mines et carrières occupent la première place parmi ces dernières. Voici quels sont les travaux autorisés :

Le travail à la recette de l'huile minérale sortant du

1. Conf. *Arndt*. *Bergbau und Bergbaupolitik*, p. 93.

2. Conf. *Schenkel*, 1^{er} band, p. 48.

trou de sonde, tel que le fonctionnement des pompes, et le travail consistant à recueillir l'huile des sources jaillissantes. Son transport dans les réservoirs généraux.

Voici sous quelles conditions ces travaux sont autorisés dans les mines et carrières.

Le repos à donner aux ouvriers doit être au moins :

Soit, tous les deux dimanches de vingt-quatre heures ;

Soit, pour les trois dimanches de trente-six heures ;

Soit, pour chaque quatre dimanches de trente-six heures, pourvu que les autres dimanches ne comportent pas plus de douze heures de travail.

Le chancelier peut accorder des dérogations concernant la durée du repos ; toutefois, la durée de ces repos doit au moins atteindre la durée totale du travail exécuté, les dimanches compris, dans une même période.

Les équipes de relais ne doivent pas être employées pendant moins de douze heures avant ou après leurs occupations régulières. Le repos qui leur est dû doit atteindre au moins la durée des repos accordés aux équipes précédentes.

Comme il est facile de le constater d'après ce que nous venons d'exposer, les règles prescrites par la loi de 1891 et par les deux ordonnances de 1892 sont très favorables à la protection des jeunes ouvriers. L'âge d'admission est fixé à une limite raisonnable. Les dix heures de travail des adolescents de 14 à 16 ans n'ont rien d'excessif, puisqu'on doit leur accorder trois repos d'une durée totale de deux heures. La protection légale, en ce

qui concerne les garçons, s'étend jusqu'à l'âge de 16 ans. C'est en cela que la loi allemande de 1891 n'est pas suffisante. La limite de 18 ans adoptée par la loi française de 1892 nous paraît bien préférable.

Les femmes, même adultes, sont protégées par plusieurs prescriptions de la loi de 1891. Le travail de nuit leur est interdit, en règle générale, tandis que les garçons peuvent y être employés à partir de 16 ans. Les femmes en couches ne peuvent être occupées un certain temps après la délivrance. Les travaux souterrains leur sont absolument interdits, et à la surface elles ne peuvent travailler plus de onze heures par jour.

L'exception apportée par l'ordonnance du 17 mars 1892 à l'interdiction absolue du travail de nuit pour les personnes protégées, répond dans beaucoup de mines, à un réel besoin. L'organisation du travail avec deux postes différents y est souvent indispensable. D'ailleurs, les dérogations de l'ordonnance du 17 mars ne sont pas bien dangereuses. La même cause a produit en France des restrictions bien plus sérieuses. Si l'ordonnance allemande permet, dans les cas cités plus haut, de commencer le travail à 5 heures du matin et de le finir à 10 heures du soir, elle s'empresse de le réglementer de manière à éviter les abus. Dans aucun des deux postes on ne doit travailler plus de huit heures.

A l'instar du décret français du 12 mai 1875, les ordonnances allemandes défendent qu'on confie dans les mines, aux personnes protégées, les travaux excé-

dant leurs forces. Cette prescription intelligente, qu'on ne trouve malheureusement pas assez souvent dans les réglementations étrangères, est destinée à empêcher de nombreux abus de se produire et à favoriser le développement physique de jeunes ouvriers.

Les prescriptions réglementaires sont entrées depuis longtemps dans les mœurs des industriels allemands. De nombreux inspecteurs du travail ont rarement à constater des violations bien sérieuses de la loi (1). La situation des personnes protégées qui travaillent dans les mines n'est pas mauvaise. Les enfants et adolescents ne forment qu'une petite partie du contingent ouvrier des mines. Sur 295.000 ouvriers mineurs en Prusse, il n'y avait que 286 enfants au-dessous de 14 ans employés tous au jour, et de 9.600 enfants de 14 à 16 ans, 880 étaient seulement employés au fond (2).

1. Conf. *Jahres-Berichte* der Bergbehörden.

2. *Conrad*, Handwörterbuch, 2^e Band, mot Bergbau, 1890.

AUTRICHE

Les premières lois de protection en Autriche datent du milieu de ce siècle. Les travaux dans les mines ont toujours attiré l'attention des autorités autrichiennes. Déjà en 1854 nous trouvons une loi sur les mines. Cette loi, promulguée le 23 mai 1854, est très incomplète au point de vue de la protection des femmes et des enfants. Ses auteurs savaient qu'il y avait quelque chose à faire sur ce point, mais ils n'osaient pas édicter des dispositions générales. Ils voulaient confier ce soin aux autorités minières, qui devaient être aidées par d'autres autorités locales, ecclésiastiques et politiques. Les raisons qu'on en donnait sont très curieuses : « Man erachtete daher, die Frage über die Zulässigkeit der Frauen und Kinder zur Bergarbeit nach den jedermaligen Verhältnissen des Bergwerkbetriebes, der bisherigen Uebung, der Beobachtung, des moralischen Zustandes der Bevölkerung von Fall zu Fall durch die Bergbehörde, unter allfälliger Mitwirkung der Geistlichkeit und der politischen Behörde, erörtern zu lassen, bestimmte po-

sitive Verfügungen aber diesfalls in das Gesetz nicht einzunehmen ».

La loi industrielle — *Gewerbeordnung* — du 20 décembre 1859 est beaucoup plus complète. Elle a d'assez nombreuses dispositions sur l'emploi des enfants. Elle décide (art. 86) que les enfants ne doivent pas être admis à travailler avant l'âge de 10 ans. On ne pourra les employer à l'âge de 10 à 12 ans qu'avec l'autorisation de la municipalité et en leur confiant les travaux n'excédant pas leur forces. Les enfants âgés de moins de 14 ans ne pourront être occupés que pendant 10 heures ; de 14 à 16 ans pendant 12 heures par jour.

Cette législation a été remplacée et modifiée par des lois de dates plus récentes. Il y en a trois qui forment, en quelque sorte, le code de l'industrie autrichienne sous ces rapports. La loi du 8 mars 1885 est générale et s'applique à de nombreuses industries. La loi du 21 juin 1884 est spéciale et ne s'applique qu'aux mines. La troisième loi, celle du 17 juin 1883 organise l'inspection du travail (1).

La loi du 21 juin 1884 qui nous occupe particulièrement ici, porte dans son titre : « sur l'emploi des enfants et des femmes dans les mines ; sur la durée du travail quotidien et le repos du dimanche ». Elle contient de nombreuses et importantes exceptions au droit commun, formé par la loi générale du 8 mars 1885.

1. *Conrad, op.-cit.*, 2^{er} Band, m. Bergbau.

En règle générale l'âge d'admission des enfants est plus élevé pour les travaux des mines. En effet, l'article 1^{er} de la loi de 1884 exige l'âge de quatorze ans comme minimum de l'emploi des enfants dans les mines, tandis que la loi générale se contente de douze ans. Cette différence est plus apparente que réelle. Le même article de la loi de 1884 apporte une exception à l'âge de quatorze ans, et cette exception anéantit presque la règle : « ceux qui ont plus de 12 ans accomplis, dispose l'article 1^{er} paragraphe 2, peuvent être affectés à des travaux légers, au jour, sous réserve de leurs obligations scolaires, à la demande de leurs parents ou de leurs tuteurs et avec la permission spéciale de l'Administration des mines ».

Le seul obstacle, qui peut devenir sérieux, à l'emploi des enfants de moins de quatorze ans, c'est la nécessité d'une permission spéciale de l'autorité administrative. Celle-ci pourra la donner ou la refuser en s'inspirant soit du développement physique de l'enfant, soit des nécessités industrielles, soit enfin de la situation dans laquelle se trouve la famille.

La loi autrichienne défend également d'employer les femmes et les filles au fond. Elle contient, en ce qui concerne les femmes accouchées, une disposition analogue à celle qui se trouve dans la loi générale. Mais tandis que cette dernière décide que les femmes accouchées pourront être employées quatre semaines après la délivrance, la loi sur les mines exige six semaines et un cer-

tificat médical constatant qu'elles ont repris leur aptitude au travail.

La loi de 1884 dispose aussi, dans son article 2, que : « les adolescents, jusqu'à l'âge de 16 ans et les filles jusqu'à 18 ans, doivent être appliqués à des travaux qui ne nuisent pas à leur développement physique ». Il est ici question, bien entendu, des filles employées au jour. Par conséquent, on ne devrait leur confier que des travaux accessoires. Les travaux de mineur proprement dits, comme l'abatage du minerai, excèdent les forces de ces jeunes travailleurs et nuisent à leur développement.

La durée du séjour au fond est de douze heures par jour, mais le travail effectif ne doit pas dépasser dix heures (art. 3). La durée de douze heures se compte à partir de l'entrée dans la mine jusqu'à la sortie. En défalquant le temps de repos, de descente et de remonte on arrive à dix heures de travail prescrites. Mais ces limites n'ont rien de sacré et l'administration régionale des mines est autorisée, en cas d'événements extraordinaires ou de besoins urgents, à permettre qu'elles soient dépassées (art. 3, par. 3).

Les ouvriers auront un jour de repos par semaine. Les travaux des exploitations de mines doivent être arrêtés le dimanche. Mais cette règle, comme les précédentes souffre plusieurs exceptions. Tout d'abord on excepte d'une manière générale tous les travaux qui, par nature, ne souffrent aucune interruption ou qui ne peuvent être

accomplis que quand l'exploitation est arrêtée, par exemple, l'épuisement des eaux, la ventilation, etc. On excepte également tous les travaux qui ne peuvent être différés, mais pour cela il faut le consentement de l'administration.

Le repos du dimanche doit commencer au plus tard à 6 heures du matin, et avoir lieu simultanément pour tout le personnel de l'exploitation. Il doit avoir une durée de vingt-quatre heures sans interruption (art. 4) (1).

Cette loi autrichienne sur les mines est d'une timidité exagérée. A peine formule-t-elle une règle, qu'elle la détruit immédiatement après, en y ajoutant d'importantes exceptions. C'est ainsi que les prescriptions sur la durée de travail, déjà très longue, et le repos dominical, si nécessaire aux ouvriers travaillant toute la semaine, sont d'une existence problématique à côté des exceptions qui les suivent. Elles cessent d'être appliquées également « en cas de dangers pressants pour la sûreté ou la santé des hommes ou pour les propriétés ». (art. 5).

On peut faire encore plusieurs critiques à la loi de 1884. Tout d'abord, elle a mis entièrement sur le même pied, au point de vue de la durée du travail les enfants et les hommes adultes. Il en est de même pour le repos dominical. Cela peut s'expliquer, dans une certaine mesure, par la nécessité de faire accompagner les en-

1. *Selosse*, Revue de la législation des Mines, 1886.

fants dans leurs descentes et montées par des hommes adultes. Il en résulte forcément la même durée pour tous les ouvriers. Mais au moins on pouvait ne pas étendre aux enfants toutes ces exceptions qui font encore prolonger le travail. Il n'y avait pas de nécessité à mettre sur le même pied à cet égard les enfants et les ouvriers adultes.

L'application de la loi n'est pas confiée aux inspecteurs ordinaires du travail institués en 1883. C'est l'administration des mines qui est chargée de veiller à l'observation des prescriptions de la loi du 21 juin 1884. Les infractions sont punies d'une amende qui peut s'élever à 200 florins (450 fr. environ).

Les dispositions transitoires des articles 7 et 8 n'ont plus d'effets depuis longtemps. L'article 7 décidait que l'emploi des femmes et des filles aux travaux du fond peut être toléré par l'administration pendant les cinq premières années qui suivront la mise en vigueur de la loi de 1884, et dans les cas où cet emploi a été usité dans une sage mesure. Toutes les autres prescriptions étaient mises en exécution trois mois après la publication de la loi.

Ce sont les ministres de l'agriculture et de l'intérieur qui sont chargés de la faire observer.

Vu le peu de rigueur des dispositions légales, les résultats ont été assez bons. En règle générale, la loi est bien observée. A la suite des lois du 21 juin 1884 et du 8 mars 1885, l'instruction des ouvriers s'est améliorée.

Ces derniers ont beaucoup de confiance dans les inspecteurs et les ingénieurs chargés de l'application de la loi. Les exploitants ont montré beaucoup de bonne volonté à observer les prescriptions légales. Il est surtout rare de constater des contraventions en ce qui concerne l'âge d'admission et le travail des femmes.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La législation minière de ce petit pays trouve sa base dans la loi française du 21 avril 1810 et les décrets qui l'ont suivi. Par conséquent, ces mines étaient également régies par les prescriptions protectrices du décret du 3 janvier 1813 dont l'article 29 défendait de laisser descendre ou travailler dans les mines ou minières des enfants au-dessous de dix ans. Cette législation a subi de profondes modifications par les lois du 15 mars 1870, du 12 juin 1874 et du 6 décembre 1876. Cette dernière contient, dans son article 3, une disposition qui complète et remplace celle de l'article 29 du décret de 1813. Elle est conçue dans les termes suivants : « Aucun enfant avant l'âge de seize ans révolus ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières. Les filles et les femmes de tout âge ne peuvent être admises comme ouvrières à ces travaux. »

Cette disposition contient trois innovations importantes à l'article 29 du décret de 1813. Tout d'abord, elle défend l'accès des travaux souterrains aux enfants jusqu'à l'âge de seize ans. Ensuite, la protection de la loi

du 6 décembre 1876 s'étend aux mines, minières et carrières, tandis que le décret ne s'appliquait pas à ces dernières. Mais l'innovation principale consiste dans l'exclusion complète des femmes et filles des travaux souterrains. Cette exclusion est faite certainement à l'exemple de la loi française de 1874.

La loi du 6 décembre 1876 défend aux enfants âgés de moins de seize ans et aux filles et femmes de tout âge l'accès des galeries souterraines. On a voulu en conclure que ces personnes, visées par l'article 3, pourront être employées aux travaux les plus durs des exploitations *à ciel ouvert*. Une telle interprétation de la loi serait tout à fait contraire aux vues du législateur de 1876. Il semble même résulter, et le Conseil d'Etat luxembourgeois l'a affirmé très catégoriquement à la séance du 4 avril 1889, que le législateur de 1876 n'a voulu permettre aux femmes et aux filles de travailler dans une exploitation de mines quelconque, souterraine ou à ciel ouvert, ni autoriser l'emploi de garçons âgés de moins de 16 ans aux durs travaux des exploitations à ciel ouvert. Il semble même résulter des pièces du dossier qu'au sein de la Commission, chargée en 1889 d'élaborer un projet de règlement sur l'exploitation des mines, minières et carrières, avait surgi la proposition de n'autoriser le travail des garçons dans les travaux souterrains, que pour autant qu'ils auraient l'âge de 18 ans accomplis. Le Conseil d'Etat luxembourgeois se ralliait à cette proposition, tant par des considérations de mo-

ralité que parce que, à son avis, avant l'âge de 18 ans, le jeune homme n'a, en général, pas les forces suffisantes pour se livrer régulièrement à un travail souterrain de mines. Comme tempérament, le Conseil d'Etat admettait la proposition de l'Ingénieur des mines de permettre d'employer les garçons âgés de seize ans à des travaux moins durs. On leur défendait donc de travailler dans les galeries souterraines, ainsi que de faire le travail de mineur proprement dit dans les exploitations à ciel ouvert. Il serait, dès lors, interdit de les employer aux tailles d'avancement ou d'abatage, ou comme rouleurs pour l'évacuation de wagonnets lourdement chargés. Mais rien n'empêcherait de les employer comme conducteurs de chevaux ou au concassage de pierres, à la charge de véhicules, au curage des voies de transport, ainsi qu'aux fonctions de commissionnaires ambulants, chargés de retirer du chantier les outils qui ont besoin de réparations, pour les remplacer par d'autres qui sont en bon état. Le Conseil d'Etat émettait aussi l'opinion que les lois et règlements devraient interdire aux femmes et filles de tout âge, n'importe quel travail dans les mines, tant souterraines qu'exploitées à ciel ouvert.

En ce qui concerne le travail dans les mines, minières et carrières, la législation luxembourgeoise est très favorable aux jeunes travailleurs et aux femmes. Elle présente sous ce rapport une différence importante avec le droit commun industriel. On admet dans les autres industries, les enfants dès l'âge de 12 ans, avec des res-

trictions dans la durée de l'emploi, il est vrai, mais déjà à partir de 14 ans les enfants peuvent être employés pendant dix heures.

Une loi et un arrêté spécial concernant les enfants, les filles et les femmes dans les mines, minières et carrières ont donné suite presque à tous les avis exprimés par le Conseil d'Etat. La loi luxembourgeoise du 30 avril 1890, complétée par l'arrêté du 7 janvier 1891, édicte certainement des mesures très favorables aux intérêts des femmes et des enfants travaillant dans les mines. On peut même dire que depuis 1890 il n'y a pas de pays sur la terre qui puisse rivaliser avec le grand duché à ce point de vue. Il n'y a nulle part de prescriptions aussi protectrices en ce qui concerne les mines, minières et les carrières.

Tandis que dans beaucoup de pays, on n'a pas encore osé interdire aux femmes l'accès des travaux souterrains, la loi luxembourgeoise du 30 avril 1890 dispose : « les filles et les femmes ne peuvent être admises comme ouvrières dans l'exploitation des travaux souterrains des mines, minières et carrières ». Cette interdiction est absolue, elle s'applique aux travaux effectués à la surface comme aux travaux souterrains.

Les travaux souterrains restent interdits aux enfants âgés de moins de 16 ans. Et ceux âgés de plus de 16 et de moins de 18 ans ne doivent être employés qu'aux travaux faciles. L'arrêté du 7 janvier 1891 détermine d'une manière très précise ce genre de travaux :

« Dans les exploitations à ciel ouvert, les garçons âgés de plus de 16 ans et de moins de 18 ans accomplis ne peuvent être employés que comme :

1° Conducteurs de chevaux ;

2° Concasseurs de pierraille ;

3° Manœuvres pour charger les brouettes, tombereaux ou wagonnets ;

4° Manœuvres aidant au curage et à la réfection des voies de transport ;

5° Commissionnaires ambulants chargés du relèvement des outils à réparer et du report de ceux en bon état ».

L'article 2 réglemente le travail des garçons occupés dans les galeries souterraines. Il est permis de leur confier les fonctions de :

1° Conducteurs de chevaux ;

2° Concasseurs de pierraille ;

3° Manœuvres aidant au curage et à la réfection des voies de transport ;

4° Commissionnaires ambulants.

A la différence des garçons employés à la surface, on ne doit pas leur confier à charger des brouettes, tombereaux ou wagonnets. Ce sont, en effet, des travaux assez fatigants.

La sanction pénale édictée par la loi du 30 avril est très efficace : « Toute infraction, dispose l'article 4, aux lois et règlements des mines, minières et carrières, ainsi qu'aux mesures spéciales de police, imposées aux exploi-

tants dans les arrêtés de concessions, est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 francs à 300 francs ou d'une de ces peines seulement, à moins qu'une autre peine n'ait été encourue pour une infraction punie et réprimée par une autre disposition légale non abrogée ».

Puissent les autres pays imiter ces intelligentes prescriptions !

PAYS-BAS

Il existe dans les Pays-Bas une loi générale importante, celle du 5 mai 1889, son titre est ainsi conçu : loi portant la prohibition des travaux excessifs et dangereux des femmes et des adolescents. Elle s'applique à toutes les industries, excepté à l'agriculture, à l'industrie forestière, à l'élevage de bétail et quelques autres de moindre importance. Par conséquent, elle est applicable également aux industries extractives.

Voici quelles sont les principales dispositions de cette loi :

Le travail est défendu aux enfants de moins de douze ans.

Le travail des adolescents âgés de moins de seize ans et des femmes sera déterminé ultérieurement par des arrêtés du gouvernement.

Le travail des personnes protégées doit avoir une durée maxima de 11 heures. On entend par personnes protégées les femmes de tout âge et les enfants âgés de moins de 16 ans. Elles ne peuvent être employées qu'au travail de jour, c'est-à-dire entre 5 heures du matin et

7 heures du soir. La loi prescrit, en outre, le repos du midi, d'une heure au moins.

Les partisans de la protection du travail des enfants ne sont pas très satisfaits de ces prescriptions. On a déjà fait plusieurs propositions au Parlement pour étendre la protection aux adolescents de 16 à 18 ans.

ITALIE

Le mouvement en faveur de la réglementation légale du travail commence en Italie dès l'année 1840. A la tête de ce mouvement se trouvaient des hommes comme Bianchi, Petiti, etc., et il fit des progrès assez rapides. Déjà en 1843, un arrêté du vice-roi, à la date du 7 décembre, défendit sur le territoire lombard-vénitien l'emploi des enfants au-dessous de neuf ans, et cela dans presque toutes les industries de quelque importance. Et même tout emploi des enfants âgés de moins de quatorze ans fut interdit dans les établissements dangereux et insalubres. Le même arrêté indiquait plusieurs autres limitations à la durée du travail, réglementait le travail de nuit, etc.

En 1859, on a publié une loi spéciale sur les mines. Elle avait cours en Piémont et Lombardie et interdisait le travail des enfants âgés de moins de dix ans dans l'intérieur des mines (art. 88). En 1865 cette prohibition fut étendue à tout le royaume, mais elle était très peu observée, parce qu'il n'y avait pas de sanction légale.

Plusieurs propositions en faveur de la protection lé-

gale des enfants ont été faites au Parlement italien, mais elles n'ont pas abouti. Ce n'est qu'en 1884 (31 janvier) que le ministre du commerce a réussi à faire adopter un projet de loi, qui devint ensuite *la loi du 11 février 1886*. Elle a été complétée par le décret royal du 17 septembre 1886.

La loi du 11 février 1886 est générale. Elle s'applique aux fabriques et aux mines. Pour les deux sortes d'établissements la loi a des dispositions identiques, elle ne devient plus rigoureuse que pour les travaux souterrains des mines. Voici quelles sont ses principales dispositions :

Age d'admission. — Il est défendu d'employer les enfants avant l'âge de neuf ans dans les fabriques et mines, et avant dix ans dans les travaux souterrains (Loi, art. 1).

Les enfants âgés de moins de quinze ans ne peuvent être employés sans avoir un certificat, délivré par un médecin spécialement autorisé à cet effet, prouvant qu'ils sont bien portants et capables d'effectuer les travaux auxquels on les destine (Loi, art. 1). On doit aussi indiquer dans le certificat l'espèce de travail (Décret, art. 6).

Les enfants âgés de moins de quinze ans ne doivent pas être employés aux travaux dangereux et insalubres, à moins que les conditions indiquées par le décret ne soient remplies et que toutes les mesures de précaution ne soient prises (Loi, art. 2).

Durée du travail. — Les enfants âgés de moins de douze ans ne peuvent être employés que pendant huit heures de travail effectif (art. 3).

Travail de nuit. — La loi classe le travail de nuit (1) parmi les travaux dangereux (art. 9), et le défend aux enfants avant l'âge de douze ans, pour les enfants de douze à quinze ans, la loi le limite à six heures.

Le travail de nuit peut être autorisé même aux enfants âgés de moins de douze ans, quand l'exploitation a été interrompue pour des raisons techniques ou économiques (Décret, art. 9, par. 2).

Repos. — Si le travail a une durée de plus de six heures, on doit le couper par un repos d'une heure au moins.

Exécution. — L'exécution de la loi est confiée aux soins du ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Les ingénieurs des mines et les inspecteurs du travail sont chargés de la faire exécuter.

Pour faciliter la surveillance le décret a ordonné (art. 2-4, 14, 15) :

1) Chaque entrepreneur qui désire employer les enfants âgés de moins de 15 ans, doit prévenir l'autorité publique.

1. Par travail de nuit la loi entend l'espace entre 8 heures du soir et 6 heures du matin en hiver, et entre 9 heures du soir et 4 heures du matin en été.

2) Chaque enfant doit avoir un livret de travail indiquant la date de naissance, la capacité physique selon le certificat de médecin. En outre, les exploitants sont obligés de tenir un registre.

3) Les ingénieurs des mines et les inspecteurs peuvent visiter les établissements, examiner les registres et en cas de doute soumettre l'enfant à un nouvel examen de médecin.

Punitions. — L'amende est de 50 à 100 livres pour chaque enfant employé contrairement à la loi.

En cas de récidive l'amende peut être portée au double.

Les critiques qu'on peut faire à la loi italienne sont fort nombreuses. En premier lieu elle est très peu protectrice des enfants. L'âge d'admission est trop bas. La durée du travail n'est pas limitée pour les enfants au-dessus de 15 ans. Le travail de nuit peut avoir lieu très souvent même en ce qui concerne les enfants âgés de moins de 12 ans. Aucune prescription pour les femmes. Et encore si ces dispositions si peu rigoureuses étaient bien remplies. Pour toute l'Italie il n'y a que deux inspecteurs de travail, et l'application exacte de la loi en souffre. Mais les mines, soumises à la surveillance des ingénieurs, font une heureuse exception à la règle. Cette différence est frappante quand on compare deux industries essentielles de l'Italie. Dans les soieries la loi est mal observée. Les conditions exigées pour le travail des

enfants ne sont pas remplies. Les prescriptions sur le travail de nuit et la durée des repos sont presque inconnues. Le ministre italien compétent, tout en avouant, à la séance de la chambre du 21 mai 1889, que la loi était exécutée très modérément et très timidement dans les soieries, il excepte catégoriquement les mines, où, selon lui, tout est surveillé avec soin et vigilance « la surveillance dans les mines, disait-il, est assidue, exercée par les ingénieurs qui font des visites périodiques, souvent inattendues... » etc. (1).

Et cette situation est très heureuse. En ce qui concerne les mines la question présentait une gravité exceptionnelle à cause des *solfare* ou mines de soufre de Sicile. Un professeur italien, Sposo, avait fait une intéressante monographie sur le travail dans ces exploitations, et il a constaté des abus épouvantables (2). L'application des prescriptions légales y était difficile au commencement, mais l'administration des mines y a persévéré, et la loi paraît être sérieusement obéie. Les enfants âgés de moins de 10 ans ont non seulement complètement disparu des travaux souterrains, mais on ne les rencontre plus même à la surface. Mais d'autre part le nombre d'enfants de 10 à 14 ans paraît avoir augmenté. En Sicile, en 1886, on employait dans les mines

1. Séance de la Chambre italienne du 21 mai 1889.

2. *Santangelo sposo*, monographie des soufrières de Serrara (prov. de Palerme). *Le même* : *Operai solfatarî in Sicilia* dans la *Rassegna nazionale*, Florence 1888,

de soufre 8.460 enfants âgés de 10 à 14 ans, tandis que le nombre d'ouvriers adultes dépassait à peine 20.000(1).

Cependant le nombre de jeunes filles du même âge a diminué, parce qu'on leur délivre difficilement les autorisations requises.

En ce qui concerne les *solfare*, qui font partie du district minier de Caltanissetta, on possède des rapports des ingénieurs des mines. On y a constaté que déjà en 1887 la loi reçut un commencement d'exécution, au moins dans ses parties essentielles. De graves difficultés qui avaient surgi à ce moment, étaient applanies, grâce à de prudentes dispositions transitoires et aussi à l'indulgence des ingénieurs (2). Depuis lors l'exécution de la loi n'avait pas cessé de s'améliorer. Les fraudes ne peuvent être de longue durée à cause de fréquentes visites des ingénieurs. Dans les *solfare* la loi paraît donc sérieusement appliquée, au moins dans ses traits essentiels. Les progrès accomplis sont assez grands. Avant la loi de 1886 on rencontrait souvent dans les galeries souterraines les enfants à l'âge de 6 ans, après il n'y en avait plus avant 10 ans. Mais la manière de faire travailler l'enfant présente une grande importance, et la loi ne l'a pas réglementé.

Dans les mines autres que les *solfare* l'application de

1. Conrad, *op. cit.*

2. Les rapports publiés en 1889 se rapportent à l'année 1887. V. Ministero di agricoltura etc. Annali di agricoltura 1889. Rivista del servizio minerario nel 1887. Firenze, 1889, p. 74.

la loi paraît être satisfaisante. Les rapports des ingénieurs de 1887 le constataient déjà. Le rapport général de l'inspecteur Pellati démontrait le petit nombre d'enfants employés et de contraventions constatées dans les divers districts (1).

1. *Ibidem*, p. 57 et s.; *Brants*, la Législation italienne sur le travail des enfants.

SUÈDE

La protection des femmes et des enfants employés dans les mines suédoises est assez bien assurée par trois ordonnances royales. La première en date, du 18 novembre 1881, est générale et s'applique au travail des enfants et adolescents mineurs dans les fabriques, usines et manufactures. On comprend aussi les mines dans une de ces trois dénominations. La deuxième ordonnance publiée le 22 juin 1883 est spéciale aux mines. Il en est de même avec l'ordonnance du 16 mai 1884.

L'ordonnance du 18 novembre 1881 détermine l'âge et les conditions d'admission en ces termes. « Aucun mineur ne peut être employé dans une fabrique ni à aucun métier s'il n'a douze ans accomplis, s'il n'a subi les examens de sortie de l'école primaire et s'il n'a la force et la santé nécessaire pour se livrer au genre de travail auquel on doit l'employer ».

Les enfants âgés de moins de 14 ans ne peuvent être occupés pendant plus de dix heures par jour. Les heures de travail doivent être coupées par des intervalles de repos d'au moins une demi heure pour les enfants et deux

heures pour les jeunes gens, dont une heure et demie avant 3 heures de l'après-midi.

L'article 6 de la même ordonnance a trait aux travaux souterrains. « Aucun mineur (1) ni aucune femme ne peuvent être employés au travail souterrain dans les mines ni dans les carrières ».

Les prescriptions de l'ordonnance doivent être affichées (art. 13).

Pour assurer l'application de ces prescriptions, on a édicté que, tous les établissements régis par l'ordonnance, devaient être visités par le comité de salubrité ou le conseil municipal qui ferait tous les trois mois un rapport au préfet.

Les infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'amendes de 10 à 300 couronnes. Les parents et tuteurs du mineur peuvent aussi être condamnés, s'ils sont complices de la contravention, à une amende de 5 à 20 couronnes.

L'ordonnance du 22 juin 1882 est spéciale. Elle apporte quelques dérogations aux articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance de 1881, et ne s'applique qu'à des établissements (mines, hauts fourneaux, fonderies, forges, manufactures, etc.) ayant pour objet l'exploitation des produits minéraux. L'ordonnance n'a été prise que sur l'avis conforme du collège de commerce et de l'administration médicale. Ces dérogations sont au nombre de deux :

1. C'est-à-dire les enfants âgés de moins de 16 ans.

1^o Les jeunes garçons peuvent-être employés pendant 12 heures au maximum, et on ne peut pas tenir compte à leur égard de l'interdiction du travail de nuit dans tous les établissements où le travail est organisé par poste, de telle sorte que chacun d'eux ne travaille qu'une nuit sur deux avec, au moins huit heures de repos entre chaque reprise.

2^o Dans ces mêmes établissements, l'interdiction pour cette catégorie d'ouvriers, de rester dans les locaux des ateliers pendant les heures de repos est supprimée.

L'ordonnance du 16 mai 1884 est applicable uniquement aux mines. Elle donne des pouvoirs très étendus aux surveillants des mines. Ils peuvent même interdire le travail s'il y a danger.

Les règles qui concernent le travail des femmes et des enfants employés dans les mines suédoises sont assez protectrices. Les conditions d'admission au travail sont suffisantes pour empêcher les abus. L'âge de douze ans n'est pas très élevé, mais les autres conditions sont venues très heureusement compléter la première et rendre la protection plus efficace.

La prescription relative aux travaux souterrains est très heureuse aussi. Elle pousse la protection jusqu'à la limite raisonnable. On ne saurait vraiment pas, sans tomber dans l'excès, demander un âge plus élevé pour que les garçons puissent travailler dans le fond. Mais l'ordonnance du 18 novembre 1881 a le défaut de n'être

pas assez complète en ce qui concerne l'emploi à la surface à partir de 12 ans et au fond à partir de 16 ans. Mais il est peut être difficile de demander à une ordonnance générale d'indiquer quel genre de travaux on peut confier à ces petits ouvriers sans excéder leurs forces.

Jusque dans ces derniers temps ces prescriptions paraissent être très peu appliquées. Et cette situation ne doit pas étonner vu l'absence d'inspecteurs spéciaux et salariés.

NORVÈGE

La loi du 27 juin 1892 sur l'inspection du travail dans les fabriques est générale et s'applique à tous les établissements industriels qui occupent en même temps et d'une manière régulière, un nombre plus ou moins grand d'ouvriers, y compris tout métier de nature industrielle, *exploitation minière*, ateliers de traitement des métaux, fonderies et autres établissements pour l'extraction et l'épuration des minéraux. Comme on peut le voir l'application de la loi est très large.

Les enfants âgés de moins de 14 ans ne doivent pas être employés aux travaux que nous venons d'exposer. Cependant, les enfants de 12 à 14 ans, qui ont obtenu l'autorisation de l'inspecteur, pourront être occupés au plus pendant six heures par jour, à des travaux faciles, qui ne seront pas nuisibles à leur santé et ne retarderont pas leur croissance, lorsqu'ils auront produit un certificat de médecin constatant que leur état de santé ne les rend pas incapables de faire le travail auquel on les destine.

Les adolescents de 14 à 18 ans ne doivent pas être

employés plus de dix heures par jour à ce genre de travail, et, de 14 à 16 ans, seulement à des travaux faciles qui ne sont pas nuisibles à leur santé et n'entravent pas leur croissance (art. 17).

On doit accorder aux enfants et aux adolescents une demi-heure de repos dans la matinée et dans l'après-midi, et cela, au plus tard après quatre heures et demie de travail. Les jeunes gens doivent avoir, en outre, une heure de repos à midi, lorsque la durée de leur travail excède huit heures.

Le travail de nuit est défendu aux enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans. Ce travail est compris entre 6 heures du matin et 9 heures du soir.

Les travaux souterrains des mines et autres établissements du même genre sont interdits aux enfants et femmes (art. 22).

Le Roi est autorisé de nommer un ou plusieurs inspecteurs qui auront à surveiller l'application de la loi.

Les chefs d'établissements qui auront contrevenu aux dispositions de la loi relatives au travail des enfants, et à leur emploi du dimanche et des jours fériés (qui est interdit) seront punis d'amendes de 5 à 1000 couronnes.

La loi norvégienne a une disposition semblable à celle de la loi suédoise en ce qui concerne la responsabilité des parents et tuteurs. Seulement, elle punit d'une amende de 2 à 20 couronnes ces derniers, tandis que l'autre a fixé le minimum à 5 couronnes.

ESPAGNE

Il n'y a qu'une seule loi protectrice des enfants en Espagne. Elle est déjà ancienne, du 24 juillet 1873, et est loin d'être très favorable aux personnes protégées. Elle s'applique aux ateliers, fabriques, forges et mines, et fixe l'âge d'admission à douze ans.

Les garçons âgés de moins de 13 ans et les filles de moins de 14 ans ne peuvent être employés plus de cinq heures par jour, quelle que soit la saison (art. 2).

Les garçons de 13 à 15 ans et les jeunes filles de 14 à 17 ans, peuvent être employés à un travail de huit heures en moyenne (art. 3).

Les jeunes garçons jusqu'à l'âge de 15 ans, les jeunes filles jusqu'à 17 ans, ne peuvent travailler la nuit dans les établissements où il est fait usage de moteurs hydrauliques ou à vapeur. La nuit commence à 8 heures 1/2.

Les infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'amendes de 125 à 1.250 fr.

Il n'y a pas d'inspection spéciale et salariée pour surveiller l'application de la loi. Elle en charge une com-

mission composée de patrons, d'ouvriers, de maîtres d'école et de médecins sous la présidence du juge municipal, sans préjudice du droit d'inspection qui appartient aux autorités de l'Etat.

Comme il est facile de remarquer, la protection que la loi espagnole du 24 juillet 1873 accorde aux enfants, est réduite à un minimum. L'absence complète de prescriptions relatives aux femmes, est caractéristique également. A la différence des lois suédoise et norvégienne, la loi de 1873 ne contient pas de disposition spéciale aux travaux souterrains. On peut, par conséquent, y employer les enfants dès qu'ils auront accomplis 10 ans. Et encore, si ces prescriptions étaient sérieusement appliquées. Mais l'absence d'une inspection sérieuse, telle qu'on la constate dans les pays où la protection des enfants est sérieusement établie, a réduit à zéro le peu d'effet qu'aurait la loi espagnole de 1873, si son application était assurée. Les abus qu'on constatait avant cette date existent encore en dépit de toutes ces commissions dont les membres, très hétérogènes, en font partie à titre purement honorifique.

PORTUGAL

Le décret du 14 avril 1891 est d'une application très étendue. Il règle le travail des femmes et des mineurs dans les établissements industriels des particuliers, de l'Etat ou des corps administratifs, dans les écoles professionnelles et maisons de bienfaisance.

Il s'applique aux mines et carrières, aux chantiers et docks de construction ou de réparation de navires, et, d'une façon générale à toutes les fabriques, ateliers, maisons ou locaux où l'on effectue n'importe quel travail industriel.

L'âge d'admission est fixé à douze ans, exceptionnellement à dix ans.

Les mineurs du sexe masculin jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis, dans les cas où leur admission est autorisée à partir de dix ans, et les mineurs du sexe féminin d'un âge quelconque, ne peuvent, en aucun cas, être employés dans les travaux de nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Le décret portugais du 14 avril 1891 a plusieurs dispositions, très bien comprises, spéciales aux travaux

souterrains. Il édicte pour ces derniers des règles plus rigoureuses que pour les autres travaux effectués à la surface.

L'âge d'admission est plus élevé pour les travaux souterrains. « Nul mineur du sexe masculin ne pourra être admis dans les travaux souterrains avant d'avoir accompli l'âge de quatorze ans » (art. 10 du décret).

Les femmes et les jeunes filles ne doivent pas être employées aux travaux du fond.

Le décret confie à un règlement ultérieur à déterminer quels sont les travaux souterrains dans lesquels les mineurs du sexe masculin, âgés de plus de 14 ans, pourront être employés, de même que les instruments et outils qu'ils pourront manier.

Continuant ses exigences particulières pour les travaux souterrains, le décret y limite l'emploi des garçons de 14 à 16 ans à une durée maxima de 6 heures sur 24 heures divisées par un repos d'une demi-heure au moins.

Les travaux souterrains peuvent être cumulés avec d'autres à la surface pourvu que leur totalité ne dépasse pas dix heures dans les 24 heures, coupés par des repos déterminés, et que chaque heure de travail souterrain soit comptée comme équivalente à deux heures de travail à la surface.

En outre, les garçons de 14 à 16 ans ne peuvent dans aucun cas être employés de nuit dans les galeries souterraines.

A part ces prescriptions très bien comprises et très favorables à la protection des petits ouvriers et des petites ouvrières, le décret portugais, à la différence de la loi espagnole de 1873, se préoccupe de rendre leur application sérieusement assurée. Il institue des inspecteurs du travail. « Il y aura sur le contingent du royaume et dans les îles adjacentes, pour les effets de l'inspection des établissements industriels, etc., cinq circonscriptions industriels... » (art. 33). « Il y aura dans chaque circonscription un inspecteur industriel nommé par le gouvernement parmi les ingénieurs des travaux publics » (art. 34).

En cas de contravention le décret rend responsables le directeur, le patron ou leur représentant. L'amende à laquelle ils peuvent être condamnés s'élève de 10.000 à 30.000 reis (55 fr. 55 à 166 fr 66) pour chaque mineur admis contrairement aux dispositions du décret.

En cas de récidive l'amende peut être portée au double.

RUSSIE

Les origines de la réglementation du travail en Russie datent de l'époque de Pierre-le-Grand. Elle s'occupait surtout des établissements de l'Etat. Dans les temps modernes ce sont les mines qui ont fait l'objet des premières réglementations protectrices. Les enfants employés dans les mines étaient protégés légalement 44 ans avant qu'on ait étendu la protection aux enfants des autres industries. La loi du 14 juin 1838, remplacée bientôt par celle du 11 mai 1847, réglementait le travail des enfants dans les mines de l'Etat. Voici quelles étaient les principales prescriptions de ces deux lois combinées (1) :

Les enfants des mineurs doivent aller à l'école aussitôt qu'ils ont atteint l'âge de 8 ans.

On ne peut employer les enfants âgés de moins de 15 ans qu'en cas de nécessité, et seulement aux travaux faciles. La durée du travail ne doit pas excéder huit heures sur vingt-quatre.

Les jeunes gens de 15 à 18 ans ne doivent non plus

1. *Conrad, op. cit.*

être employés qu'aux travaux ne dépassant pas leurs forces.

La loi du 8 mars 1861 étend la protection légale aux enfants employés dans les mines privés.

Elle défend de faire travailler les enfants avant l'âge de douze ans.

Les enfants de 12 à 15 ans ne peuvent être occupés que pendant huit heures par jour.

La loi de 1861 défend également d'employer les enfants âgés de moins de 15 ans, la nuit et aux travaux souterrains.

Ce n'est qu'en 1882 qu'on trouve le point de départ d'une réglementation générale. Elle fait l'objet de la loi du 1^{er} juin 1882. Les origines de cette loi sont très curieuses. Son élaboration, lente et difficile, n'a pas duré moins de vingt-cinq ans. Commencée en 1857, ce n'est qu'en 1881 que le ministre des finances M. Bunge, présenta au Conseil de l'Empire le projet de loi définitif qui reçut la sanction impériale le 1^{er} juin de l'année suivante.

La loi du 1^{er} juin 1882 s'appliquait aux fabriques, manufactures et autres établissements analogues. Les prescriptions sont pour la plupart la reproduction de celles de la loi de 1861 sur les mines.

L'âge d'admission est fixé à douze ans. Cependant les enfants peuvent être employés à partir de dix ans avec la permission spéciale du ministre des finances.

La durée du travail effectif des enfants de 12 à 15 ans

ne doit pas dépasser huit heures. Les heures destinées aux repas et aux repos n'y sont pas comptées.

Les enfants âgés de 12 à 15 ans ne doivent être employés la nuit (1), ni le dimanche et les jours de fête, ni aux travaux excédant leurs forces ou nuisibles à leur santé.

Pour permettre aux industriels de se préparer pour l'application de ces mesures réglementaires, un délai de deux ans fut accordé pour la mise en vigueur de la loi de 1882.

Elle fût bientôt complétée par deux nouvelles lois parues à un an d'intervalle l'une après l'autre. La loi du 12 juin 1884 organisa le service d'inspection. Elle créa de nouveaux inspecteurs pour toutes les industries réglementées par la loi de 1882, seulement la surveillance des mines fut confiée à des fonctionnaires qui en étaient chargés déjà auparavant.

La loi du 3 juin 1885 défendit le travail de nuit aux enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans et aux femmes de n'importe quel âge. Elle s'applique seulement dans certaines industries expressément mentionnées. L'industrie extractive n'est pas du nombre.

Toutes ces dispositions sont maintenant codifiées dans la grande loi du 29 avril 1890, qui forme un véritable code industriel. Il y avait deux sortes de prescriptions dans les lois parues avant 1890 : les unes étaient fixes,

1. La nuit compte de 9 heures du soir à 5 heures du matin.

les autres temporaires, susceptibles de modifications ultérieures. De cette manière on pouvait soumettre plusieurs industries à une nouvelle réglementation sans bouleverser les bases de la loi. Les délais de ces prescriptions temporaires ont été successivement prorogés, par périodes de deux années, jusqu'en 1890. A cette date l'expérience de la réglementation industrielle était faite, on pouvait constater l'efficacité et les bons résultats produits par l'application des mesures protectrices et le gouvernement russe jugea opportun de leur donner la forme définitive et permanente dans la loi de 1890. Cette dernière entra en vigueur dès le jour de sa promulgation au journal du Sénat(1). Voici ses principales dispositions :

Age d'admission

« Le travail dans les usines et fabriques est interdit aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de douze ans. »

Cette limite est la même que déjà la loi de 1861 consacrait pour l'admission des enfants dans les mines. La loi de 1882 l'a adoptée également, mais à la différence de la prescription citée plus haut qui est absolue, elle y a dérogé en autorisant l'emploi des enfants de 10 à 12 ans dans plusieurs industries et non des moins importantes.

1. Voir dans les recueils de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers, celui concernant la Russie.

Durée du travail

« Les enfants de 12 à 15 ans ne peuvent être employés plus de huit heures par jour, et le travail ne doit pas se prolonger pendant plus de quatre heures de suite. Cependant si les nécessités de l'industrie l'exigent, ils peuvent être employés pendant six heures consécutives sur vingt-quatre. »

La première prescription nous est déjà connue, la seconde est le produit de l'expérience. On a constaté que le travail de 6 heures offre dans beaucoup d'industries plus d'avantages que celui de huit heures. Comme la journée de travail des adultes est généralement de douze heures, les enfants qui leur sont attachés comme aides, peuvent être groupés en deux équipes de six heures chacune, et de cette façon on peut concorder les heures du travail des adultes avec celles des enfants.

Travail de nuit, des dimanches, et des jours fériés des enfants de 12 à 15 ans.

« Le travail de nuit est interdit aux enfants de 12 à 15 ans. Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. » Exception est faite en faveur des verreries.

L'interdiction du travail de nuit aux enfants existait déjà en 1882. Mais malgré qu'on fût persuadé des dangers que présentait ce travail pour la santé des jeunes ouvriers, la loi de 1882 n'a pas osé édicter une interdic-

tion trop absolue. D'importantes exceptions laissaient fréquemment subsister ce travail pernicieux.

La loi de 1890 défend également d'employer les enfants âgés de moins de 15 ans à n'importe quel travail les dimanches et jours fériés. Mais les inspecteurs sont autorisés d'accorder des tolérances.

La loi de 1890 a créé deux exceptions aux prescriptions sur le travail des enfants de 12 à 15 ans et sur la durée du travail de nuit des adolescents et des femmes. Ces exceptions ont été motivées par l'organisation spéciale du travail dans certains établissements, où l'on faisait travailler pendant dix-huit heures consécutives.

Voici les dérogations faites en faveur de ces établissements :

1° Les enfants de 12 à 13 ans pourront être employés pendant neuf heures par jour mais seulement 4 h. 1/2 sans interruption ;

2° La durée du travail de nuit, qui est interdit aux femmes et aux adolescents, s'étend de 10 heures du soir à 4 heures du matin, au lieu de 9 heures du soir à 5 heures du matin. Cette durée se trouve par conséquent réduite de deux heures.

Ainsi en ce qui concerne le travail de jour, le législateur russe, en vue de faire concorder les occupations des enfants avec celles des ouvriers adultes, a édicté trois durées différentes :

La durée de huit heures avec un repos ;

La durée de six heures sans interruption.

Et enfin la durée de neuf heures en deux temps de 4 h. 1/2.

Cette dernière durée est surtout mise en pratique dans les mines, où très souvent l'organisation en deux équipes est indispensable. Dans les autres industries russes ce travail de 18 heures en deux équipes n'a pas encore pris un grand développement. Le législateur a voulu réserver aux industriels la possibilité de le mettre en pratique, parce qu'il offre l'avantage de renforcer la production suivant les besoins du marché, tout en excluant les occupations de nuit, et de donner aux femmes et aux adolescents le moyen de gagner leur vie (1).

Inspection

« Pour contrôler l'application des règlements concernant le travail et l'instruction des travailleurs, il est créé une inspection des fabriques » (art. 34).

Cette inspection est rattachée au ministère des finances, direction du commerce et des manufactures.

L'action de l'inspection créée par l'article 34 ne s'étend pas « aux mines et carrières appartenant à des particuliers, soumises au contrôle de l'inspection spéciale composée des fonctionnaires de la direction des mines ».

Cette prescription n'a rien de nouveau. Nous l'avons déjà trouvée dans la loi du 12 juin 1884. La Russie,

1. Voir le rapport de M. Pingaut au ministre des Affaires Etrangères, 1891.

comme la France depuis la loi de 1892, et comme plusieurs autres pays, a senti la nécessité de ne pas retirer la surveillance des mines, en ce qui concerne l'application des prescriptions protectrices, aux fonctionnaires qui en sont déjà chargés en vertu d'autres lois. La compétence et les fonctions de ces surveillants, les rendent les mieux placés pour remplir avec succès le nouveau rôle qu'on leur confie. Cette solution présente aussi l'avantage de ne pas diviser la surveillance des mines, ce qui évite de nombreux tiraillements.

Pénalités.

Les infractions à la loi de 1882 tombaient sous le coup de l'article 1404 du Code pénal. La loi de 1885 était dépourvue de toute sanction pénale. Afin d'unifier la législation sur ce point, l'article 1404 a été modifié, et voici sa teneur actuelle :

« Les propriétaires directeurs et gérants des usines, fabriques, manufactures ou ateliers qui contreviendront aux lois ou aux règlements dûment sanctionnés relatifs au travail des enfants, des jeunes gens et des femmes dans les établissements industriels désignés, seront passibles d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, ou d'une amende ne dépassant pas 100 roubles !

Application de la loi.

La réglementation légale du travail des enfants est entrée déjà depuis plusieurs années dans les mœurs des

industriels russes. Ce résultat ne fut naturellement pas atteint du premier coup. Au commencement il y avait en Russie, comme dans tous les autres pays où l'on a essayé de réglementer le travail des enfants, une période de difficultés, qui étaient encore plus grandes en Russie par suite de l'étendue du territoire et du peu d'instruction de la classe qui devait se soumettre à la législation réglementaire. Les inspecteurs du travail ont dû se montrer au début très indulgents ; ils ont dû enseigner la loi en faisant des lectures et des commentaires, ils ont ensuite renouvelé leurs visites, mais ne se décidant à sévir que dans des cas graves ; de là le petit nombre de contraventions signalées au début (1).

Les prescriptions réglementaires étaient particulièrement bien observées dans les mines. D'ailleurs cette constatation n'a rien d'étonnant puisque l'industrie minière était réglementée bien avant les autres. En 1884, c'est l'année où la loi du 1^{er} juin 1882 devait entrer en vigueur, il n'y avait pas d'enfants, âgés de moins de 12 ans dans les mines. Sur un nombre de 4.500 à 4.700 en été, et 5.600-7.000 en hiver, d'ouvriers mineurs adultes employés dans les mines russes, il n'y avait en 1884 que 276, c'est-à-dire 4,81 0/0 d'enfants de 12 à 15 ans.

L'emploi des enfants au fond était très rare. Dans une seule mine au sud de la Russie, on les employait à descendre le charbon d'une galerie supérieure dans une

1. M. Pingaut, rap. cit.

autre située plus bas. On les employait encore, toujours dans le sud, à surveiller les portes de ventilation. En Pologne il n'y avait que soixante-douze enfants de 12 à 15 ans, dont treize travaillaient au jour, et tous les autres au fond.

Les rapports des inspecteurs prouvent que l'application de la loi de 1890 est satisfaisante. Comme cette loi ne faisait que consacrer les prescriptions réglementaires qui existaient déjà à titre provisoire, les industriels russes ont eu le temps de prendre leurs dispositions pour organiser le travail de manière à le conformer aux exigences légales.

SUISSE

La réglementation du travail est très ancienne en Suisse. Mais avant la constitution du 29 mai 1874, la législation du travail rentrait dans la compétence des autorités cantonales, ce qui donnait lieu à une très grande diversité de prescriptions réglementaires. Les difficultés qui résultèrent de cette situation étaient très nombreuses et souvent très graves. Dans certains cantons il n'y avait pas de législation réglementaire du tout.

L'article 34 de la constitution de 1874 donna des pouvoirs assez étendus à la confédération, en matière de législation du travail. C'est en vertu de ces pouvoirs conférés par la constitution que la loi fédérale du 23 mars 1877 fut sanctionné. Cette loi est générale à un double point de vue. Elle édicte des prescriptions applicables à tous les cantons suisses, ensuite elle réglemente le travail dans tous les établissements industriels remplissant certaines conditions.

La loi fédérale du 23 mars 1877 s'applique certainement aux mines. Elle réglemente le travail dans les fabriques en comprenant sous cette dénomination « tout

établissement industriel où un nombre, plus ou moins considérable d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement, hors de leur demeure et dans un local fermé » (art. 1). Les mines remplissent toutes ces conditions. Les ouvriers mineurs sont occupés régulièrement et simultanément. Leur travail se fait forcément « hors de leur demeure et dans un local fermé ».

L'arrêté du 3 juin 1891, destiné à préciser et à élargir en même temps la notion de fabrique, a indiqué les conditions suivantes :

« Sont considérés comme fabriques trois sortes d'établissements :

« 1° Toutes les exploitations occupant plus de dix ouvriers ;

« 2° Celles qui emploient des moteurs mécaniques ou qui occupent des personnes de moins de dix-huit ans, ou présentant des dommages particuliers pour la santé et la vie des ouvriers, à condition que ces établissements emploient plus de cinq ouvriers ;

« 3° Sont encore fabricants, sans condition relative au nombre des ouvriers, les établissements présentant des dangers exceptionnels pour la santé et la vie, ou représentant évidemment le type de fabriques. »

Même avant cette date, on considérait ces conditions comme nécessaires à remplir pour rentrer dans la catégorie des fabriques et tomber sous l'application de la loi de 1877. Seulement, on demandait que le nombre d'ouvriers fut de 25 au moins. Il est évident que les

mines, ayant presque toujours plus de 25 ouvriers, n'avaient pas beaucoup à gagner avec les modifications de l'arrêté du 3 juin 1891. Il n'en est pas de même avec les carrières. Le nombre d'ouvriers qu'elles occupent est souvent si restreint, que même les conditions de l'arrêté du 3 juin ne se trouveront pas toujours remplies.

Voici les prescriptions les plus importantes de la loi fédérale du 23 mars 1877 :

L'âge d'admission au travail est fixé à 14 ans ;

Les ouvriers et les ouvrières de n'importe quel âge ne peuvent être employés que onze heures par jour et dix le samedi ;

Le travail de nuit est interdit pour tous les ouvriers. Il est compris entre 5 ou 6 heures du matin et 8 heures du soir ;

Le travail de dimanche est interdit en règle générale. Il n'y a des exceptions que pour les ouvriers adultes du sexe masculin ;

Lorsque les femmes ont un ménage, on doit leur accorder un repos d'une heure et demie, au moins, par jour ;

Après leurs couches, les femmes doivent se reposer pendant huit semaines.

L'exécution de la loi est confiée aux pouvoirs cantonaux. Néanmoins, le pays tout entier est divisé en trois inspections, à la tête desquelles se trouvent des inspecteurs permanents subordonnés au gouvernement

fédéral. De cette manière, ce dernier peut aussi exercer un contrôle efficace sur l'application uniforme de la loi.

La sanction pénale est assurée par l'article 19 : « Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi ou aux ordres écrits de l'autorité compétente sera frappée, par les tribunaux, d'amendes de 4 à 500 fr. »

En cas de récidive, les tribunaux peuvent prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement qui peut s'élever jusqu'à trois mois.

Comme il est facile de le constater, la loi suisse ne contient pas de prescriptions spéciales pour les travaux souterrains. Par conséquent, les femmes peuvent y être employées. On peut confier aux enfants, à partir de 14 ans, n'importe quel travail pendant onze heures. En ce qui concerne les mines, minières et carrières, la législation suisse ne pèche pas par excès de rigueur.

ÉTATS-UNIS

La législation du travail ne rentre pas dans la compétence du pouvoir central. Chaque Etat a le droit de réglementer le travail sur son propre territoire. On aurait pu croire, qu'une très grande diversité dans les lois de ces nombreux Etats résulte forcément de cet état de choses. Au contraire, il existe une grande similitude entre les différentes législations. Les prescriptions qu'on a trouvées bonnes dans un Etat sont tout de suite imitées par plusieurs autres. C'est ainsi qu'en Maine, Minnesota, Nebraska, Ohio et Rhode-Islande existe la même prescription sur la durée du travail, qui ne doit pas dépasser dix heures.

En Californie, Konnektikut, Illinois, New-York et Pennsylvanie, la durée du travail est de huit heures au minimum, mais ce n'est qu'une règle à laquelle on peut déroger par une convention expresse ou tacite.

Il y a des prescriptions spéciales pour la protection des femmes en Wiskonsin, Dakota, Massachussetts, Michigan et Minnesota. La durée légale du travail des

femmes est de huit heures à Wiskonsin et de dix heures dans les autres Etats.

Les prescriptions spéciales aux travaux de mines de l'Etat de Colorado sont imitées par la plupart des autres Etats. Il n'y a que des modifications peu importantes dues principalement aux causes locales. Des lois pareilles à celle de l'Etat de Colorado existent dans un Etat du Centre (Pennsylvanie), plusieurs Etats sur la côte (Iennessee, Westvirginie), ainsi que dans presque tous les Etats de l'ouest (1).

Voici en quoi consistent les principales prescriptions de l'Etat de Colorado sur le travail des enfants et des femmes dans les mines :

Enfants. — Il est défendu d'employer dans les mines des enfants de moins de 14 ans. Les contraventions sont punies d'une amende de 100 à 500 dollars (Statuts 1877, chap. XV, art. 2).

Les jeunes gens au-dessus de 16 ans ne peuvent être employés comme ouvriers mineurs que s'ils savent lire et écrire.

Femmes. — Sous peine d'amende de 10 à 30 dollars pour chaque contravention, les chefs d'industrie employant des femmes dans leurs ateliers sont tenus de leur fournir des sièges convenables, afin qu'elles puissent s'en servir dans la mesure permise par leurs occupations (loi du 2 avril 1885).

1. Conrad, *op. cit.*

L'emploi des femmes ou jeunes filles, quel que soit leur âge, est interdit dans les mines de houille. Cette interdiction absolue n'est pas imitée par tous les autres Etats. Elle est généralement restreinte aux travaux souterrains (1).

(1) *King*, The United States Mining laws.

RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL SOUTERRAIN

L'idée d'une réglementation internationale du travail est assez séduisante. Elle a même pu paraître capitale à beaucoup de personnes, avant qu'on ait pu juger *de visu* sur les résultats produits par la réglementation. Cette idée pouvait avoir beaucoup de partisans à l'époque où l'on n'osait pas invoquer en faveur des prescriptions protectrices d'autres arguments que ceux inspirés par l'humanité. Les adversaires de la réglementation comp-
taient dans leurs rangs les plus illustres savants qui prouvaient par leurs déductions mathématiques que toute réduction de la durée du travail, toute entrave à la liberté des contrats devaient forcément entraîner la ruine industrielle du pays. Le calcul était facile à faire. Si, par exemple, un pays produit des marchandises pour 150 millions en faisant travailler ses ouvriers 15 heures par jour, en supposant que 120 millions étaient destinés à subvenir aux besoins de la consommation intérieure, et que 30 millions devaient être exportés, survient une loi qui réduit la durée du travail à 10 heures, le pays ne

pourra plus produire des marchandises que pour 100 millions. Toute l'exportation cessera du coup, et les produits étrangers viendront remplir le vide de 20 millions.

Devant ces calculs que l'expérience ne pouvait pas encore démentir, il ne restait aux partisans de la réglementation qu'à étaler au grand jour les abus les plus révoltants, et toucher l'opinion publique en le prenant par les sentiments. A cette époque, il aurait été assez naturel de réclamer une réglementation internationale du travail, cela pouvait paraître le seul moyen d'éviter la ruine des pays en introduisant partout les mêmes prescriptions réglementaires qui devaient réduire la production partout dans la même mesure.

Mais actuellement, l'expérience faite par de nombreux pays prouve abondamment que la réglementation, loin d'entraîner la ruine, augmente les forces industrielles du pays, et que, par conséquent, chaque nation doit faire réglementer le travail chez elle, dans son propre intérêt, sans se préoccuper de ce qui se passe à l'étranger.

L'idée d'une réglementation internationale du travail fut agitée assez longtemps avant d'être mise en pratique. Une réglementation internationale suppose que dans tous les pays les gouvernements ont reconnu, dans la même mesure, la nécessité d'imposer à leurs industries nationales des prescriptions restrictives. Mais même si tous les gouvernements sont tombés d'accord sur certaines d'entre elles, cette réglementation internationale ne présente plus une très grande importance, au moins

en ce qui concerne les principaux Etats. Ces Etats suivent attentivement ce qui se passe les uns chez les autres, une mesure adoptée et reconnue bonne par un Etat, est presque toujours imitée par un autre. Les frontières ne sont plus des barrières infranchissables, les moyens de renseignements et de communication sont multiples, les idées se propagent beaucoup plus vite que dans le temps. Et il est facile de constater que malgré la diversité de tous ces Etats, il y a une grande similitude entre les réglementations adoptées par eux.

C'est la Suisse qui a essayé, la première, de faire réaliser cette réglementation internationale du travail. Au commencement, ces propositions échouèrent (en 1881). Sans se décourager, le gouvernement suisse fit de nouvelles propositions aux gouvernements de différents Etats, et cette fois avec plus de succès. L'accueil fait aux propositions suisses, à part quelques exceptions, fut très favorable. Mais, peu de temps après, en 1890, l'empereur d'Allemagne fit publier ses deux rescrits, où il déclara avoir intention de faire tous ses efforts pour améliorer le sort de la classe ouvrière. Il s'adressa en même temps au gouvernement suisse pour le prier de renoncer à leur projet, parce qu'il avait l'intention de réunir une conférence à Berlin. Le gouvernement suisse se prêta volontiers, et la conférence projetée se réunit à Berlin le 15 mars 1890.

Les vœux de cette conférence sont particulièrement intéressants pour notre sujet. En effet, dans le pro-

gramme des délibérations figurait le règlement du travail dans les mines. On y posait ces questions :

1° Le travail sous terre doit-il être défendu ?

a) Aux enfants au-dessous d'un certain âge ?

b) Aux personnes du sexe féminin ?

2° La journée de travail dans les mines offrant des dangers particuliers pour la santé, doit-elle être soumise à des restrictions ?

3° Pourra-t-on, dans l'intérêt public, pour assurer la continuité de la production du charbon, soumettre le travail dans les houillères à un règlement international ?

C'est la seule industrie visée spécialement par la résolution de la conférence. Toutes les autres résolutions ne contiennent que des dispositions générales. Pourquoi cette différence ? Est-ce seulement l'intérêt trop vif que le gouvernement allemand portait à ce genre d'industrie, qui peut expliquer ces résolutions spéciales ? (1). Ou bien est-ce surtout parce que dans la pensée des organisateurs, le travail des mines présente des dangers particuliers, comme l'exprime le programme. Nous pencherions plutôt vers cette dernière solution. Mais on peut nous faire cette objection, qu'il y a d'autres industries bien plus dangereuses que l'industrie extractive, et on ne s'en est pas occupé. Oui, mais elles n'ont pas l'énorme importance de cette dernière, elles ne présentent pas ce caractère de généralité qu'a l'industrie extractive pour

1. C'est l'opinion de M. Tabacovici, exprimée dans sa thèse de doctorat de 1896.

faire l'objet d'une conférence internationale. D'autre part les législations intérieures de différents états représentées étaient bien faites pour donner l'idée de prendre des résolutions spéciales en faveur des travaux de mines. Nous avons, en effet, trouvé presque partout des lois ou seulement des prescriptions tout-à-fait spéciales pour ces derniers.

Le protocole final de la conférence, publié en français par le *Reichsanzeiger* (feuille officielle) nous fait connaître les réponses qu'on a adoptées aux questions posées dans le programme. En voici la teneur.

« Il est désirable :

1^o Que la limite inférieure de l'âge auxquels les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura trouvé la possibilité, à 14 ans révolus pour les pays méridionaux, cette limite serait fixée à 12 ans.

Le travail sous terre est défendu aux personnes du sexe féminin.

2^o Dans le cas où l'art des mines ne suffirait pas pour éloigner tous les dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles et accidentelles de l'exploitation de certaines mines ou de certains chantiers de mine, la durée du travail devrait être restreinte. On laisse à chaque pays le soin d'assurer ce résultat par voie législative administrative, ou par accord entre les exploitants et les

ouvriers, ou encore d'après les principes et la pratique de chaque nation.

3° *a)* Que la sécurité des ouvriers et la salubrité des travaux soient assurées par tous les moyens dont dispose la science, et placées sous la surveillance de l'Etat;

b) Que les ingénieurs chargés de surveiller l'exploitation soient exclusivement des hommes d'expérience et de compétence technique dûment constatées.

c) Que les relations entre les ouvriers mineurs soient le plus directes possibles pour avoir un caractère de confiance et de respect mutuels;

d) Que des institutions de prévoyance et de secours soient organisées conformément aux mœurs de chaque pays, destinées à garantir l'ouvrier mineur et sa famille contre les effets de la maladie, des accidents, de la vieillesse et de la mort, que les institutions qui sont propres à améliorer le sort du mineur et à l'attacher à sa profession soient de plus en plus développées.

e) Que dans le but d'assurer la continuité de la production du charbon, on s'efforce de prévenir les grèves. L'expression tend à prouver que le meilleur moyen préventif consiste à ce que les patrons et les mineurs s'engagent volontairement dans tous les cas où des différends ne pourraient être résolus par une entente directe à recourir à l'arbitrage »

Le règlement du travail dans les mines, adopté à la conférence de Berlin, contient deux parties distinctes.

La première (1^o) seule nous intéresse ici. Elle s'applique aux femmes et enfants. La seconde (2^o et 3^o) s'applique distinctement à tous les ouvriers mineurs.

En ce qui concerne les enfants, le règlement ne détermine que l'âge d'admission. C'est peu. Si les vœux de la conférence de Berlin étaient devenus loi universelle, remplaçant les prescriptions existant dans différents Etats, le sort des enfants aurait empiré. Ici apparaît un autre défaut de la réglementation internationale. Pour pouvoir s'appliquer partout et pour être adoptée par tous les Etats, elle est forcément peu rigoureuse. Et si ces Etats, se confiant à elle négligeaient de régler de nouveau et moins timidement le travail chez eux, la situation des personnes protégées n'aurait pas été, il s'en faut, si bonne qu'elle est en ce moment.

Vu :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	3
<i>Réglementation du travail dans les mines.....</i>	9
<i>Exclusion complète des enfants des travaux souterrains.....</i>	18
<i>Les femmes dans les mines.....</i>	21

Législation française.

<i>Travail souterrain des femmes et des enfants jusqu'à la loi du 19 mai 1874.....</i>	40
Le décret du 3 janvier 1813.....	44
La loi du 22 mars 1844..	49
<i>Loi du 19 mai 1874.....</i>	53
Les femmes dans les travaux souterrains sous l'empire de la loi de 1874.....	64
Conditions du travail (décret du 12 mai 1875).....	67
Droit commun appliqué aux travaux souterrains.....	77
Travail de nuit.....	82
Exécution de la loi du 19 mai 1874.....	123
Application des prescriptions légales.....	127
<i>Loi du 2 novembre 1892.....</i>	154
Travail de nuit sous l'empire de la loi du 2 nov. 1892.	173
<i>Décret du 3 mai 1893.....</i>	185

Exécution de la loi du 2 novembre 1892.....	196
Application de la loi du 2 novembre 1892.....	202

Législation étrangère.

<i>Angleterre</i>	215
<i>Belgique</i>	255
<i>Allemagne</i>	285
<i>Autriche</i>	308
<i>Grand-Duché du Luxembourg</i>	315
<i>Pays-Bas</i>	321
<i>Italie</i>	323
<i>Suède</i>	330
<i>Norvège</i>	334
<i>Espagne</i>	336
<i>Portugal</i>	338
<i>Russie</i>	341
<i>Suisse</i>	351
<i>Etats-Unis</i>	355
<i>Réglementation internationale du travail souterrain</i>	358

